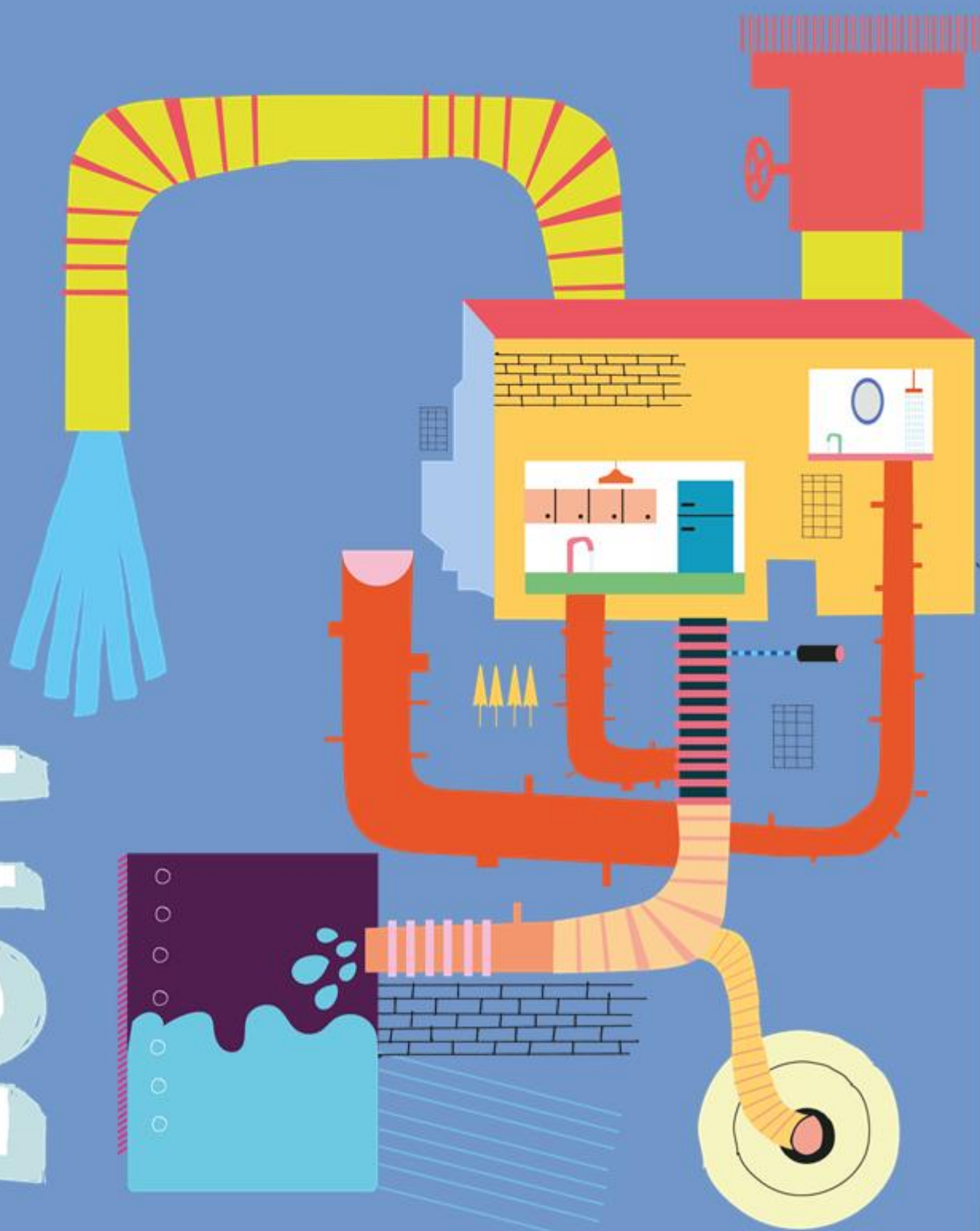


# RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE

Commune d'Autrans-Méaudre en Vercors -  
Méaudre

2019





## **REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)**

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

### **REPERES DE LECTURE**

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

| <b>Repère visuel</b>                                                                | <b>Objectif</b>                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    | <b>Identifier rapidement nos engagements clés</b>                                                   |
|   | <b>Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants</b>                 |
|  | <b>Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale</b> |

| <b>Gestion du document</b> | <b>Auteur</b>                  | <b>Date</b> |
|----------------------------|--------------------------------|-------------|
| Elodie Anxionnaz           | Ghesline Pras / Bruno Rousseau | 25/05/2020  |





# L'édito



## Veolia – Rapport annuel du délégataire 2019

Monsieur le Maire,

Je suis heureux de vous adresser le Rapport Annuel du Délégué qui vous permet d'accéder aux informations relatives à la gestion de votre service de l'eau ou de l'assainissement de l'année 2019.

J'ai pleinement conscience que, dans ce contexte d'épidémie de Covid-19, la dynamique dans laquelle nous étions il y a encore quelques mois peut paraître lointaine. Cependant les défis que nous avons relevés ensemble, ceux auxquels nous faisons face aujourd'hui sont riches d'enseignements. La résilience fait partie de nos métiers, et c'est ensemble que nous trouverons les solutions pour répondre aux défis à venir, à commencer par la nécessaire relance économique, qui devrait être une occasion d'accélérer la transformation écologique et sanitaire, plus que jamais vitale.

A travers les différentes composantes, techniques, économiques et environnementales, présentes dans ce Rapport, vous pourrez ainsi analyser la performance de votre service, pour lequel nos équipes se mobilisent 24h/24 auprès de vous.

A l'heure du combat contre l'épidémie de Covid-19, l'eau est une ressource plus précieuse que jamais. Dans cette période inédite, l'accès à l'eau est indispensable pour faire barrière au virus, et les Français ont plus que jamais conscience de l'importance de la préserver.

L'Eau est le « marqueur du changement climatique ». La sécheresse de l'été 2019 et les inondations de l'automne l'ont confirmé. Aux inquiétudes mesurables des concitoyens liées à ce changement climatique s'ajoutent celles portant sur la qualité de l'eau distribuée et la présence des nouveaux polluants dans les milieux aquatiques.

Pour répondre à ces enjeux, Veolia s'est engagé avec volontarisme pour relever les défis patrimoniaux, technologiques et sociaux des services d'eau et d'assainissement, au cœur des Assises de l'Eau. Avec l'ensemble de la profession, au sein de la FP2E, nous avons défini les actions clés sur lesquelles nous nous proposons d'avancer pour améliorer toujours davantage le service apporté aux consommateurs.

Plus particulièrement, Veolia a rassemblé cette année dans un Livre Blanc des initiatives innovantes susceptibles de vous inspirer pour positionner vos territoires à la pointe de la transformation écologique.

Les femmes et les hommes de Veolia Eau France, représentés par notre Directeur de Territoire sont à vos côtés pour vous permettre de répondre aux défis d'aujourd'hui et d'anticiper ceux, nombreux, à venir.

Soyez certain de leur engagement pour co-construire avec vous les solutions les plus adaptées à votre service d'eau ou d'assainissement.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Frédéric Van Heems

Directeur Général Veolia Eau France



# Sommaire

|                                                                                             |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>1. L'ESSENTIEL DE L'ANNEE .....</b>                                                      | <b>9</b>  |
| 1.1. Un dispositif à votre service .....                                                    | 10        |
| 1.2. Présentation du contrat .....                                                          | 13        |
| 1.3. Les chiffres clés .....                                                                | 14        |
| 1.4. L'essentiel de l'année 2019 .....                                                      | 15        |
| 1.5. Les indicateurs réglementaires 2019 .....                                              | 17        |
| 1.6. Autres chiffres clés de l'année 2019 .....                                             | 18        |
| 1.7. Le prix du service public de l'eau .....                                               | 20        |
| <b>2. LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR<br/>CONSUMMATION .....</b>                 | <b>21</b> |
| 2.1. Les consommateurs abonnés du service .....                                             | 23        |
| 2.2. La satisfaction des consommateurs .....                                                | 24        |
| 2.3. Données économiques .....                                                              | 26        |
| <b>3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE .....</b>                                              | <b>29</b> |
| 3.1. L'inventaire des installations .....                                                   | 30        |
| 3.2. L'inventaire des réseaux .....                                                         | 32        |
| 3.3. Les indicateurs de suivi du patrimoine .....                                           | 34        |
| 3.4. Gestion du patrimoine .....                                                            | 36        |
| <b>4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE<br/>OPERATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE .....</b>        | <b>39</b> |
| 4.1. La qualité de l'eau .....                                                              | 40        |
| 4.2. La maîtrise des prélèvements sur la<br>ressource, volumes et rendement du réseau ..... | 43        |
| 4.3. La maintenance du patrimoine .....                                                     | 49        |
| 4.4. L'efficacité environnementale .....                                                    | 52        |
| <b>5. LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE .....</b>                                             | <b>53</b> |
| 5.1. Le Compte Annuel de Résultat de<br>l'Exploitation de la Délégation (CARE) .....        | 54        |
| 5.2. Situation des biens .....                                                              | 58        |
| 5.3. Les investissements et le renouvellement .....                                         | 59        |
| 5.4. Les engagements à incidence financière .....                                           | 62        |
| <b>6. ANNEXES .....</b>                                                                     | <b>65</b> |
| 6.1. La facture 120 m <sup>3</sup> .....                                                    | 66        |
| 6.2. Les données consommateurs par commune .....                                            | 67        |
| 6.3. La qualité de l'eau .....                                                              | 68        |
| 6.4. Le bilan énergétique du patrimoine .....                                               | 82        |
| 6.5. Annexes financières .....                                                              | 83        |
| 6.6. Reconnaissance et certification de service .....                                       | 93        |
| 6.7. Actualité réglementaire 2019 .....                                                     | 96        |
| 6.8. Glossaire .....                                                                        | 100       |
| 6.9. Attestations d'assurances .....                                                        | 106       |



# 1. L'ESSENTIEL DE L'ANNEE



## 1.1. Un dispositif à votre service

### TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER

**Contactez-nous  
comme vous le souhaitez**

pour l'ensemble de vos démarches : consultation et paiement de votre facture, relevé d'index, déménagement, changement de coordonnées...

-  • **Appli "Veolia et moi"**  
Android ou Apple 24h/24 et 7J/7
-  • **www.eau.veolia.fr**  
24h/24 et 7J/7
-  • **0969 323 458\***  
du lundi au vendredi de 8H à 19H / samedi de 9H à 12H\*\*  
\*Appel non surtaxé - \*\*24/7 pour les urgences techniques
-  • **Veolia Eau** - TSA 50119 - 37911 Tours Cedex 9

 **Le +**  
 Des services de retranscription pour les personnes  
en situation de handicap visuel ou auditif





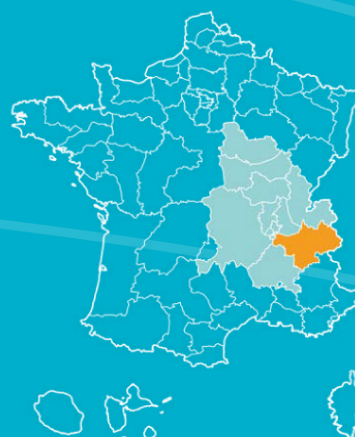
# Territoire Isère Savoie



OS  NS 20/20 !

## VALEURS

- SOLIDARITÉ
- RESPONSABILITÉ
- INNOVATION
- SENS DU CLIENT
- RESPECT



## CHIFFRES CLÉS



**181**  
**contrats**  
collectivités  
et industriels



**52 500**  
**abonnés**  
desservis  
en eau potable



**140**  
**agents**  
à votre service



**114**  
**installations**  
de production  
d'eau potable



**49**  
**usines**  
de dépollution



## NOTRE ÉQUIPE AU SERVICE DU TERRITOIRE

### MANAGERS DE SERVICE LOCAL



**GHESLINE PRAS**  
Directeur de Territoire  
ghesline.pras@veolia.com  
06 19 46 62 24

864 Chemin des Fontaines  
CS 4003 38190 Bernin



**BERTRAND RICHEL**  
Directeur  
des Opérations  
bertrand.richel@veolia.com  
06 21 22 02 20



**MATTHIEU BOUQUET**  
Directeur  
du Développement  
matthieu.bouquet@veolia.com  
06 19 41 39 77



**PIERRE PHILIPPE CAGNIN**  
Responsable  
Consommateurs  
pierre-philippe.cagnin@veolia.com  
06 13 13 98 41



**GUILLAUME TRAUCHESSEC**  
Grand Lac - Usines 38  
guillaume.trauchessec@veolia.com  
06 11 11 22 90



**JULIEN RENAUD**  
Énergie Savoie  
julien.renaud@veolia.com  
06 13 37 84 95



**DIDIER KATGELY**  
Énergie Vercors  
didier.katgely@veolia.com  
06 14 68 60 90



**AUORE GRAND-CLÉMENT**  
Tarentaise Usines  
aurore.grand-clement@veolia.com  
07 76 19 94 46



**DOMINIQUE TURETTA**  
Travaux  
dominique.turetta@veolia.com  
06 23 68 50 92



**VINCENT HERVE**  
Tarantaise / Arly  
vincent.herve@veolia.com  
06 12 04 40 44



**LAURENT QUEY**  
Énergie Les Arcs  
laurent.quey@veolia.com  
06 16 17 06 78



**BRUNO ROUSSEAU**  
Grésivaudan/Vercors/  
Combe de Savoie  
bruno.rousseau@veolia.com  
06 14 18 73 70

#### Contact consommateurs

09 69 32 34 58  
eau.veolia.fr

#### Territoire Isère - Savoie

864 Chemin des Fontaines  
38 190 Bernin  
04 76 61 39 02  
04 76 61 39 48

#### Siège de la Région Centre-Est

2-4 avenue des Canuts  
69120 VAULX-EN-VELIN  
04 26 20 61 00

[www.veolia.fr](http://www.veolia.fr)  
[www.veolia.com](http://www.veolia.com)  
[www.fondation.veolia.com](http://www.fondation.veolia.com)



## 1.2. Présentation du contrat

### Données clés

---

|                                       |                                          |
|---------------------------------------|------------------------------------------|
| 💧 Déléataire                          | VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux |
| 💧 Périmètre du service                | AUTRANS-MEAUDRE EN VERCORS               |
| 💧 Numéro du contrat                   | BZ310                                    |
| 💧 Nature du contrat                   | Affermage                                |
| 💧 Date de début du contrat            | 01/07/2010                               |
| 💧 Date de fin du contrat              | 30/06/2022                               |
| 💧 Les engagements vis-à-vis des tiers |                                          |

En tant que délégataire du service, VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux assume des engagements d'échanges d'eau avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

| Type d'engagement | Tiers engagé          | Objet               |
|-------------------|-----------------------|---------------------|
| achat             | SIVOM AUTRANS MEAUDRE | Achat d'eau du SIAM |

## 1.3. Les chiffres clés

Commune d'Autrans-Méaudre en Vercors - Méaudre

### Chiffres clés



**1 362**

Nombre d'habitants desservis



**814**

Nombre d'abonnés  
(clients)



**1**

Nombre d'installations de  
production



**2**

Nombre de réservoirs



**35**

Longueur de réseau  
(km)



**23**

Longueur de canalisation de  
distribution (hors branchement)  
(km)



**88,7**

Rendement de réseau (%)



**211**

Consommation moyenne (l/hab/j)



**100,0**

Taux de conformité  
microbiologique (%)

## 1.4. L'essentiel de l'année 2019

### Qualité de l'eau

---

Les analyses réalisées par l'ARS révèlent une excellente qualité de l'eau distribuée : 100% de conformité pour les paramètres physico-chimiques et 100 % pour les paramètres microbiologiques.

### Nombre d'abonnés et volumes consommés

---

Le nombre de clients est stable : 814.

Les volumes comptabilisés s'établissent à 131555 m<sup>3</sup>, dus à la production neige de culture. Les volumes vendus augmentent légèrement et se portent à 90160 m3. Pour rappel, les volumes communaux ne sont pas comptabilisés dans les volumes vendus car non facturés comme le prévoit le contrat.

### Performance du réseau de distribution d'eau

---

Le rendement de réseau augmente cette année et se porte à 88,7 %. Le renouvellement de la conduite de Claret a permis de diminuer les fuites et les pertes, améliorant ainsi le rendement. De la même façon, l'augmentation de la consommation des canons à neige, améliore mécaniquement le rendement.

### Principales opérations de travaux

---

- ◆ Renouvellement de la conduite en fonte grise entre Claret et Châtelard (fonte Ø175mm) par une canalisation BioRoc Ø125mm lors du dernier trimestre 2019,
- ◆ Sécurisation de la ressource de Claret avec la mise en place d'un analyseur de turbidité couplé à une vanne électrique. Cela permet de ne pas polluer le réservoir du Châtelard lors d'événements pluvieux,

### Principales opérations de maintenance

---

Lavage annuel des réservoirs réalisé.

### Ressources en eau

---

DUP ressource à terminer.

### Propositions d'améliorations

---

- ◆ Continuer le renouvellement de la canalisation de Piaillon, plus précisément au niveau de la piscine,
- ◆ Télégérer le compteur alimentant le centre IGEZA (compteur raccordé sur le départ TQS Autrans),
- ◆ Mise en place d'un compteur de sectorisation sur le secteur route de Torenas et le Cotel.

## **Evolutions réglementaires**

---

En décembre 2019, les instances européennes (Conseil, Commission et Parlement) ont annoncé avoir abouti à un accord provisoire concernant la révision de la Directive Européenne sur l'Eau Potable de 1998. Cet accord en vue d'une nouvelle Directive est soumis à l'approbation du Parlement et du Conseil avant publication officielle, puis, transcription en droit français sous un délai de 2 ans. Aussi, les grandes lignes de cette nouvelle Directive se précisent progressivement. Nos équipes se tiennent à votre disposition pour vous les présenter plus complètement et évaluer leurs conséquences pour votre service.

## 1.5. Les indicateurs réglementaires 2019

| INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES |                                                                                            | PRODUCTEUR                      | VALEUR 2018                    | VALEUR 2019                  |
|--------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| [D101.0]                             | Nombre d'habitants desservis total (estimation)                                            | Collectivité (2)                | 1 366                          | 1 362                        |
| [D102.0]                             | Prix du service de l'eau au m <sup>3</sup> TTC                                             | Délégataire                     | 2,55 €/m <sup>3</sup>          | 2,57 €/m <sup>3</sup>        |
| [D151.0]                             | Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service | Délégataire                     | 1 j                            | 1 j                          |
| INDICATEURS DE PERFORMANCE           |                                                                                            | PRODUCTEUR                      | VALEUR 2018                    | VALEUR 2019                  |
| [P101.1]                             | Taux de conformité des prélèvements microbiologiques                                       | ARS (1)                         | 100,0 %                        | 100,0 %                      |
| [P102.1]                             | Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques                                      | ARS (1)                         | 88,9 %                         | 100,0 %                      |
| [P103.2]                             | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable                | Collectivité et Délégataire (2) | 96                             | 96                           |
| [P104.3]                             | Rendement du réseau de distribution                                                        | Délégataire                     | 68,4 %                         | 88,7 %                       |
| [P105.3]                             | Indice linéaire des volumes non comptés                                                    | Délégataire                     | 6,20 m <sup>3</sup> /jour/km   | 3,06 m <sup>3</sup> /jour/km |
| [P106.3]                             | Indice linéaire de pertes en réseau                                                        | Délégataire                     | 5,46 m <sup>3</sup> /jour/km   | 2,12 m <sup>3</sup> /jour/km |
| [P107.2]                             | Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable                                     | Collectivité (2)                |                                |                              |
| [P108.3]                             | Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau                                | Collectivité (1)                | 40 %                           | 40 %                         |
| [P109.0]                             | Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité                        | Collectivité (2)                | 0                              | 1                            |
| [P109.0]                             | Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité                | Collectivité (2)                | 0                              | 226                          |
| [P151.1]                             | Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées                             | Délégataire                     | 0,00 u/1000 abonnés            | 0,00 u/1000 abonnés          |
| [P152.1]                             | Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés    | Délégataire                     | 100,00 %                       | 100,00 %                     |
| [P153.2]                             | Durée d'extinction de la dette de la collectivité                                          | Collectivité                    | A la charge de la collectivité |                              |
| [P154.0]                             | Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente                                | Délégataire                     | 0,26 %                         | 0,72 %                       |
| [P155.1]                             | Taux de réclamations                                                                       | Délégataire                     | 0,00 u/1000 abonnés            | 1,23 u/1000 abonnés          |

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSP

## 1.6. Autres chiffres clés de l'année 2019

| L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION |                                                              | PRODUCTEUR       | VALEUR 2018               | VALEUR 2019                |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|------------------|---------------------------|----------------------------|
| VP.062                                              | Volume prélevé                                               | Délégataire      | 48 835 m <sup>3</sup>     | 57 468 m <sup>3</sup>      |
| VP.059                                              | Volume produit                                               | Délégataire      | 48 835 m <sup>3</sup>     | 57 468 m <sup>3</sup>      |
| VP.060                                              | Volume acheté à d'autres services d'eau potable              | Délégataire      | 95 860 m <sup>3</sup>     | 99 715 m <sup>3</sup>      |
|                                                     | Volume mis en distribution (m <sup>3</sup> )                 | Délégataire      | 144 695 m <sup>3</sup>    | 157 183 m <sup>3</sup>     |
| VP.220                                              | Volume de service du réseau                                  | Délégataire      | 6 200 m <sup>3</sup>      | 7 856 m <sup>3</sup>       |
|                                                     | Volume consommé autorisé année entière                       | Délégataire      | 99 003 m <sup>3</sup>     | 139 411 m <sup>3</sup>     |
|                                                     | Nombre de fuites réparées                                    | Délégataire      | 7                         | 4                          |
| LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE                      |                                                              | PRODUCTEUR       | VALEUR 2018               | VALEUR 2019                |
|                                                     | Nombre d'installations de production                         | Délégataire      | 1                         | 1                          |
|                                                     | Nombre de réservoirs ou châteaux d'eau                       | Délégataire      | 2                         | 2                          |
|                                                     | Capacité totale des réservoirs ou châteaux d'eau             | Délégataire      | 510m <sup>3</sup>         | 510 m <sup>3</sup>         |
|                                                     | Longueur de réseau                                           | Délégataire      | 35 km                     | 35 km                      |
| VP.077                                              | Longueur de canalisation de distribution (hors branchements) | Collectivité (2) | 23 km                     | 23 km                      |
| VP.140                                              | Longueur de canalisation renouvelée par le délégataire       | Délégataire      | ml                        | ml                         |
|                                                     | Nombre de branchements                                       | Délégataire      | 644                       | 644                        |
|                                                     | Nombre de branchements en plomb                              | Délégataire      | 0                         | 0                          |
|                                                     | Nombre de branchements en plomb supprimés                    | Délégataire      | 1                         | 0                          |
|                                                     | Nombre de branchements neufs                                 | Délégataire      | 5                         | 2                          |
|                                                     | Nombre de compteurs                                          | Délégataire      | 863                       | 862                        |
|                                                     | Nombre de compteurs remplacés                                | Délégataire      | 7                         | 32                         |
| LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION D'EAU        |                                                              | PRODUCTEUR       | VALEUR 2018               | VALEUR 2019                |
|                                                     | Nombre de communes                                           | Délégataire      | 1                         | 1                          |
| VP.056                                              | Nombre total d'abonnés (clients)                             | Délégataire      | 816                       | 814                        |
|                                                     | - Abonnés domestiques                                        | Délégataire      | 816                       | 814                        |
|                                                     | - Abonnés non domestiques                                    | Délégataire      |                           |                            |
|                                                     | - Abonnés autres services d'eau potable                      | Délégataire      |                           |                            |
|                                                     | Volume vendu                                                 | Délégataire      | 84 167 m <sup>3</sup>     | 90 160 m <sup>3</sup>      |
|                                                     | - Volume vendu aux abonnés domestiques                       | Délégataire      | 84 167 m <sup>3</sup>     | 90 160 m <sup>3</sup>      |
|                                                     | - Volume vendu aux abonnés non domestiques                   | Délégataire      | m <sup>3</sup>            | m <sup>3</sup>             |
| VP.061                                              | - Volume vendu à d'autres services d'eau potable             | Délégataire      | m <sup>3</sup>            | m <sup>3</sup>             |
|                                                     | Consommation moyenne                                         | Délégataire      | 148 l/hab/j               | 211 l/hab/j                |
|                                                     | Consommation individuelle unitaire                           | Délégataire      | 94 m <sup>3</sup> /abo/an | 135 m <sup>3</sup> /abo/an |

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

| LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES A L'EAU                | PRODUCTEUR  | VALEUR 2018                                    | VALEUR 2019                                    |
|---------------------------------------------------------------------|-------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------|
| Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs                | Délégataire | Mesure statistique sur le périmètre du service | Mesure statistique sur le périmètre du service |
| Taux de satisfaction globale par rapport au Service                 | Délégataire | 84 %                                           | 87 %                                           |
| Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux | Délégataire | Non                                            | Non                                            |
| Existence d'une Convention Fonds Solidarité Logement « Eau »        | Délégataire | Oui                                            | Oui                                            |
| LES CERTIFICATS                                                     | PRODUCTEUR  | VALEUR 2018                                    | VALEUR 2019                                    |
| Certifications ISO 9001, 14001, 50001                               | Délégataire | En vigueur                                     | En vigueur                                     |
| Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité               | Délégataire | Oui                                            | Oui                                            |



## 1.7. Le prix du service public de l'eau

### LA FACTURE 120 M<sup>3</sup>

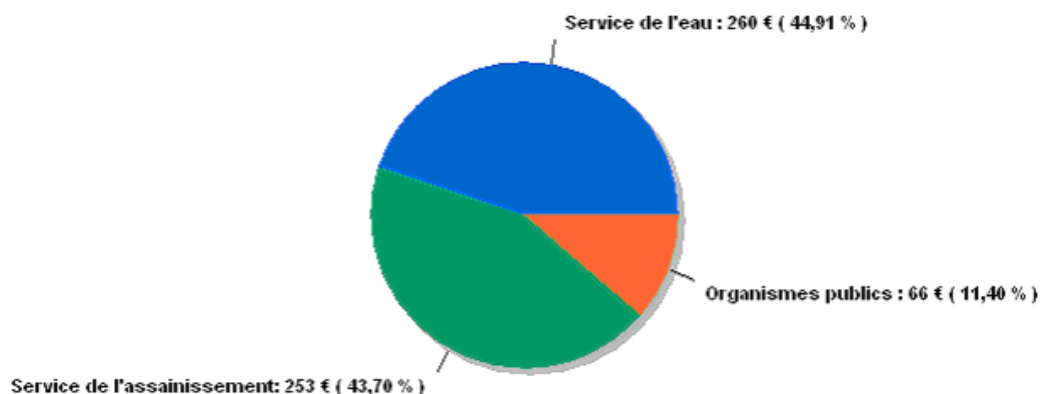
En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m<sup>3</sup> représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de AUTRANS-MEAUDRE EN VERCORS, l'évolution du prix du service de l'eau (redevances comprises, mais hors assainissement) par m<sup>3</sup> [D102.0] pour 120 m<sup>3</sup>, au tarif en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier, est la suivante :

| AUTRANS-MEAUDRE EN VERCORS<br>Prix du service de l'eau potable | Volume     | Prix<br>Au<br>01/01/2020 | Montant<br>Au<br>01/01/2019 | Montant<br>Au<br>01/01/2020 | N/N-1          |
|----------------------------------------------------------------|------------|--------------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| <b>Part délégataire</b>                                        |            |                          | <b>151,29</b>               | <b>154,58</b>               | <b>2,17%</b>   |
| Abonnement                                                     |            |                          | 113,46                      | 115,54                      | 1,83%          |
| Consommation                                                   | 120        | 0,3253                   | 37,83                       | 39,04                       | 3,20%          |
| <b>Part communale</b>                                          |            |                          | <b>15,00</b>                | <b>15,00</b>                | <b>0,00%</b>   |
| Abonnement                                                     |            |                          | 15,00                       | 15,00                       | 0,00%          |
| <b>Part syndicale</b>                                          |            |                          | <b>81,60</b>                | <b>81,60</b>                | <b>0,00%</b>   |
| Consommation                                                   | 120        | 0,6800                   | 81,60                       | 81,60                       | 0,00%          |
| <b>Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)</b>    | <b>120</b> | <b>0,0723</b>            | <b>10,01</b>                | <b>8,68</b>                 | <b>-13,29%</b> |
| <b>Organismes publics</b>                                      |            |                          | <b>32,40</b>                | <b>32,40</b>                | <b>0,00%</b>   |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau)                    | 120        | 0,2700                   | 32,40                       | 32,40                       | 0,00%          |
| <b>Total € HT</b>                                              |            |                          | <b>290,30</b>               | <b>292,26</b>               | <b>0,68%</b>   |
| TVA                                                            |            |                          | 15,97                       | 16,07                       | 0,63%          |
| <b>Total TTC</b>                                               |            |                          | <b>306,27</b>               | <b>308,33</b>               | <b>0,67%</b>   |
| <b>Prix TTC du service au m3 pour 120 m3</b>                   |            |                          | <b>2,55</b>                 | <b>2,57</b>                 | <b>0,78%</b>   |

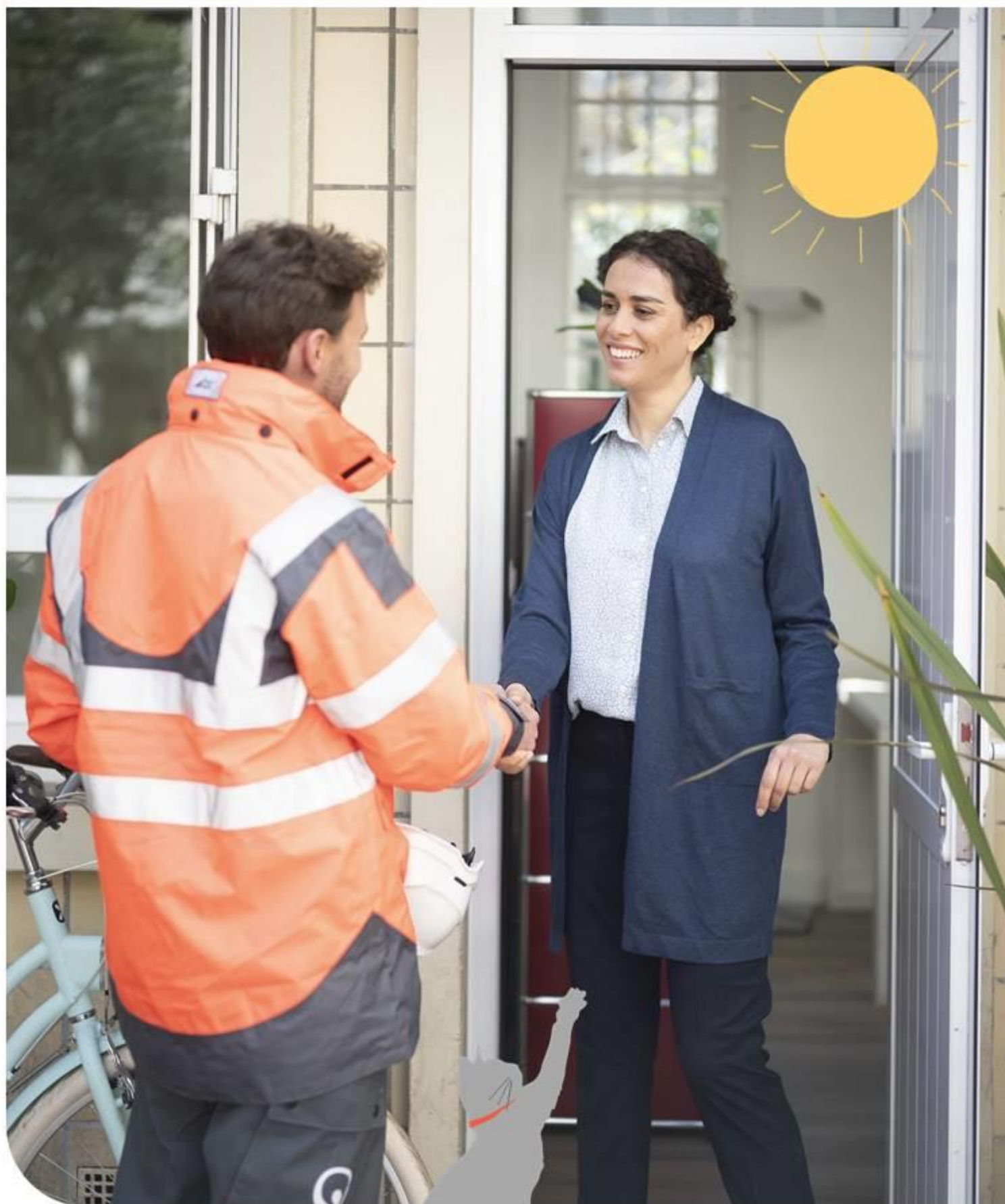
Le graphique ci-dessous présente la répartition du prix pour 120 m<sup>3</sup> pour la commune de AUTRANS-MEAUDRE EN VERCORS :

### Facture 120m<sup>3</sup> / Répartition du prix du service de l'Eau



Les factures type sont présentées en annexe.

## 2. LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION





## 2.1. Les consommateurs abonnés du service

### → *Le nombre d'abonnés*

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens de l'arrêté du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

|                                         | 2015       | 2016       | 2017       | 2018       | 2019       | N/N-1        |
|-----------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|--------------|
| <b>Nombre total d'abonnés (clients)</b> | <b>776</b> | <b>790</b> | <b>795</b> | <b>816</b> | <b>814</b> | <b>-0,2%</b> |
| domestiques ou assimilés                | 776        | 790        | 795        | 816        | 814        | -0,2%        |

### → *Les principaux indicateurs de la relation consommateurs*

|                                                        | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   | 2019   | N/N-1  |
|--------------------------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Nombre d'interventions avec déplacement chez le client | 112    | 99     | 167    | 216    | 253    | 17,1%  |
| Nombre annuel de demandes d'abonnement                 | 38     | 67     | 41     | 58     | 51     | -12,1% |
| Taux de clients mensualisés                            | 22,9 % | 23,1 % | 25,1 % | 25,6 % | 27,6 % | 7,8%   |
| Taux de mutation                                       | 5,0 %  | 8,7 %  | 5,3 %  | 7,3 %  | 6,5 %  | -11,0% |

Les données consommateurs par commune sont disponibles en annexe.

## 2.2. La satisfaction des consommateurs

Veolia place les consommateurs de services d'eau et d'assainissement au cœur de son action.

Veolia s'engage à prendre autant soin d'eux que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : être attentionné, cela commence toujours par être à l'écoute de ce que l'on a à nous dire, de ce que l'on pense de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- 💧 la qualité de l'eau
- 💧 la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité...
- 💧 la qualité de l'information adressée aux abonnés

Les résultats représentatifs de la région dont dépend votre service en décembre 2019 sont :

|                                                 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | N/N-1 |
|-------------------------------------------------|------|------|------|------|------|-------|
| Satisfaction globale                            | 85   | 88   | 85   | 84   | 87   | +3    |
| La continuité de service                        | 94   | 96   | 94   | 93   | 95   | +2    |
| La qualité de l'eau distribuée                  | 77   | 81   | 77   | 81   | 80   | -1    |
| Le niveau de prix facturé                       | 56   | 52   | 57   | 53   | 61   | +8    |
| La qualité du service client offert aux abonnés | 87   | 82   | 82   | 77   | 81   | +4    |
| Le traitement des nouveaux abonnements          | 91   | 90   | 91   | 81   | 90   | +9    |
| L'information délivrée aux abonnés              | 80   | 79   | 73   | 68   | 70   | +2    |

### Composition de votre eau !



*Le calcaire, les nitrates, le chlore sont également une cause potentielle d'insatisfaction. Sur le site internet ou sur simple appel chaque consommateur, qu'il soit abonné au service ou habite en logement collectif sans abonnement direct peut demander la composition de son eau.*



### → *Les 5 promesses aux consommateurs de Veolia*

Par ces 5 promesses, Veolia concrétise sa volonté de placer les consommateurs du territoire au cœur de son action. Elles témoignent de la mobilisation quotidienne des femmes et des hommes de Veolia à leur service, tout au long de leur parcours avec le service.

**#1 Qualité** : « Nous nous mobilisons à 100% pour la qualité de votre eau ».

**#2 Intervention** : « Nous réagissons et vous aidons à faire face aux incidents »

**#3 Budget** : « Nous vous accompagnons dans la gestion de votre facture d'eau »

**#4 Services** : « Nous sommes à votre écoute quand et comme vous le souhaitez »

**#5 Conseil** : « Nous vous aidons à maîtriser votre consommation »

## 2.3. Données économiques

### → Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P154.0]

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2019 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

|                                                            | 2015          | 2016          | 2017          | 2018          | 2019          |
|------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Taux d'impayés</b>                                      | <b>1,09 %</b> | <b>0,17 %</b> | <b>0,70 %</b> | <b>0,26 %</b> | <b>0,72 %</b> |
| Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1) | 4 597         | 719           | 2 963         | 1 130         | 2 967         |
| Montant facturé N - 1 en € TTC                             | 420 897       | 412 210       | 423 055       | 430 142       | 413 738       |

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités...).

### → Les interruptions non-programmées du service public de l'eau

La continuité du service public est un élément majeur de satisfaction des consommateurs.

Le taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [P151.1] est calculé à partir du nombre de coupures d'eau qui n'ont pas fait l'objet d'une information au moins 24h avant. En 2019, ce taux pour votre service est de 0,00/ 1000 abonnés.

|                                                                                            | 2015        | 2016        | 2017        | 2018        | 2019        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (pour 1 000 abonnés)</b> | <b>2,58</b> | <b>3,80</b> | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> |
| Nombre d'interruptions de service                                                          | 2           | 3           | 0           | 0           | 0           |
| Nombre d'abonnés (clients)                                                                 | 776         | 790         | 795         | 816         | 814         |

### → Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P109.0]

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- 💧 Urgence financière : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau
- 💧 Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées pour faciliter l'accès à l'eau
- 💧 Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré au Fonds de Solidarité Logement départemental

En 2019, le montant des abandons de créance s'élevait à 226 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

|                                                                                                    | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   | 2019   |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social reçues par le délégataire               | 2      | 1      | 0      | 0      | 1      |
| Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité par le délégataire (€) | 149,00 | 159,00 | 0,00   | 0,00   | 226,00 |
| Volume vendu selon le décret (m3)                                                                  | 70 552 | 85 471 | 83 404 | 84 167 | 90 160 |

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 109.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par le volume vendu.

### → *Les échéanciers de paiement*

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

|                                                               | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année | 4    | 8    | 7    | 3    | 3    |
| Nombre de dossiers de dégrèvements acceptés                   | 1    | 2    | 1    | 0    | 3    |





### 3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE



## 3.1. L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des installations de prélèvement et de production associées au contrat.

Les ouvrages gérés sur le service sont les suivants :

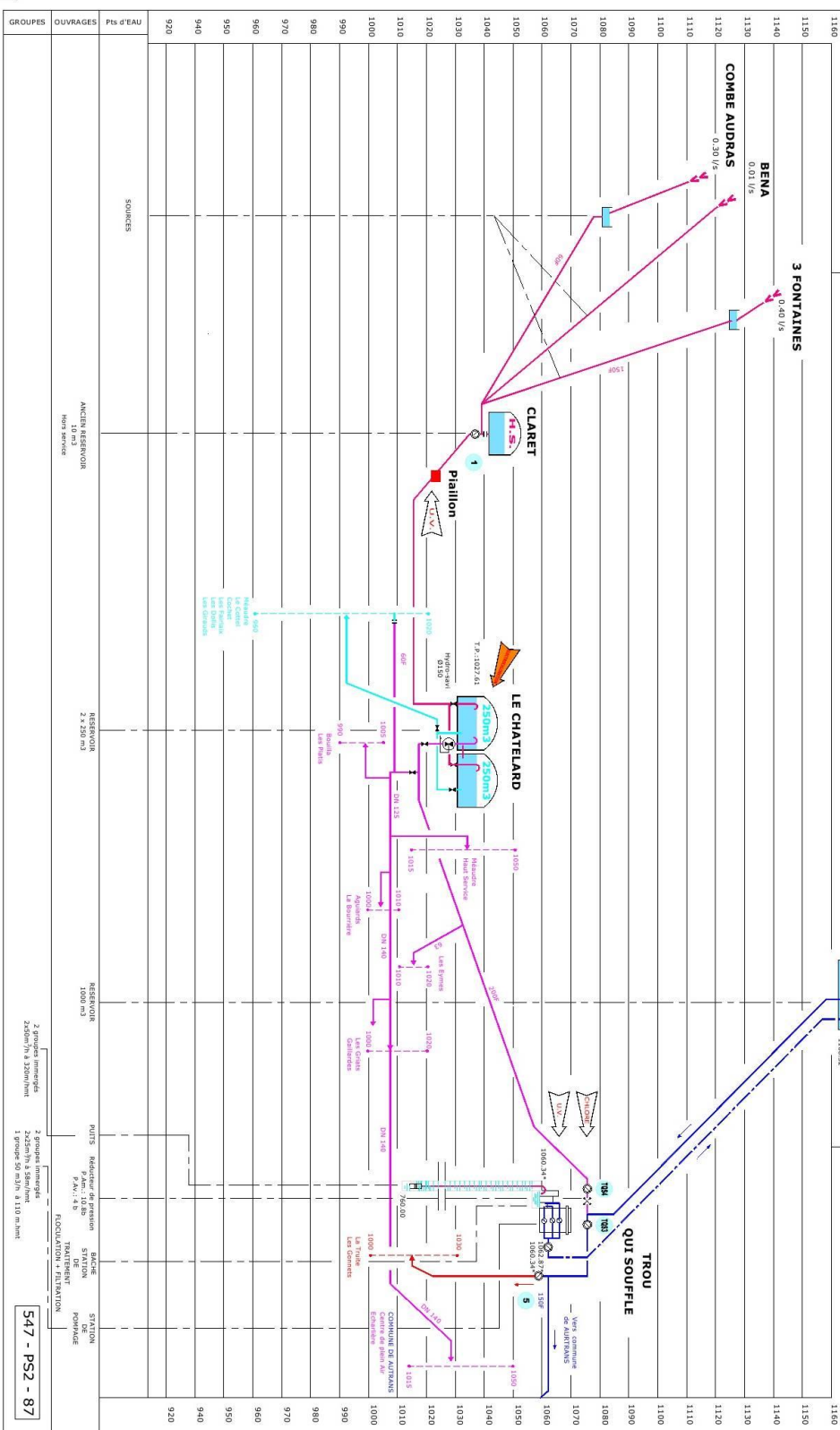
- 💧 Les captages de :
  - Trois Fontaines,
  - Rochas,
  - Bena,
  - Combe Audras (réservoir Claret)
  
- 💧 Les installations de désinfection de :
  - Claret (UV),
  - Le Chatelard (électrochloration)
  
- 💧 2 réservoirs d'une capacité totale de 510 m<sup>3</sup> Chatelard et Claret,
  
- 💧 Un complément d'eau vers le réservoir du Chatelard est assuré à partir des forages du «Trou qui souffle» appartenant au Syndicat Intercommunal Autrans-Méaudre (SIAM). Cette installation dispose d'un traitement d'eau complet (filtration, désinfection ultra-violets et chlore).

**Volume prélevé : 1**  
**Volume produit : 1 + TQs4 + 5**

**TROU QUI SOUFFLE**  
 1000 m<sup>3</sup>

**LEGENDE**

- Captage Addition
- Réseaux
- Réseau BACHELARD
- Réseau LA TRUILLE
- Réseau TROU QUI SOUFFLE - MEAUDRE
- Réseau TROU QUI SOUFFLE - AUTRANS



| GROUPES | OUVRAGES                                                | Pts d'EAU |
|---------|---------------------------------------------------------|-----------|
|         | ANCIEN RESERVOIR<br>10 m <sup>3</sup><br>Niveau service |           |
|         | RESERVOIR<br>2 x 250 m <sup>3</sup>                     |           |
|         | RESERVOIR<br>1000 m <sup>3</sup>                        |           |
|         | POITS - Réservoir de stationnement<br>P.A. 1 - 4 B      |           |
|         | STATION DE<br>POMPAGE                                   |           |
|         | STATION DE<br>POMPAGE                                   |           |

2 groupes envisagés  
 2x250 m<sup>3</sup> à 120 m/h  
 1 groupe 50 m<sup>3</sup>/h à 110 m/h

547 - PS2 - 87

## 3.2. L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- des réseaux de distribution,
- des équipements du réseau,
- des branchements en domaine public,
- des outils de comptage

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

### → Les réseaux, équipements, branchements et outils de comptage

|                                | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   | 2019   | N/N-1 |
|--------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|
| <b>Canalisations</b>           |        |        |        |        |        |       |
| Longueur totale du réseau (km) | 34,8   | 34,8   | 34,8   | 34,8   | 34,8   | 0,0%  |
| Longueur d'adduction (ml)      | 4 805  | 4 805  | 4 805  | 4 805  | 4 805  | 0,0%  |
| Longueur de distribution (ml)  | 30 025 | 30 030 | 30 031 | 30 031 | 30 031 | 0,0%  |
| <i>dont canalisations</i>      | 22 932 | 22 932 | 22 932 | 22 932 | 22 932 | 0,0%  |
| <i>dont branchements</i>       | 7 093  | 7 098  | 7 099  | 7 099  | 7 099  | 0,0%  |
| <b>Equipements</b>             |        |        |        |        |        |       |
| Nombre d'appareils publics     | 70     | 70     | 70     | 70     | 70     | 0,0%  |
| <i>dont poteaux d'incendie</i> | 24     | 25     | 25     | 25     | 25     | 0,0%  |
| <b>Branchements</b>            |        |        |        |        |        |       |
| Nombre de branchements         | 637    | 638    | 639    | 644    | 644    | 0,0%  |

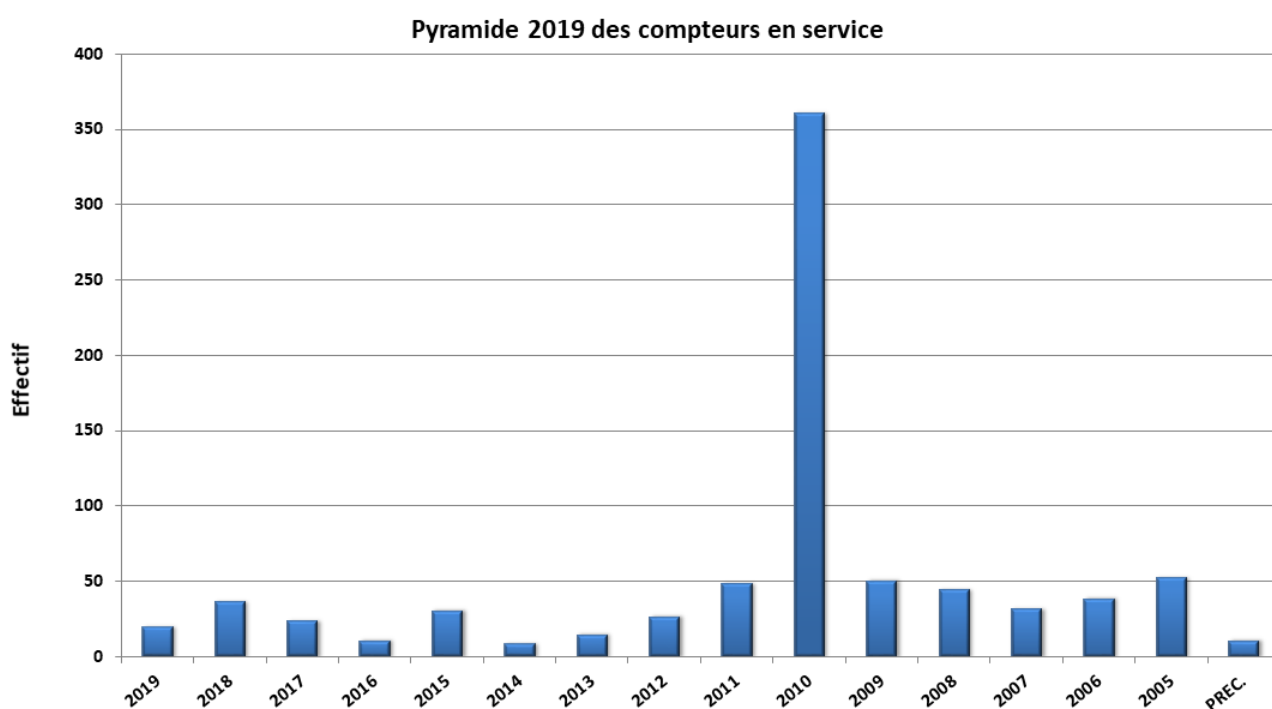
|                                                      | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | N/N-1 | Qualification   |
|------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|-------|-----------------|
| <b>Compteurs</b>                                     |      |      |      |      |      |       |                 |
| Nombre de compteurs                                  | 820  | 863  | 850  | 863  | 862  | -0,1% | Bien de reprise |
| <i>dont sur abonnements en service</i>               | 757  | 797  | 782  | 805  | 805  | 0,0%  |                 |
| <i>dont sur abonnements résiliés sans successeur</i> | 63   | 66   | 68   | 58   | 57   | -1,7% |                 |

|                                     | Canalisation d'adduction (ml) | Canalisation distribution (ml) | Total (ml)    |
|-------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|---------------|
| <b>Longueur totale tous DN (ml)</b> | <b>4 805</b>                  | <b>22 932</b>                  | <b>27 737</b> |
| DN 30 (mm)                          |                               | 663                            | 663           |
| DN 40 (mm)                          | 170                           | 1 312                          | 1 482         |
| DN 50 (mm)                          |                               | 1 747                          | 1 747         |
| DN 60 (mm)                          | 610                           | 3 689                          | 4 299         |
| DN 80 (mm)                          |                               | 2 525                          | 2 525         |
| DN 100 (mm)                         |                               | 1 713                          | 1 713         |
| DN 110 (mm)                         |                               | 894                            | 894           |
| DN 150 (mm)                         | 275                           | 5 317                          | 5 592         |
| DN 160 (mm)                         |                               | 1 943                          | 1 943         |
| DN 175 (mm)                         | 3 750                         | 158                            | 3 908         |
| DN 250 (mm)                         |                               | 120                            | 120           |
| DN indéterminé (mm)                 |                               | 347                            | 347           |

## → Les compteurs

| Compteurs (*)                               | Nombre | Qualification   |
|---------------------------------------------|--------|-----------------|
| Nombre de compteurs propriété de la société | 862    | Bien de reprise |

(\*) compteurs installés sur branchements d'abonnés, à l'exclusion des compteurs de sectorisation



## 3.3. Les indicateurs de suivi du patrimoine

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - Veolia met en œuvre une démarche de gestion durable et optimisée du patrimoine afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance des installations et, pour les réseaux, d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état.

### 3.3.1. L'INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX [P103.2]

L'obligation de réalisation d'un descriptif détaillé des ouvrages d'eau, tel que le définit l'article D.2224-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales répond à l'objectif de mettre en place une gestion patrimoniale des réseaux.

Il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion patrimoniale du réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points accessibles pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Depuis 2015, les services d'eau ne disposant pas du descriptif détaillé se sont vus appliquer un doublement de la redevance pour les prélèvements réalisés sur la ressource en eau.

Calculé sur un barème de 120 points (ou 100 points pour les services n'ayant pas la mission de distribution), la valeur de cet indice [P103.2] pour l'année 2019 est de :

| Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|--------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux      | 96   | 96   | 96   | 96   | 96   |

| Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau |                                                                                                                                                                                                                                          | Barème | Valeur ICGPR |
|--------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------------|
| Code VP                                                            | Partie A : Plan des réseaux (15 points)                                                                                                                                                                                                  |        |              |
| VP.236                                                             | Existence d'un plan des réseaux                                                                                                                                                                                                          | 10     | 10           |
| VP.237                                                             | Mise à jour annuelle du plan des réseaux                                                                                                                                                                                                 | 5      | 5            |
| Code VP                                                            | Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)                                                                                                     |        |              |
| VP.238                                                             | Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques                                         |        | Oui          |
| VP.239                                                             | Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.                                                                                                                             |        | 95 %         |
| VP.240                                                             | Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres |        | Oui          |
| Combinaison des variables VP238, VP239 et VP240                    | Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)                                                                                                                                                                   | 15     | 15           |
| VP.241                                                             | Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations                                                                                                                                                                              | 15     | 15           |
| Total Parties A et B                                               |                                                                                                                                                                                                                                          | 45     | 45           |
| Code VP                                                            | Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)                                                               |        |              |
| VP.242                                                             | Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes                                                                                                                                                                       | 10     | 10           |
| VP.243                                                             | Inventaire pompes et équipements électromécaniques                                                                                                                                                                                       | 10     | 10           |
| VP.244                                                             | Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux                                                                                                                                                                   | 10     | 1            |
| VP.245                                                             | Inventaire caractéristiques compteurs et références carnet métrologique                                                                                                                                                                  | 10     | 10           |
| VP.246                                                             | Inventaire secteurs de recherche de pertes eau                                                                                                                                                                                           | 10     | 10           |
| VP.247                                                             | Localisation des autres interventions                                                                                                                                                                                                    | 10     | 10           |
| VP.248                                                             | Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations                                                                                                                                                                  | 10     | 0            |
| VP.249                                                             | Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux                                                                                                                                                                                | 5      | 0            |
| Total:                                                             |                                                                                                                                                                                                                                          | 120    | 96           |

La valeur de l'indice atteint le seuil des 40 premiers points du barème. En conséquence, le service dispose au 31 décembre 2019 du descriptif détaillé tel qu'exigé par la réglementation. Toutefois, un plan d'action visant à compléter l'inventaire des canalisations pourra être utilement mis en œuvre pour consolider ce descriptif détaillé. Veolia se tient à la disposition de vos services pour établir ce plan d'action.

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses missions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.



## 3.4. Gestion du patrimoine

### 3.4.1. LES RENOUVELLEMENTS REALISES

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines, réservoirs...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : compteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

#### → Les compteurs

En ce qui concerne les compteurs d'eau froide en service, le renouvellement est réalisé de manière à répondre aux obligations contractuelles et assurer la conformité réglementaire du parc de compteurs.

En France, le « contrôle en service des compteurs d'eau froide potable » est réglementé par l'arrêté du 6 mars 2007. Parmi les méthodes proposées par cet arrêté, Veolia a choisi celle qui donne la meilleure connaissance du parc : la mise en place d'un système qualité pour utiliser ses propres moyens de contrôle. Les compteurs de diamètre nominal strictement inférieur à 40 mm sont inspectés selon une méthode statistique définie par cet arrêté tandis que les autres compteurs sont renouvelés selon la méthode de renouvellement suivant l'âge et la classe du compteur.

Un carnet métrologique comprenant les informations demandées par la décision du 30 décembre 2008 est tenu à jour pour chaque compteur éligible.

Veolia a été autorisé par décision ministérielle à utiliser la procédure de contrôle statistique par le détenteur pour les compteurs qu'elle détient ou gère au titre d'un contrat de délégation de service public. Le système qualité de Veolia est accrédité (accréditation n° 3-1316 (précédemment accréditation n° 2 – 5146 jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2016) portée disponible sur [WWW.COFRAC.fr](http://WWW.COFRAC.fr)) pour faire inspecter les compteurs par ses laboratoires.

Les lots de compteurs inspectés depuis 2010 sont conformes à la réglementation. Ces méthodes statistiques permettent de mettre en œuvre une stratégie de renouvellement préventif optimisée et contribuent à la maîtrise des technologies de comptage et au suivi du vieillissement des compteurs au cours du temps.

| Renouvellement des compteurs  | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | N/N-1  |
|-------------------------------|------|------|------|------|------|--------|
| Nombre de compteurs           | 820  | 863  | 850  | 863  | 862  | -0,1%  |
| Nombre de compteurs remplacés | 2    | 11   | 9    | 7    | 32   | 357,1% |
| Taux de compteurs remplacés   | 0,2  | 1,3  | 1,1  | 0,8  | 3,7  | 362,5% |

### → Les branchements

| Renouvellement des branchements plomb                 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | N/N-1   |
|-------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|---------|
| Nombre de branchements                                | 637  | 638  | 639  | 644  | 644  | 0,0%    |
| <i>dont branchements plomb au 31 décembre (*)</i>     | 0    | 0    | 1    | 0    | 0    | 0%      |
| <i>% de branchements plomb restant au 31 décembre</i> | 0%   | 0%   | 0%   | 0%   | 0%   | 0%      |
| Branchements plomb supprimés pendant l'année (**)     | 0    | 0    | 0    | 1    | 0    | -100,0% |

(\*) inventaire effectué au vu de la partie visible au droit du compteur

(\*\*) par le Délégué et par la Collectivité

## 3.4.2. LES TRAVAUX NEUFS REALISES

### → Les réseaux, branchements et compteurs

Les principales opérations réalisées par le délégué figurent au tableau suivant :

| Canalisations neuves |                                |         |          |    |          |
|----------------------|--------------------------------|---------|----------|----|----------|
| Date                 | Commune                        | Adresse | Matériau | DN | Longueur |
| 11/12/2019           | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | D106    |          |    |          |
| 16/12/2019           | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | D106    |          |    |          |

| Branchements neufs |                                |                 |          |    |          |
|--------------------|--------------------------------|-----------------|----------|----|----------|
| Date               | Commune                        | Adresse         | Matériau | DN | Longueur |
| 27/11/2019         | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | RUE GOUR MARTEL |          |    |          |
| 09/12/2019         | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | D106            |          |    |          |



## 4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE



## 4.1. La qualité de l'eau

La qualité de l'eau distribuée constitue l'enjeu prioritaire de performance des services. Elle figure légitimement au premier rang des exigences des consommateurs de service d'eau.

Les phénomènes de dégradation de la qualité de l'eau sont complexes et leur maîtrise nécessite une vigilance à tous les stades de vie des infrastructures du service (conception, travaux, exploitation...).

### 4.1.1. LE CONTROLE DE LA QUALITE DE L'EAU

Dans tous les services qui lui sont confiés, Veolia fait le choix de compléter le contrôle réglementaire réalisé par l'Agence Régionale de Santé, par un plan d'auto-contrôle de la qualité de l'eau sur la ressource et sur l'eau produite ainsi que distribuée. Les prélèvements sont réalisés sur les points de captage, dans les usines de production d'eau potable et sur le réseau de distribution jusqu'au robinet du consommateur. Le contrôle réglementaire réalisé par l'ARS porte sur l'ensemble des paramètres réglementaires microbiologiques et physico-chimiques. L'auto-contrôle est adapté à chaque service et cible davantage les paramètres réglementés pour un suivi du bon fonctionnement des installations et de la qualité de l'eau distribuée.

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses réalisées sur l'ensemble des systèmes. Le détail des paramètres est disponible en annexe.

|                  | Contrôle sanitaire | Surveillance par le délégataire | Analyses supplémentaires |
|------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------------|
| Microbiologique  | 104                | 42                              | 5                        |
| Physico-chimique | 1772               | 26                              | 2                        |

### 4.1.2. L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUEE

#### → Conformité des paramètres analytiques

Détail des non-conformités par rapport aux limites de qualité :

| Paramètre     | Mini | Maxi | Nb de non-conformités<br>Contrôle<br>Sanitaire | Nb de non-conformités<br>Surveillance<br>Délégataire | Nb<br>d'analyses<br>Contrôle<br>Sanitaire | Nb<br>d'analyses<br>Surveillance<br>Délégataire | Valeur du<br>seuil et<br>unité |
|---------------|------|------|------------------------------------------------|------------------------------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------------------------------|
| E.Coli /100ml | 0    | 1    | 0                                              | 1                                                    | 17                                        | 8                                               | 0 n/100ml                      |

Détail des non-conformités par rapport aux références de qualité :

| Paramètre            | Mini | Maxi | Nb de non-conformités<br>Contrôle<br>Sanitaire | Nb de non-conformités<br>Surveillance<br>Délégataire | Nb<br>d'analyses<br>Contrôle<br>Sanitaire | Nb<br>d'analyses<br>Surveillance<br>Délégataire | Valeur du<br>seuil et<br>unité |
|----------------------|------|------|------------------------------------------------|------------------------------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------------------------------|
| Bactéries Coliformes | 0    | 2    | 0                                              | 1                                                    | 17                                        | 8                                               | 0 n/100ml                      |

### → Composition de l'eau du robinet

Les données sont celles observées aux points de mise en distribution et de consommation. Les résultats sur les ressources ne sont pas pris en compte dans ce tableau. La caractérisation de l'eau résulte ici d'analyses réglementaires réalisées pour le compte de l'Agence Régionale de Santé, et des analyses d'auto-contrôle pilotées par Veolia.

| Paramètre             | Mini  | Maxi  | Nb d'analyses | Unité | Valeur du seuil |
|-----------------------|-------|-------|---------------|-------|-----------------|
| Calcium               | 84,30 | 84,30 | 1             | mg/l  | Sans objet      |
| Chlorures             | 1,10  | 1,10  | 2             | mg/l  | 250             |
| Fluorures             | 0     | 0     | 1             | µg/l  | 1500            |
| Magnésium             | 0,85  | 0,85  | 1             | mg/l  | Sans objet      |
| Nitrates              | 1,40  | 1,80  | 2             | mg/l  | 50              |
| Pesticides totaux     | 0     | 0     | 1             | µg/l  | 0,5             |
| Potassium             | 0     | 0     | 1             | mg/l  | Sans objet      |
| Sodium                | 0     | 0     | 1             | mg/l  | 200             |
| Sulfates              | 3,10  | 3,80  | 2             | mg/l  | 250             |
| Titre Hydrotimétrique | 18,20 | 21,42 | 5             | °F    | Sans objet      |

### 4.1.3. L'ÉVOLUTION DE LA QUALITÉ DE L'EAU

#### → Historique des données du contrôle officiel (ARS)

Les indicateurs de conformité des prélèvements réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité concernent les paramètres microbiologiques **[P101.1]** et physico-chimiques **[P102.1]**. Le résultat des analyses du contrôle officiel peut être consulté sur le site du ministère : <http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable>

|                                            | 2015            | 2016            | 2017            | 2018            | 2019            |
|--------------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| <b>Paramètres microbiologiques</b>         |                 |                 |                 |                 |                 |
| <b>Taux de conformité microbiologique</b>  | <b>100,00 %</b> | <b>100,00 %</b> | <b>100,00 %</b> | <b>100,00 %</b> | <b>100,00 %</b> |
| Nombre de prélèvements conformes           | 18              | 16              | 17              | 17              | 17              |
| Nombre de prélèvements non conformes       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               |
| Nombre total de prélèvements               | 18              | 16              | 17              | 17              | 17              |
| <b>Paramètres physico-chimique</b>         |                 |                 |                 |                 |                 |
| <b>Taux de conformité physico-chimique</b> | <b>100,00 %</b> | <b>100,00 %</b> | <b>100,00 %</b> | <b>88,89 %</b>  | <b>100,00 %</b> |
| Nombre de prélèvements conformes           | 5               | 5               | 6               | 8               | 6               |
| Nombre de prélèvements non conformes       | 0               | 0               | 0               | 1               | 0               |
| Nombre total de prélèvements               | 5               | 5               | 6               | 9               | 6               |

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

### → *Chlorure de Vinyle Monomère*

Le Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) constitue la principale matière première du PVC. Cette substance est classée comme cancérigène et sa limite de qualité dans les eaux destinées à la consommation humaine est fixée à 0,5 µg/L. Des dépassements de cette limite de qualité sont susceptibles d'être observés du fait d'une migration dans l'eau distribuée du CVM résiduel contenu dans les parois de certaines canalisations en PVC produites avant 1980.

En 2019, comme les années précédentes, les Agences Régionales de Santé (ARS) ont continué d'appliquer l'instruction de la Direction Générale de la Santé du 18 octobre 2012 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de dépassement de la limite de qualité des eaux destinées à la consommation humaine. La plupart des ARS appliquent une stratégie d'échantillonnage ciblée sur les canalisations précédemment repérées comme à risques. Il s'agit avant tout des canalisations susceptibles d'être concernées par le phénomène de migration du CVM compte-tenu de leurs caractéristiques patrimoniales (période de pose) et hydrauliques (temps de séjour de l'eau dans la canalisation).

#### **Situation sur votre service :**

En 2019, l'Agence Régionale de Santé a continué à suivre le paramètre CVM (Chlorure de Vinyle Monomère).

Toutes les analyses réalisées sur votre périmètre se sont révélées conformes.

## 4.2. La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau

### 4.2.1. L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION : LE VOLUME PRELEVE ET PRODUIT

#### → Le volume prélevé

Le volume prélevé par ressource et par nature d'eau est détaillé ci-après :

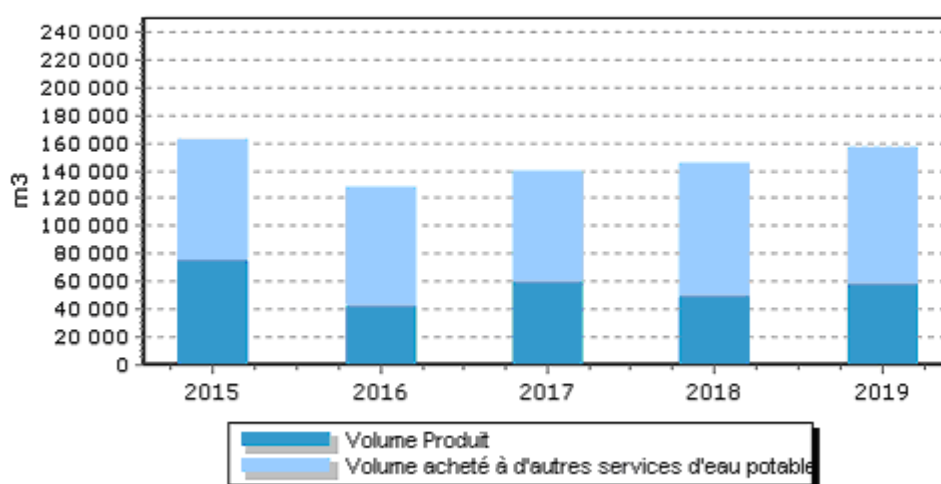
|                                          | 2015          | 2016          | 2017          | 2018          | 2019          | N/N-1        |
|------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| <b>Volume prélevé (m3)</b>               | <b>75 196</b> | <b>40 978</b> | <b>59 023</b> | <b>48 835</b> | <b>57 468</b> | <b>17,7%</b> |
| <b>Volume prélevé par ressource (m3)</b> |               |               |               |               |               |              |
| SOURCE DE CLARET                         | 75 196        | 40 978        | 59 023        | 48 835        | 57 468        | 17,7%        |

#### → Le volume produit et mis en distribution

Les volumes produit et mis en distribution prennent en compte, le cas échéant, le volume acheté et vendu à d'autres services d'eau potable :

|                                                 | 2015           | 2016           | 2017           | 2018           | 2019           | N/N-1        |
|-------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|
| <b>Volume prélevé (m3)</b>                      | <b>75 196</b>  | <b>40 978</b>  | <b>59 023</b>  | <b>48 835</b>  | <b>57 468</b>  | <b>17,7%</b> |
| <b>Volume produit (m3)</b>                      | <b>75 196</b>  | <b>40 978</b>  | <b>59 023</b>  | <b>48 835</b>  | <b>57 468</b>  | <b>17,7%</b> |
| Volume acheté à d'autres services d'eau potable | 87 397         | 86 502         | 80 745         | 95 860         | 99 715         | 4,0%         |
| <b>Volume mis en distribution (m3)</b>          | <b>162 593</b> | <b>127 480</b> | <b>139 768</b> | <b>144 695</b> | <b>157 183</b> | <b>8,6%</b>  |

Evolution des volumes produit et acheté à d'autres services d'eau potable





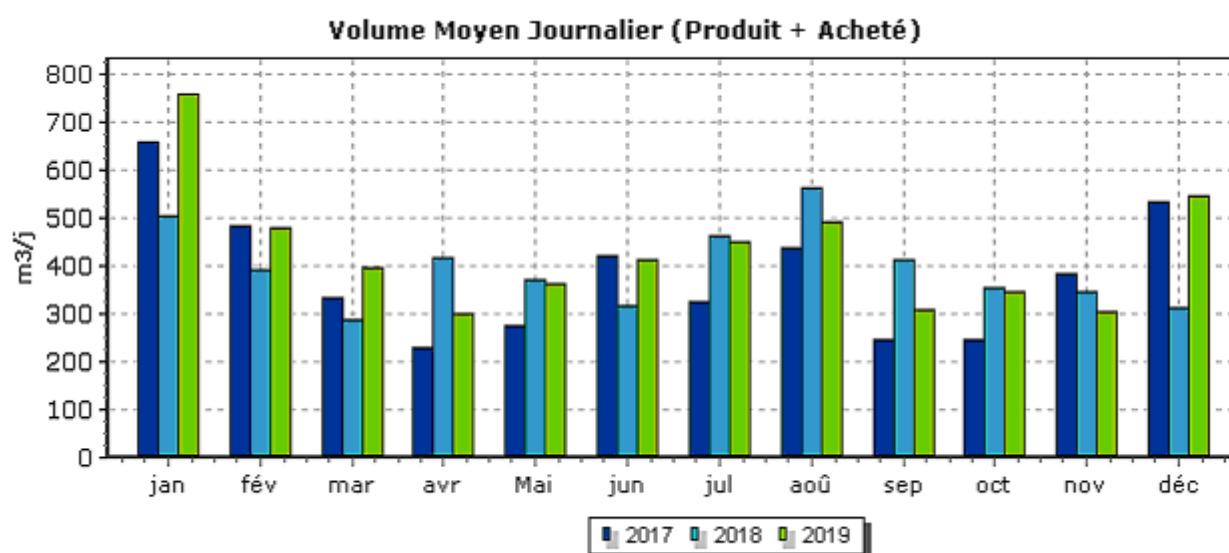
Le volume acheté à d'autres services d'eau potable est détaillé ci-après :

|                                                             | 2015          | 2016          | 2017          | 2018          | 2019          | N/N-1       |
|-------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| <b>Volume acheté à d'autres services d'eau potable (m3)</b> | <b>87 397</b> | <b>86 502</b> | <b>80 745</b> | <b>95 860</b> | <b>99 715</b> | <b>4,0%</b> |
| SIVOM AUTRANS MEAUDRE                                       | 87 397        | 86 502        | 80 745        | 95 860        | 99 715        | 4,0%        |

### → Bilan mensuel

Le volume introduit et mis en distribution moyen par mois :

|                                        | Jan.       | Fév.       | Mars       | Avr.       | Mai        | Juin       | Juil.      | Août       | Sep.       | Oct.       | Nov.       | Déc.       |
|----------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Volume moyen journalier produit (m3/j) | 759        | 478        | 397        | 300        | 362        | 415        | 451        | 491        | 310        | 345        | 306        | 545        |
| <b>Total (m3/j)</b>                    | <b>759</b> | <b>478</b> | <b>397</b> | <b>300</b> | <b>362</b> | <b>415</b> | <b>451</b> | <b>491</b> | <b>310</b> | <b>345</b> | <b>306</b> | <b>545</b> |



## 4.2.2. L'EFFICACITE DE LA DISTRIBUTION : LE VOLUME VENDU, LE VOLUME CONSOMME ET LEUR EVOLUTION

### → Le volume vendu

Le volume vendu est celui constaté sur les factures émises au cours de l'exercice. Il est égal au volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services d'eau potable, après déduction du volume de service du réseau, des dotations gratuites (dégrèvements pour fuites par exemple) et des éventuels forfaits de consommation.

Selon la typologie de l'arrêté du 2 mai 2007 (rapport sur le prix et la qualité du service), le volume vendu se décompose ainsi :

|                                                       | 2015          | 2016          | 2017          | 2018          | 2019          | N/N-1       |
|-------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| <b>Volume vendu selon le décret (m3)</b>              | <b>70 552</b> | <b>85 471</b> | <b>83 404</b> | <b>84 167</b> | <b>90 160</b> | <b>7,1%</b> |
| <b>Sous-total volume vendu aux abonnés du service</b> | <b>70 552</b> | <b>85 471</b> | <b>83 404</b> | <b>84 167</b> | <b>90 160</b> | <b>7,1%</b> |
| domestique ou assimilé                                | 70 552        | 85 471        | 83 404        | 84 167        | 90 160        | 7,1%        |

Le volume vendu par typologie de clients est détaillé comme suit :

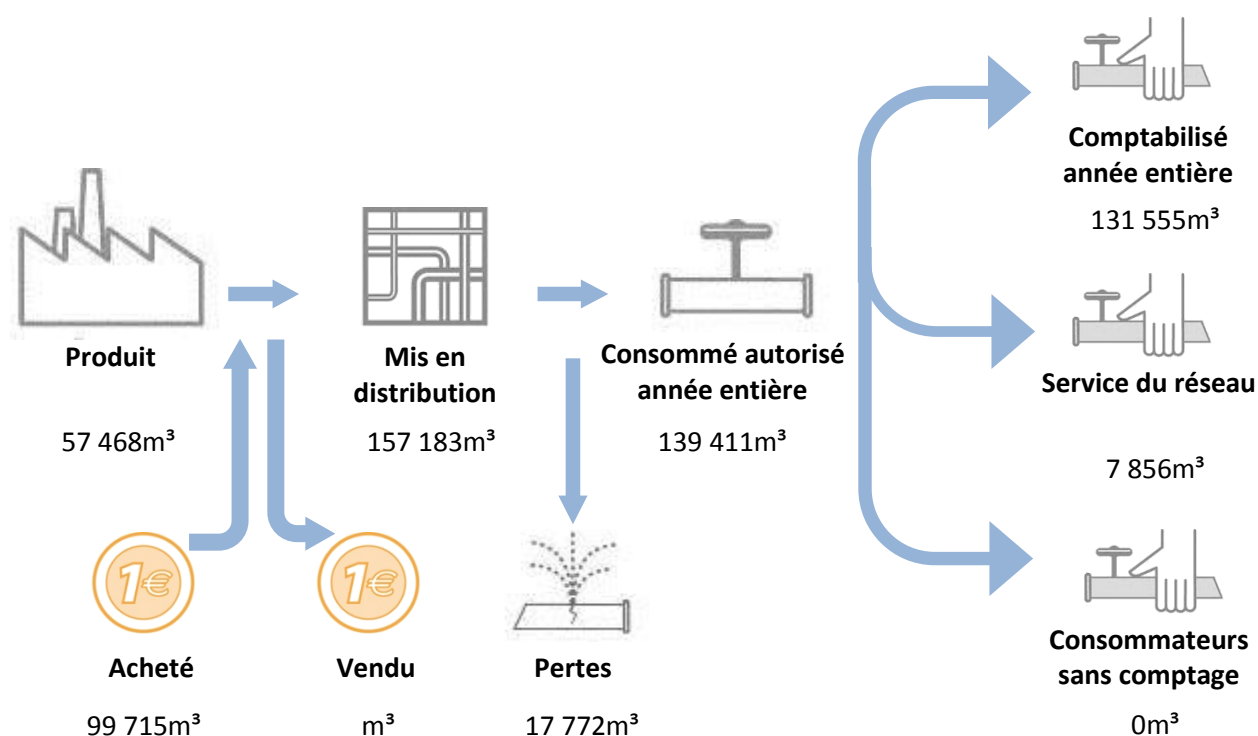
|                                     | 2015          | 2016          | 2017          | 2018          | 2019          | N/N-1       |
|-------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| <b>Volume vendu (m3)</b>            | <b>70 552</b> | <b>85 471</b> | <b>83 404</b> | <b>84 167</b> | <b>90 160</b> | <b>7,1%</b> |
| <i>dont clients individuels</i>     | 69 195        | 85 377        | 82 169        | 71 228        | 85 651        | 20,2%       |
| <i>dont clients domestiques SRU</i> | 1 017         | 94            | 48            |               |               |             |
| <i>dont clients collectifs</i>      | 340           |               |               |               |               |             |
| <i>dont irrigations agricoles</i>   |               |               | 1 133         | 4 372         | 4 509         | 3,1%        |
| <i>dont bâtiments communaux</i>     | 0             | 0             | 54            | 8 567         | 0             | -100,0%     |
| <i>dont appareils publics</i>       | 0             | 0             | 0             | 0             | 0             | 0%          |

### → Le volume consommé

Le volume consommé autorisé est la somme du volume comptabilisé (issu des campagnes de relevés de l'exercice), du volume des consommateurs sans comptage (défense incendie, arrosage public, ...) et du volume de service du réseau (purges, vidanges de biefs, nettoyage des réservoirs,...). Il est ramené à l'année entière par un calcul prorata temporis sur la part comptabilisée, en fonction du nombre de jours de consommation.

|                                                               | 2015           | 2016           | 2017           | 2018          | 2019           | N/N-1        |
|---------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|---------------|----------------|--------------|
| Volume comptabilisé hors ventes en gros (m3)                  | 101 523        | 98 025         | 96 573         | 91 023        | 131 555        | 44,5%        |
| <b>Volume comptabilisé hors ventes en gros 365 jours (m3)</b> | <b>101 246</b> | <b>96 965</b>  | <b>95 526</b>  | <b>92 803</b> | <b>131 555</b> | <b>41,8%</b> |
| Nombre de jours de consommation entre 2 relevés annuels       | 366            | 370            | 369            | 358           | 365            | 2,0%         |
| Volume consommateurs sans comptage (m3)                       | 170            | 170            | 1 170          | 0             | 0              | 0%           |
| Volume de service du réseau (m3)                              | 3 575          | 3 575          | 4 452          | 6 200         | 7 856          | 26,7%        |
| <b>Volume consommé autorisé (m3)</b>                          | <b>105 268</b> | <b>101 770</b> | <b>102 195</b> | <b>97 223</b> | <b>139 411</b> | <b>43,4%</b> |
| <b>Volume consommé autorisé 365 jours (m3)</b>                | <b>104 991</b> | <b>100 710</b> | <b>101 148</b> | <b>99 003</b> | <b>139 411</b> | <b>40,8%</b> |

## → Synthèse des flux de volumes



### 4.2.3. LA MAÎTRISE DES PERTES EN EAU

La maîtrise des pertes en eau est la résultante de deux principaux facteurs, à savoir, l'état du patrimoine et l'efficacité opérationnelle de l'exploitant pour détecter, localiser et réparer les fuites au plus vite.

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum pour les réseaux de distribution d'eau potable, dont la valeur « seuil » dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau.

En cas de non atteinte de ce rendement minimum, la collectivité dispose d'un délai de deux ans pour élaborer un « plan d'actions » visant à maîtriser les pertes en eau et améliorer le rendement. La non-réalisation de ce plan d'actions entraîne le doublement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau de l'Agence de l'eau.

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs de performance pour l'année 2019 qui rendent compte de la maîtrise des pertes en eau du service.

| Année | Rdt (%) | Objectif Rdt Grenelle2(%) | ILP (m³/j/km) | ILVNC (m³/j/km) | ILC (m³/j/km) |
|-------|---------|---------------------------|---------------|-----------------|---------------|
| 2019  | 88,7    | 68,33                     | 2,12          | 3,06            | 16,66         |

Rdt (Rendement du réseau de distribution (%)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / (volume produit + volume acheté à d'autres services)

Objectif Rdt Grenelle 2 (%) : Seuil de rendement à atteindre compte-tenu des caractéristiques du service, estimé conformément au décret du 27 janvier 2012

ILP (indice linéaire des pertes ( $m^3/j/km$ )) : (volume mis en distribution – volume consommé autorisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/nombre de jours dans l'année)

ILVNC (indice linéaire des volumes non-comptés ( $m^3/j/km$ )) : (volume mis en distribution – volume comptabilisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/ nombre de jours dans l'année)

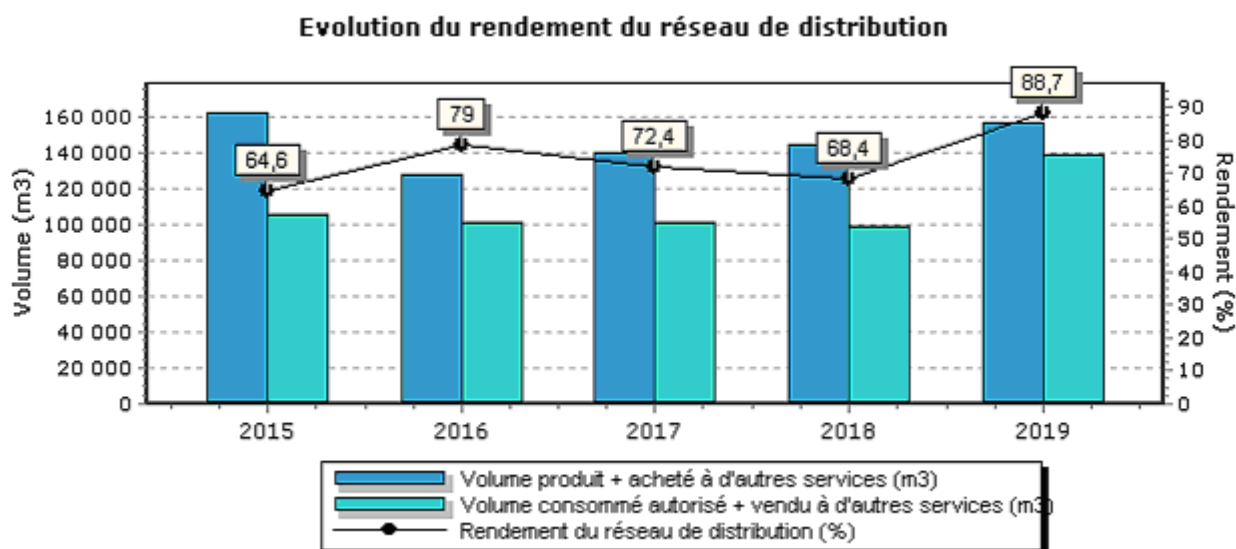
ILC (indice linéaire de consommation ( $m^3/j/km$ )) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / ((longueur de canalisation de distribution hors branchements)/nombre de jours dans l'année)

|                                                            | 2015          | 2016          | 2017          | 2018          | 2019          | N/N-1        |
|------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| <b>Rendement du réseau de distribution (%) (A+B)/(C+D)</b> | <b>64,6 %</b> | <b>79,0 %</b> | <b>72,4 %</b> | <b>68,4 %</b> | <b>88,7 %</b> | <b>29,7%</b> |
| Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . A        | 104 991       | 100 710       | 101 148       | 99 003        | 139 411       | 40,8%        |
| Volume produit (m3) . . . . . C                            | 75 196        | 40 978        | 59 023        | 48 835        | 57 468        | 17,7%        |
| Volume acheté à d'autres services (m3) . . . . . D         | 87 397        | 86 502        | 80 745        | 95 860        | 99 715        | 4,0%         |

Selon les prestations assurées dans le cadre du contrat, certains termes de la formule peuvent être sans objet. Ils ne sont alors pas affichés dans le tableau

(A = Volume consommé autorisé 365 jours ; B = Volume vendu à d'autres services ; C = Volume produit ; D = Volume acheté à d'autres services)

Calcul effectué selon la circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008



Sous réserve de la confirmation qui sera émise par l'Agence de l'Eau, le rendement de réseau 2019 étant supérieur au seuil de rendement « Grenelle 2 », il n'est pas nécessaire d'établir un plan d'actions spécifique. Veolia poursuivra ses efforts pour améliorer la performance du réseau dans la continuité des actions mises en œuvre en 2019.

→ *L'indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] et l'indice linéaire de pertes en réseau [P106.3]*

|                                                                                 | 2015        | 2016        | 2017        | 2018        | 2019        |
|---------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>Indice linéaire des volumes non comptés (m3/km/j)<br/>(A-B)/(L/1000)/365</b> | <b>7,33</b> | <b>3,64</b> | <b>5,29</b> | <b>6,20</b> | <b>3,06</b> |
| Volume mis en distribution (m3) ..... A                                         | 162 593     | 127 480     | 139 768     | 144 695     | 157 183     |
| Volume comptabilisé 365 jours (m3) ..... B                                      | 101 246     | 96 965      | 95 526      | 92 803      | 131 555     |
| Longueur de canalisation de distribution (ml) ..... L                           | 22 932      | 22 932      | 22 932      | 22 932      | 22 932      |

|                                                                             | 2015        | 2016        | 2017        | 2018        | 2019        |
|-----------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>Indice linéaire de pertes en réseau (m3/km/j)<br/>(A-B)/(L/1000)/365</b> | <b>6,88</b> | <b>3,19</b> | <b>4,61</b> | <b>5,46</b> | <b>2,12</b> |
| Volume mis en distribution (m3) ..... A                                     | 162 593     | 127 480     | 139 768     | 144 695     | 157 183     |
| Volume consommé autorisé 365 jours (m3) ..... B                             | 104 991     | 100 710     | 101 148     | 99 003      | 139 411     |
| Longueur de canalisation de distribution (ml) ..... L                       | 22 932      | 22 932      | 22 932      | 22 932      | 22 932      |

## 4.3. La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



### *La gestion centralisée des interventions*

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné, d'une réparation de fuite ou encore d'un prélèvement pour analyse.

### *Programme annuel :*

- Entretien et désinfection des réservoirs d'eau potable :
  - Vidanger le réservoir
  - Le nettoyer
  - Le désinfecter
  - Procéder à un prélèvement bactériologique et au contrôle de la turbidité
  - Contrôler l'état général intérieur de l'ouvrage (revêtement, serrurerie, ventilation, échelle, crinoline, vidanges, trop plein, équipement de mesure...) et extérieur (peinture, clôture, accès...)
  - Entretenir les espaces verts des périmètres de protection
- Entretien des captages (bac, surverse) : nettoyage, dessablage et désinfection
- Entretien des appareils de régulation (réducteur, stabilisateur de pression) : démontage, nettoyage, remplacement des joints, contrôle des pressions, nettoyage du filtre, du pilote et de la boîte à boue
- Maintenance des systèmes de chloration : étalonnage et nettoyage
- Manœuvre des vannes
- Entretien des ballons anti-bélier : contrôle de la pression et gonflage
- Vérification des armoires électriques, resserrage des connexions
- Mesure des rendements des pompes et réglage des sondes de niveaux
- Jaugeage des sources

### *Programme mensuel :*

- Contrôle visuel des réservoirs
- Relevé des index des compteurs de distribution
- Suivi des chlurations : mesure du taux de chlore restant, réglage et changement de la bouteille de chlore si nécessaire

De plus, nous mandations un organisme de contrôle indépendant pour effectuer les contrôles réglementaires des systèmes électriques, de levage et anti-bélier selon les normes et règlements en vigueur.

#### 4.3.1. LES OPERATIONS DE MAINTENANCE DU RESEAU

Le SIG est un composant essentiel de la gestion du patrimoine réseau. En effet, le SIG permet l'inventaire et la localisation des canalisations et des branchements, ainsi que la connaissance des événements d'exploitation. Cette capitalisation des informations permet d'intervenir efficacement au quotidien et de construire une stratégie optimisée de l'exploitation et du renouvellement.

| Entretien sur équipements du réseau |                                |                         |                                     |             |
|-------------------------------------|--------------------------------|-------------------------|-------------------------------------|-------------|
| Date                                | Commune                        | Adresse                 | Type                                | Commentaire |
| 14/03/2019                          | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | RUE DES MATEAUX (D106K) | Purger Canalisation                 |             |
| 06/11/2019                          | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | D106                    | Purger Canalisation                 |             |
| 08/11/2019                          | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | D106                    | Tester / Diagnostiquer Canalisation |             |
| 25/11/2019                          | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | D106                    | Tester / Diagnostiquer Canalisation |             |
| 26/11/2019                          | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | PIAILLON                | Entretien/réparer Eq. de Régulation |             |

| Lavage réservoirs |                                          |                        |        |
|-------------------|------------------------------------------|------------------------|--------|
| Date              | Commune                                  | Adresse                | Cuve   |
| 13/05/2019        | Autrans-Méaudre en Vercors-Méaudre (eau) | Réservoir le Chatelard | Cuve 1 |
| 13/05/2019        | Autrans-Méaudre en Vercors-Méaudre (eau) | Réservoir le Chatelard | Cuve 2 |
| 23/05/2019        | Autrans-Méaudre en Vercors-Méaudre (eau) | Captage de Claret      | Cuve   |

#### 4.3.2. LES RECHERCHES DE FUITES

| Principales campagnes de recherche de fuites |                                |                                |                   |                                              |
|----------------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------|----------------------------------------------|
| Date                                         | Commune                        | Secteur                        | Linéaire inspecté | Type de recherche                            |
| 07/01/2019                                   | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | D106 -                         | 736,71            |                                              |
| 15/07/2019                                   | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | LES ADRETS - Meaudre centre    | 299,62            | Sectorisation - Ilotage - Détection phonique |
| 19/07/2019                                   | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | D106C - Châtelard sortie bourg | 484,09            | Sectorisation - Ilotage - Prélocalisateurs   |
| 03/04/2019                                   | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | LES GRIATS - BOURIERE          | 88,45             | Sectorisation - Ilotage                      |

| Réparation de fuites sur canalisation |                                |         |                 |                               |                   |
|---------------------------------------|--------------------------------|---------|-----------------|-------------------------------|-------------------|
| Date                                  | Commune                        | Adresse | Défaillance sur | Type fuite                    | Cause fuite       |
| 07/01/2019                            | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | D106    | Canalisation    | Casse / Fissure longitudinale | Corrosion externe |
| 26/12/2019                            | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | D106    |                 | Casse / Fissure longitudinale |                   |

| Réparation de fuites sur branchements |                                |                          |                 |                               |                   |
|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------|-----------------|-------------------------------|-------------------|
| Date                                  | Commune                        | Adresse                  | Défaillance sur | Type fuite                    | Cause fuite       |
| 08/01/2019                            | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | COMBE CHIRON             | Branchement     | Perforation(s), poinçonnement | Corrosion externe |
| 29/05/2019                            | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | AVENUE DU VERCORS (D106) |                 |                               |                   |

Le nombre de fuites décelées et réparées figure au tableau suivant :

|                                          | 2015 | 2016 | 2017 | 2018  | 2019  | N/N-1  |
|------------------------------------------|------|------|------|-------|-------|--------|
| Nombre de fuites sur canalisations       | 5    | 3    | 2    | 2     | 2     | 0,0%   |
| Nombre de fuites par km de canalisations | 0,2  | 0,1  | 0,1  | 0,1   | 0,1   | 0,0%   |
| Nombre de fuites sur branchement         |      | 1    | 2    | 0     | 2     | 100%   |
| Nombre de fuites pour 100 branchements   |      | 0,2  | 0,3  | 0,0   | 0,3   | 100%   |
| Nombre de fuites sur compteur            | 2    | 3    | 3    | 5     |       |        |
| Nombre de fuites réparées                | 7    | 7    | 7    | 7     | 4     | -42,9% |
| Linéaire soumis à recherche de fuites    |      | 750  | 108  | 5 975 | 1 609 | -73,1% |



## 4.4. L'efficacité environnementale

### 4.4.1. LA PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU



La mise en place de périmètres de protection et leur surveillance est indispensable à la préservation de la ressource en eau aussi bien pour les installations gérées en propre que pour les achats d'eau. Le périmètre de protection est un des principaux moyens pour éviter la dégradation de la ressource par des pollutions accidentelles ou diffuses. L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource du service **[P108.3]** permet d'évaluer ce processus.

|                                                                  | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource | 40 % | 40 % | 40 % | 40 % | 40 % |

Pour chaque installation de production, cet indice se décompose de la façon suivante :

| Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource par installation de production | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|
| SOURCE DE CLARET                                                                                | 40 % | 40 % | 40 % | 40 % | 40 % |

### 4.4.2. LE BILAN ENERGETIQUE DU PATRIMOINE



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

### 4.4.3. LA CONSOMMATION DE REACTIFS

Selon les cas, le choix du réactif est établi de façon à optimiser le traitement :

- 💧 assurer une eau de qualité conforme aux normes de potabilité,
- 💧 réduire les quantités de réactifs à utiliser.

### 4.4.4. LA VALORISATION DES SOUS-PRODUITS

#### → La valorisation des déchets liés au service

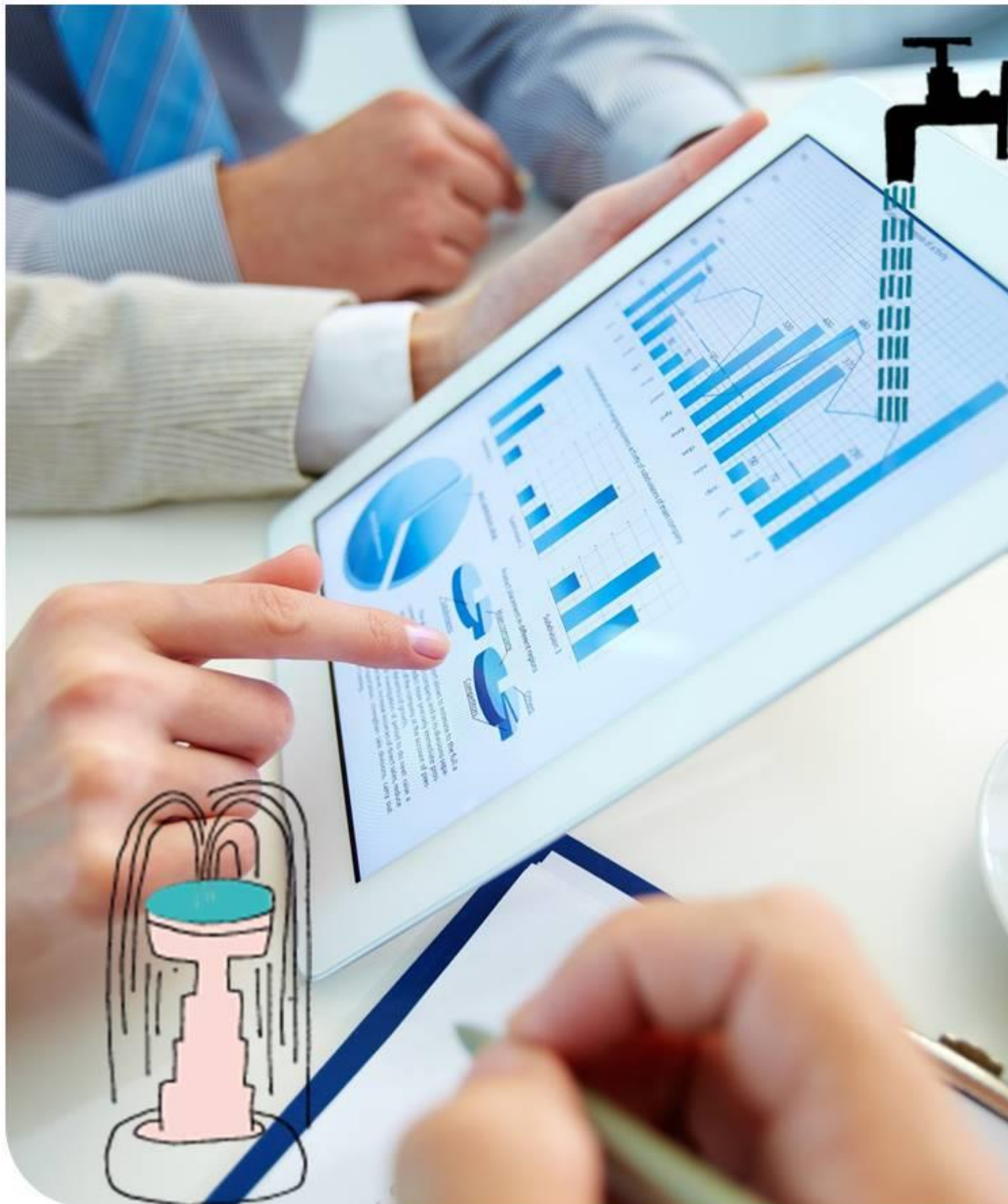


Les déchets liés à l'activité du service sont gérés suivant des filières respectueuses de l'environnement. Le recyclage des matériaux est privilégié.

L'engagement de responsabilité environnementale permet à Veolia de développer des bonnes pratiques en termes de gestion des déchets. Ainsi, de plus en plus, les équipes opérationnelles trient à la source les huiles, graisses et absorbants (matières souillées par des solvants, des huiles...), les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), les déchets d'activité réseau, les déchets métalliques, les emballages (carton, bois, polystyrène...), les déchets de laboratoire (verrerie, sous-produits d'analyses) et les déchets de bureaux (papier, plastique, verre, piles, cartouches d'imprimantes...).

La collecte sélective de chaque catégorie de produits est mise en place sur certains lieux de leur production (usines, ateliers, bureaux, chantiers...). Ils sont alors évacués dans des filières de valorisation agréées.

## 5. LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE



## 5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016.

### → *Le CARE*

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ».

Les données ci-dessous sont en Euros.

**Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation**  
**Année 2019**  
**(en application du décret du 14 mars 2005)**

Collectivité: BZ310 - MEAUDRE

Eau

| LIBELLE                                                     | 2018           | 2019            | Ecart %        |
|-------------------------------------------------------------|----------------|-----------------|----------------|
| <b>PRODUITS</b>                                             | <b>201 213</b> | <b>220 014</b>  | <b>9.34 %</b>  |
| Exploitation du service                                     | 97 546         | 103 697         |                |
| Collectivités et autres organismes publics                  | 94 784         | 112 219         |                |
| Travaux attribués à titre exclusif                          | 5 172          | 332             |                |
| Produits accessoires                                        | 3 711          | 3 767           |                |
| <b>CHARGES</b>                                              | <b>203 570</b> | <b>239 010</b>  | <b>17.41 %</b> |
| Personnel                                                   | 46 223         | 57 573          |                |
| Energie électrique                                          | 1 046          | 688             |                |
| Combustibles                                                | 17             | 0               |                |
| Produits de traitement                                      | 221            | 0               |                |
| Analyses                                                    | 1 824          | 2 016           |                |
| Sous-traitance, matières et fournitures                     | 16 621         | 19 177          |                |
| Impôts locaux et taxes                                      | 2 140          | 1 055           |                |
| Autres dépenses d'exploitation                              | 14 616         | 21 336          |                |
| <i>télécommunications, poste et telegestion</i>             | 1 434          | 1 260           |                |
| <i>engins et véhicules</i>                                  | 6 057          | 8 672           |                |
| <i>informatique</i>                                         | 3 831          | 3 844           |                |
| <i>assurances</i>                                           | 835            | 1 359           |                |
| <i>locaux</i>                                               | 4 052          | 5 619           |                |
| <i>autres</i>                                               | - 1 592        | 581             |                |
| Contribution des services centraux et recherche             | 3 462          | 2 964           |                |
| Collectivités et autres organismes publics                  | 94 784         | 112 219         |                |
| Charges relatives aux renouvellements                       | 6 773          | 5 972           |                |
| <i>pour garantie de continuité du service</i>               | 6 773          | 2 659           |                |
| <i>programme contractuel ( renouvellements )</i>            | 0              | 3 314           |                |
| Charges relatives aux investissements                       | 10 729         | 10 890          |                |
| <i>programme contractuel ( investissements )</i>            | 10 729         | 10 890          |                |
| Charges relatives aux compteurs du domaine privé            | 4 251          | 4 547           |                |
| Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement | 864            | 575             |                |
| <b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>                                 | <b>- 2 358</b> | <b>- 18 995</b> | <b>NS</b>      |
| <b>RESULTAT</b>                                             | <b>- 2 358</b> | <b>- 18 995</b> | <b>NS</b>      |

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

4/20/2020

→ **L'état détaillé des produits**

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE :

Les données ci-dessous sont en Euros.

## Etat détaillé des produits (1) Année 2019

Collectivité: BZ310 - MEAUDRE

Eau

| LIBELLE                                                           | 2018          | 2019           | Ecart %        |
|-------------------------------------------------------------------|---------------|----------------|----------------|
| Recettes liées à la facturation du service                        | 97 546        | 103 697        | 6.31 %         |
| <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i> | 97 112        | 102 278        |                |
| <i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>        | 433           | 1 418          |                |
| <b>Exploitation du service</b>                                    | <b>97 546</b> | <b>103 697</b> | <b>6.31 %</b>  |
| Produits : part de la collectivité contractante                   | 64 001        | 74 819         | 16.90 %        |
| <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i> | 62 459        | 70 506         |                |
| <i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>        | 1 543         | 4 313          |                |
| Redevance prélèvement (Agence de l'Eau)                           | 7 616         | 10 353         | 35.94 %        |
| <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i> | 7 638         | 9 372          |                |
| <i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>        | - 22          | 982            |                |
| Redevance de lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)          | 23 167        | 27 047         | 16.75 %        |
| <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i> | 22 408        | 26 239         |                |
| <i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>        | 759           | 808            |                |
| <b>Collectivités et autres organismes publics</b>                 | <b>94 784</b> | <b>112 219</b> | <b>18.39 %</b> |
| <b>Produits des travaux attribués à titre exclusif</b>            | <b>5 172</b>  | <b>332</b>     | <b>NS</b>      |
| <b>Produits accessoires</b>                                       | <b>3 711</b>  | <b>3 767</b>   | <b>1.51 %</b>  |

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

4/20/20

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

### INFORMATION COMPLEMENTAIRE

La rubrique « Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » du CARE inclus dans le présent rapport annuel reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances dans le contexte réglementaire actuel.

L'amélioration des systèmes d'information et des processus de gestion de Veolia Eau permet de fournir à compter de 2019 une information complémentaire importante compte tenu des limites évoquées ci-dessus.

A ce jour, et en application du principe de prudence, les créances de plus d'un an à la clôture de l'exercice font l'objet d'une provision pour dépréciation dans les comptes sociaux de la Société. Cette provision (qui a pour seule vocation de constater « en temps réel » mais de manière estimative le coût des impayés) est reprise soit lorsque la créance est définitivement admise en irrécouvrable, soit si la créance est encaissée (la provision devenant alors sans objet).

Cette provision est calculée sur l'ensemble du stock de créances d'exploitation de plus d'un an de la Société, à hauteur de la part des produits qui lui revient (en excluant les produits facturés pour le compte des Collectivités et autres organismes) par application d'un taux moyen de produits propres uniforme pour toute la Société.

Cette provision comptable peut être ventilée entre les différents contrats de la Société en appliquant aux impayés de plus d'un an attachés à chaque contrat le taux moyen de produits propres ci-dessus.

Le chiffre ainsi obtenu pour 2019 pour le contrat ressort à : **4 206 €**

## 5.2. Situation des biens

### → *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

### → *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

### → *Situation des biens*

La situation des biens est consultable aux chapitres 3.1 et 3.2.

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte,...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

## 5.3. Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ *Programme contractuel d'investissement*

Sans objet

→ *Programme contractuel de renouvellement*



CONTRAT :

MEAUDRE

Période du 01/07/2010 au 30/06/2022

## SITUATION DU PROGRAMME CONTRACTUEL DE RENOUVELLEMENT A FIN 2019

| Nature                                | Programme initial |       | Réalisations 2010 | Réalisations 2011 | Réalisations 2012 | Réalisations 2013 | Réalisations 2014 | Réalisations 2015 | Réalisations 2016 | Réalisations 2017 | Réalisations 2018 | Réalisations 2019 | Réalisé à fin 2019 |
|---------------------------------------|-------------------|-------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
|                                       | Nombre            | Année | Nb                | Nb                | Nb                | Nb                | Nb                | Nb                | Nb                | Nb                | Nb                | Nb                | Nombre             |
| <b>RESEAU</b>                         |                   |       |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                    |
| BRANCHEMENTS DN80 (1U)                | 1                 | 2025  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| BRANCHEMENTS DN100 (2U)               | 1                 | 2025  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| VENTOUSES EN REGARD (4 UNITES)        | 1                 | 2020  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| VANNES DE VIDANGE & PURGES (2 UNITES) | 1                 | 2020  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| REDUCTEURS DE PRESSION                | 1                 | 2020  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| COMPTEUR ILOTAGE 1 11/E6102           | 1                 | 2023  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| COMPTEUR ILOTAGE 2 11/E6102           | 1                 | 2023  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| COMPTEUR ILOTAGE 3 11/E6102           | 1                 | 2023  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| COMPTEUR ILOTAGE 4 11/E6102           | 1                 | 2023  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| COMPTEUR ILOTAGE 5 11/E6102           | 1                 | 2023  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| 2 CR ILOTAGE 12X2082                  | 1                 | 2026  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| <b>UV PAILLON</b>                     |                   |       |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                    |
| <b>FILE EAU</b>                       |                   |       |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                    |
| DETECTEUR DOSE UV                     | 1                 | 2029  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| GENERATEUR UV                         | 1                 | 2029  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| LAMPES UV                             | 1                 | 2023  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| TURBIDIMETRE                          | 1                 | 2029  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| VANNES ISOLEMENT                      | 1                 | 2040  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| <b>CAPTAGE DU CLARET</b>              |                   |       |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                    |
| HYDRAULIQUE                           | 1                 | 2021  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| POSTE DE COMPTAGE                     | 1                 | 2021  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| CHLORATION                            | 1                 | 2021  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| ANALYSEUR DE CHLORE                   | 1                 | 2021  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| CLARET STATION TRAITEMENT UV          | 1                 | 2031  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| CLARET STATION TRAITEMENT UV 11/E6103 | 1                 | 2031  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| <b>RESERVOIR DU CHATELARD</b>         |                   |       |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                    |
| HYDRAULIQUE                           | 1                 | 2023  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| POSTE DE COMPTAGE 12E7023             | 1                 | 2032  |                   |                   | 1                 |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 1                  |
| TELESURVEILLANCE 12E7024              | 1                 | 2021  |                   | 1                 |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 1                  |
| PORTE                                 | 1                 | 2026  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| 2 ECHELLES                            | 1                 | 2024  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| 2 CAPOTS REGARDS                      | 1                 | 2026  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| ELECTROCHLORATION                     | 1                 | 2026  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| ELECTROCHLORATION 11/E6104            | 1                 | 2026  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| HYDROSAVY DN100 16F7069               | 1                 | 2026  |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 1                 |                   |                   |                   | 1                  |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>22</b>         |       | <b>0</b>          | <b>0</b>          | <b>2</b>          | <b>0</b>          | <b>0</b>          | <b>0</b>          | <b>1</b>          | <b>0</b>          | <b>0</b>          | <b>0</b>          | <b>3</b>           |
| <b>BRANCHEMENTS</b>                   |                   |       |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                    |
|                                       | 2010              |       |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
|                                       | 2011              |       |                   | 2                 |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 2                  |
|                                       | 2012              |       |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
|                                       | 2013              |       |                   |                   | 2                 |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 2                  |
|                                       | 2014              |       |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
|                                       | 2015              |       |                   |                   |                   |                   |                   | 2                 |                   |                   |                   |                   | 2                  |
|                                       | 2016              |       |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
|                                       | 2017              |       |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
|                                       | 2018              |       |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 1                 |                   | 0                  |
|                                       | 2019              |       |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
| <b>sous-total</b>                     | <b>0</b>          |       | <b>0</b>          | <b>2</b>          | <b>0</b>          | <b>2</b>          | <b>0</b>          | <b>2</b>          | <b>0</b>          | <b>0</b>          | <b>0</b>          | <b>0</b>          | <b>6</b>           |
| <b>VANNES</b>                         |                   |       |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                    |
|                                       | 2010              |       |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
|                                       | 2011              |       |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
|                                       | 2012              |       |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
|                                       | 2013              |       |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
|                                       | 2014              |       |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
|                                       | 2015              |       |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |
|                                       | 2016              |       |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0                  |

|            |   |      |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |   |
|------------|---|------|---|---|---|---|---|---|---|--|--|--|---|
|            |   | 2017 |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  | 0 |
|            |   | 2018 |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  | 0 |
|            |   | 2019 |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  | 0 |
| sous-total | 0 |      | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |  |  |  | 0 |

### → *Les autres dépenses de renouvellement*

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière «Les modalités d'établissement du CARE».

#### **Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service :**

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

Sans objet

#### **Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :**

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

Sans objet

## 5.4. Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public et qui, à ce titre, peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

### 5.4.1. FLUX FINANCIERS DE FIN DE CONTRAT

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

#### → Régularisations de TVA

Si Veolia a assuré pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition<sup>1</sup>, deux cas se présentent :

- Le nouvel exploitant est assujetti à la TVA<sup>2</sup> : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux Services de l'Etat.
- Le nouvel exploitant n'est pas assujetti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'Administration Fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

#### → Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

#### → Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

#### → Autres biens ou prestations

Hormis les biens de retour et les biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des

<sup>1</sup> art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

<sup>2</sup> Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

### → *Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat*

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

## **5.4.2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU PERSONNEL**

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

### → *Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia*

Les salariés de Veolia bénéficient :

- des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " Veolia - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraite, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

### → *Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat*

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, etc.) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et

d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents<sup>3</sup> affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

### → *Comptes entre employeurs successifs*

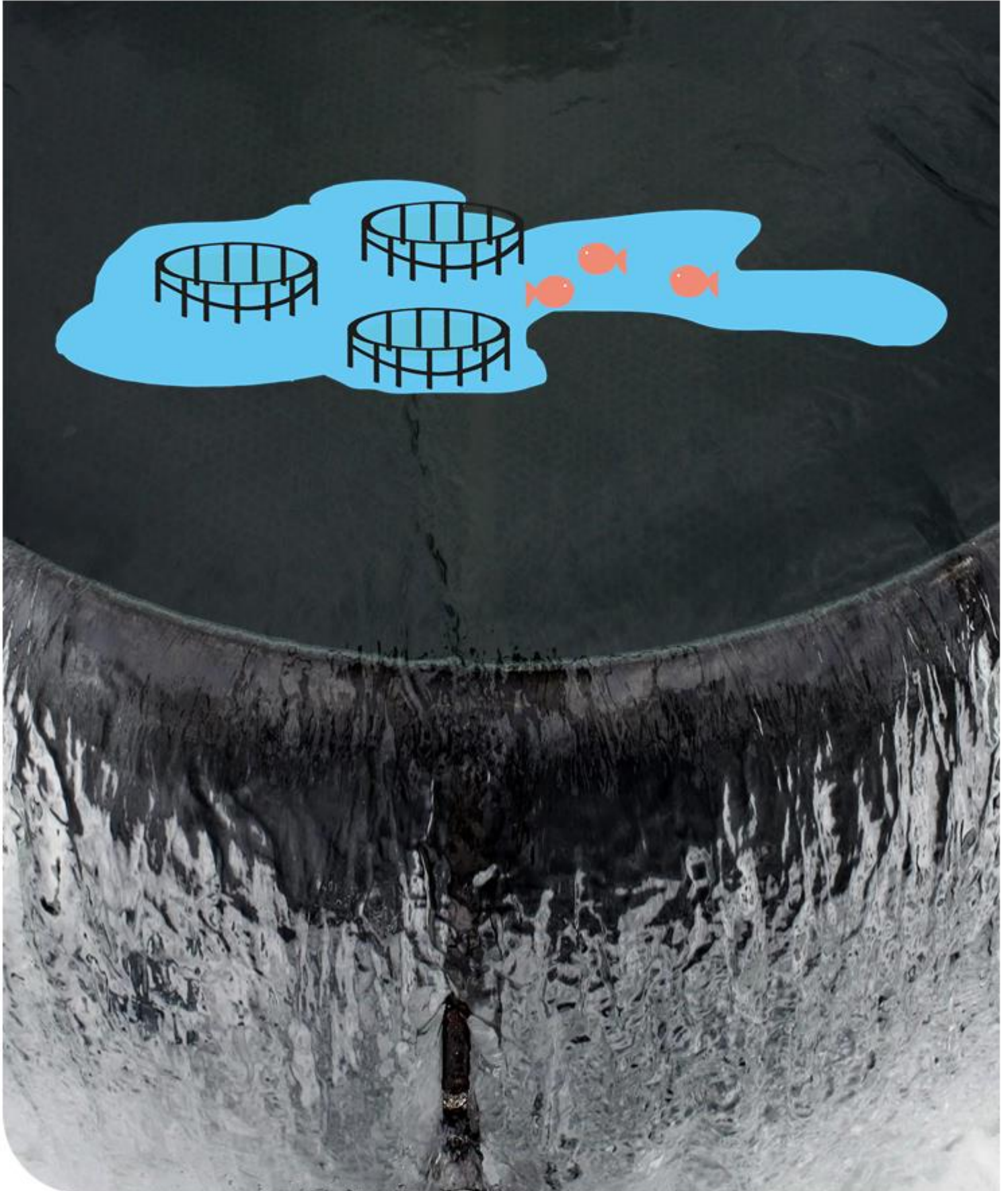
Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ◆ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ◆ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13<sup>ème</sup> mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....,
- ◆ concernant les autres rémunérations : pas de comptes à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

---

<sup>3</sup> Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

## 6. ANNEXES



## 6.1. La facture 120 m<sup>3</sup>

| AUTRANS-MEAUDRE EN VERCORS                                  | m <sup>3</sup> | Prix au<br>01/01/2020 | Montant<br>au<br>01/01/2019 | Montant<br>au<br>01/01/2020 | N/N-1          |
|-------------------------------------------------------------|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------|
| <b>Production et distribution de l'eau</b>                  |                |                       | <b>257,90</b>               | <b>259,86</b>               | <b>0,76%</b>   |
| <b>Part délégataire</b>                                     |                |                       | <b>151,29</b>               | <b>154,58</b>               | <b>2,17%</b>   |
| Abonnement                                                  |                |                       | 113,46                      | 115,54                      | 1,83%          |
| Consommation                                                | 120            | 0,3253                | 37,83                       | 39,04                       | 3,20%          |
| <b>Part communale</b>                                       |                |                       | <b>15,00</b>                | <b>15,00</b>                | <b>0,00%</b>   |
| Abonnement                                                  |                |                       | 15,00                       | 15,00                       | 0,00%          |
| <b>Part syndicale</b>                                       |                |                       | <b>81,60</b>                | <b>81,60</b>                | <b>0,00%</b>   |
| Consommation                                                | 120            | 0,6800                | 81,60                       | 81,60                       | 0,00%          |
| <b>Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)</b> | <b>120</b>     | <b>0,0723</b>         | <b>10,01</b>                | <b>8,68</b>                 | <b>-13,29%</b> |
| <b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>               |                |                       | <b>252,60</b>               | <b>252,60</b>               | <b>0,00%</b>   |
| <b>Part communale</b>                                       |                |                       | <b>252,60</b>               | <b>252,60</b>               | <b>0,00%</b>   |
| Abonnement                                                  |                |                       | 105,00                      | 105,00                      | 0,00%          |
| Consommation                                                | 120            | 1,2300                | 147,60                      | 147,60                      | 0,00%          |
| <b>Organismes publics et TVA</b>                            |                |                       | <b>66,37</b>                | <b>66,47</b>                | <b>0,15%</b>   |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau)                 | 120            | 0,2700                | 32,40                       | 32,40                       | 0,00%          |
| Modernisation du réseau de collecte                         | 120            | 0,1500                | 18,00                       | 18,00                       | 0,00%          |
| TVA                                                         |                |                       | 15,97                       | 16,07                       | 0,63%          |
| <b>TOTAL € TTC</b>                                          |                |                       | <b>576,87</b>               | <b>578,93</b>               | <b>0,36%</b>   |



## 6.2. Les données consommateurs par commune

|                                                 | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   | 2019   | N/N-1 |
|-------------------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|
| <b>AUTRANS-MEAUDRE EN VERCORS</b>               |        |        |        |        |        |       |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 1 482  | 1 389  | 1 375  | 1 366  | 1 362  | -0,3% |
| Nombre d'abonnés (clients)                      | 776    | 790    | 795    | 816    | 814    | -0,2% |
| Volume vendu (m3)                               | 70 722 | 85 471 | 83 404 | 84 167 | 90 160 | 7,1%  |



## 6.3. La qualité de l'eau

### 6.3.1. LA RESSOURCE

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses obtenus sur l'ensemble des ressources du service :

|                  | Contrôle sanitaire               |                                      | Surveillance par le délégataire  |                                      |
|------------------|----------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------------|
|                  | Nb total de résultats d'analyses | Nb de résultats d'analyses conformes | Nb total de résultats d'analyses | Nb de résultats d'analyses conformes |
| Microbiologique  | 2                                | 2                                    |                                  |                                      |
| Physico-chimique | 677                              | 677                                  |                                  |                                      |

Détail des non-conformités sur la ressource :

Tous les résultats sont conformes.

### 6.3.2. L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUEE

La qualité de l'eau produite et distribuée est évaluée au regard des limites de qualité et des références de qualité définies par la réglementation :

- les limites de qualité visent les paramètres susceptibles de générer des risques immédiats ou à plus long terme pour la santé du consommateur,
- les références de qualité sont des valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas forcément un risque sanitaire pour le consommateur mais implique la mise en œuvre d'actions correctives.

#### → Conformité des prélèvements

Tableaux synthétiques de la conformité des prélèvements aux limites de qualité :

| Limite de qualité | Contrôle Sanitaire |                  | Surveillance du Délégataire |                  | Contrôle sanitaire et surveillance du délégataire |                  |
|-------------------|--------------------|------------------|-----------------------------|------------------|---------------------------------------------------|------------------|
|                   | Nb PLV total       | Nb PLV conformes | Nb PLV total                | Nb PLV conformes | Nb PLV total                                      | Nb PLV conformes |
| Microbiologique   | 17                 | 17               | 9                           | 8                | 26                                                | 25               |
| Physico-chimie    | 6                  | 6                | 0                           | 0                | 6                                                 | 6                |

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

|                 | Taux de conformité Contrôle Sanitaire | Taux de conformité Surveillance du Délégataire | Taux de conformité Contrôle Sanitaire et Surveillance du Délégataire |
|-----------------|---------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|
| Microbiologique | 100,0 %                               | 88,9 %                                         | 96,2 %                                                               |
| Physico-chimie  | 100,0 %                               | %                                              | 100,0 %                                                              |

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

### → Conformité des paramètres analytiques

Le tableau suivant présente en détail les résultats d'analyses et leur conformité en distinguant les paramètres soumis à limite de qualité des paramètres soumis à une référence de qualité<sup>4</sup> :

|                                                 | Contrôle sanitaire               |                                                 | Surveillance par le délégataire  |                                                 |
|-------------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------------------|
|                                                 | Nb total de résultats d'analyses | Conformité aux limites / Respect des Références | Nb total de résultats d'analyses | Conformité aux limites / Respect des Références |
| <b>Paramètres soumis à Limite de Qualité</b>    |                                  |                                                 |                                  |                                                 |
| Microbiologique                                 | 34                               | 34                                              | 17                               | 16                                              |
| Physico-chimique                                | 619                              | 619                                             |                                  |                                                 |
| <b>Paramètres soumis à Référence de Qualité</b> |                                  |                                                 |                                  |                                                 |
| Microbiologique                                 | 68                               | 68                                              | 25                               | 24                                              |
| Physico-chimique                                | 173                              | 173                                             | 26                               | 26                                              |
| <b>Autres paramètres analysés</b>               |                                  |                                                 |                                  |                                                 |
| Microbiologique                                 |                                  |                                                 |                                  |                                                 |
| Physico-chimique                                | 305                              |                                                 |                                  |                                                 |

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

### 6.3.3. NOMBRE DE RESULTATS ET CONFORMITE DES ANALYSES SUR L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUE PAR ENTITES RESEAU

<sup>4</sup> Attention, tous les paramètres analysés ne sont pas forcément soumis à limite ou à référence de qualité.

**PC - Dessableur des trois fontaines**

| Paramètre                      | Mini  | Moyen | Maxi  | Nb d'analyse(s) | Unité      | Norme    |
|--------------------------------|-------|-------|-------|-----------------|------------|----------|
| E.Coli /100ml                  | 0     |       | 0     | 1               | n/100ml    | <= 20000 |
| Entérocoques fécaux            | 0     |       | 0     | 1               | n/100ml    | <= 10000 |
| Chlorobenzène                  | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |          |
| Dichlorobenzène-1,2            | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |          |
| Dichlorobenzène-1,3            | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |          |
| Dichlorobenzène-1,4            | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |          |
| Pentachlorobenzène             | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |          |
| Carbonates                     | 0     | 0     | 0     | 1               | mg/l CO3   |          |
| Equ.Calco (0;1;2;3;4)          | 2     |       | 2     | 1               | Qualitatif |          |
| Hydrogénocarbonates            | 254   | 254   | 254   | 1               | mg/l       |          |
| pH à température de l'eau      | 7.4   | 7.4   | 7.4   | 1               | Unité pH   |          |
| pH d'équilibre (à T pH insitu) | 7.57  | 7.57  | 7.57  | 1               | Unité pH   |          |
| Titre Alcalimétrique Complet   | 20.85 | 20.85 | 20.85 | 1               | °F         |          |
| Aspect (0 = RAS, 1 sinon)      | 0     |       | 0     | 1               | Qualitatif |          |
| Couleur apr. filtration simple | 0     | 0     | 0     | 1               | mg/l Pt    | <= 200   |
| Couleur (0=RAS 1 sinon)        | 0     |       | 0     | 1               | Qualitatif |          |
| Odeur (0=RAS, 1 sinon)         | 0     |       | 0     | 1               | Qualitatif |          |
| Turbidité                      | 0.1   | 0.1   | 0.1   | 1               | NFU        |          |
| Biphényle                      | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |          |
| Hydrocarbure dissous (indice)  | 0     | 0     | 0     | 1               | mg/l       | <= 1     |
| Pluviométrie-48h               | 0     | 0     | 0     | 1               | mm         |          |
| Température de l'air           | 20.9  | 20.9  | 20.9  | 1               | °C         |          |
| Température de l'eau           | 10.6  | 10.6  | 10.6  | 1               | °C         | <= 25    |
| Fer dissous                    | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |          |
| Manganèse total                | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |          |
| Calcium                        | 80.5  | 80.5  | 80.5  | 1               | mg/l       |          |
| Chlorures                      | 1.1   | 1.1   | 1.1   | 1               | mg/l       | <= 200   |
| Conductivité à 25°C            | 407   | 407   | 407   | 1               | µS/cm      |          |
| Conductivité à 25°C in situ    | 398   | 398   | 398   | 1               | µS/cm      |          |
| Magnésium                      | 0.83  | 0.83  | 0.83  | 1               | mg/l       |          |
| Potassium                      | 0.3   | 0.3   | 0.3   | 1               | mg/l       |          |
| Silicates (en mg/l de SiO2)    | 6.7   | 6.7   | 6.7   | 1               | mg/l       |          |
| Sodium                         | 1     | 1     | 1     | 1               | mg/l       | <= 200   |
| Sulfates                       | 3.4   | 3.4   | 3.4   | 1               | mg/l       | <= 250   |
| Carbone Organique Total        | 0.3   | 0.3   | 0.3   | 1               | mg/l C     | <= 10    |
| Oxygène dissous                | 9.53  | 9.53  | 9.53  | 1               | mg/l       |          |
| O2 dissous % Saturation        | 96.8  | 96.8  | 96.8  | 1               | %sat.      | >= 30    |
| Ammonium                       | 0     | 0     | 0     | 1               | mg/l       | <= 4     |
| Nitrates                       | 1.7   | 1.7   | 1.7   | 1               | mg/l       | <= 100   |
| Nitrites                       | 0     | 0     | 0     | 1               | mg/l       |          |
| Phosphore total (en P2O5)      | 0.046 | 0.046 | 0.046 | 1               | mg/l P2O5  |          |
| Antimoine                      | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |          |
| Arsenic                        | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       | <= 100   |
| Bore                           | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |          |
| Cadmium                        | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       | <= 5     |

|                             |   |   |   |   |      |       |
|-----------------------------|---|---|---|---|------|-------|
| Fluorures                   | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Nickel                      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Sélénium                    | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | <= 10 |
| Bromochlorométhane          | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Chlorométhane               | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Chloro-3-propène            | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Chlorure de vinyl monomère  | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Dibromoéthane-1,2           | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Dibromométhane              | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Dichloroéthane-1,1          | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Dichloroéthane-1,2          | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Dichloroéthylène-1,1        | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Dichloroéthylène-1,2 cis    | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Dichloroéthylène-1,2 trans  | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Dichlorométhane             | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Fréon 113                   | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Méthyltertobutyléther       | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Tetra + Trichloroéthylène   | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Tétrachloroéthane-1,1,2,2   | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Tétrachloroéthylène-1,1,2,2 | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Tétrachlorure de carbone    | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Trichloroéthane-1,1,1       | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Trichloroéthane-1,1,2       | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Trichloroéthylène           | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Trichlorofluorométhane      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| PCB 101                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| PCB 105                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| PCB 118                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| PCB 138                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| PCB 149                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| PCB 153                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| PCB 170                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| PCB 18                      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| PCB 180                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| PCB 194                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| PCB 209                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| PCB 28                      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| PCB 31                      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| PCB 35                      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| PCB 44                      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| PCB 52                      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Phosphate de tributyle      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | <= 2  |
| Somme des 7 PCBi            | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Bromoforme                  | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Chloroforme                 | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Dibromomonochlorométhane    | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Dichloromonobromométhane    | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |
| Trihalométhanés totaux (4)  | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |       |

|                        |   |   |   |   |      |  |
|------------------------|---|---|---|---|------|--|
| Benzène                | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Butyl benzène-n        | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Butyl benzène-ter      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Chloro-2-toluène       | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Chloro-3-toluène       | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Chloro-4-toluène       | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Cumène                 | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Cymène-p               | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Ethylbenzène           | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| EthylTertioButylEther  | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| M + P Xylène           | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Métaxylène             | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Orthoxylène            | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Paraxylène             | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Pseudocumène           | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Styrène                | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Toluène                | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Triméthylbenzène-1,2,3 | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Triméthylbenzène-1,3,5 | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Xylènes (somme O+M+P)  | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |

#### UP - CHATELARD

| Paramètre                      | Mini | Moyen | Maxi | Nb d'analyse(s) | Unité      | Norme        |
|--------------------------------|------|-------|------|-----------------|------------|--------------|
| Bact et spores sulfito-rédu    | 0    |       | 0    | 2               | n/100ml    | = 0          |
| Bact Revivifiables à 22°C 68h  | 0    |       | 12   | 3               | n/ml       |              |
| Bact Revivifiables à 36°C 44h  | 0    |       | 2    | 3               | n/ml       |              |
| Bactéries Coliformes           | 0    |       | 0    | 3               | n/100ml    | = 0          |
| E.Coli /100ml                  | 0    |       | 0    | 3               | n/100ml    | = 0          |
| Entérocoques fécaux            | 0    |       | 0    | 3               | n/100ml    | = 0          |
| pH à température de l'eau      | 7.69 | 7.73  | 7.8  | 3               | Unité pH   | [6,5 - 9]    |
| Aspect (0 = RAS, 1 sinon)      | 0    |       | 0    | 2               | Qualitatif |              |
| Couleur apr. filtration simple | 0    | 0     | 0    | 2               | mg/l Pt    | <= 15        |
| Couleur (0=RAS 1 sinon)        | 0    |       | 0    | 2               | Qualitatif |              |
| Odeur (0=RAS, 1 sinon)         | 0    |       | 0    | 2               | Qualitatif |              |
| Saveur (0=RAS, 1 sinon)        | 0    |       | 0    | 2               | Qualitatif |              |
| Turbidité                      | 0.14 | 0.2   | 0.26 | 2               | NFU        | <= 2         |
| Pluviométrie-48h               | 0    | 0     | 0    | 2               | mm         |              |
| Température de l'air           | 1.2  | 6.5   | 11.8 | 2               | °C         |              |
| Température de l'eau           | 5.4  | 9     | 14.2 | 3               | °C         | <= 25        |
| Conductivité à 25°C            | 377  | 381   | 385  | 2               | µS/cm      | [200 - 1200] |
| Conductivité à 25°C in situ    | 392  | 395   | 398  | 2               | µS/cm      | <= 1100      |
| Carbone Organique Total        | 0.4  | 0.4   | 0.4  | 1               | mg/l C     | <= 2         |
| Ammonium                       | 0    | 0     | 0    | 2               | mg/l       | <= 0.1       |
| Chlore libre                   | 0.27 | 0.317 | 0.35 | 3               | mg/l       |              |
| Chlore total                   | 0.34 | 0.35  | 0.36 | 2               | mg/l       |              |

**UP - UV PIAILLON**

| Paramètre                      | Mini | Moyen | Maxi  | Nb d'analyse(s) | Unité      | Norme        |
|--------------------------------|------|-------|-------|-----------------|------------|--------------|
| Bact et spores sulfito-rédu    | 0    |       | 0     | 2               | n/100ml    | = 0          |
| Bact Revivifiables à 22°C 68h  | 0    |       | 0     | 3               | n/ml       |              |
| Bact Revivifiables à 36°C 44h  | 0    |       | 1     | 3               | n/ml       |              |
| Bactéries Coliformes           | 0    |       | 0     | 3               | n/100ml    | = 0          |
| E.Coli /100ml                  | 0    |       | 0     | 3               | n/100ml    | = 0          |
| Entérocoques fécaux            | 0    |       | 0     | 3               | n/100ml    | = 0          |
| Chlorobenzène                  | 0    | 0     | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,2            | 0    | 0     | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,3            | 0    | 0     | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,4            | 0    | 0     | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Pentachlorobenzène             | 0    | 0     | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Equ.Calco (0;1;2;3;4)          | 2    |       | 2     | 1               | Qualitatif | [1 - 2]      |
| pH à température de l'eau      | 7.52 | 7.64  | 7.8   | 3               | Unité pH   | [6,5 - 9]    |
| pH d'équilibre (à T pH insitu) | 7.69 | 7.69  | 7.69  | 1               | Unité pH   |              |
| Titre Alcalimétrique Complet   | 21   | 21.1  | 21.2  | 2               | °F         |              |
| Titre Hydrotimétrique          | 20   | 20.71 | 21.42 | 2               | °F         |              |
| Aspect (0 = RAS, 1 sinon)      | 0    |       | 0     | 2               | Qualitatif |              |
| Couleur apr. filtration simple | 0    | 0     | 0     | 2               | mg/l Pt    | <= 15        |
| Couleur (0=RAS 1 sinon)        | 0    |       | 0     | 2               | Qualitatif |              |
| Odeur (0=RAS, 1 sinon)         | 0    |       | 0     | 2               | Qualitatif |              |
| Saveur (0=RAS, 1 sinon)        | 0    |       | 0     | 2               | Qualitatif |              |
| Turbidité                      | 0.23 | 0.235 | 0.24  | 2               | NFU        | <= 2         |
| Turbidité Terrain              | 0.5  | 0.5   | 0.5   | 1               | NFU        | <= 2         |
| Biphényle                      | 0    | 0     | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Pluviométrie-48h               | 0    | 0     | 0     | 2               | mm         |              |
| Température de l'air           | 1.9  | 5.45  | 9     | 2               | °C         |              |
| Température de l'eau           | 5.1  | 8.25  | 11.4  | 2               | °C         | <= 25        |
| Fer total                      | 0    | 0     | 0     | 1               | µg/l       | <= 200       |
| Manganèse total                | 0    | 0     | 0     | 1               | µg/l       | <= 50        |
| Calcium                        | 84.3 | 84.3  | 84.3  | 1               | mg/l       |              |
| Chlorures                      | 1.1  | 1.1   | 1.1   | 2               | mg/l       | <= 250       |
| Conductivité à 25°C            | 392  | 392   | 392   | 2               | µS/cm      | [200 - 1200] |
| Conductivité à 25°C in situ    | 392  | 397.5 | 403   | 2               | µS/cm      | <= 1100      |
| Magnésium                      | 0.85 | 0.85  | 0.85  | 1               | mg/l       |              |
| Potassium                      | 0    | 0     | 0     | 1               | mg/l       |              |
| Sodium                         | 0    | 0     | 0     | 1               | mg/l       | <= 200       |
| Sulfates                       | 3.1  | 3.45  | 3.8   | 2               | mg/l       | <= 250       |
| Carbone Organique Total        | 0.3  | 0.333 | 0.4   | 3               | mg/l C     | <= 2         |
| Matières organiques à 254 nm   | 95.4 | 95.4  | 95.4  | 2               | Abs/m      |              |
| Ammonium                       | 0    | 0     | 0     | 2               | mg/l       | <= 0.1       |
| Nitrates                       | 1.4  | 1.6   | 1.8   | 2               | mg/l       | <= 50        |
| Nitrites                       | 0    | 0     | 0     | 2               | mg/l       | <= 0.1       |
| Aluminium total                | 0    | 0     | 0     | 1               | mg/l       | <= 0.2       |
| Arsenic                        | 0    | 0     | 0     | 1               | µg/l       | <= 10        |
| Baryum                         | 0    | 0     | 0     | 1               | mg/l       | <= 0.7       |

|                             |   |   |   |   |      |         |
|-----------------------------|---|---|---|---|------|---------|
| Bore                        | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | <= 1000 |
| Cyanures totaux             | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | <= 50   |
| Fluorures                   | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | <= 1500 |
| Mercure                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | <= 1    |
| Sélénium                    | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | <= 10   |
| Bromochlorométhane          | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| Chlorométhane               | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| Chloro-3-propène            | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| Chlorure de vinyl monomère  | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | <= 0.5  |
| Dibromoéthane-1,2           | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| Dibromométhane              | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| Dichloroéthane-1,1          | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| Dichloroéthane-1,2          | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | <= 3    |
| Dichloroéthylène-1,1        | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| Dichloroéthylène-1,2 cis    | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| Dichloroéthylène-1,2 trans  | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| Dichlorométhane             | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| Fréon 113                   | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| Méthyltertobutyléther       | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| Tetra + Trichloroéthylène   | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | <= 10   |
| Tétrachloroéthane-1,1,2,2   | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| Tétrachloroéthylène-1,1,2,2 | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| Tétrachlorure de carbone    | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthane-1,1,1       | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthane-1,1,2       | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthylène           | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| Trichlorofluorométhane      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| PCB 101                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| PCB 105                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| PCB 118                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| PCB 138                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| PCB 149                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| PCB 153                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| PCB 170                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| PCB 18                      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| PCB 180                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| PCB 194                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| PCB 209                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| PCB 28                      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| PCB 31                      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| PCB 35                      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| PCB 44                      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| PCB 52                      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| Phosphate de tributyle      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Somme des 7 PCBi            | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |
| Chlore libre                | 0 | 0 | 0 | 3 | mg/l |         |
| Chlore total                | 0 | 0 | 0 | 2 | mg/l |         |
| Bromoforme                  | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |         |

|                            |   |   |   |   |      |        |
|----------------------------|---|---|---|---|------|--------|
| Chloroforme                | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |        |
| Dibromomonochlorométhane   | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |        |
| Dichloromonobromométhane   | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |        |
| Trihalométhanes totaux (4) | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | <= 100 |
| Benzène                    | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l | <= 1   |
| Butyl benzène-n            | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |        |
| Butyl benzène-ter          | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |        |
| Chloro-2-toluène           | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |        |
| Chloro-3-toluène           | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |        |
| Chloro-4-toluène           | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |        |
| Cumène                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |        |
| Cymène-p                   | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |        |
| Ethylbenzène               | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |        |
| EthylTertioButylEther      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |        |
| M + P Xylène               | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |        |
| Métaxylène                 | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |        |
| Orthoxylène                | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |        |
| Paraxylène                 | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |        |
| Pseudocumène               | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |        |
| Styrène                    | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |        |
| Toluène                    | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |        |
| Triméthylbenzène-1,2,3     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |        |
| Triméthylbenzène-1,3,5     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |        |
| Xylènes (somme O+M+P)      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |        |



**ZD - MEAUDRE**

| Paramètre                      | Mini  | Moyen   | Maxi  | Nb d'analyse(s) | Unité      | Norme        |
|--------------------------------|-------|---------|-------|-----------------|------------|--------------|
| Bact et spores sulfito-rédu    | 0     |         | 0     | 6               | n/100ml    | = 0          |
| Bact Revivifiables à 22°C 68h  | 0     |         | 70    | 9               | n/ml       |              |
| Bact Revivifiables à 36°C 44h  | 0     |         | 4     | 9               | n/ml       |              |
| Bactéries Coliforme /Colilert  | 0     |         | 0     | 1               | Qualitatif | = 0          |
| Bactéries Coliformes           | 0     |         | 2     | 9               | n/100ml    | = 0          |
| E.Coli /Colilert               | 0     |         | 0     | 1               | Qualitatif | = 0          |
| E.Coli /100ml                  | 0     |         | 1     | 9               | n/100ml    | = 0          |
| Entérocoques fécaux            | 0     |         | 0     | 9               | n/100ml    | = 0          |
| Chlorobenzène                  | 0     | 0       | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,2            | 0     | 0       | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,3            | 0     | 0       | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,4            | 0     | 0       | 0     | 1               | µg/l       |              |
| pH à température de l'eau      | 7.36  | 7.693   | 8     | 9               | Unité pH   | [6,5 - 9]    |
| Titre Hydrotimétrique          | 19.79 | 20.425  | 21.06 | 2               | °F         |              |
| Aspect (0 = RAS, 1 sinon)      | 0     |         | 0     | 6               | Qualitatif |              |
| Couleur                        | 0     | 0       | 0     | 2               | mg/l Pt    | <= 15        |
| Couleur apr. filtration simple | 0     | 0       | 0     | 6               | mg/l Pt    | <= 15        |
| Couleur (0=RAS 1 sinon)        | 0     |         | 0     | 6               | Qualitatif |              |
| Odeur (0=RAS, 1 sinon)         | 0     |         | 0     | 6               | Qualitatif |              |
| Saveur (0=RAS, 1 sinon)        | 0     |         | 0     | 6               | Qualitatif |              |
| Turbidité                      | 0.16  | 0.348   | 0.74  | 6               | NFU        | <= 2         |
| Pluviométrie-48h               | 0     | 50      | 100   | 6               | mm         |              |
| Température de l'air           | -10   | 2.983   | 16    | 6               | °C         |              |
| Température de l'eau           | 5.5   | 8.878   | 15.9  | 9               | °C         | <= 25        |
| Fer total                      | 0     | 0       | 0     | 1               | µg/l       | <= 200       |
| Conductivité à 25°C            | 259   | 344     | 411   | 6               | µS/cm      | [200 - 1200] |
| Conductivité à 25°C in situ    | 267   | 345.167 | 405   | 6               | µS/cm      | <= 1100      |
| Ammonium                       | 0     | 0       | 0     | 6               | mg/l       | <= 0.1       |
| Nitrites                       | 0     | 0       | 0     | 1               | mg/l       | <= 0.5       |
| Antimoine                      | 0     | 0       | 0     | 1               | µg/l       | <= 5         |
| Cadmium                        | 0     | 0       | 0     | 1               | µg/l       | <= 5         |
| Chrome total                   | 0     | 0       | 0     | 1               | µg/l       | <= 50        |
| Cuivre                         | 0.578 | 0.578   | 0.578 | 1               | mg/l       | <= 2         |
| Nickel                         | 0     | 0       | 0     | 1               | µg/l       | <= 20        |
| Plomb                          | 0     | 0       | 0     | 1               | µg/l       | <= 10        |
| Bromochlorométhane             | 0     | 0       | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Chlorométhane                  | 0     | 0       | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Chloro-3-propène               | 0     | 0       | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Chlorure de vinyl monomère     | 0     | 0       | 0     | 1               | µg/l       | <= 0.5       |
| Dibromoéthane-1,2              | 0     | 0       | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichloroéthane-1,1             | 0     | 0       | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichloroéthane-1,2             | 0     | 0       | 0     | 1               | µg/l       | <= 3         |
| Dichloroéthylène-1,1           | 0     | 0       | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichloroéthylène-1,2 cis       | 0     | 0       | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichloroéthylène-1,2 trans     | 0     | 0       | 0     | 1               | µg/l       |              |

|                             |       |       |       |    |      |         |
|-----------------------------|-------|-------|-------|----|------|---------|
| Dichlorométhane             | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Fréon 113                   | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Méthyltertiobutyléther      | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Tetra + Trichloroéthylène   | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l | <= 10   |
| Tétrachloroéthane-1,1,2,2   | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Tétrachloroéthylène-1,1,2,2 | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Tétrachlorure de carbone    | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Trichloroéthane-1,1,1       | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Trichloroéthane-1,1,2       | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Trichloroéthylène           | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Trichlorofluorométhane      | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Acénaphène                  | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Acénaphthylène              | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Anthracène                  | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Anthraquinone               | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Benzanthrène                | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Benzo(a)pyrène              | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l | <= 0.01 |
| Benzo(11,12)fluoranthène    | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l | <= 0.1  |
| Benzo(1,12)pérylène         | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l | <= 0.1  |
| Benzo(3,4)fluoranthène      | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l | <= 0.1  |
| Chrysène                    | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Dibenzo(a,h)anthracène      | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Fluoranthène                | 0.005 | 0.005 | 0.005 | 1  | µg/l |         |
| Fluoranthène Méthyl-2       | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Fluorène                    | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Indéno(1,2,3-cd) Pyrène     | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l | <= 0.1  |
| Naphtalène                  | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Naphtalène Méthyl-2         | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Phénantrène                 | 0.012 | 0.012 | 0.012 | 1  | µg/l |         |
| Pyrène                      | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Chlore libre                | 0.12  | 0.284 | 0.55  | 10 | mg/l |         |
| Chlore total                | 0.19  | 0.337 | 0.57  | 6  | mg/l |         |
| Bromoforme                  | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Chloroforme                 | 3.1   | 3.1   | 3.1   | 1  | µg/l |         |
| Dibromomonochlorométhane    | 0.37  | 0.37  | 0.37  | 1  | µg/l |         |
| Dichloromonobromométhane    | 1.2   | 1.2   | 1.2   | 1  | µg/l |         |
| Trihalométhanes totaux (4)  | 4.67  | 4.67  | 4.67  | 1  | µg/l | <= 100  |
| Benzène                     | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l | <= 1    |
| Butyl benzène-n             | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Butyl benzène-ter           | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Chloro-2-toluène            | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Chloro-3-toluène            | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Chloro-4-toluène            | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Cumène                      | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Cymène-p                    | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| Ethylbenzène                | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| EthylTertioButylEther       | 0     | 0     | 0     | 1  | µg/l |         |
| M + P Xylène                | 0.35  | 0.35  | 0.35  | 1  | µg/l |         |

|                        |      |      |      |   |      |  |
|------------------------|------|------|------|---|------|--|
| Métaxylène             | 0.17 | 0.17 | 0.17 | 1 | µg/l |  |
| Orthoxylène            | 0.14 | 0.14 | 0.14 | 1 | µg/l |  |
| Paraxylène             | 0.17 | 0.17 | 0.17 | 1 | µg/l |  |
| Pseudocumène           | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |  |
| Styrène                | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |  |
| Toluène                | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |  |
| Triméthylbenzène-1,2,3 | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |  |
| Triméthylbenzène-1,3,5 | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |  |
| Xylènes (somme O+M+P)  | 0.49 | 0.49 | 0.49 | 1 | µg/l |  |

**ZD - MEAUDRE - TROU QUI SOUFFLE**

| Paramètre                      | Mini  | Moyen  | Maxi  | Nb d'analyse(s) | Unité      | Norme        |
|--------------------------------|-------|--------|-------|-----------------|------------|--------------|
| Bact et spores sulfito-rédu    | 0     |        | 0     | 4               | n/100ml    | = 0          |
| Bact Revivifiables à 22°C 68h  | 0     |        | 2     | 6               | n/ml       |              |
| Bact Revivifiables à 36°C 44h  | 0     |        | 12    | 6               | n/ml       |              |
| Bactéries Coliformes           | 0     |        | 0     | 6               | n/100ml    | = 0          |
| E.Coli /100ml                  | 0     |        | 0     | 6               | n/100ml    | = 0          |
| Entérocoques fécaux            | 0     |        | 0     | 6               | n/100ml    | = 0          |
| Chlorobenzène                  | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,2            | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,3            | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,4            | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| pH à température de l'eau      | 7.5   | 7.62   | 7.8   | 6               | Unité pH   | [6,5 - 9]    |
| Titre Hydrotimétrique          | 18.2  | 18.2   | 18.2  | 1               | °F         |              |
| Aspect (0 = RAS, 1 sinon)      | 0     |        | 0     | 4               | Qualitatif |              |
| Couleur apr. filtration simple | 0     | 0      | 0     | 4               | mg/l Pt    | <= 15        |
| Couleur (0=RAS 1 sinon)        | 0     |        | 0     | 4               | Qualitatif |              |
| Odeur (0=RAS, 1 sinon)         | 0     |        | 0     | 4               | Qualitatif |              |
| Saveur (0=RAS, 1 sinon)        | 0     |        | 0     | 4               | Qualitatif |              |
| Turbidité                      | 0.21  | 0.29   | 0.37  | 4               | NFU        | <= 2         |
| Pluviométrie-48h               | 0     | 25     | 100   | 4               | mm         |              |
| Température de l'air           | 0     | 12.375 | 25.5  | 4               | °C         |              |
| Température de l'eau           | 7     | 11.367 | 16.4  | 6               | °C         | <= 25        |
| Fer total                      | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       | <= 200       |
| Conductivité à 25°C            | 249   | 286    | 349   | 4               | µS/cm      | [200 - 1200] |
| Conductivité à 25°C in situ    | 251   | 291.75 | 361   | 4               | µS/cm      | <= 1100      |
| Ammonium                       | 0     | 0      | 0     | 4               | mg/l       | <= 0.1       |
| Nitrites                       | 0     | 0      | 0     | 1               | mg/l       | <= 0.5       |
| Aluminium total                | 0.114 | 0.114  | 0.114 | 1               | mg/l       | <= 0.2       |
| Antimoine                      | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       | <= 5         |
| Cadmium                        | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       | <= 5         |
| Chrome total                   | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       | <= 50        |
| Cuivre                         | 0.037 | 0.037  | 0.037 | 1               | mg/l       | <= 2         |
| Nickel                         | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       | <= 20        |
| Plomb                          | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       | <= 10        |
| Bromochlorométhane             | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Chlorométhane                  | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Chloro-3-propène               | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Chlorure de vinyl monomère     | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       | <= 0.5       |
| Dibromoéthane-1,2              | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichloroéthane-1,1             | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichloroéthane-1,2             | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       | <= 3         |
| Dichloroéthylène-1,1           | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichloroéthylène-1,2 cis       | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichloroéthylène-1,2 trans     | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorométhane                | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Fréon 113                      | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |

|                                |      |       |      |   |      |         |
|--------------------------------|------|-------|------|---|------|---------|
| Méthyltertobutyléther          | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Tetra + Trichloroéthylène      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 10   |
| Tétrachloroéthane-1,1,2,2      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Tétrachloroéthylène-1,1,2,2    | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Tétrachlorure de carbone       | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthane-1,1,1          | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthane-1,1,2          | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthylène              | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Trichlorofluorométhane         | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Acénaphène                     | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Acénaphthylène                 | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Anthracène                     | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Benzantracène                  | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Benzo(a)pyrène                 | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 0.01 |
| Benzo(11,12)fluoranthène       | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Benzo(1,12)pérylène            | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Benzo(3,4)fluoranthène         | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Chrysène                       | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dibenzo(a,h)anthracène         | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Fluoranthène                   | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Fluoranthène Méthyl-2          | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Fluorène                       | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Indéno(1,2,3-cd) Pyrène        | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Naphtalène                     | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Naphtalène Méthyl-2            | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Phénantrène                    | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Pyrène                         | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Chlore libre                   | 0.1  | 0.34  | 0.52 | 5 | mg/l |         |
| Chlore total                   | 0.12 | 0.323 | 0.5  | 4 | mg/l |         |
| Bromoforme                     | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Chloroforme                    | 29   | 29    | 29   | 1 | µg/l |         |
| Dibromomonochlorométhane       | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dichloromonobromométhane       | 1.4  | 1.4   | 1.4  | 1 | µg/l |         |
| Trihalométhanés totaux (4)     | 30.4 | 30.4  | 30.4 | 1 | µg/l | <= 100  |
| Benzène                        | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 1    |
| Butyl benzène-n                | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Butyl benzène-ter              | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Chloro-2-toluène               | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Chloro-3-toluène               | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Chloro-4-toluène               | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Cumène                         | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Cymène-p                       | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Ethylbenzène                   | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| EthylTertioButylEther          | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| M + P Xylène                   | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Métaxylène                     | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Orthoxylène                    | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |

|                        |   |   |   |   |      |  |
|------------------------|---|---|---|---|------|--|
| Paraxylène             | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Pseudocumène           | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Styrène                | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Toluène                | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Triméthylbenzène-1,2,3 | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Triméthylbenzène-1,3,5 | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Xylènes (somme O+M+P)  | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |

## ZD - PIAILLON

| Paramètre                      | Mini | Moyen   | Maxi | Nb d'analyse(s) | Unité      | Norme        |
|--------------------------------|------|---------|------|-----------------|------------|--------------|
| Bact et spores sulfito-rédu    | 0    |         | 0    | 3               | n/100ml    | = 0          |
| Bact Revivifiables à 22°C 68h  | 0    |         | 16   | 4               | n/ml       |              |
| Bact Revivifiables à 36°C 44h  | 0    |         | 46   | 4               | n/ml       |              |
| Bactéries Coliformes           | 0    |         | 0    | 4               | n/100ml    | = 0          |
| E.Coli /100ml                  | 0    |         | 0    | 4               | n/100ml    | = 0          |
| Entérocoques fécaux            | 0    |         | 0    | 4               | n/100ml    | = 0          |
| pH à température de l'eau      | 7.5  | 7.63    | 7.72 | 4               | Unité pH   | [6,5 - 9]    |
| Aspect (0 = RAS, 1 sinon)      | 0    |         | 0    | 3               | Qualitatif |              |
| Couleur                        | 0    | 0       | 0    | 1               | mg/l Pt    | <= 15        |
| Couleur apr. filtration simple | 0    | 0       | 0    | 3               | mg/l Pt    | <= 15        |
| Couleur (0=RAS 1 sinon)        | 0    |         | 0    | 3               | Qualitatif |              |
| Odeur (0=RAS, 1 sinon)         | 0    |         | 0    | 3               | Qualitatif |              |
| Saveur (0=RAS, 1 sinon)        | 0    |         | 0    | 3               | Qualitatif |              |
| Turbidité                      | 0    | 0.117   | 0.22 | 3               | NFU        | <= 2         |
| Pluviométrie-48h               | 0    | 16.667  | 50   | 3               | mm         |              |
| Température de l'air           | -5.4 | 7.733   | 26.5 | 3               | °C         |              |
| Température de l'eau           | 5.3  | 8.825   | 12.3 | 4               | °C         | <= 25        |
| Conductivité à 25°C            | 382  | 397.333 | 409  | 3               | µS/cm      | [200 - 1200] |
| Conductivité à 25°C in situ    | 391  | 404     | 412  | 3               | µS/cm      | <= 1100      |
| Ammonium                       | 0    | 0       | 0    | 3               | mg/l       | <= 0.1       |
| Chlore libre                   | 0    | 0       | 0    | 3               | mg/l       |              |
| Chlore total                   | 0    | 0.065   | 0.26 | 4               | mg/l       |              |

## 6.4. Le bilan énergétique du patrimoine

→ *Bilan énergétique détaillé du patrimoine*

### Réservoir ou château d'eau

|                                  | 2015  | 2016  | 2017  | 2018  | 2019  | N/N-1 |
|----------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| <b>Réservoir Le Châtelard</b>    |       |       |       |       |       |       |
| Energie facturée consommée (kWh) | 3 627 | 4 235 | 5 521 | 4 507 | 4 197 | -6,9% |

## 6.5. Annexes financières

### → Les modalités d'établissement du CARE

#### Introduction générale

Le décret 2005-236, codifié aux articles R1411-7 et R1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, a fourni des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Déléataire prévu à l'article L1411-3 du même CGCT, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2019 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

#### Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux au sein de la Région Centre-Est de Veolia Eau (groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau, construite depuis 2018 selon une logique « gLocale » dans le cadre du projet d'entreprise « Osons 20/20 », répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 65 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elle assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service clientèle, ressources humaines, bureau d'étude technique, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.



L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats les produits et les charges relevant d'une part de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau national (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

### **Faits Marquants**

Comme évoqué précédemment, Veolia Eau a mis en œuvre à compter de 2018 une nouvelle organisation plus adaptée aux enjeux du secteur. Quelques actions complémentaires ont eu lieu en 2019 pour achever ce déploiement et, à ce titre, des coûts de restructuration, par nature exceptionnels, ont été engendrés et repartis entre les contrats de la Société.

#### **1. Produits**

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou facturés au cours du mois de décembre et comptabilisée. Les éventuels écarts d'avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements comptabilisés (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder – dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

## **2. Charges**

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- 💧 les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes § 2.1),
- 💧 la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées § 2.1.2).

### **2.1. Charges exclusivement imputables au contrat**

Ces charges comprennent :

- 💧 les dépenses courantes d'exploitation (cf 2.1.1),
- 💧 un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- 💧 les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- 💧 les charges relatives aux travaux à titre exclusifs.

#### **2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation**

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

Par ailleurs, la précision suivante est apportée sur la prise en compte de la fiscalité indirecte applicable aux consommations d'électricité. Depuis 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (qui a alors absorbé la Contribution au Service Public de l'Electricité) est calculée comme une majoration du prix du KWH selon un barème fonction de l'électrointensivité de la Société au cours de l'année considérée. Ce taux applicable n'est donc pas nécessairement connu en début d'année et des régularisations peuvent donc avoir lieu au cours des exercices suivants.

Ces régularisations sont enregistrées dans les CARE lors de leur versement effectif. A ce titre, les CARE présentés au titre de 2019 peuvent comprendre des remboursements obtenus au titre de consommations d'électricité survenues en 2016, 2017 et 2018. Ces régularisations sont imputées au contrat selon les points de livraison de l'électricité consommée.

### 2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique...il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges calculées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 1 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

#### **Charges relatives au renouvellement :**

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

##### **- Garantie pour continuité du service**

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 2 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 3 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

#### - Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après) ;
- d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

#### - Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

#### **Charges relatives aux investissements :**

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat,
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée,
- avec, dans les deux cas, une progressivité prédéterminée et constante (+1,5 % par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros courants, le montant de l'investissement initial. S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

Le taux financier retenu se définit comme le taux de référence d'un financement par endettement en vigueur l'année de la réalisation de l'investissement (calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat majoré de 0,5% pour les investissements réalisés jusqu'au 31.12.2007 et de 1,0% pour les investissements réalisés depuis cette date compte tenu de l'évolution tendancielle du coût des emprunts souscrits par le Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT). Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité annuelle de 1,5 % indiquée ci-dessus.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

#### - Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

#### - Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunt contractées par la Collectivité, le montant des annuités peut varier pendant la durée du contrat ; la charge correspondante est déterminée selon un calcul actuariel permettant de lisser cette charge sur cette durée.

#### - Impact des avances remboursables à taux zéro

Lorsque la Société bénéficie d'avances remboursables sans intérêts de la part d'une Agence de l'Eau pour contribuer au financement de certains travaux exécutés dans le cadre d'un contrat de DSP, un calcul spécifique est effectué depuis 2011 pour tenir compte dans le CARE de l'avantage temporaire que représente cette mise à disposition de fonds sans intérêts. Des produits spécifiques sont ainsi calculés sur le capital restant dû en début d'exercice au titre de ces avances, au taux d'intérêt de référence tel que défini ci-dessus et applicable l'année de versement initial de chaque avance. Ces produits sont ensuite portés en minoration des charges économiques calculées au titre des investissements du domaine concédé.

#### - Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

### **2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement**

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

### **2.1.4. Impôt sur les sociétés**

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2019 correspond au taux de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises de plus de 250 M€ de CA (33,33 %), hors contribution sociale additionnelle de 3,3%, mais aussi sans tenir compte des taux de base plus faibles applicables à de plus petites sociétés ou encore à la première tranche de bénéfice imposable .

## **2.2. Charges réparties**

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

### **2.2.1. Principe de répartition**

Le principe de base est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

D'autre part, le projet d'entreprise « Osons 20/20 ! » comporte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences consommateur de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement, centre d'appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales:

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les versements aux collectivités.
- La plateforme RC 360 qui gère les flux mails, courriers, appels téléphonique des consommateurs.

Le coût de ces plateformes intègre à l'origine différentes composantes : des coûts de personnel, des loyers, de la sous traitance... Dans une logique de simplification, le coût des plateformes répartie sur chaque contrat est en revanche regroupée pour être enregistrée sur la seule ligne « sous traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein desdites plateformes donc).

A noter toutefois que dans le contexte de poursuite de la montée en puissance de cette nouvelle organisation et des contraintes associées, le coût de ces plateformes a été réparti de la façon suivante : comme en 2018, une pré répartition du coût des plateformes vers les Territoires a été effectuée en tenant compte de l'organisation antérieure et sur la base de la valeur ajoutée simplifiée de 2018. La répartition entre les contrats s'est ensuite effectuée selon la clef de la valeur ajoutée simplifiée 2019 tel qu'exposé au paragraphe 2.2.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote part forfaitaire de « peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

### **2.2.2. Prise en compte des frais centraux**

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats.

## **2.3. Autres charges**

### **2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)**

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (travaux exclusifs, production immobilisée, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

### 2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2019 au titre de l'exercice 2018.

### 2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- 💧 inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- 💧 inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du Groupe Veolia, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2019 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2020.

---

Notes :

1. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*



2. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
3. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
  - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
  - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*
4. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.*

Cyril CHASSAGNARD  
Directeur Régional – Centre-Est

→ **Avis des commissaires aux comptes**

La Société a demandé à un Co-Commissaire aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

## 6.6. Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (\*)



**Certificat**  
Certificate

N° 2015/69288.4

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS.  
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.  
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.  
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.  
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 50001 : 2011**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

Adresse  
Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

N° SIREN  
572025526

Liste des sites certifiés en pages suivantes / List of certified locations on the following pages

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)  
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

2018-11-11

Jusqu'au  
until

2021-08-20

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probante.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Franck LEBEUGLE  
Directeur Général d'AFNOR Certification  
Managing Director of AFNOR Certification



Recevez ce certificat électronique, consultable sur [www.afnor.org](https://www.afnor.org), 24h/24 et 7j/7, à l'adresse de la certification de l'organisme. The electronic certificate is only available at [www.afnor.org](https://www.afnor.org), 24h/24 and 7j/7, at the certification body's address.  
Recevez ce certificat électronique, consultable sur [www.afnor.org](https://www.afnor.org), 24h/24 et 7j/7, à l'adresse de la certification de l'organisme. The electronic certificate is only available at [www.afnor.org](https://www.afnor.org), 24h/24 and 7j/7, at the certification body's address.

Flasquez ce QR Code  
pour vérifier la validité  
du certificat



# Certificat

Certificate

N° 2015/69287.5

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

## VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.  
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.  
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.  
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.  
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 9001 : 2015**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste complémentaire des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

2018-11-10

Jusqu'au  
Until

2021-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probante.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probative value.

**Franck LEBEUGLE**  
**Directeur Général d'AFNOR Certification**  
Managing Director of AFNOR Certification



Placez ce QR  
Code pour vérifier la  
validité du certificat

Read the electronic certificate available at <https://www.afnor.org> for the scope and the certification of the system. The electronic certificate only available at <https://www.afnor.org>  
Read the electronic certificate available at <https://www.afnor.org> for the scope and the certification of the system. The electronic certificate only available at <https://www.afnor.org>  
AFNOR Certification n°10001 Management System Certification, Scope: production of <https://www.afnor.org>  
AFNOR Certification n°10001 Management System Certification, Scope: production of <https://www.afnor.org>



# Certificat

Certificate

N° 2015/69286.5

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

## VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.  
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.  
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.  
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.  
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 14001 : 2015**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste complémentaire des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

2018-11-10

Jusqu'au  
Until

2021-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probante.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

**Franck LEBEUGLE**  
**Directeur Général d'AFNOR Certification**  
Managing Director of AFNOR Certification



Placez ce QR  
Code pour vérifier la  
validité du certificat

Real le certificat électronique, consultable sur [www.afnor.org](https://www.afnor.org) dès 10 jours après la date de la certification de l'organisme. The electronic certificate only available on [www.afnor.org](https://www.afnor.org) after 10 days after the date of the certification of the organization. Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probante. This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value. AFNOR Certification est un organisme de certification ISO 9001, ISO 14001, ISO 45001, ISO 50001, ISO 55001, ISO 26000, ISO 27001, ISO 28000, ISO 31000, ISO 34000, ISO 37000, ISO 39000, ISO 40000, ISO 41000, ISO 43000, ISO 44000, ISO 45000, ISO 46000, ISO 47000, ISO 48000, ISO 49000, ISO 50000, ISO 51000, ISO 52000, ISO 53000, ISO 54000, ISO 55000, ISO 56000, ISO 57000, ISO 58000, ISO 59000, ISO 60000, ISO 61000, ISO 62000, ISO 63000, ISO 64000, ISO 65000, ISO 66000, ISO 67000, ISO 68000, ISO 69000, ISO 70000, ISO 71000, ISO 72000, ISO 73000, ISO 74000, ISO 75000, ISO 76000, ISO 77000, ISO 78000, ISO 79000, ISO 80000, ISO 81000, ISO 82000, ISO 83000, ISO 84000, ISO 85000, ISO 86000, ISO 87000, ISO 88000, ISO 89000, ISO 90000, ISO 91000, ISO 92000, ISO 93000, ISO 94000, ISO 95000, ISO 96000, ISO 97000, ISO 98000, ISO 99000, ISO 100000, ISO 101000, ISO 102000, ISO 103000, ISO 104000, ISO 105000, ISO 106000, ISO 107000, ISO 108000, ISO 109000, ISO 110000, ISO 111000, ISO 112000, ISO 113000, ISO 114000, ISO 115000, ISO 116000, ISO 117000, ISO 118000, ISO 119000, ISO 120000, ISO 121000, ISO 122000, ISO 123000, ISO 124000, ISO 125000, ISO 126000, ISO 127000, ISO 128000, ISO 129000, ISO 130000, ISO 131000, ISO 132000, ISO 133000, ISO 134000, ISO 135000, ISO 136000, ISO 137000, ISO 138000, ISO 139000, ISO 140000, ISO 141000, ISO 142000, ISO 143000, ISO 144000, ISO 145000, ISO 146000, ISO 147000, ISO 148000, ISO 149000, ISO 150000, ISO 151000, ISO 152000, ISO 153000, ISO 154000, ISO 155000, ISO 156000, ISO 157000, ISO 158000, ISO 159000, ISO 160000, ISO 161000, ISO 162000, ISO 163000, ISO 164000, ISO 165000, ISO 166000, ISO 167000, ISO 168000, ISO 169000, ISO 170000, ISO 171000, ISO 172000, ISO 173000, ISO 174000, ISO 175000, ISO 176000, ISO 177000, ISO 178000, ISO 179000, ISO 180000, ISO 181000, ISO 182000, ISO 183000, ISO 184000, ISO 185000, ISO 186000, ISO 187000, ISO 188000, ISO 189000, ISO 190000, ISO 191000, ISO 192000, ISO 193000, ISO 194000, ISO 195000, ISO 196000, ISO 197000, ISO 198000, ISO 199000, ISO 200000, ISO 201000, ISO 202000, ISO 203000, ISO 204000, ISO 205000, ISO 206000, ISO 207000, ISO 208000, ISO 209000, ISO 210000, ISO 211000, ISO 212000, ISO 213000, ISO 214000, ISO 215000, ISO 216000, ISO 217000, ISO 218000, ISO 219000, ISO 220000, ISO 221000, ISO 222000, ISO 223000, ISO 224000, ISO 225000, ISO 226000, ISO 227000, ISO 228000, ISO 229000, ISO 230000, ISO 231000, ISO 232000, ISO 233000, ISO 234000, ISO 235000, ISO 236000, ISO 237000, ISO 238000, ISO 239000, ISO 240000, ISO 241000, ISO 242000, ISO 243000, ISO 244000, ISO 245000, ISO 246000, ISO 247000, ISO 248000, ISO 249000, ISO 250000, ISO 251000, ISO 252000, ISO 253000, ISO 254000, ISO 255000, ISO 256000, ISO 257000, ISO 258000, ISO 259000, ISO 260000, ISO 261000, ISO 262000, ISO 263000, ISO 264000, ISO 265000, ISO 266000, ISO 267000, ISO 268000, ISO 269000, ISO 270000, ISO 271000, ISO 272000, ISO 273000, ISO 274000, ISO 275000, ISO 276000, ISO 277000, ISO 278000, ISO 279000, ISO 280000, ISO 281000, ISO 282000, ISO 283000, ISO 284000, ISO 285000, ISO 286000, ISO 287000, ISO 288000, ISO 289000, ISO 290000, ISO 291000, ISO 292000, ISO 293000, ISO 294000, ISO 295000, ISO 296000, ISO 297000, ISO 298000, ISO 299000, ISO 300000, ISO 301000, ISO 302000, ISO 303000, ISO 304000, ISO 305000, ISO 306000, ISO 307000, ISO 308000, ISO 309000, ISO 310000, ISO 311000, ISO 312000, ISO 313000, ISO 314000, ISO 315000, ISO 316000, ISO 317000, ISO 318000, ISO 319000, ISO 320000, ISO 321000, ISO 322000, ISO 323000, ISO 324000, ISO 325000, ISO 326000, ISO 327000, ISO 328000, ISO 329000, ISO 330000, ISO 331000, ISO 332000, ISO 333000, ISO 334000, ISO 335000, ISO 336000, ISO 337000, ISO 338000, ISO 339000, ISO 340000, ISO 341000, ISO 342000, ISO 343000, ISO 344000, ISO 345000, ISO 346000, ISO 347000, ISO 348000, ISO 349000, ISO 350000, ISO 351000, ISO 352000, ISO 353000, ISO 354000, ISO 355000, ISO 356000, ISO 357000, ISO 358000, ISO 359000, ISO 360000, ISO 361000, ISO 362000, ISO 363000, ISO 364000, ISO 365000, ISO 366000, ISO 367000, ISO 368000, ISO 369000, ISO 370000, ISO 371000, ISO 372000, ISO 373000, ISO 374000, ISO 375000, ISO 376000, ISO 377000, ISO 378000, ISO 379000, ISO 380000, ISO 381000, ISO 382000, ISO 383000, ISO 384000, ISO 385000, ISO 386000, ISO 387000, ISO 388000, ISO 389000, ISO 390000, ISO 391000, ISO 392000, ISO 393000, ISO 394000, ISO 395000, ISO 396000, ISO 397000, ISO 398000, ISO 399000, ISO 400000, ISO 401000, ISO 402000, ISO 403000, ISO 404000, ISO 405000, ISO 406000, ISO 407000, ISO 408000, ISO 409000, ISO 410000, ISO 411000, ISO 412000, ISO 413000, ISO 414000, ISO 415000, ISO 416000, ISO 417000, ISO 418000, ISO 419000, ISO 420000, ISO 421000, ISO 422000, ISO 423000, ISO 424000, ISO 425000, ISO 426000, ISO 427000, ISO 428000, ISO 429000, ISO 430000, ISO 431000, ISO 432000, ISO 433000, ISO 434000, ISO 435000, ISO 436000, ISO 437000, ISO 438000, ISO 439000, ISO 440000, ISO 441000, ISO 442000, ISO 443000, ISO 444000, ISO 445000, ISO 446000, ISO 447000, ISO 448000, ISO 449000, ISO 450000, ISO 451000, ISO 452000, ISO 453000, ISO 454000, ISO 455000, ISO 456000, ISO 457000, ISO 458000, ISO 459000, ISO 460000, ISO 461000, ISO 462000, ISO 463000, ISO 464000, ISO 465000, ISO 466000, ISO 467000, ISO 468000, ISO 469000, ISO 470000, ISO 471000, ISO 472000, ISO 473000, ISO 474000, ISO 475000, ISO 476000, ISO 477000, ISO 478000, ISO 479000, ISO 480000, ISO 481000, ISO 482000, ISO 483000, ISO 484000, ISO 485000, ISO 486000, ISO 487000, ISO 488000, ISO 489000, ISO 490000, ISO 491000, ISO 492000, ISO 493000, ISO 494000, ISO 495000, ISO 496000, ISO 497000, ISO 498000, ISO 499000, ISO 500000, ISO 501000, ISO 502000, ISO 503000, ISO 504000, ISO 505000, ISO 506000, ISO 507000, ISO 508000, ISO 509000, ISO 510000, ISO 511000, ISO 512000, ISO 513000, ISO 514000, ISO 515000, ISO 516000, ISO 517000, ISO 518000, ISO 519000, ISO 520000, ISO 521000, ISO 522000, ISO 523000, ISO 524000, ISO 525000, ISO 526000, ISO 527000, ISO 528000, ISO 529000, ISO 530000, ISO 531000, ISO 532000, ISO 533000, ISO 534000, ISO 535000, ISO 536000, ISO 537000, ISO 538000, ISO 539000, ISO 540000, ISO 541000, ISO 542000, ISO 543000, ISO 544000, ISO 545000, ISO 546000, ISO 547000, ISO 548000, ISO 549000, ISO 550000, ISO 551000, ISO 552000, ISO 553000, ISO 554000, ISO 555000, ISO 556000, ISO 557000, ISO 558000, ISO 559000, ISO 560000, ISO 561000, ISO 562000, ISO 563000, ISO 564000, ISO 565000, ISO 566000, ISO 567000, ISO 568000, ISO 569000, ISO 570000, ISO 571000, ISO 572000, ISO 573000, ISO 574000, ISO 575000, ISO 576000, ISO 577000, ISO 578000, ISO 579000, ISO 580000, ISO 581000, ISO 582000, ISO 583000, ISO 584000, ISO 585000, ISO 586000, ISO 587000, ISO 588000, ISO 589000, ISO 590000, ISO 591000, ISO 592000, ISO 593000, ISO 594000, ISO 595000, ISO 596000, ISO 597000, ISO 598000, ISO 599000, ISO 600000, ISO 601000, ISO 602000, ISO 603000, ISO 604000, ISO 605000, ISO 606000, ISO 607000, ISO 608000, ISO 609000, ISO 610000, ISO 611000, ISO 612000, ISO 613000, ISO 614000, ISO 615000, ISO 616000, ISO 617000, ISO 618000, ISO 619000, ISO 620000, ISO 621000, ISO 622000, ISO 623000, ISO 624000, ISO 625000, ISO 626000, ISO 627000, ISO 628000, ISO 629000, ISO 630000, ISO 631000, ISO 632000, ISO 633000, ISO 634000, ISO 635000, ISO 636000, ISO 637000, ISO 638000, ISO 639000, ISO 640000, ISO 641000, ISO 642000, ISO 643000, ISO 644000, ISO 645000, ISO 646000, ISO 647000, ISO 648000, ISO 649000, ISO 650000, ISO 651000, ISO 652000, ISO 653000, ISO 654000, ISO 655000, ISO 656000, ISO 657000, ISO 658000, ISO 659000, ISO 660000, ISO 661000, ISO 662000, ISO 663000, ISO 664000, ISO 665000, ISO 666000, ISO 667000, ISO 668000, ISO 669000, ISO 670000, ISO 671000, ISO 672000, ISO 673000, ISO 674000, ISO 675000, ISO 676000, ISO 677000, ISO 678000, ISO 679000, ISO 680000, ISO 681000, ISO 682000, ISO 683000, ISO 684000, ISO 685000, ISO 686000, ISO 687000, ISO 688000, ISO 689000, ISO 690000, ISO 691000, ISO 692000, ISO 693000, ISO 694000, ISO 695000, ISO 696000, ISO 697000, ISO 698000, ISO 699000, ISO 700000, ISO 701000, ISO 702000, ISO 703000, ISO 704000, ISO 705000, ISO 706000, ISO 707000, ISO 708000, ISO 709000, ISO 710000, ISO 711000, ISO 712000, ISO 713000, ISO 714000, ISO 715000, ISO 716000, ISO 717000, ISO 718000, ISO 719000, ISO 720000, ISO 721000, ISO 722000, ISO 723000, ISO 724000, ISO 725000, ISO 726000, ISO 727000, ISO 728000, ISO 729000, ISO 730000, ISO 731000, ISO 732000, ISO 733000, ISO 734000, ISO 735000, ISO 736000, ISO 737000, ISO 738000, ISO 739000, ISO 740000, ISO 741000, ISO 742000, ISO 743000, ISO 744000, ISO 745000, ISO 746000, ISO 747000, ISO 748000, ISO 749000, ISO 750000, ISO 751000, ISO 752000, ISO 753000, ISO 754000, ISO 755000, ISO 756000, ISO 757000, ISO 758000, ISO 759000, ISO 760000, ISO 761000, ISO 762000, ISO 763000, ISO 764000, ISO 765000, ISO 766000, ISO 767000, ISO 768000, ISO 769000, ISO 770000, ISO 771000, ISO 772000, ISO 773000, ISO 774000, ISO 775000, ISO 776000, ISO 777000, ISO 778000, ISO 779000, ISO 780000, ISO 781000, ISO 782000, ISO 783000, ISO 784000, ISO 785000, ISO 786000, ISO 787000, ISO 788000, ISO 789000, ISO 790000, ISO 791000, ISO 792000, ISO 793000, ISO 794000, ISO 795000, ISO 796000, ISO 797000, ISO 798000, ISO 799000, ISO 800000, ISO 801000, ISO 802000, ISO 803000, ISO 804000, ISO 805000, ISO 806000, ISO 807000, ISO 808000, ISO 809000, ISO 810000, ISO 811000, ISO 812000, ISO 813000, ISO 814000, ISO 815000, ISO 816000, ISO 817000, ISO 818000, ISO 819000, ISO 820000, ISO 821000, ISO 822000, ISO 823000, ISO 824000, ISO 825000, ISO 826000, ISO 827000, ISO 828000, ISO 829000, ISO 830000, ISO 831000, ISO 832000, ISO 833000, ISO 834000, ISO 835000, ISO 836000, ISO 837000, ISO 838000, ISO 839000, ISO 840000, ISO 841000, ISO 842000, ISO 843000, ISO 844000, ISO 845000, ISO 846000, ISO 847000, ISO 848000, ISO 849000, ISO 850000, ISO 851000, ISO 852000, ISO 853000, ISO 854000, ISO 855000, ISO 856000, ISO 857000, ISO 858000, ISO 859000, ISO 860000, ISO 861000, ISO 862000, ISO 863000, ISO 864000, ISO 865000, ISO 866000, ISO 867000, ISO 868000, ISO 869000, ISO 870000, ISO 871000, ISO 872000, ISO 873000, ISO 874000, ISO 875000, ISO 876000, ISO 877000, ISO 878000, ISO 879000, ISO 880000, ISO 881000, ISO 882000, ISO 883000, ISO 884000, ISO 885000, ISO 886000, ISO 887000, ISO 888000, ISO 889000, ISO 890000, ISO 891000, ISO 892000, ISO 893000, ISO 894000, ISO 895000, ISO 896000, ISO 897000, ISO 898000, ISO 899000, ISO 900000, ISO 901000, ISO 902000, ISO 903000, ISO 904000, ISO 905000, ISO 906000, ISO 907000, ISO 908000, ISO 909000, ISO 910000, ISO 911000, ISO 912000, ISO 913000, ISO 914000, ISO 915000, ISO 916000, ISO 917000, ISO 918000, ISO 919000, ISO 920000, ISO 921000, ISO 922000, ISO 923000, ISO 924000, ISO 925000, ISO 926000, ISO 927000, ISO 928000, ISO 929000, ISO 930000, ISO 931000, ISO 932000, ISO 933000, ISO 934000, ISO 935000, ISO 936000, ISO 937000, ISO 938000, ISO 939000, ISO 940000, ISO 941000, ISO 942000, ISO 943000, ISO 944000, ISO 945000, ISO 946000, ISO 947000, ISO 948000, ISO 949000, ISO 950000, ISO 951000, ISO 952000, ISO 953000, ISO 954000, ISO 955000, ISO 956000, ISO 957000, ISO 958000, ISO 959000, ISO 960000, ISO 961000, ISO 962000, ISO 963000, ISO 964000, ISO 965000, ISO 966000, ISO 967000, ISO 968000, ISO 969000, ISO 970000, ISO 971000, ISO 972000, ISO 973000, ISO 974000, ISO 975000, ISO 976000, ISO 977000, ISO 978000, ISO 979000, ISO 980000, ISO 981000, ISO 982000, ISO 983000, ISO 984000, ISO 985000, ISO 986000, ISO 987000, ISO 988000, ISO 989000, ISO 990000, ISO 991000, ISO 992000, ISO 993000, ISO 994000, ISO 995000, ISO 996000, ISO 997000, ISO 998000, ISO 999000, ISO 1000000, ISO 1001000, ISO 1002000, ISO 1003000, ISO 1004000, ISO 1005000, ISO 1006000, ISO 1007000, ISO 1008000, ISO 1009000, ISO 1010000, ISO 1011000, ISO 1012000, ISO 1013000, ISO 1014000, ISO 1015000, ISO 1016000, ISO 1017000, ISO 1018000, ISO 1019000, ISO 1020000, ISO 1021000, ISO 1022000, ISO 1023000, ISO 1024000, ISO 1025000, ISO 1026000, ISO 1027000, ISO 1028000, ISO 1029000, ISO 1030000, ISO 1031000, ISO 1032000, ISO 1033000, ISO 1034000, ISO 1035000, ISO 1036000, ISO 1037000, ISO 1038000, ISO 1039000, ISO 1040000, ISO 1041000, ISO 1042000, ISO 1043000, ISO 1044000, ISO 1045000, ISO 1046000, ISO 1047000, ISO 1048000, ISO 1049000, ISO 1050000, ISO 1051000, ISO 1052000, ISO 1053000, ISO 1054000, ISO 1055000, ISO 1056000, ISO 1057000, ISO 1058000, ISO 1059000, ISO 1060000, ISO 1061000, ISO 1062000, ISO 1063000, ISO 1064000, ISO 1065000, ISO 1066000, ISO 1067000, ISO 1068000, ISO 1069000, ISO 1070000, ISO 1071000, ISO 1072000, ISO 1073000, ISO 1074000, ISO 1075000, ISO 1076000, ISO 1077000, ISO 1078000, ISO 1079000, ISO 1080000, ISO 1081000, ISO 1082000, ISO 1083000, ISO 1084000, ISO 1085000, ISO 1086000, ISO 1087000, ISO 1088000, ISO 1089000, ISO 1090000, ISO 1091000, ISO 1092000, ISO 1093000, ISO 1094000, ISO 1095000, ISO 1096000, ISO 1097000, ISO 1098000, ISO 1099000, ISO 1100000, ISO 1101000, ISO 1102000, ISO 1103000, ISO 1104000, ISO 1105000, ISO 1106000, ISO 1107000, ISO 1108000, ISO 1109000, ISO 1110000, ISO 1111000, ISO 1112000, ISO 1113000, ISO 1114000, ISO 1115000, ISO 1116000, ISO 1117000, ISO 1118000, ISO 1119000, ISO 1120000, ISO 1121000, ISO 1122000, ISO 1123000, ISO 1124000, ISO 1125000, ISO 1126000, ISO 1127000, ISO 1128000, ISO 1129000, ISO 1130000, ISO 1131000, ISO 1132000, ISO 1133000, ISO 1134000, ISO 1135000, ISO 1136000, ISO 1137000, ISO 1138000, ISO 1139000, ISO 1140000, ISO 1141000, ISO 1142000, ISO 1143000, ISO 1144000, ISO 1145000, ISO 1146000, ISO 1147000, ISO 1148000, ISO 1149000, ISO 1150000, ISO 1151000, ISO 1152000, ISO 1153000, ISO 1154000, ISO 1155000, ISO 1156000, ISO 1157000, ISO 1158000, ISO 1159000, ISO 1160000, ISO 1161000, ISO 1162000, ISO 1163000, ISO 1164000, ISO 1165000, ISO 1166000, ISO 1167000, ISO 1168000, ISO 1169000, ISO 1170000, ISO 1171000, ISO 1172000, ISO 1173000, ISO 1174000, ISO 1175000, ISO 1176000, ISO 1177000, ISO 1178000, ISO 1179000, ISO 1180000, ISO 1181000, ISO 1182000, ISO 1183000, ISO 1184000, ISO 1185000, ISO 1186000, ISO 1187000, ISO 1188000, ISO 1189000, ISO 1190000, ISO 1191000, ISO 1192000, ISO 1193000, ISO 1194000, ISO 1195000, ISO 1196000, ISO 1197000, ISO 1198000, ISO 1199000, ISO 1200000, ISO 1201000, ISO 1202000, ISO 1203000, ISO 1204000, ISO 1205000, ISO 1206000, ISO 1207000, ISO 1208000, ISO 1209000, ISO 1210000, ISO 1211000, ISO 1212000, ISO 1213000, ISO 1214000, ISO 1215000, ISO 1216000, ISO 1217000, ISO 1218000, ISO 1219000, ISO 1220000, ISO 1221000, ISO 1222000, ISO 1223000, ISO 1224000, ISO 1225000, ISO 1226000, ISO 1227000, ISO 1228000, ISO 1229000, ISO 1230000, ISO 1231000, ISO 1232000, ISO 1233000, ISO 1234000, ISO 1235000, ISO 1236000, ISO 12

## 6.7. Actualité réglementaire 2019

Certains textes présentés ci-dessous ont un impact contractuel. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

### Services publics locaux

#### → *Loi Engagement et Proximité et transfert de compétences*

La loi 2019-1461 du 27 décembre 2019, complétée par une note ministérielle d'information du 29 décembre 2019, modifie certaines modalités de transfert des compétences « eau » et « assainissement » introduites par la loi NOTRe du mois d'août 2015. Ces modifications portent essentiellement sur deux éléments du dispositif :

- L'exercice de la "minorité de blocage" prévu par la loi 2018-702 du 3 août 2018 permettant dans certaines conditions un report au 1er janvier 2026 du transfert obligatoire des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes, qui prenait fin initialement au 1er juillet 2019 a été repoussé au 1er janvier 2020.
- Un mécanisme à la carte de "délégation de compétence" est instauré par la loi. Une communauté de communes ou une communauté d'agglomération peut déléguer par convention à l'une de ses communes membres, tout ou partie, de sa compétence eau potable, assainissement ou gestion des eaux pluviales urbaines. En cas de demande de délégation par une commune, le conseil communautaire dispose d'un délai de 3 mois pour statuer et doit motiver tout refus éventuel. Le contenu de la convention est fixé par la loi.

Enfin, les syndicats compétents en matière d'eau, d'assainissement et de gestion des eaux pluviales urbaines, inclus en totalité dans le périmètre d'une communauté d'agglomérations ou communauté de communes, dits "syndicats infracommunautaires" et existant au 1er janvier 2019, sont maintenus pendant une durée de 6 mois suivant la prise de compétence de la communauté d'agglomération ou communauté de communes.

#### → *Commande publique*

Une série de 23 arrêtés et 5 avis sont parus en date du 22 mars 2019 portant diverses modifications mineures du code de la commande publique. Bon nombre de ces dispositions concerne le déroulement formel d'une procédure, notamment, l'accès aux documents de la consultation, les modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde ou encore l'envoi d'un accusé de réception électronique.

Le 30 octobre 2019 la Commission Européenne a modifié les seuils applicables aux concessions et aux marchés publics de fournitures, services et travaux qui sont passés respectivement de 5 548 000€ à 5 350 000€ et de 443 000€ à 428 000€.

En fin d'année, le décret 2019-1344 du 12 décembre 2019 a porté à effet du 1er janvier 2020 de 25 000€ à 40 000€ le seuil à compter duquel les acheteurs publics doivent procéder à une mise en concurrence des marchés publics et contrats de concessions.

De même le décret 2019-1375 du 17 décembre 2019 a porté de 209 000€ à 214 000€ le montant des marchés publics devant être présentés au contrôle de légalité, et ceci pour les marchés dont la procédure a été lancée à compter du 2 janvier 2020.

#### → *Facturation électronique*

La loi 2019-486 du 22 mai 2019 dite "loi PACTE" modifie quelques dispositions du code de la commande publique mais aussi du code de la consommation principalement en matière de traçabilité de la facturation électronique. Un décret 2019-748 du 18 juillet 2019 apporte des précisions complémentaires.

### → *ICPE /IOTA / Evaluation environnementale*

L'arrêté du 28 mars 2019 (JO du 14 juin 2019) fixe le nouveau formulaire de demande d'autorisation environnementale. Ce formulaire (CERFA n° 15964\*01) a été publié plus de deux ans après l'entrée en vigueur du dispositif. Dans le document Cerfa, on notera notamment :

- l'emploi de l'acronyme AIOT (activités, installations, ouvrages ou travaux), résultant de la volonté de regrouper les ICPE et les IOTA ;
- dans le cadre de la nature de l'objet de la demande, la distinction entre le nouveau projet d'AIOT et l'extension/modification substantielle.

Le décret n° 2029-1352 du 12 décembre 2019 simplifie la procédure d'instruction des demandes d'autorisation environnementale notamment sur la dématérialisation des dossiers de demande d'autorisation et la suppression de certaines consultations jusqu'ici obligatoires.

### → *Amiante*

Un arrêté interministériel en date du 1<sup>er</sup> octobre 2019 (JO du 20 octobre 2019) définit les compétences des laboratoires pour procéder aux analyses des échantillons de matériaux et de produits susceptibles de contenir de l'amiante. Cet arrêté s'inscrit dans le cadre du repérage de l'amiante avant travaux qui rend obligatoire le recours à des laboratoires, accrédités par le Comité français d'accréditation (Cofrac), pour analyser les prélèvements réalisés par les opérateurs réalisant le repérage de l'amiante.

### → *Travaux à proximité des réseaux*

Une décision du 2 décembre 2019 (JO du 8 décembre 2019) porte approbation des mises à jour du fascicule 1 « dispositions générales » et du fascicule 3 « formulaires et autres documents pratiques » du guide d'application de la réglementation anti-endommagement. Cette mise à jour du guide technique d'application fait suite aux évolutions réglementaires intervenues fin 2018.

Dans la continuité des évolutions réglementaires intervenues fin 2018, trois arrêtés sont venus préciser les conditions de délivrance de l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR). Deux arrêtés du 15 janvier 2019 (JO du 28 février 2019) et l'arrêté du 29 avril 2019 (JO du 25 juillet 2019) fixent la liste des compétences et diplômes professionnels délivrés par les ministres chargés de l'éducation et de l'enseignement supérieur permettant la délivrance de l'AIPR par l'employeur.

L'arrêté du 5 novembre 2019 (JO du 24 novembre 2019) fixe, pour l'année 2019, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Inéris. Ce téléservice ([www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr)) référence les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

### → *Prévention des maladies vectorielles transmises par les insectes*

La prévention des maladies vectorielles transmises par les insectes est une préoccupation croissante des autorités de santé.

- Le décret 2019-258 du 29 mars 2019 précise les modalités de mise en œuvre des missions de surveillance et d'intervention autour des nouvelles implantations de moustiques et des cas suspects confiées aux agences régionales de santé pour prévenir les épidémies de maladies vectorielles, ainsi que d'autres mesures de prévention et d'information. Au titre des mesures de prévention, ce décret mentionne l'article L2213-31 du Code Général des Collectivités Territoriales qui permet au maire de prescrire aux propriétaires de terrains bâtis ou non bâtis, les mesures nécessaires pour lutter, contre l'insalubrité que constitue le développement des insectes vecteurs dans les zones urbanisées. Les zones de stagnation de l'eau y sont identifiées comme des « points à risque ».
- Un premier arrêté du 23 juillet 2019 (JO du 26 juillet 2019) inscrit la totalité des 101 départements français sur la liste des départements où est constatée l'existence de conditions entraînant le

développement ou un risque de développement d'arboviroses transmises par les moustiques et constituant une menace pour la santé de la population.

- Un second arrêté du 23 juillet 2019 (JO du 28 juillet 2019) précise les modalités de mise en œuvre des missions de surveillance entomologique (c-à-d, des insectes), d'intervention autour des détections et de prospection, de traitement et travaux autour des lieux fréquentés par les cas humains de maladies transmises par les moustiques vecteurs.

## **Service public de l'eau**

### **→ Facture d'eau et d'assainissement**

Le décret 2019-1356 du 13 décembre 2019 modifie la taxe perçue jusque-là par Voies Navigables de France (VNF) auprès des titulaires d'ouvrages hydrauliques pour la prise d'eau en une redevance de prise et de rejet d'eau. Cette redevance est dorénavant due tant pour le prélèvement que pour l'évacuation des volumes d'eau. Une contre-valeur de la redevance sera répercutée sur chaque abonné des services d'eau et maintenant d'assainissement. Cette redevance dont le montant sera fixé par VNF est applicable à l'exercice 2019.

### **→ Captages d'eau potable**

L'article 61 de la loi 2019-774 du 24 juillet 2019 (JO du 26 juillet 2019) relative à l'organisation et à la transformation du système de santé introduit une disposition visant à simplifier la procédure d'instauration et de renouvellement des périmètres de protection des captages d'eau potable. Cet article prévoit d'instaurer un unique périmètre de protection immédiate pour les captages d'eau d'origine souterraine à faible débit, à savoir, moins de 100 m<sup>3</sup> par jour. Les modalités d'établissement de ce périmètre feront l'objet d'un arrêté ministériel. Lorsque les résultats d'analyse de la qualité de l'eau ne satisferont pas aux critères de qualité établis par cet arrêté, un périmètre de protection rapprochée, voire éloignée, pourront être dans ce cas instaurés.

### **→ Surveillance de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine (EDCH)**

#### **Méthodes d'analyse et conditions d'agrément des laboratoires**

L'arrêté du 11 janvier 2019 (JO du 23 janvier 2019) modifie les arrêtés du 5 juillet 2016 (relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux) et l'arrêté du 19 octobre 2017 (relatif aux méthodes d'analyse utilisées dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux). Cet arrêté vise à harmoniser les conditions d'agrément pour les prélèvements et les analyses des eaux minérales naturelles avec celles des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux de loisirs. Les normes mentionnées dans l'arrêté du 5 juillet 2016 sont précisées dans un avis publié également au JO du 23 janvier 2019. Cet avis a fait l'objet de deux mises à jour à fin 2019.

#### **Gestion des non-conformités dans les Eaux Destinées à la Consommation Humaine**

L'instruction de la Direction Générale de la Santé, DGS/EA4/2019/46, en date du 27 février 2019 (mise en ligne le 17 avril 2019) précise le rôle des ARS dans le déploiement progressif d'un dispositif de surveillance des signaux sanitaires mettant en évidence de façon automatique des cas groupés de gastro-entérites aiguës médicalisées en lien avec une origine hydrique plausible. Cette méthode a été développée par Santé Publique de France.

L'instruction de la Direction Générale de la Santé, DGS/EA4/2019/142, du 21 juin 2019 (mise en ligne le 16 septembre 2019) définit les modalités de gestion des risques sanitaires en cas de présence de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine (EDCH). Cette instruction s'inscrit dans la perspective de la révision de la Directive Européenne sur l'eau potable et deux précédents avis de l'ANSES de 2012 et 2018 qui préconisaient de prioriser la présence éventuelle de Chrome VI (ou chrome hexavalent), que la limite de qualité en chrome total dans l'eau soit ou non dépassée.

### → *Equipements sous pression*

Par une décision mise en ligne le 28 février 2019, la Direction Générale de la Prévention des Risques approuve le guide relatif aux « Inspections réglementaires des équipements sous pression revêtus extérieurement et/ou intérieurement », établi par l'Association pour la qualité des appareils à pression. Ce guide encadre l'application de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

## **Biodiversité et Qualité des milieux**

### → *Substances dans les milieux*

L'arrêté du 29 novembre 2019 (JO du 10 décembre 2019) établit la liste des substances définies à l'article L. 213-10-8 du code de l'environnement relatif à la redevance pour pollutions diffuses. Cette redevance prélevée par les agences de l'eau s'applique aux produits phytopharmaceutiques et aux semences traitées au moyen de ces produits. L'arrêté du 29 novembre 2019 classe les substances contenues dans les produits phytopharmaceutiques figurant dans chacune des catégories soumises à cette redevance.

L'arrêté du 27 décembre 2019 (JO du 29 décembre 2019) précise les mesures de protection des personnes lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques et modifie l'arrêté du 4 mai 2017 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime. Notamment, cet arrêté modifie les règles d'application des produits phytopharmaceutiques à proximité immédiate des cours d'eau (considérée comme des « zones de non-traitement »), telles qu'elles étaient fixées par l'arrêté du 4 mai 2017.

### → *Surveillance des milieux aquatiques*

#### **Evaluation des masses d'eau**

La note technique de la Direction de l'Eau et de la Biodiversité à destination des Préfets coordonnateurs de bassin du 19 décembre 2019 abroge la circulaire du 23 octobre 2012 relative à l'application de l'arrêté du 17 décembre 2008 et de ses annexes qui établissent les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines.

#### **Zones vulnérables et zones sensibles**

Deux arrêtés du 20 février 2019 publiés respectivement aux JO du 23 et 27 février 2019 précisent les actions renforcées à mettre en œuvre dans les zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ainsi que le contenu du bilan, réalisé par le préfet de région, de la mise en œuvre du dispositif qui réduit la pression d'épandage d'azote de toutes origines de chaque exploitation ou élevage en cas de dépassement de la valeur de référence dans le cadre du dispositif de surveillance de l'azote.

Dans une note technique du 6 juin 2019 (mise en ligne le 10 juin 2019) à destination des Préfets coordonnateurs de bassin, de région et de département, le ministère de la Transition écologique et solidaire incite à la mise à jour rapide des zones sensibles à l'eutrophisation, où le traitement des stations d'épuration doit être renforcé pour limiter les rejets de phosphore et d'azote dans le milieu. Il précise également certaines modalités de calendrier ainsi que les principes à retenir pour le classement de ces zones.



## 6.8. Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

### **Abonnement :**

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné au délégataire pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

### **Abonnés domestiques ou assimilés :**

Les abonnés non domestiques sont redevables directement à l'Agence de l'eau pour les redevances de pollution et de modernisation des réseaux perçues habituellement sur les factures d'eau et d'assainissement. Il s'agit d'établissements dont les activités sont définies par un arrêté du 21/12/2017, et dont le volume d'activité dépasse certains seuils. Les abonnés non domestiques ne doivent pas être confondus avec les abonnés industriels. La notion d'abonnés industriels correspond à des critères propres au règlement de service.

### **Capacité de production :**

Volume qui peut être produit par toutes les installations de production pour un fonctionnement journalier de 20 heures chacune (unité : m<sup>3</sup>/jour).

### **Certification ISO 14001 :**

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

### **Certification ISO 9001 :**

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

### **Certification ISO 22000 :**

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche de sécurité alimentaire effectuée par le délégataire.

### **Certification ISO 50001 :**

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

### **Certification OHSAS 18001 :**

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

### **Consommateur – abonné (client) :**

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc.). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de

service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

#### **Consommation individuelle unitaire :**

Consommation annuelle des consommateurs particuliers individuels divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de consommateurs particuliers individuels et collectifs (unité : m<sup>3</sup>/client/an).

#### **Consommation globale unitaire :**

Consommation annuelle totale des clients divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients (unité : m<sup>3</sup>/consommateur/an).

#### **Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai [D 151.0] :**

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf (hors délai de réalisation des travaux) ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquelles le délai est respecté. (Arrêté du 2 mai 2007)

#### **Développement durable :**

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

**Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030** sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

#### **Eau souterraine influencée :**

Eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique importante et supérieure à 2 NFU.

#### **HACCP :**

Hazard Analysis Critical Control Point : méthode d'identification et de hiérarchisation des risques développée à l'origine dans le secteur agroalimentaire, cette méthode est depuis utilisée pour les systèmes d'alimentation en eau potable.

#### **Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau [P108.3] :**

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- 💧 0 % : aucune action ;
- 💧 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours ;
- 💧 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu ;
- 💧 50 % : dossier déposé en préfecture ;
- 💧 60 % : arrêté préfectoral ;

- 💧 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ;
- 💧 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

En cas d'achat d'eau à d'autres services publics d'eau potable par le service ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en tenant compte des volumes annuels d'eau produits ou achetés à d'autres services publics d'eau potable.

### **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable [P103.2] :**

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- 💧 le niveau de connaissance du réseau et des branchements,
- 💧 et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 100 points pour les services n'exerçant pas la mission de distribution.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

### **Indice linéaire de pertes en réseau [P106.3] :**

L'indice linéaire de pertes en réseau est égal au volume perdu dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Cette perte est calculée par différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé. Il est exprimé en m<sup>3</sup>/km/jour.

### **Indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] :**

L'indice linéaire des volumes non comptés est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Le volume non compté est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé. L'indice est exprimé en m<sup>3</sup>/km/jour.

### **Nombre d'habitants desservis (Estimation du) [D101.0] :**

Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

### **Parties prenantes :**

Acteurs internes et externes intéressés par le fonctionnement d'une organisation, comme un service d'eau ou d'assainissement : salariés, clients, fournisseurs, associations, société civile, pouvoirs publics ...

### **Prélèvement :**

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons pour n laboratoires). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

### **Rendement du réseau de distribution [P104.3] :**

Le rendement du réseau est obtenu en faisant le rapport entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés à d'autres services publics d'eau potable. Le volume consommateurs sans comptage et le volume de service du réseau sont ajoutés au volume comptabilisé pour calculer le volume consommé autorisé. Le rendement est exprimé en pourcentage. (Arrêté du 2 mai 2007)

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum à atteindre pour chaque réseau de distribution, dont la valeur dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau. Cette valeur « seuil » est définie par le décret 2012-97 du 27 janvier 2012. Cette définition réglementaire est transcrite dans la formule générique donnée ci-après :

$$\text{Objectif Rdt Grenelle 2} = \text{Min} (A + 0,2 \text{ ILC} ; 85)$$

Avec :

- Objectif Rdt Grenelle 2 exprimé en % ;
- ILC : Indice Linéaire de Consommation ( $\text{m}^3/\text{j}/\text{km}$ ) qui traduit la densité de l'habitat et la taille du service ;
- A = 65 dans la majorité des situations excepté pour les réseaux alimentés, d'une part, par une ressource en eau classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) et, d'autre part, par des prélèvements supérieurs à  $2 \text{ Mm}^3/\text{an}$  où le terme A prend alors la valeur de 70 (pour tenir compte de la faible disponibilité de la ressource en eau).

#### **Réseau de desserte :**

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (tels que les bornes incendie, d'arrosage, de nettoyage...) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué de réservoirs, d'équipements hydrauliques, de conduites de transfert, de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements.

#### **Réseau de distribution :**

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

#### **Résultat d'analyse :**

On appelle résultat d'analyse chaque valeur mesurée pour chaque paramètre. Ainsi pour un prélèvement effectué, il y a plusieurs résultats d'analyse (1 résultat par paramètre).

#### **Taux d'impayés [P154.0] :**

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

#### **Taux d'occurrence des interruptions du service non programmées [P151.1] :**

Nombre de coupures d'eau, par millier d'abonnés, survenues au cours de l'année pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24h à l'avance.

Les coupures de l'alimentation en eau liées à des problèmes qualitatifs sont prises en compte.

Les coupures chez l'abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ne sont pas prises en compte.

#### **Taux de mensualisation :**

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement mensuel par prélèvement bancaire.

#### **Taux de prélèvement :**

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement des factures par prélèvement bancaire.

### **Taux de conformité aux paramètres microbiologiques [P101.1] :**

**Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/j :** pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ◆ Ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique
- ◆ Et le cas échéant ceux réalisés par le délégataire dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

**Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m<sup>3</sup>/j :** nombre de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

### **Taux de conformité aux paramètres physico-chimiques [P102.1] :**

**Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/j :** pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses physico-chimiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ◆ ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.
- ◆ et le cas échéant ceux réalisés par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

**Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m<sup>3</sup>/j :** nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

### **Taux de mutation (demandes d'abonnement) :**

Nombre de demandes d'abonnement (mouvement de consommateurs) rapporté au nombre total de consommateurs, exprimé en pour cent.

### **Taux de réclamations [P155.1] :**

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est à mettre en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix.

### **Volume acheté en gros (ou acheté à d'autres services d'eau potable) :**

Le volume acheté en gros est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume importé.

### **Volume comptabilisé :**

Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés (circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Ce volume n'inclut pas le volume vendu en gros.

**Volume consommateurs sans comptage :**

Le volume consommateurs sans comptage est le volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation.

**Volume consommé autorisé :**

Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume comptabilisé, du volume consommateurs sans comptage et du volume de service du réseau.

**Volume de service du réseau :**

Le volume de service du réseau est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution.

**Volume mis en distribution :**

Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).

**Volume produit :**

Le volume produit est le volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de distribution. Le volume de service de l'unité de production n'est pas compté dans le volume produit.

**Volume vendu en gros (ou vendu à d'autres services d'eau potable) :**

Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume exporté.

## 6.9. Attestations d'assurances

### ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **GRAS SAVOYE**, société de courtage d'assurance, n° ORIAS 07 001 707, dont le siège est sis :

**Immeuble Quai 33- 33 quai de Dion-Bouton  
92800 PUTEAUX**

agissant par délégation et pour le compte des assureurs

attestons que la société : **VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux  
21 rue la Boétie  
75008 PARIS**

est garantie par les polices, Dommages aux biens, Responsabilités, Pertes financières consécutives et Frais et Pertes annexes, de type « Tous Risques Sauf » Portant les numéros **2019/FR/PDBI/001** par **CODEVE Insurance Company DAC, Elm Park, Merrion Road, Dublin 4, Ireland** ; et d'autre part en excédent de la police émise par CODEVE, les numéros **XFR0065675PR** et **XFR0066375PR** émises par **AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE**, Société Anonyme de droit Français, régie par le Code des Assurances, au capital de EUR 190.069.080, dont le siège social est situé 61 rue Mstislav Rostropovitch 75832 Paris Cedex 17, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 399 227 354.

*Ces contrats ont été souscrits par **VEOLIA ENVIRONNEMENT S.A.** agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, groupements, associations, sociétés civiles immobilières faisant partie du même groupe d'affaire, et notamment pour le compte de :*

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS**

Ces polices en ligne garantissent l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers (en propriété ou en location), les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les événements suivants :

Incendie – Explosions – Foudre – Bris de machines – Dommages électriques – Fumées – Dégâts des eaux – Tempêtes – Grêle (Dommages de grêle exclus sur le matériel roulant) – Accumulation de la neige sur les toitures – Vandalisme – Emeutes – Mouvements populaires – Malveillance – Chocs de véhicules terrestres – Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux – Vol – Evénements naturels – Catastrophes Naturelles en France, (art.L125-1 et suivants du code des Assurances), Actes de Terrorisme et Attentats en France, (art.L126-2 et L126-3 du code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions des contrats cités en référence ci-dessus.

La présente attestation est valable du **1er Janvier 2020** jusqu'au **31 Décembre 2020** sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

CETTE ATTESTATION CONSTITUE UNE PRESOMPTION D'ASSURANCE ET NE SAURAIT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES DU CONTRAT AUQUEL ELLE SE REFERE.

Fait à Puteaux, le 27/12/2019





### Attestation d'Assurance - Risques Environnementaux

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

**VEOLIA ENVIRONNEMENT**  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS  
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS  
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218520** garantissant les conséquences pécuniaires des risques environnementaux pouvant lui incombent du fait de l'exploitation des sites assurés et des activités garanties par ce contrat.

Les garanties s'exercent dans le respect de la législation locale et à concurrence des montants ci-après qui s'entendent par sinistre et pour l'ensemble des sinistres imputés à la période d'assurance, sans pouvoir excéder **10 000 000 EUR** pour la période d'assurance :

#### GARANTIES DE BASE :

##### RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT :

Engagement annuel maximum de l'Assureur, toutes garanties confondues : **10 000 000 EUR**

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'Assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

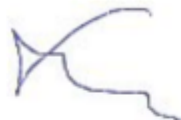
Période de la police du 01/01/2020 au 31/12/2020 inclus.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2020 inclus. Elle est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 12/11/2019

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :



Signature autorisée/ Authorised signatory :





### Attestation d'Assurance

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

**VEOLIA ENVIRONNEMENT**  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS  
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS  
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218420** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber dans l'exercice de ses activités.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

|                                                                                                        |                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| <b>Responsabilité Civile Exploitation</b>                                                              |                                      |
| Tous dommages confondus ( corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)                      | 10 000 000 EUR Par sinistre          |
| <b>Responsabilité Civile Après-Livraison, Après Réception et Responsabilité Civile Professionnelle</b> |                                      |
| Tous dommages confondus ( corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)                      | 10 000 000 EUR Par année d'assurance |

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

Période d'assurance du 01/01/2020 au 31/12/2020

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 05/11/2019

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :



Signature autorisée/ Authorised signatory :





|                                                                                                                                                                                  |                                                                                 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|
| Notre référence à rappeler<br>dans toute correspondance :                                                                                                                        |                                                                                 |
| N° ASSURE : F18746E<br>N° CONTRAT : 1351.001 / 2 85834<br>N° SIREN : 572 025 526                                                                                                 |                                                                                 |
| Pour tout renseignement contacter :<br>SMA SA Grands Comptes Entreprises<br>8 rue Louis Armand CS 71201<br>75738 Paris Cedex 15<br>Tél. : 01.40.59.70.00<br>Fax : 01.40.59.70.57 | VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES<br>EAUX<br>21, rue La Boétie<br>75008 PARIS |

#### Contrat d'assurance RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS

Période de validité : du 01/01/2020 au 31/12/2020

SMA SA ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** pour l'ensemble de ses filiales.

#### 1- PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes : Entreprise, maître d'œuvre ou fabricant-vendeur dans tous domaines d'activités et notamment dans le domaine des Services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :
  - o Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
  - o Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
  - o Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ...)
  - o Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
  - o Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
  - o Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,

#### SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain
- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.

**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maîtrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maîtrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux chantiers dont le coût total de construction hors taxes tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 30 000 000 €. Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :
  - 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros œuvre,
  - 6 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure ou le gros œuvre,
  - 3 000 000 € par sinistre si l'assuré est concepteur, non réalisateur de travaux.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
  - travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
  - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P<sup>(1)(3)</sup>, ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P<sup>(2)(3)</sup>,
  - travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publiée par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
  - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
    - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P<sup>(3)</sup>,
    - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
    - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de par l'Agence Qualité Construction AQC) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P

(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE : [www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr](http://www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr)

(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC [www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com)

**Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.**

**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)







## 2- ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

| Nature de la garantie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Montant des garanties                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p> | <p><b>En Habitation :</b></p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p>                                                                                                                                                                                |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <p><b>Hors Habitation:</b></p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances.</p> |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <p><b>En présence d'un CCRD:</b></p> <p>Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>                                                     |
| Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <p><b>Marché d'entreprise</b></p> <p>1 000 000 € épuisable par année d'assurance</p>                                                                                                                                                                                                                             |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <p><b>Marché de maîtrise d'œuvre</b></p> <p>350 000 € épuisable par année d'assurance</p>                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Durée et maintien des garanties :</b></p> <p>La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

## 3- GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792.2 du Code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code civil.

### SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par L'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

**La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.**

Fait à PARIS  
Le 20/12/2019

Le Président du Directoire  
Par délégation



**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





Notre référence à rappeler  
dans toute correspondance :

N° souscripteur : F18746E  
N° contrat : 1351.001 / 2 85834  
N° SIREN : 572 025 526

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES  
EAUX**

**21, rue La Boétie**

**75008 PARIS**

Pour tout renseignement contacter :  
**Site de gestion**  
**SMA SA Grands Comptes Entreprises**  
8 rue Louis Armand - CS 71201  
75738 PARIS CEDEX 15  
Tél : 01.40.59.70.00  
Fax : 01.40.59.70.57

## **CONTRAT D'ASSURANCE RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES NON SOUMIS**

**Attestation d'assurance 2020**  
**Valable à compter du 01/01/2020 jusqu'au 31/12/2020**

SMA SA certifie que l'assuré désigné ci-dessus est bénéficiaire d'un contrat POLICE ASSURANCE CONSTRUCTION, numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA pour le compte de l'ensemble de ses filiales garantissant, à ce jour, les activités suivantes :

Entreprise générale tous corps d'état, contractant général ou maître d'œuvre dans tous domaines d'activité et notamment dans le domaine des services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :

- Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
- Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
- Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ...)
- Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
- Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
- Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,
- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain

**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD QUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.
- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maîtrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maîtrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium

**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)







#### Ce contrat garantit

- du fait des activités professionnelles mentionnées ci-avant,
  - pour une participation à des opérations de construction d'un ouvrage non soumis à l'obligation d'assurance,
  - lorsque l'opération n'excède pas 30.000.000 € HT (travaux et honoraires compris), ou que le marché de l'assuré n'excède pas pour les ouvrages suivants :
    - Réseaux de chaleur : 3 000 000 € HT
    - Eoliennes : 3 000 000 € HT y compris honoraires pour la part concernant l'infrastructure
    - Installations photovoltaïques (au sol et sur un ouvrage non soumis) : 3 000 000 € HT
    - Cuves et réservoirs : 3 000 000 € HT
    - Réseaux enterrés : 10 000 000 € HT
- Au-delà de ces montants, l'assuré doit déclarer le chantier concerné et souscrire, auprès de SMA SA, un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, il sera fait application d'une règle proportionnelle selon l'article L.121-5 du Code des assurances.
- pour des travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnue par la profession,
  - pour des travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date.

#### les conséquences des responsabilités énumérées ci-dessous :

| Nature des garanties                                                                                                              | Montant des garanties : sans pouvoir excéder<br>10 000 000 € par année d'assurance pour l'ensemble<br>des garanties et des assurés |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Garantie de responsabilité civile<br>décennale relative aux ouvrages listés à<br>l'article L.243-1-1-I du Code des<br>assurances. | <b>Marché d'entreprise :</b><br>5 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de<br>10 000 000 € HT                    |
|                                                                                                                                   | <b>Marché de maître d'œuvre :</b><br>2 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de<br>10 000 000 € HT               |
|                                                                                                                                   | <b>Sauf marchés relatifs à :</b>                                                                                                   |
|                                                                                                                                   | - <b>construction d'éoliennes</b> : 500 000 € par sinistre et<br>2 000 000 € par an                                                |
|                                                                                                                                   | - <b>réseaux de chaleur</b> : 500 000 € par sinistre et<br>2 000 000 € par an                                                      |
|                                                                                                                                   | - <b>cuves et réservoirs</b> : 1 000 000 € par sinistre et<br>2 000 000 € par an                                                   |
| Garantie dommages en répercussion                                                                                                 | - <b>installations photovoltaïques</b> : 1 000 000 € par<br>sinistre et 2 000 000 € par an                                         |
|                                                                                                                                   | - <b>réseaux enterrés</b> : 1 000 000 € par sinistre et<br>2 000 000 € par an                                                      |
|                                                                                                                                   | <b>Tous marchés confondus</b> : 500 000 € par sinistre et<br>2 000 000 € par an                                                    |

#### SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





Tous travaux, ouvrages ou opérations de construction ne répondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet, sur demande spéciale de l'assuré, d'une garantie spécifique, soit par contrat, soit par avenant.

**La présente attestation ne peut pas engager SMA SA au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.**

Fait à Paris,  
Le 20 décembre 2019

Le Président du Directoire  
Par délégation



**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)



Ressourcer le monde

Credits photos : © Gettyimages

**Veolia**

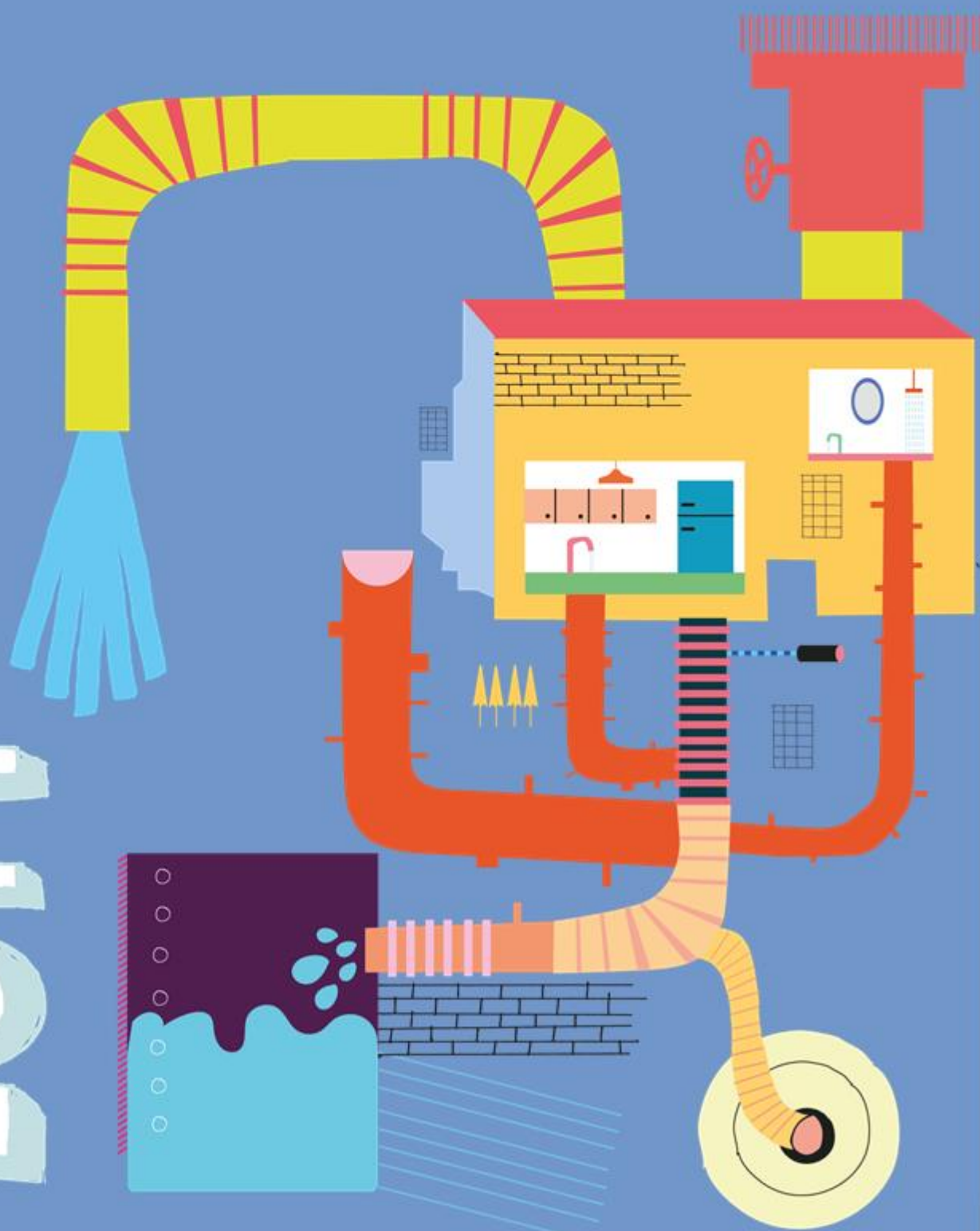
30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers

[www.veolia.com](http://www.veolia.com)

# **RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE**

**Syndicat Intercommunal Autrans-Méaudre**

**2019**





## **REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)**

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

### **REPERES DE LECTURE**

*Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.*

| <b>Repère visuel</b>                                                                | <b>Objectif</b>                                                                                            |
|-------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    | <b><i>Identifier rapidement nos engagements clés</i></b>                                                   |
|   | <b><i>Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants</i></b>                 |
|  | <b><i>Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale</i></b> |

| <b>Gestion du document</b> | <b>Auteur</b>                  | <b>Date</b> |
|----------------------------|--------------------------------|-------------|
| Elodie Anxionnaz           | Ghesline Pras / Bruno Rousseau | 25/05/2020  |



# L'édito



## Veolia – Rapport annuel du délégataire 2019

Monsieur le Président,

Je suis heureux de vous adresser le Rapport Annuel du Déléguataire qui vous permet d'accéder aux informations relatives à la gestion de votre service de l'eau ou de l'assainissement de l'année 2019.

J'ai pleinement conscience que, dans ce contexte d'épidémie de Covid-19, la dynamique dans laquelle nous étions il y a encore quelques mois peut paraître lointaine. Cependant les défis que nous avons relevés ensemble, ceux auxquels nous faisons face aujourd'hui sont riches d'enseignements. La résilience fait partie de nos métiers, et c'est ensemble que nous trouverons les solutions pour répondre aux défis à venir, à commencer par la nécessaire relance économique, qui devrait être une occasion d'accélérer la transformation écologique et sanitaire, plus que jamais vitale.

A travers les différentes composantes, techniques, économiques et environnementales, présentes dans ce Rapport, vous pourrez ainsi analyser la performance de votre service, pour lequel nos équipes se mobilisent 24h/24 auprès de vous.

A l'heure du combat contre l'épidémie de Covid-19, l'eau est une ressource plus précieuse que jamais. Dans cette période inédite, l'accès à l'eau est indispensable pour faire barrière au virus, et les Français ont plus que jamais conscience de l'importance de la préserver.

L'Eau est le « marqueur du changement climatique ». La sécheresse de l'été 2019 et les inondations de l'automne l'ont confirmé. Aux inquiétudes mesurables des concitoyens liées à ce changement climatique s'ajoutent celles portant sur la qualité de l'eau distribuée et la présence des nouveaux polluants dans les milieux aquatiques.

Pour répondre à ces enjeux, Veolia s'est engagé avec volontarisme pour relever les défis patrimoniaux, technologiques et sociaux des services d'eau et d'assainissement, au cœur des Assises de l'Eau. Avec l'ensemble de la profession, au sein de la FP2E, nous avons défini les actions clés sur lesquelles nous nous proposons d'avancer pour améliorer toujours davantage le service apporté aux consommateurs.

Plus particulièrement, Veolia a rassemblé cette année dans un Livre Blanc des initiatives innovantes susceptibles de vous inspirer pour positionner vos territoires à la pointe de la transformation écologique.

Les femmes et les hommes de Veolia Eau France, représentés par notre Directeur de Territoire sont à vos côtés pour vous permettre de répondre aux défis d'aujourd'hui et d'anticiper ceux, nombreux, à venir.

Soyez certain de leur engagement pour co-construire avec vous les solutions les plus adaptées à votre service d'eau ou d'assainissement.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Frédéric Van Heems

Directeur Général Veolia Eau France





# Sommaire

|                                                                                             |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>1. L'ESSENTIEL DE L'ANNEE .....</b>                                                      | <b>9</b>  |
| 1.1. Un dispositif à votre service.....                                                     | 10        |
| 1.2. Présentation du contrat.....                                                           | 13        |
| 1.3. Les chiffres clés .....                                                                | 14        |
| 1.4. L'essentiel de l'année 2019.....                                                       | 15        |
| 1.5. Les indicateurs réglementaires 2019 .....                                              | 17        |
| 1.6. Autres chiffres clés de l'année 2019 .....                                             | 18        |
| <b>2. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE.....</b>                                               | <b>19</b> |
| 2.1. L'inventaire des installations.....                                                    | 21        |
| 2.2. L'inventaire des réseaux .....                                                         | 23        |
| 2.3. Gestion du patrimoine .....                                                            | 24        |
| <b>3. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE<br/>OPERATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE.....</b>         | <b>25</b> |
| 3.1. La qualité de l'eau .....                                                              | 26        |
| 3.2. La maîtrise des prélèvements sur la<br>ressource, volumes et rendement du réseau ..... | 29        |
| 3.3. La maintenance du patrimoine .....                                                     | 31        |
| 3.4. L'efficacité environnementale .....                                                    | 33        |
| <b>4. LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE .....</b>                                             | <b>35</b> |
| 4.1. Le Compte Annuel de Résultat de<br>l'Exploitation de la Délégation (CARE) .....        | 36        |
| 4.2. Situation des biens .....                                                              | 38        |
| 4.3. Les investissements et le renouvellement.....                                          | 39        |
| 4.4. Les engagements à incidence financière .....                                           | 40        |
| <b>5. ANNEXES .....</b>                                                                     | <b>43</b> |
| 5.1. La qualité de l'eau .....                                                              | 44        |
| 5.2. Le bilan énergétique du patrimoine.....                                                | 52        |
| 5.3. Annexes financières .....                                                              | 53        |
| 5.4. Reconnaissance et certification de service .....                                       | 63        |
| 5.5. Actualité réglementaire 2019 .....                                                     | 66        |
| 5.6. Glossaire.....                                                                         | 70        |
| 5.7. Attestations d'assurances .....                                                        | 76        |



# 1. L'ESSENTIEL DE L'ANNEE



## 1.1. Un dispositif à votre service

### TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER

**Contactez-nous  
comme vous le souhaitez**

pour l'ensemble de vos démarches : consultation et paiement de votre facture, relevé d'index, déménagement, changement de coordonnées...

-  • **Appli "Veolia et moi"**  
Android ou Apple 24h/24 et 7J/7
-  • **www.eau.veolia.fr**  
24h/24 et 7J/7
-  • **0969 323 458\***  
du lundi au vendredi de 8H à 19H / samedi de 9H à 12H\*\*  
\*Appel non surtaxé - \*\*24/7 pour les urgences techniques
-  • **Veolia Eau** - TSA 50119 - 37911 Tours Cedex 9

 **Le +**  
 Des services de retranscription pour les personnes  
en situation de handicap visuel ou auditif





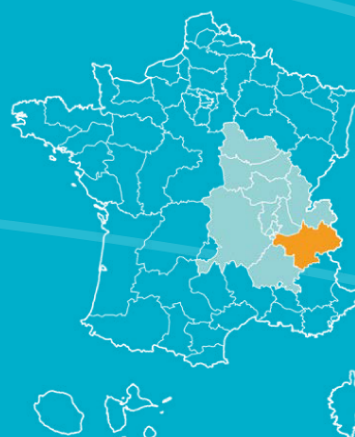
# Territoire Isère Savoie



OS  NS 20/20 !

## VALEURS

- SOLIDARITÉ
- RESPONSABILITÉ
- INNOVATION
- SENS DU CLIENT
- RESPECT



## CHIFFRES CLÉS



**181**  
**contrats**  
collectivités  
et industriels



**52 500**  
**abonnés**  
desservis  
en eau potable



**140**  
**agents**  
à votre service



**114**  
**installations**  
de production  
d'eau potable



**49**  
**usines**  
de dépollution



## NOTRE ÉQUIPE AU SERVICE DU TERRITOIRE

### MANAGERS DE SERVICE LOCAL



**GHESLINE PRAS**  
Directeur de Territoire  
ghesline.pras@veolia.com  
06 19 46 62 24

864 Chemin des Fontaines  
CS 4003 38190 Bernin



**BERTRAND RICHEL**  
Directeur  
des Opérations  
bertrand.richel@veolia.com  
06 21 22 02 20



**MATTHIEU BOUQUET**  
Directeur  
du Développement  
matthieu.bouquet@veolia.com  
06 19 41 39 77



**PIERRE PHILIPPE CAGNIN**  
Responsable  
Consommateurs  
pierre-philippe.cagnin@veolia.com  
06 13 13 98 41



**GUILLAUME TRAUCHESSEC**  
Grand Lac - Usines 38  
guillaume.trauchessec@veolia.com  
06 11 11 22 90



**JULIEN RENAUD**  
Énergie Savoie  
julien.renaud@veolia.com  
06 13 37 84 95



**DIDIER KATGELY**  
Énergie Vercors  
didier.katgely@veolia.com  
06 14 68 60 90



**AUORE GRAND-CLÉMENT**  
Tarentaise Usines  
aurore.grand-clement@veolia.com  
07 76 19 94 46



**DOMINIQUE TURETTA**  
Travaux  
dominique.turetta@veolia.com  
06 23 68 50 92



**VINCENT HERVE**  
Tarantaise / Arly  
vincent.herve@veolia.com  
06 12 04 40 44



**LAURENT QUEY**  
Énergie Les Arcs  
laurent.quey@veolia.com  
06 16 17 06 78



**BRUNO ROUSSEAU**  
Grésivaudan/Vercors/  
Combe de Savoie  
bruno.rousseau@veolia.com  
06 14 18 73 70

#### Contact consommateurs

09 69 32 34 58  
eau.veolia.fr

#### Territoire Isère - Savoie

864 Chemin des Fontaines  
38 190 Bernin  
04 76 61 39 02  
04 76 61 39 48

#### Siège de la Région Centre-Est

2-4 avenue des Canuts  
69120 VAULX-EN-VELIN  
04 26 20 61 00

[www.veolia.fr](http://www.veolia.fr)  
[www.veolia.com](http://www.veolia.com)  
[www.fondation.veolia.com](http://www.fondation.veolia.com)

## 1.2. Présentation du contrat

### Données clés

---

|                                       |                                          |
|---------------------------------------|------------------------------------------|
| 💧 Déléataire                          | VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux |
| 💧 Numéro du contrat                   | BZ520                                    |
| 💧 Nature du contrat                   | Affermage                                |
| 💧 Date de début du contrat            | 01/01/2011                               |
| 💧 Date de fin du contrat              | 31/12/2022                               |
| 💧 Les engagements vis-à-vis des tiers |                                          |

En tant que délégataire du service, VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux assume des engagements d'échanges d'eau avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

| Type d'engagement | Tiers engagé               | Objet              |
|-------------------|----------------------------|--------------------|
| vente             | AUTRANS-MÉAUDRE EN VERCORS | Vente vers Autrans |
| vente             | MEAUDRE                    | Vente vers Méaudre |



## 1.3. Les chiffres clés

Syndicat Intercommunal Autrans-Méaudre

### Chiffres clés



0

Nombre d'habitants desservis



2

Nombre d'abonnés  
(clients)



1

Nombre d'installations de  
production



1

Nombre de réservoirs



14

Longueur de réseau  
(km)



100,0

Taux de conformité  
microbiologique (%)

## 1.4. L'essentiel de l'année 2019

### Qualité de l'eau

---

Les analyses réalisées par l'ARS révèlent une eau d'excellente qualité: 100 % de conformité pour les paramètres physico-chimiques et 100 % pour les paramètres microbiologiques.

### Volumes vendus

---

Les volumes vendus aux communes d'Autrans et Méaudre sont en hausse (3%) pour s'établir à 166596m<sup>3</sup>.

### Performance du réseau de distribution d'eau

---

Sans objet - Syndicat de production d'eau potable : pas de réseau de distribution.

### Travaux réalisés

---

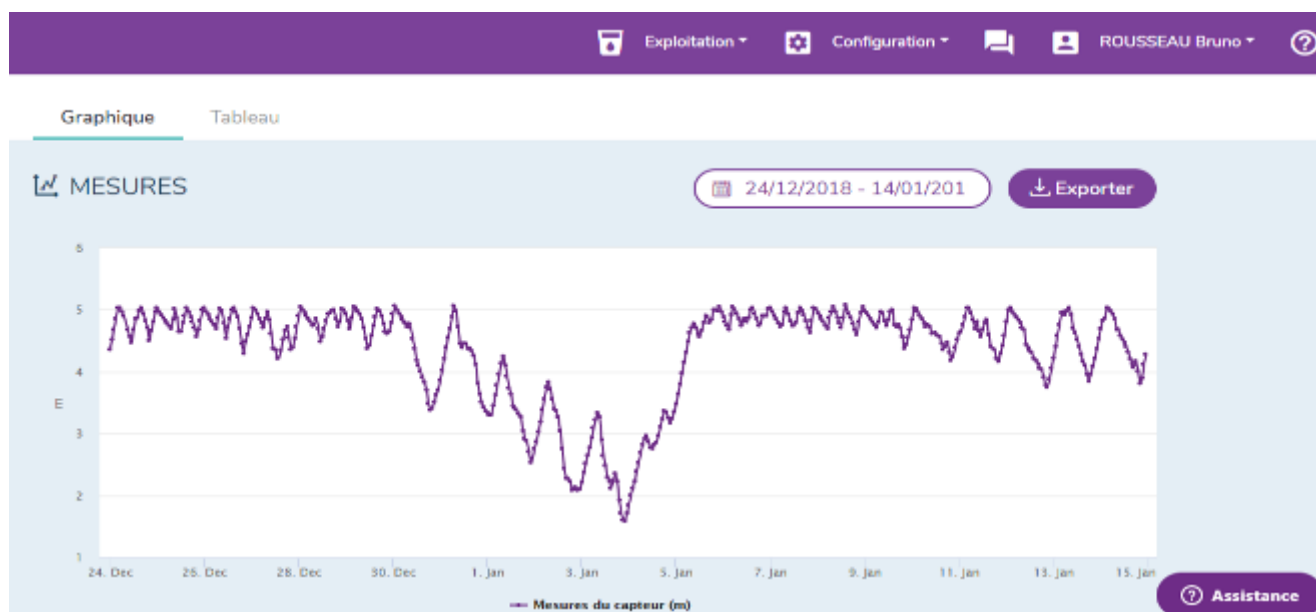
Renouvellement de l'onduleur et des pompes de dépotage de l'acide sulfurique et du Pax.

### Propositions d'améliorations

---

Les améliorations proposées par VEOLIA EAU, sur la station du Trou qui Souffle sont :

- 💧 mise en place d'un système de permutation des exhaures par automate,
- 💧 remplacement du débitmètre d'entrée (sur exhaures) ; devis transmis,
- 💧 mise en place d'un analyseur de chlore en continu sur le réseau de distribution (regard de comptage),
- 💧 installation d'une rechloration sur le départ Méaudre afin de diminuer la dose de chlore au départ de la station et donc des premiers consommateurs (0.8 mg/L de chlore libre) : demande de l'ARS. Chiffrage transmis par Veolia. Pour mémoire, le réseau s'étend jusqu'au réservoir de l'IMP voilà pourquoi il est nécessaire de partir du réservoir 1000 m3 avec un taux de chlore important,
- 💧 Si les besoins de production de neige de culture continuent d'augmenter, le redimensionnement de l'usine sera nécessaire (doubler la capacité de traitement). En pleine période lors de la production de neige, la limite de production est atteinte. Pour exemple, le 30 décembre 2018 la canalisation de Piaillon a rompu provoquant une fuite d'environ 25m3/h. Ce débit de fuite associé à la consommation, ainsi qu'aux débits utilisés pour la neige de culture sur Autrans et Méaudre ont mis en péril le service. Le réservoir du TQS est arrivé en niveau bas en seulement quelques heures, voir graphique ci après :



## Evolutions réglementaires

En décembre 2019, les instances européennes (Conseil, Commission et Parlement) ont annoncé avoir abouti à un accord provisoire concernant la révision de la Directive Européenne sur l'Eau Potable de 1998. Cet accord en vue d'une nouvelle Directive est soumis à l'approbation du Parlement et du Conseil avant publication officielle, puis, transcription en droit français sous un délai de 2 ans. Aussi, les grandes lignes de cette nouvelle Directive se précisent progressivement. Nos équipes se tiennent à votre disposition pour vous les présenter plus complètement et évaluer leurs conséquences pour votre service.

## 1.5. Les indicateurs réglementaires 2019

| INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES |                                                                                            | PRODUCTEUR       | VALEUR 2018                    | VALEUR 2019 |
|--------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|--------------------------------|-------------|
| [D151.0]                             | Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service | Délégataire      | 1 j                            | 1 j         |
| INDICATEURS DE PERFORMANCE           |                                                                                            | PRODUCTEUR       | VALEUR 2018                    | VALEUR 2019 |
| [P101.1]                             | Taux de conformité des prélèvements microbiologiques                                       | ARS (1)          | 100,0 %                        | 100,0 %     |
| [P102.1]                             | Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques                                      | ARS (1)          | 100,0 %                        | 100,0 %     |
| [P108.3]                             | Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau                                | Collectivité (1) | 80 %                           | 80 %        |
| [P109.0]                             | Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité                        | Collectivité (2) |                                |             |
| [P109.0]                             | Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité                | Collectivité (2) |                                |             |
| [P153.2]                             | Durée d'extinction de la dette de la collectivité                                          | Collectivité     | A la charge de la collectivité |             |
| [P154.0]                             | Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente                                | Délégataire      | %                              | 0,37 %      |

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

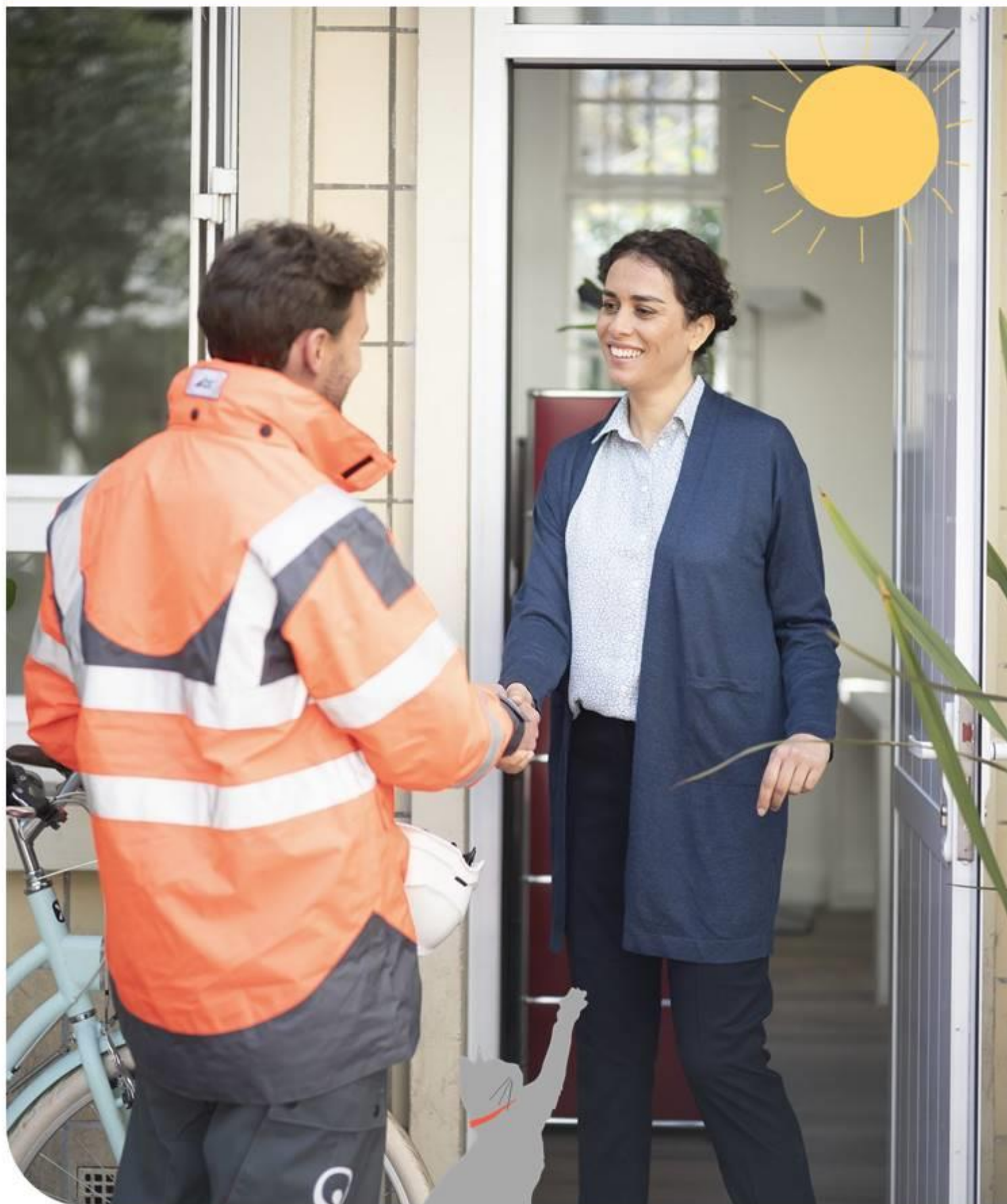
(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSP

## 1.6. Autres chiffres clés de l'année 2019

| L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION  |                                                                     | PRODUCTEUR  | VALEUR 2018                                    | VALEUR 2019                                    |
|------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|-------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------|
| VP.062                                               | Volume prélevé                                                      | Délégataire | 161 808 m <sup>3</sup>                         | 166 593 m <sup>3</sup>                         |
| VP.059                                               | Volume produit                                                      | Délégataire | 161 808 m <sup>3</sup>                         | 166 593 m <sup>3</sup>                         |
| VP.060                                               | Volume acheté à d'autres services d'eau potable                     | Délégataire | m <sup>3</sup>                                 | m <sup>3</sup>                                 |
|                                                      | Volume mis en distribution (m <sup>3</sup> )                        | Délégataire | 0 m <sup>3</sup>                               | 0 m <sup>3</sup>                               |
| VP.220                                               | Volume de service du réseau                                         | Délégataire | m <sup>3</sup>                                 | m <sup>3</sup>                                 |
|                                                      | Volume consommé autorisé année entière                              | Délégataire | m <sup>3</sup>                                 | m <sup>3</sup>                                 |
|                                                      | Nombre de fuites réparées                                           | Délégataire | 0                                              | 0                                              |
| LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE                       |                                                                     | PRODUCTEUR  | VALEUR 2018                                    | VALEUR 2019                                    |
|                                                      | Nombre d'installations de production                                | Délégataire | 1                                              | 1                                              |
|                                                      | Capacité totale de production                                       | Délégataire | 1 200 m <sup>3</sup> /j                        | 1 200 m <sup>3</sup> /j                        |
|                                                      | Nombre de réservoirs ou châteaux d'eau                              | Délégataire | 1                                              | 1                                              |
|                                                      | Capacité totale des réservoirs ou châteaux d'eau                    | Délégataire | 1 035m <sup>3</sup>                            | 1 035 m <sup>3</sup>                           |
|                                                      | Longueur de réseau                                                  | Délégataire | 14 km                                          | 14 km                                          |
| LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION D'EAU         |                                                                     | PRODUCTEUR  | VALEUR 2018                                    | VALEUR 2019                                    |
|                                                      | Volume vendu                                                        | Délégataire | 161 808 m <sup>3</sup>                         | 166 593 m <sup>3</sup>                         |
|                                                      | - Volume vendu aux abonnés domestiques                              | Délégataire | m <sup>3</sup>                                 | m <sup>3</sup>                                 |
|                                                      | - Volume vendu aux abonnés non domestiques                          | Délégataire | m <sup>3</sup>                                 | m <sup>3</sup>                                 |
| VP.061                                               | - Volume vendu à d'autres services d'eau potable                    | Délégataire | 161 808 m <sup>3</sup>                         | 166 593 m <sup>3</sup>                         |
| LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES A L'EAU |                                                                     | PRODUCTEUR  | VALEUR 2018                                    | VALEUR 2019                                    |
|                                                      | Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs                | Délégataire | Mesure statistique sur le périmètre du service | Mesure statistique sur le périmètre du service |
|                                                      | Taux de satisfaction globale par rapport au Service                 | Délégataire | 84 %                                           | 87 %                                           |
|                                                      | Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux | Délégataire | Non                                            | Non                                            |
|                                                      | Existence d'une Convention Fonds Solidarité Logement « Eau »        | Délégataire | Oui                                            | Oui                                            |
| LES CERTIFICATS                                      |                                                                     | PRODUCTEUR  | VALEUR 2018                                    | VALEUR 2019                                    |
|                                                      | Certifications ISO 9001, 14001, 50001                               | Délégataire | En vigueur                                     | En vigueur                                     |
|                                                      | Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité               | Délégataire | Oui                                            | Oui                                            |

## 2. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE





## 2.1. L'inventaire des installations

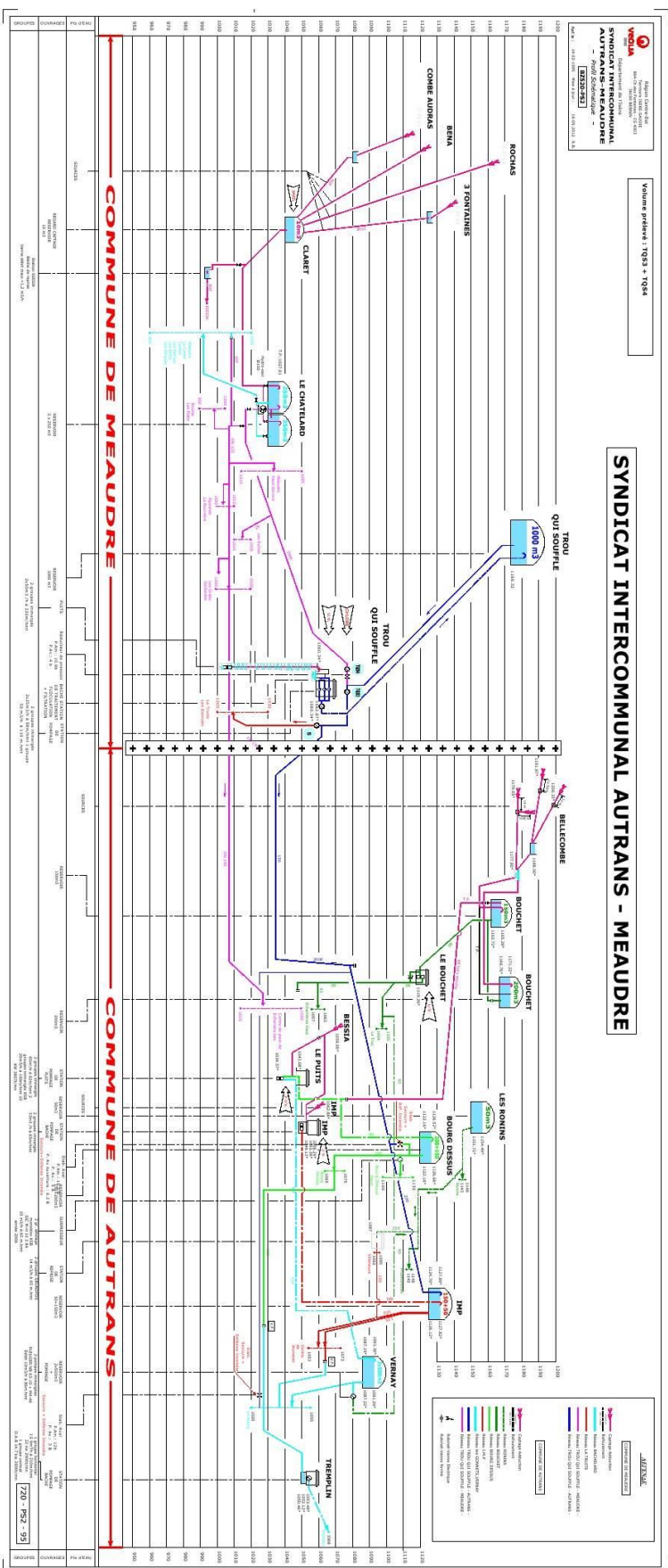
Cette section présente la liste des installations de prélèvement et de production associées au contrat.

Les ouvrages gérés sur le service sont les suivants :

- 💧 2 forages du «Trou qui Souffle » ;
- 💧 1 usine de production d'eau potable d'une capacité de 1 200 m<sup>3</sup>/jour : «Trou qui Souffle» (filère de traitement : filtration sur filtres bi-couche et désinfection aux ultraviolets et au chlore) ;
- 💧 1 réservoir d'une capacité de 1 000 m<sup>3</sup> : Trou qui souffle.



**SYNDICAT INTERCOMMUNAL AUTRANS - MEAUDRE**



## 2.2. L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- 💧 des réseaux de distribution,
- 💧 des équipements du réseau,
- 💧 des branchements en domaine public,
- 💧 des outils de comptage

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Les réseaux, équipements, branchements et outils de comptage*

|                                | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   | 2019   | N/N-1 |
|--------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|
| <b>Canalisations</b>           |        |        |        |        |        |       |
| Longueur totale du réseau (km) | 13,7   | 13,7   | 13,7   | 13,7   | 13,7   | 0,0%  |
| Longueur d'adduction (ml)      | 13 675 | 13 675 | 13 675 | 13 675 | 13 675 | 0,0%  |
| <b>Equipements</b>             |        |        |        |        |        |       |
| Nombre d'appareils publics     | 1      | 1      | 1      | 1      | 1      | 0,0%  |
| <i>dont poteaux d'incendie</i> | 18     | 19     | 19     | 19     | 19     | 0,0%  |

|                                     | Canalisation d'adduction (ml) | Canalisation distribution (ml) | Total (ml)    |
|-------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|---------------|
| <b>Longueur totale tous DN (ml)</b> | <b>13 675</b>                 |                                | <b>13 675</b> |
| DN 150 (mm)                         | 12 375                        |                                | 12 375        |
| DN 200 (mm)                         | 650                           |                                | 650           |
| DN 250 (mm)                         | 650                           |                                | 650           |

## 2.3. Gestion du patrimoine

### 2.3.1. LES RENOUVELLEMENTS REALISES

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines, réservoirs...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : compteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

Sans objet

### 2.3.2. LES TRAVAUX NEUFS REALISES

#### → *Les réseaux, branchements et compteurs*

Les principales opérations réalisées par le délégataire figurent au tableau suivant :

| Canalisations neuves |                                |                  |          |    |          |
|----------------------|--------------------------------|------------------|----------|----|----------|
| Date                 | Commune                        | Adresse          | Matériau | DN | Longueur |
| 11/09/2019           | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | CHEMIN DU MANOIR |          |    |          |

### 3. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE



## 3.1. La qualité de l'eau

La qualité de l'eau distribuée constitue l'enjeu prioritaire de performance des services. Elle figure légitimement au premier rang des exigences des consommateurs de service d'eau.

Les phénomènes de dégradation de la qualité de l'eau sont complexes et leur maîtrise nécessite une vigilance à tous les stades de vie des infrastructures du service (conception, travaux, exploitation...).

### 3.1.1. LE CONTROLE DE LA QUALITE DE L'EAU

Dans tous les services qui lui sont confiés, Veolia fait le choix de compléter le contrôle réglementaire réalisé par l'Agence Régionale de Santé, par un plan d'auto-contrôle de la qualité de l'eau sur la ressource et sur l'eau produite ainsi que distribuée. Les prélèvements sont réalisés sur les points de captage, dans les usines de production d'eau potable et sur le réseau de distribution jusqu'au robinet du consommateur. Le contrôle réglementaire réalisé par l'ARS porte sur l'ensemble des paramètres réglementaires microbiologiques et physico-chimiques. L'auto-contrôle est adapté à chaque service et cible davantage les paramètres réglementés pour un suivi du bon fonctionnement des installations et de la qualité de l'eau distribuée.

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses réalisées sur l'ensemble des systèmes. Le détail des paramètres est disponible en annexe.

|                  | Contrôle sanitaire | Surveillance par le délégataire | Analyses supplémentaires |
|------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------------|
| Microbiologique  | 26                 | 7                               |                          |
| Physico-chimique | 1431               | 13                              |                          |

### 3.1.2. L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUEE

#### → Conformité des paramètres analytiques

Détail des non-conformités par rapport aux limites de qualité :

| Paramètre                         | Mini | Maxi | Nb de non-conformités<br>Contrôle<br>Sanitaire | Nb de non-conformités<br>Surveillance<br>Délégataire | Nb<br>d'analyses<br>Contrôle<br>Sanitaire | Nb d'analyses<br>Surveillance<br>Délégataire | Valeur du<br>seuil et<br>unité |
|-----------------------------------|------|------|------------------------------------------------|------------------------------------------------------|-------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------|
| Tous les résultats sont conformes |      |      |                                                |                                                      |                                           |                                              |                                |

Détail des non-conformités par rapport aux références de qualité :

| Paramètre             | Mini | Maxi | Nb de non-conformités<br>Contrôle<br>Sanitaire | Nb de non-conformités<br>Surveillance<br>Délégataire | Nb<br>d'analyses<br>Contrôle<br>Sanitaire | Nb d'analyses<br>Surveillance<br>Délégataire | Valeur du<br>seuil et<br>unité |
|-----------------------|------|------|------------------------------------------------|------------------------------------------------------|-------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------|
| Equ.Calco (0;1;2;3;4) | 4    | 4    | 1                                              | 0                                                    | 1                                         | 0                                            | 2 Qualitatif                   |
| Turbidité             | 0,23 | 0,51 | 1                                              | 0                                                    | 4                                         | 0                                            | 0,5 NFU                        |

### → Composition de l'eau du robinet

Les données sont celles observées aux points de mise en distribution et de consommation. Les résultats sur les ressources ne sont pas pris en compte dans ce tableau. La caractérisation de l'eau résulte ici d'analyses réglementaires réalisées pour le compte de l'Agence Régionale de Santé, et des analyses d'auto-contrôle pilotées par Veolia.

| Paramètre             | Mini  | Maxi  | Nb d'analyses | Unité | Valeur du seuil |
|-----------------------|-------|-------|---------------|-------|-----------------|
| Calcium               | 52    | 52,90 | 2             | mg/l  | Sans objet      |
| Chlorures             | 2,90  | 3,30  | 4             | mg/l  | 250             |
| Fluorures             | 0     | 0     | 1             | µg/l  | 1500            |
| Magnésium             | 0,72  | 0,74  | 2             | mg/l  | Sans objet      |
| Nitrates              | 1,10  | 2,20  | 5             | mg/l  | 50              |
| Pesticides totaux     | 0     | 0     | 1             | µg/l  | 0,5             |
| Potassium             | 0     | 0     | 1             | mg/l  | Sans objet      |
| Sodium                | 0     | 0     | 1             | mg/l  | 200             |
| Sulfates              | 1,40  | 12    | 4             | mg/l  | 250             |
| Titre Hydrotimétrique | 13,30 | 15,08 | 5             | °F    | Sans objet      |

### 3.1.3. L'ÉVOLUTION DE LA QUALITÉ DE L'EAU

#### → Historique des données du contrôle officiel (ARS)

Les indicateurs de conformité des prélèvements réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité concernent les paramètres microbiologiques **[P101.1]** et physico-chimiques **[P102.1]**. Le résultat des analyses du contrôle officiel peut être consulté sur le site du ministère : <http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable>

|                                            | 2015            | 2016            | 2017            | 2018            | 2019            |
|--------------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| <b>Paramètres microbiologiques</b>         |                 |                 |                 |                 |                 |
| <b>Taux de conformité microbiologique</b>  | <b>100,00 %</b> | <b>100,00 %</b> | <b>100,00 %</b> | <b>100,00 %</b> | <b>100,00 %</b> |
| Nombre de prélèvements conformes           | 10              | 5               | 4               | 4               | 4               |
| Nombre de prélèvements non conformes       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               |
| Nombre total de prélèvements               | 10              | 5               | 4               | 4               | 4               |
| <b>Paramètres physico-chimique</b>         |                 |                 |                 |                 |                 |
| <b>Taux de conformité physico-chimique</b> | <b>100,00 %</b> | <b>80,00 %</b>  | <b>100,00 %</b> | <b>100,00 %</b> | <b>100,00 %</b> |
| Nombre de prélèvements conformes           | 11              | 4               | 5               | 4               | 4               |
| Nombre de prélèvements non conformes       | 0               | 1               | 0               | 0               | 0               |
| Nombre total de prélèvements               | 11              | 5               | 5               | 4               | 4               |

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

### → *Chlorure de Vinyle Monomère*

Le Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) constitue la principale matière première du PVC. Cette substance est classée comme cancérigène et sa limite de qualité dans les eaux destinées à la consommation humaine est fixée à 0,5 µg/L. Des dépassements de cette limite de qualité sont susceptibles d'être observés du fait d'une migration dans l'eau distribuée du CVM résiduel contenu dans les parois de certaines canalisations en PVC produites avant 1980.

En 2019, comme les années précédentes, les Agences Régionales de Santé (ARS) ont continué d'appliquer l'instruction de la Direction Générale de la Santé du 18 octobre 2012 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de dépassement de la limite de qualité des eaux destinées à la consommation humaine. La plupart des ARS appliquent une stratégie d'échantillonnage ciblée sur les canalisations précédemment repérées comme à risques. Il s'agit avant tout des canalisations susceptibles d'être concernées par le phénomène de migration du CVM compte-tenu de leurs caractéristiques patrimoniales (période de pose) et hydrauliques (temps de séjour de l'eau dans la canalisation).

#### **Situation sur votre service :**

En 2019, l'Agence Régionale de Santé a continué à suivre le paramètre CVM (Chlorure de Vinyle Monomère).

Toutes les analyses réalisées sur votre périmètre se sont révélées conformes.



## 3.2. La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau

### 3.2.1. L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION : LE VOLUME PRELEVE ET PRODUIT

#### → Le volume prélevé

Le volume prélevé par ressource et par nature d'eau est détaillé ci-après :

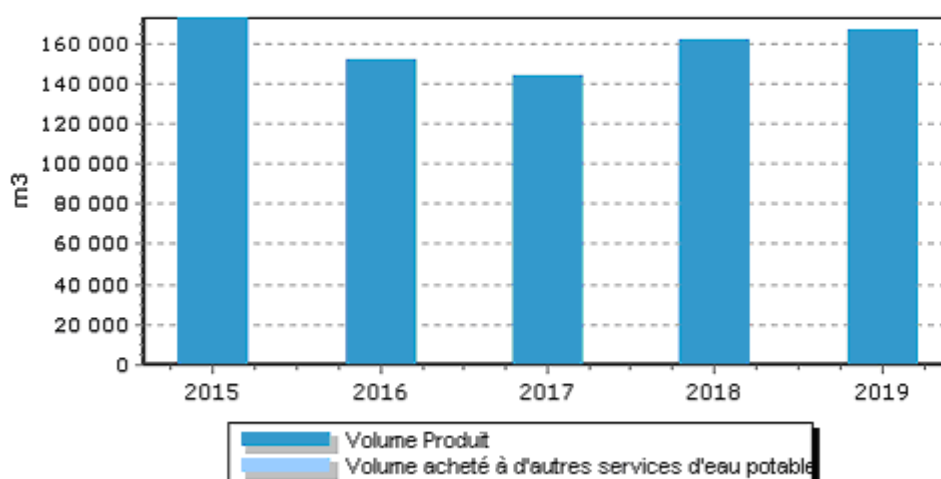
|                                          | 2015           | 2016           | 2017           | 2018           | 2019           | N/N-1       |
|------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|
| <b>Volume prélevé (m3)</b>               | <b>172 442</b> | <b>151 356</b> | <b>143 819</b> | <b>161 808</b> | <b>166 593</b> | <b>3,0%</b> |
| <b>Volume prélevé par ressource (m3)</b> |                |                |                |                |                |             |
| Le Trou qui souffle                      | 172 442        | 151 356        | 143 819        | 161 808        | 166 593        | 3,0%        |

#### → Le volume produit et mis en distribution

Les volumes produit et mis en distribution prennent en compte, le cas échéant, le volume acheté et vendu à d'autres services d'eau potable :

|                                                | 2015           | 2016           | 2017           | 2018           | 2019           | N/N-1       |
|------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|
| <b>Volume prélevé (m3)</b>                     | <b>172 442</b> | <b>151 356</b> | <b>143 819</b> | <b>161 808</b> | <b>166 593</b> | <b>3,0%</b> |
| Besoin des usines                              |                | 0              | 0              | 0              | 0              | 0%          |
| <b>Volume produit (m3)</b>                     | <b>172 442</b> | <b>151 356</b> | <b>143 819</b> | <b>161 808</b> | <b>166 593</b> | <b>3,0%</b> |
| Volume vendu à d'autres services d'eau potable | 172 442        | 151 356        | 143 819        | 161 808        | 166 593        | 3,0%        |
| <b>Volume mis en distribution (m3)</b>         | <b>0</b>       | <b>0</b>       | <b>0</b>       | <b>0</b>       | <b>0</b>       | <b>0%</b>   |

Evolution des volumes produits et achetés à d'autres services d'eau potable





### 3.2.2. L'EFFICACITE DE LA DISTRIBUTION : LE VOLUME VENDU, LE VOLUME CONSOMME ET LEUR EVOLUTION

#### → Le volume vendu

Le volume vendu est celui constaté sur les factures émises au cours de l'exercice. Il est égal au volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services d'eau potable, après déduction du volume de service du réseau, des dotations gratuites (dégrèvements pour fuites par exemple) et des éventuels forfaits de consommation.

Selon la typologie de l'arrêté du 2 mai 2007 (rapport sur le prix et la qualité du service), le volume vendu se décompose ainsi :

|                                                       | 2015           | 2016           | 2017           | 2018           | 2019           | N/N-1       |
|-------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|
| <b>Volume vendu selon le décret (m3)</b>              | <b>172 442</b> | <b>151 356</b> | <b>143 819</b> | <b>161 808</b> | <b>166 593</b> | <b>3,0%</b> |
| <b>Volume vendu à d'autres services d'eau potable</b> | <b>172 442</b> | <b>151 356</b> | <b>143 819</b> | <b>161 808</b> | <b>166 593</b> | <b>3,0%</b> |

Le volume vendu par typologie de clients est détaillé comme suit :

|                                               | 2015           | 2016           | 2017           | 2018           | 2019           | N/N-1       |
|-----------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|
| <b>Volume vendu (m3)</b>                      | <b>172 442</b> | <b>151 356</b> | <b>143 819</b> | <b>161 808</b> | <b>166 593</b> | <b>3,0%</b> |
| <i>dont volume vendu autres collectivités</i> | 172 442        | 151 356        | 143 819        | 161 808        | 166 593        | 3,0%        |

Le volume vendu aux autres services d'eau potable est détaillé comme suit :

|                                                            | 2015           | 2016           | 2017           | 2018           | 2019           | N/N-1       |
|------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|
| <b>Volume vendu à d'autres services d'eau potable (m3)</b> | <b>172 442</b> | <b>151 356</b> | <b>143 819</b> | <b>161 808</b> | <b>166 593</b> | <b>3,0%</b> |
| AUTRANS-MÉAUDRE EN VERCORS                                 | 85 045         | 64 854         | 63 074         | 65 948         | 66 878         | 1,4%        |
| MEAUDRE                                                    | 87 397         | 86 502         | 80 745         | 95 860         | 99 715         | 4,0%        |

### 3.3. La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



#### *La gestion centralisée des interventions*

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné, d'une réparation de fuite ou encore d'un prélèvement pour analyse.

#### *Programme annuel :*

- Entretien et désinfection des réservoirs d'eau potable :
  - Vidanger le réservoir
  - Le nettoyer
  - Le désinfecter
  - Procéder à un prélèvement bactériologique et au contrôle de la turbidité
  - Contrôler l'état général intérieur de l'ouvrage (revêtement, serrurerie, ventilation, échelle, crinoline, vidanges, trop plein, équipement de mesure...) et extérieur (peinture, clôture, accès...)
  - Entretien des espaces verts des périmètres de protection
- Entretien des captages (bac, surverse) : nettoyage, dessablage et désinfection
- Entretien des appareils de régulation (réducteur, stabilisateur de pression) : démontage, nettoyage, remplacement des joints, contrôle des pressions, nettoyage du filtre, du pilote et de la boîte à boue
- Maintenance des systèmes de chloration : étalonnage et nettoyage
- Manœuvre des vannes
- Entretien des ballons anti-bélier : contrôle de la pression et gonflage
- Vérification des armoires électriques, resserrage des connexions
- Mesure des rendements des pompes et réglage des sondes de niveaux
- Jaugeage des sources

#### *Programme mensuel :*

- Contrôle visuel des réservoirs
- Relevé des index des compteurs de distribution
- Suivi des chloration : mesure du taux de chlore restant, réglage et changement de la bouteille de chlore si nécessaire

De plus, nous mandations un organisme de contrôle indépendant pour effectuer les contrôles réglementaires des systèmes électriques, de levage et anti-bélier selon les normes et règlements en vigueur.

### 3.3.1. LES OPERATIONS DE MAINTENANCE DU RESEAU

Le SIG est un composant essentiel de la gestion du patrimoine réseau. En effet, le SIG permet l'inventaire et la localisation des canalisations et des branchements, ainsi que la connaissance des événements d'exploitation. Cette capitalisation des informations permet d'intervenir efficacement au quotidien et de construire une stratégie optimisée de l'exploitation et du renouvellement.

| Entretien sur équipements du réseau |                                |                            |                     |             |
|-------------------------------------|--------------------------------|----------------------------|---------------------|-------------|
| Date                                | Commune                        | Adresse                    | Type                | Commentaire |
| 29/07/2019                          | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | ROUTE FORESTIERE DU VACHAT | Purger Canalisation |             |
| 07/12/2019                          | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | RUE D'ECHARLIERE           | Purger Canalisation |             |
| 08/12/2019                          | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | RUE D'ECHARLIERE           | Purger Canalisation |             |

### 3.3.2. LES RECHERCHES DE FUITES

| Principales campagnes de recherche de fuites |                                |                       |                   |                         |
|----------------------------------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------------|-------------------------|
| Date                                         | Commune                        | Secteur               | Linéaire inspecté | Type de recherche       |
| 03/04/2019                                   | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | LES GRIATS - BOURIERE | 4127              | Sectorisation - Ilotage |

Le nombre de fuites décelées et réparées figure au tableau suivant :

|                                       | 2015 | 2016 | 2017  | 2018 | 2019  | N/N-1 |
|---------------------------------------|------|------|-------|------|-------|-------|
| Nombre de fuites sur canalisations    |      | 1    | 3     |      |       |       |
| Nombre de fuites sur branchement      |      |      | 1     |      |       |       |
| Nombre de fuites réparées             |      | 1    | 4     |      |       |       |
| Linéaire soumis à recherche de fuites |      |      | 4 314 |      | 4 127 |       |

## 3.4. L'efficacité environnementale

### 3.4.1. LA PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU



La mise en place de périmètres de protection et leur surveillance est indispensable à la préservation de la ressource en eau aussi bien pour les installations gérées en propre que pour les achats d'eau. Le périmètre de protection est un des principaux moyens pour éviter la dégradation de la ressource par des pollutions accidentelles ou diffuses. L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource du service **[P108.3]** permet d'évaluer ce processus.

|                                                                  | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource | 80 % | 80 % | 80 % | 80 % | 80 % |

Pour chaque installation de production, cet indice se décompose de la façon suivante :

| Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource par installation de production | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Le Trou qui souffle                                                                             | 80 % | 80 % | 80 % | 80 % | 80 % |

### 3.4.2. LE BILAN ENERGETIQUE DU PATRIMOINE



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

### 3.4.3. LA CONSOMMATION DE REACTIFS

Selon les cas, le choix du réactif est établi de façon à optimiser le traitement :

- 💧 assurer une eau de qualité conforme aux normes de potabilité,
- 💧 réduire les quantités de réactifs à utiliser.

### 3.4.4. LA VALORISATION DES SOUS-PRODUITS

#### → *La valorisation des déchets liés au service*



Les déchets liés à l'activité du service sont gérés suivant des filières respectueuses de l'environnement. Le recyclage des matériaux est privilégié.

L'engagement de responsabilité environnementale permet à Veolia de développer des bonnes pratiques en termes de gestion des déchets. Ainsi, de plus en plus, les équipes opérationnelles trient à la source les huiles, graisses et absorbants (matières souillées par des solvants, des huiles...), les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), les déchets d'activité réseau, les déchets métalliques, les emballages (carton, bois, polystyrène...), les déchets de laboratoire (verrerie, sous-produits d'analyses) et les déchets de bureaux (papier, plastique, verre, piles, cartouches d'imprimantes...).

La collecte sélective de chaque catégorie de produits est mise en place sur certains lieux de leur production (usines, ateliers, bureaux, chantiers...). Ils sont alors évacués dans des filières de valorisation agréées.

## 4. LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE



## 4.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016.

### → Le CARE

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ».

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

### Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation Année 2019 (en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: BZ520 - SYNDICAT AUTRANS-MEAUDRE

Eau

| LIBELLE                                                     | 2018            | 2019           | Ecart %        |
|-------------------------------------------------------------|-----------------|----------------|----------------|
| <b>PRODUITS</b>                                             | <b>63 197</b>   | <b>69 797</b>  | <b>10.44 %</b> |
| Exploitation du service                                     | 63 197          | 69 797         |                |
| <b>CHARGES</b>                                              | <b>81 896</b>   | <b>77 826</b>  | <b>-4.97 %</b> |
| Personnel                                                   | 24 548          | 20 149         |                |
| Energie électrique                                          | 33 431          | 31 327         |                |
| Produits de traitement                                      | 1 818           | 3 937          |                |
| Analyses                                                    | 644             | 1 357          |                |
| Sous-traitance, matières et fournitures                     | 6 887           | 5 730          |                |
| Impôts locaux et taxes                                      | 1 451           | 746            |                |
| Autres dépenses d'exploitation                              | 8 637           | 10 613         |                |
| <i>télécommunications, poste et telegestion</i>             | 900             | 753            |                |
| <i>engins et véhicules</i>                                  | 3 126           | 2 521          |                |
| <i>informatique</i>                                         | 2 562           | 2 661          |                |
| <i>assurances</i>                                           | 567             | 710            |                |
| <i>locaux</i>                                               | 2 464           | 3 291          |                |
| <i>autres</i>                                               | - 981           | 677            |                |
| Contribution des services centraux et recherche             | 2 348           | 2 087          |                |
| Charges relatives aux investissements                       | 1 786           | 1 812          |                |
| <i>programme contractuel ( investissements )</i>            | 1 786           | 1 812          |                |
| Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement | 345             | 69             |                |
| <b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>                                 | <b>- 18 699</b> | <b>- 8 028</b> | <b>NS</b>      |
| <b>RESULTAT</b>                                             | <b>- 18 698</b> | <b>- 8 029</b> | <b>NS</b>      |

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

4/20/2020

### → L'état détaillé des produits

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE :

Les données ci-dessous sont en Euros.



**Etat détaillé des produits (1)**  
**Année 2019**

Collectivité: BZ520 - SYNDICAT AUTRANS-MEAUDRE

Eau

| LIBELLE                                                           | 2018          | 2019          | Ecart %        |
|-------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|----------------|
| Recettes liées à la facturation du service                        | 63 197        | 69 797        | 10.44 %        |
| <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i> | 63 186        | 67 278        |                |
| <i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>        | 11            | 2 519         |                |
| <b>Exploitation du service</b>                                    | <b>63 197</b> | <b>69 797</b> | <b>10.44 %</b> |

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

4/20/20

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

**INFORMATION COMPLEMENTAIRE**

La rubrique « Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » du CARE inclus dans le présent rapport annuel reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances dans le contexte réglementaire actuel.

L'amélioration des systèmes d'information et des processus de gestion de Veolia Eau permet de fournir à compter de 2019 une information complémentaire importante compte tenu des limites évoquées ci-dessus.

A ce jour, et en application du principe de prudence, les créances de plus d'un an à la clôture de l'exercice font l'objet d'une provision pour dépréciation dans les comptes sociaux de la Société. Cette provision (qui a pour seule vocation de constater « en temps réel » mais de manière estimative le coût des impayés) est reprise soit lorsque la créance est définitivement admise en irrécouvrable, soit si la créance est encaissée (la provision devenant alors sans objet).

Cette provision est calculée sur l'ensemble du stock de créances d'exploitation de plus d'un an de la Société, à hauteur de la part des produits qui lui revient (en excluant les produits facturés pour le compte des Collectivités et autres organismes) par application d'un taux moyen de produits propres uniforme pour toute la Société.

Cette provision comptable peut être ventilée entre les différents contrats de la Société en appliquant aux impayés de plus d'un an attachés à chaque contrat le taux moyen de produits propres ci-dessus.

Le chiffre ainsi obtenu pour 2019 pour le contrat ressort à : **667 €**



## 4.2. Situation des biens

### → *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

### → *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

### → *Situation des biens*

La situation des biens est consultable aux chapitres 3.1 et 3.2.

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte,...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

## 4.3. Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

### → *Programme contractuel d'investissement*

Sans objet

### → *Programme contractuel de renouvellement*

Sans objet

### → *Les autres dépenses de renouvellement*

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

#### **Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service :**

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

Sans objet

#### **Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :**

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

Sans objet

## 4.4. Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public et qui, à ce titre, peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

### 4.4.1. FLUX FINANCIERS DE FIN DE CONTRAT

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

#### → Régularisations de TVA

Si Veolia a assuré pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition<sup>1</sup>, deux cas se présentent :

- Le nouvel exploitant est assujetti à la TVA<sup>2</sup> : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux Services de l'Etat.
- Le nouvel exploitant n'est pas assujetti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'Administration Fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

#### → Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

#### → Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

#### → Autres biens ou prestations

Hormis les biens de retour et les biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des

<sup>1</sup> art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

<sup>2</sup> Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

#### → *Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat*

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

#### **4.4.2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU PERSONNEL**

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

#### → *Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia*

Les salariés de Veolia bénéficient :

- des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " Veolia - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraite, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

#### → *Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat*

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, etc.) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et

d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents<sup>3</sup> affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

### → *Comptes entre employeurs successifs*

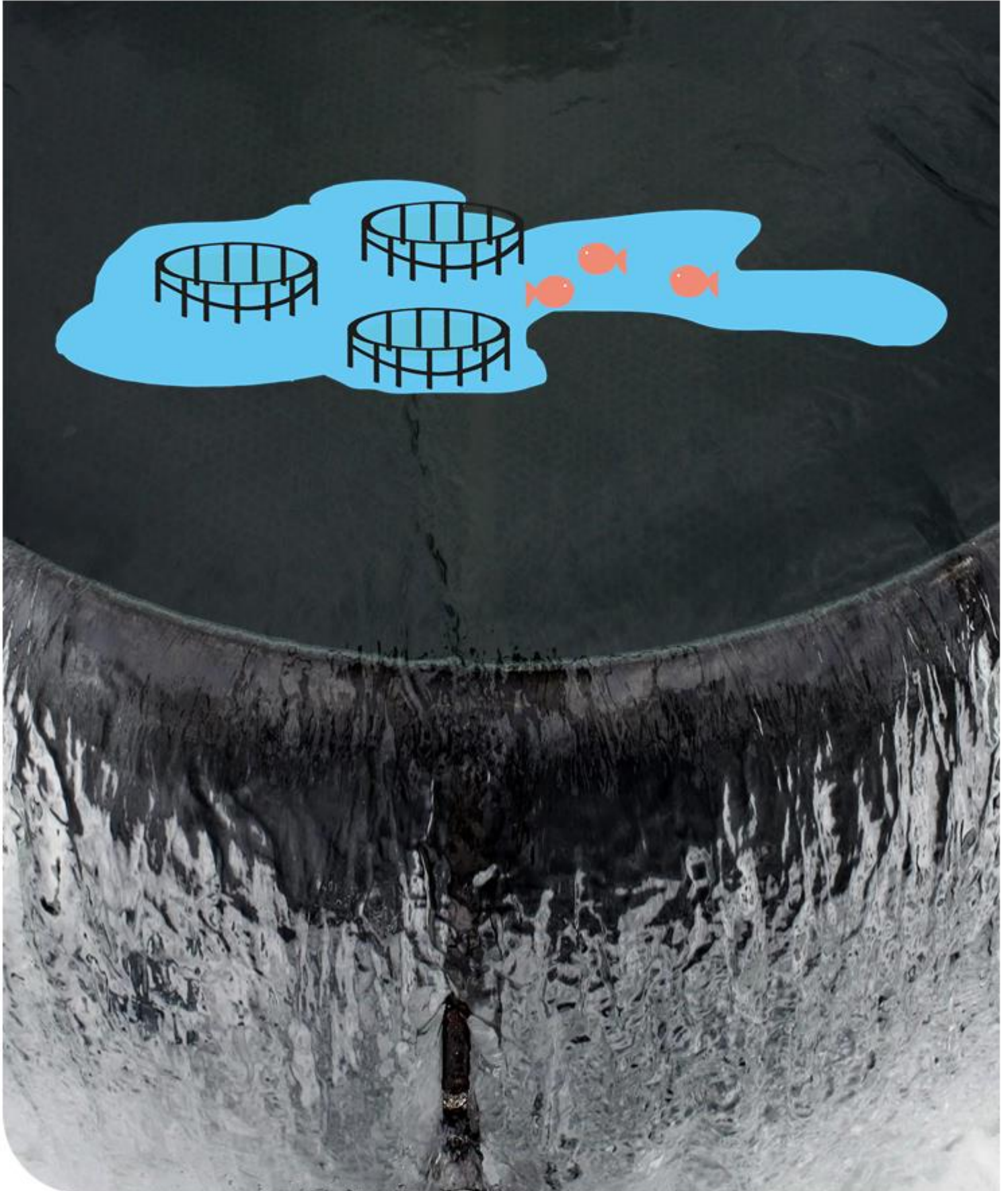
Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ◆ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ◆ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13<sup>ème</sup> mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....,
- ◆ concernant les autres rémunérations : pas de comptes à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

---

<sup>3</sup> Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

## 5. ANNEXES





## 5.1. La qualité de l'eau

### 5.1.1. LA RESSOURCE

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses obtenus sur l'ensemble des ressources du service :

|                  | Contrôle sanitaire               |                                      | Surveillance par le délégataire  |                                      |
|------------------|----------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------------|
|                  | Nb total de résultats d'analyses | Nb de résultats d'analyses conformes | Nb total de résultats d'analyses | Nb de résultats d'analyses conformes |
| Microbiologique  | 2                                | 2                                    | 2                                | 2                                    |
| Physico-chimique | 677                              | 677                                  |                                  |                                      |

### 5.1.2. L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUEE

La qualité de l'eau produite et distribuée est évaluée au regard des limites de qualité et des références de qualité définies par la réglementation :

- les limites de qualité visent les paramètres susceptibles de générer des risques immédiats ou à plus long terme pour la santé du consommateur,
- les références de qualité sont des valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas forcément un risque sanitaire pour le consommateur mais implique la mise en œuvre d'actions correctives.

#### → Conformité des prélèvements

Tableaux synthétiques de la conformité des prélèvements aux limites de qualité :

| Limite de qualité | Contrôle Sanitaire |                  | Surveillance du Délégué |                  | Contrôle sanitaire et surveillance du délégataire |                  |
|-------------------|--------------------|------------------|-------------------------|------------------|---------------------------------------------------|------------------|
|                   | Nb PLV total       | Nb PLV conformes | Nb PLV total            | Nb PLV conformes | Nb PLV total                                      | Nb PLV conformes |
| Microbiologique   | 4                  | 4                | 1                       | 1                | 5                                                 | 5                |
| Physico-chimie    | 4                  | 4                | 1                       | 1                | 5                                                 | 5                |

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

|                 | Taux de conformité Contrôle Sanitaire | Taux de conformité Surveillance du Délégué | Taux de conformité Contrôle Sanitaire et Surveillance du Délégué |
|-----------------|---------------------------------------|--------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|
| Microbiologique | 100,0 %                               | 100,0 %                                    | 100,0 %                                                          |
| Physico-chimie  | 100,0 %                               | 100,0 %                                    | 100,0 %                                                          |

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

### → Conformité des paramètres analytiques

Le tableau suivant présente en détail les résultats d'analyses et leur conformité en distinguant les paramètres soumis à limite de qualité des paramètres soumis à une référence de qualité<sup>4</sup> :

|                                                 | Contrôle sanitaire               |                                                 | Surveillance par le délégataire  |                                                 |
|-------------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------------------|
|                                                 | Nb total de résultats d'analyses | Conformité aux limites / Respect des Références | Nb total de résultats d'analyses | Conformité aux limites / Respect des Références |
| <b>Paramètres soumis à Limite de Qualité</b>    |                                  |                                                 |                                  |                                                 |
| Microbiologique                                 | 8                                | 8                                               | 2                                | 2                                               |
| Physico-chimique                                | 591                              | 591                                             | 1                                | 1                                               |
| <b>Paramètres soumis à Référence de Qualité</b> |                                  |                                                 |                                  |                                                 |
| Microbiologique                                 | 16                               | 16                                              | 3                                | 3                                               |
| Physico-chimique                                | 58                               | 56                                              | 7                                | 7                                               |
| <b>Autres paramètres analysés</b>               |                                  |                                                 |                                  |                                                 |
| Microbiologique                                 |                                  |                                                 |                                  |                                                 |
| Physico-chimique                                | 109                              |                                                 | 5                                |                                                 |

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

### 5.1.3. NOMBRE DE RESULTATS ET CONFORMITE DES ANALYSES SUR L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUE PAR ENTITES RESEAU

<sup>4</sup> Attention, tous les paramètres analysés ne sont pas forcément soumis à limite ou à référence de qualité.



**PC - FORAGE TROU QUI SOUFFLE**

| Paramètre                      | Mini  | Moyen | Maxi  | Nb d'analyse(s) | Unité      | Norme |
|--------------------------------|-------|-------|-------|-----------------|------------|-------|
| E.Coli /100ml                  | 5     |       | 18    | 2               | n/100ml    |       |
| Entérocoques fécaux            | 1     |       | 10    | 2               | n/100ml    |       |
| Chlorobenzène                  | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |       |
| Dichlorobenzène-1,2            | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |       |
| Dichlorobenzène-1,3            | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |       |
| Dichlorobenzène-1,4            | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |       |
| Pentachlorobenzène             | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |       |
| Carbonates                     | 0     | 0     | 0     | 1               | mg/l CO3   |       |
| Equ.Calco (0;1;2;3;4)          | 4     |       | 4     | 1               | Qualitatif |       |
| Hydrogénocarbonates            | 153   | 153   | 153   | 1               | mg/l       |       |
| pH à température de l'eau      | 7.7   | 7.7   | 7.7   | 1               | Unité pH   |       |
| pH d'équilibre (à T pH insitu) | 8.03  | 8.03  | 8.03  | 1               | Unité pH   |       |
| Titre Alcalimétrique Complet   | 12.55 | 12.55 | 12.55 | 1               | °F         |       |
| Aspect (0 = RAS, 1 sinon)      | 0     |       | 0     | 1               | Qualitatif |       |
| Couleur apr. filtration simple | 7.5   | 7.5   | 7.5   | 1               | mg/l Pt    |       |
| Couleur (0=RAS 1 sinon)        | 1     |       | 1     | 1               | Qualitatif |       |
| Odeur (0=RAS, 1 sinon)         | 0     |       | 0     | 1               | Qualitatif |       |
| Turbidité                      | 3.8   | 3.8   | 3.8   | 1               | NFU        |       |
| Biphényle                      | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |       |
| Hydrocarbure dissous (indice)  | 0     | 0     | 0     | 1               | mg/l       |       |
| Pluviométrie-48h               | 100   | 100   | 100   | 1               | mm         |       |
| Température de l'air           | 16    | 16    | 16    | 1               | °C         |       |
| Température de l'eau           | 8.7   | 8.7   | 8.7   | 1               | °C         |       |
| Fer dissous                    | 12    | 12    | 12    | 1               | µg/l       |       |
| Manganèse total                | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |       |
| Calcium                        | 48.3  | 48.3  | 48.3  | 1               | mg/l       |       |
| Chlorures                      | 0.9   | 0.9   | 0.9   | 1               | mg/l       |       |
| Conductivité à 25°C            | 261   | 261   | 261   | 1               | µS/cm      |       |
| Conductivité à 25°C in situ    | 247   | 247   | 247   | 1               | µS/cm      |       |
| Magnésium                      | 1.6   | 1.6   | 1.6   | 1               | mg/l       |       |
| Potassium                      | 0     | 0     | 0     | 1               | mg/l       |       |
| Silicates (en mg/l de SiO2)    | 1.5   | 1.5   | 1.5   | 1               | mg/l       |       |
| Sodium                         | 0.7   | 0.7   | 0.7   | 1               | mg/l       |       |
| Sulfates                       | 2.6   | 2.6   | 2.6   | 1               | mg/l       |       |
| Carbone Organique Total        | 2.6   | 2.6   | 2.6   | 1               | mg/l C     |       |
| Oxygène dissous                | 10.16 | 10.16 | 10.16 | 1               | mg/l       |       |
| O2 dissous % Saturation        | 98.2  | 98.2  | 98.2  | 1               | %sat.      |       |
| Ammonium                       | 0     | 0     | 0     | 1               | mg/l       |       |
| Nitrates                       | 4.1   | 4.1   | 4.1   | 1               | mg/l       |       |
| Nitrites                       | 0     | 0     | 0     | 1               | mg/l       |       |
| Phosphore total (en P2O5)      | 0.023 | 0.023 | 0.023 | 1               | mg/l P2O5  |       |
| Antimoine                      | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |       |
| Arsenic                        | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |       |
| Bore                           | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |       |
| Cadmium                        | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |       |

|                             |   |   |   |   |      |  |
|-----------------------------|---|---|---|---|------|--|
| Fluorures                   | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Nickel                      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Sélénium                    | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Bromochlorométhane          | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Chlorométhane               | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Chloro-3-propène            | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Chlorure de vinyl monomère  | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Dibromoéthane-1,2           | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Dibromométhane              | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Dichloroéthane-1,1          | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Dichloroéthane-1,2          | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Dichloroéthylène-1,1        | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Dichloroéthylène-1,2 cis    | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Dichloroéthylène-1,2 trans  | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Dichlorométhane             | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Fréon 113                   | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Méthyltertobutyléther       | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Tetra + Trichloroéthylène   | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Tétrachloroéthane-1,1,2,2   | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Tétrachloroéthylène-1,1,2,2 | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Tétrachlorure de carbone    | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Trichloroéthane-1,1,1       | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Trichloroéthane-1,1,2       | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Trichloroéthylène           | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Trichlorofluorométhane      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| PCB 101                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| PCB 105                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| PCB 118                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| PCB 138                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| PCB 149                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| PCB 153                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| PCB 170                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| PCB 18                      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| PCB 180                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| PCB 194                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| PCB 209                     | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| PCB 28                      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| PCB 31                      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| PCB 35                      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| PCB 44                      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| PCB 52                      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Phosphate de tributyle      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Somme des 7 PCBi            | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Bromoforme                  | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Chloroforme                 | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Dibromomonochlorométhane    | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Dichloromonobromométhane    | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Trihalométhanés totaux (4)  | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |

|                        |   |   |   |   |      |  |
|------------------------|---|---|---|---|------|--|
| Benzène                | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Butyl benzène-n        | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Butyl benzène-ter      | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Chloro-2-toluène       | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Chloro-3-toluène       | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Chloro-4-toluène       | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Cumène                 | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Cymène-p               | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Ethylbenzène           | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| EthylTertioButylEther  | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| M + P Xylène           | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Métaxylène             | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Orthoxylène            | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Paraxylène             | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Pseudocumène           | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Styrène                | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Toluène                | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Triméthylbenzène-1,2,3 | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Triméthylbenzène-1,3,5 | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Xylènes (somme O+M+P)  | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |

**UP - STATION TROU QUI SOUFFLE**

| Paramètre                      | Mini  | Moyen  | Maxi  | Nb d'analyse(s) | Unité      | Norme        |
|--------------------------------|-------|--------|-------|-----------------|------------|--------------|
| Bact et spores sulfito-rédu    | 0     |        | 0     | 4               | n/100ml    | = 0          |
| Bact Revivifiables à 22°C 68h  | 0     |        | 0     | 5               | n/ml       |              |
| Bact Revivifiables à 36°C 44h  | 0     |        | 0     | 5               | n/ml       |              |
| Bactéries Coliformes           | 0     |        | 0     | 5               | n/100ml    | = 0          |
| E.Coli /100ml                  | 0     |        | 0     | 5               | n/100ml    | = 0          |
| Entérocoques fécaux            | 0     |        | 0     | 5               | n/100ml    | = 0          |
| Chlorobenzène                  | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,2            | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,3            | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,4            | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Pentachlorobenzène             | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Equ.Calco (0;1;2;3;4)          | 4     |        | 4     | 1               | Qualitatif | [1 - 2]      |
| pH à température de l'eau      | 7.5   | 7.724  | 8     | 5               | Unité pH   | [6,5 - 9]    |
| pH d'équilibre (à T pH insitu) | 8.04  | 8.04   | 8.04  | 1               | Unité pH   |              |
| pH mesuré au labo              | 8.06  | 8.06   | 8.06  | 1               | Unité pH   | [6,5 - 9]    |
| Titre Alcalimétrique           | 0     | 0      | 0     | 1               | °F         |              |
| Titre Alcalimétrique Complet   | 11.95 | 12.95  | 15.25 | 5               | °F         |              |
| Titre Hydrotimétrique          | 13.3  | 13.828 | 15.08 | 5               | °F         |              |
| Aspect (0 = RAS, 1 sinon)      | 0     |        | 0     | 4               | Qualitatif |              |
| Couleur                        | 0     | 0      | 0     | 1               | mg/l Pt    | <= 15        |
| Couleur apr. filtration simple | 0     | 0      | 0     | 4               | mg/l Pt    | <= 15        |
| Couleur (0=RAS 1 sinon)        | 0     |        | 0     | 4               | Qualitatif |              |
| Odeur (0=RAS, 1 sinon)         | 0     |        | 0     | 4               | Qualitatif |              |
| Saveur (0=RAS, 1 sinon)        | 0     |        | 0     | 4               | Qualitatif |              |
| Turbidité                      | 0.23  | 0.343  | 0.51  | 4               | NFU        | <= 1         |
| Biphényle                      | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Hydrocarbure dissous (indice)  | 0     | 0      | 0     | 4               | mg/l       |              |
| Pluviométrie-48h               | 0     | 12.5   | 50    | 4               | mm         |              |
| Température de l'air           | -10   | 3      | 20    | 4               | °C         |              |
| Température de l'eau           | 7.1   | 7.94   | 9.5   | 5               | °C         | <= 25        |
| Fer total                      | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       | <= 200       |
| Manganèse total                | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       | <= 50        |
| Calcium                        | 52    | 52.45  | 52.9  | 2               | mg/l       |              |
| Chlorures                      | 2.9   | 3.1    | 3.3   | 4               | mg/l       | <= 250       |
| Conductivité à 20°C            | 226   | 226    | 226   | 1               | µS/cm      | [180 - 2000] |
| Conductivité à 25°C            | 257   | 276.5  | 301   | 4               | µS/cm      | [200 - 1200] |
| Conductivité à 25°C in situ    | 266   | 276    | 285   | 4               | µS/cm      | <= 1100      |
| Magnésium                      | 0.72  | 0.73   | 0.74  | 2               | mg/l       |              |
| Potassium                      | 0     | 0      | 0     | 1               | mg/l       |              |
| Sodium                         | 0     | 0      | 0     | 1               | mg/l       | <= 200       |
| Sulfates                       | 1.4   | 8.125  | 12    | 4               | mg/l       | <= 250       |
| Carbone Organique Total        | 1.2   | 1.4    | 1.8   | 5               | mg/l C     | <= 2         |
| Matières organiques à 254 nm   | 65.3  | 74.45  | 80.6  | 4               | Abs/m      |              |
| Ammonium                       | 0     | 0      | 0     | 4               | mg/l       | <= 0.1       |
| Nitrates                       | 1.1   | 1.74   | 2.2   | 5               | mg/l       | <= 50        |

|                             |       |       |      |   |      |         |
|-----------------------------|-------|-------|------|---|------|---------|
| Nitrites                    | 0     | 0     | 0    | 4 | mg/l | <= 0.1  |
| Aluminium total             | 0.094 | 0.136 | 0.16 | 5 | mg/l | <= 0.2  |
| Arsenic                     | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 10   |
| Baryum                      | 0     | 0     | 0    | 1 | mg/l | <= 0.7  |
| Bore                        | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 1000 |
| Cyanures totaux             | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 50   |
| Fluorures                   | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 1500 |
| Mercure                     | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 1    |
| Sélénium                    | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 10   |
| Bromochlorométhane          | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Chlorométhane               | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Chloro-3-propène            | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Chlorure de vinyl monomère  | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 0.5  |
| Dibromoéthane-1,2           | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dibromométhane              | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dichloroéthane-1,1          | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dichloroéthane-1,2          | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 3    |
| Dichloroéthylène-1,1        | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dichloroéthylène-1,2 cis    | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dichloroéthylène-1,2 trans  | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dichlorométhane             | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Fréon 113                   | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Méthyltertiobutyléther      | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Tetra + Trichloroéthylène   | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 10   |
| Tétrachloroéthane-1,1,2,2   | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Tétrachloroéthylène-1,1,2,2 | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Tétrachlorure de carbone    | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthane-1,1,1       | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthane-1,1,2       | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthylène           | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Trichlorofluorométhane      | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 101                     | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 105                     | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 118                     | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 138                     | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 149                     | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 153                     | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 170                     | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 18                      | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 180                     | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 194                     | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 209                     | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 28                      | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 31                      | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 35                      | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 44                      | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 52                      | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Phosphate de tributyle      | 0     | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 0.1  |

|                            |      |       |      |   |      |        |
|----------------------------|------|-------|------|---|------|--------|
| Somme des 7 PCBi           | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |        |
| Chlore libre               | 0.52 | 0.752 | 1.1  | 5 | mg/l |        |
| Chlore total               | 0.66 | 0.833 | 1.14 | 4 | mg/l |        |
| Bromates                   | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 10  |
| Bromoforme                 | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |        |
| Chloroforme                | 28   | 28    | 28   | 1 | µg/l |        |
| Dibromomonochlorométhane   | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |        |
| Dichloromonobromométhane   | 2.1  | 2.1   | 2.1  | 1 | µg/l |        |
| Trihalométhanes totaux (4) | 30.1 | 30.1  | 30.1 | 1 | µg/l | <= 100 |
| Benzène                    | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 1   |
| Butyl benzène-n            | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |        |
| Butyl benzène-ter          | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |        |
| Chloro-2-toluène           | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |        |
| Chloro-3-toluène           | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |        |
| Chloro-4-toluène           | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |        |
| Cumène                     | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |        |
| Cymène-p                   | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |        |
| Ethylbenzène               | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |        |
| EthylTertioButylEther      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |        |
| M + P Xylène               | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |        |
| Métaxylène                 | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |        |
| Orthoxylène                | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |        |
| Paraxylène                 | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |        |
| Pseudocumène               | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |        |
| Styrène                    | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |        |
| Toluène                    | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |        |
| Triméthylbenzène-1,2,3     | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |        |
| Triméthylbenzène-1,3,5     | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |        |
| Xylènes (somme O+M+P)      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |        |

## 5.2. Le bilan énergétique du patrimoine

→ *Bilan énergétique détaillé du patrimoine*

### Installation de production

|                                  | 2015    | 2016    | 2017    | 2018    | 2019    | N/N-1 |
|----------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|-------|
| <b>Le Trou qui souffle</b>       |         |         |         |         |         |       |
| Energie facturée consommée (kWh) | 503 125 | 429 163 | 420 598 | 472 133 | 451 772 | -4,3% |
| Volume produit refoulé (m3)      | 172 442 | 151 356 | 143 819 | 161 808 | 166 593 | 3,0%  |

## 5.3. Annexes financières

### → Les modalités d'établissement du CARE

#### Introduction générale

Le décret 2005-236, codifié aux articles R1411-7 et R1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, a fourni des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégué prévu à l'article L1411-3 du même CGCT, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2019 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

#### Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux au sein de la Région Centre-Est de Veolia Eau (groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau, construite depuis 2018 selon une logique « gLocale » dans le cadre du projet d'entreprise « Osons 20/20 », répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 65 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elle assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service clientèle, ressources humaines, bureau d'étude technique, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.



L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats les produits et les charges relevant d'une part de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau national (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

### **Faits Marquants**

Comme évoqué précédemment, Veolia Eau a mis en œuvre à compter de 2018 une nouvelle organisation plus adaptée aux enjeux du secteur. Quelques actions complémentaires ont eu lieu en 2019 pour achever ce déploiement et, à ce titre, des coûts de restructuration, par nature exceptionnels, ont été engendrés et repartis entre les contrats de la Société.

#### **1. Produits**

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou facturés au cours du mois de décembre et comptabilisée. Les éventuels écarts d'avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements comptabilisés (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder – dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

## **2. Charges**

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- 💧 les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes § 2.1),
- 💧 la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées § 2.1.2).

### **2.1. Charges exclusivement imputables au contrat**

Ces charges comprennent :

- 💧 les dépenses courantes d'exploitation (cf 2.1.1),
- 💧 un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- 💧 les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- 💧 les charges relatives aux travaux à titre exclusifs.

#### **2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation**

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

Par ailleurs, la précision suivante est apportée sur la prise en compte de la fiscalité indirecte applicable aux consommations d'électricité. Depuis 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (qui a alors absorbé la Contribution au Service Public de l'Electricité) est calculée comme une majoration du prix du KWH selon un barème fonction de l'électrointensivité de la Société au cours de l'année considérée. Ce taux applicable n'est donc pas nécessairement connu en début d'année et des régularisations peuvent donc avoir lieu au cours des exercices suivants.

Ces régularisations sont enregistrées dans les CARE lors de leur versement effectif. A ce titre, les CARE présentés au titre de 2019 peuvent comprendre des remboursements obtenus au titre de consommations d'électricité survenues en 2016, 2017 et 2018. Ces régularisations sont imputées au contrat selon les points de livraison de l'électricité consommée.

### 2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique...il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges calculées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 1 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

#### **Charges relatives au renouvellement :**

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

##### **- Garantie pour continuité du service**

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 2 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 3 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

#### - Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après) ;
- d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

#### - Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

#### **Charges relatives aux investissements :**

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat,
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée,
- avec, dans les deux cas, une progressivité prédéterminée et constante (+1,5 % par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros courants, le montant de l'investissement initial. S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

Le taux financier retenu se définit comme le taux de référence d'un financement par endettement en vigueur l'année de la réalisation de l'investissement (calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat majoré de 0,5% pour les investissements réalisés jusqu'au 31.12.2007 et de 1,0% pour les investissements réalisés depuis cette date compte tenu de l'évolution tendancielle du coût des emprunts souscrits par le Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT). Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité annuelle de 1,5 % indiquée ci-dessus.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

#### - Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

#### - Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunt contractées par la Collectivité, le montant des annuités peut varier pendant la durée du contrat ; la charge correspondante est déterminée selon un calcul actuariel permettant de lisser cette charge sur cette durée.

#### - Impact des avances remboursables à taux zéro

Lorsque la Société bénéficie d'avances remboursables sans intérêts de la part d'une Agence de l'Eau pour contribuer au financement de certains travaux exécutés dans le cadre d'un contrat de DSP, un calcul spécifique est effectué depuis 2011 pour tenir compte dans le CARE de l'avantage temporaire que représente cette mise à disposition de fonds sans intérêts. Des produits spécifiques sont ainsi calculés sur le capital restant dû en début d'exercice au titre de ces avances, au taux d'intérêt de référence tel que défini ci-dessus et applicable l'année de versement initial de chaque avance. Ces produits sont ensuite portés en minoration des charges économiques calculées au titre des investissements du domaine concédé.

#### - Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

### **2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement**

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

### **2.1.4. Impôt sur les sociétés**

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2019 correspond au taux de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises de plus de 250 M€ de CA (33,33 %), hors contribution sociale additionnelle de 3,3%, mais aussi sans tenir compte des taux de base plus faibles applicables à de plus petites sociétés ou encore à la première tranche de bénéfice imposable .

## **2.2. Charges réparties**

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

### **2.2.1. Principe de répartition**

Le principe de base est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

D'autre part, le projet d'entreprise « Osons 20/20 ! » comporte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences consommateur de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement, centre d'appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales:

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les versements aux collectivités.
- La plateforme RC 360 qui gère les flux mails, courriers, appels téléphonique des consommateurs.

Le coût de ces plateformes intègre à l'origine différentes composantes : des coûts de personnel, des loyers, de la sous traitance... Dans une logique de simplification, le coût des plateformes répartie sur chaque contrat est en revanche regroupée pour être enregistrée sur la seule ligne « sous traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein desdites plateformes donc).

A noter toutefois que dans le contexte de poursuite de la montée en puissance de cette nouvelle organisation et des contraintes associées, le coût de ces plateformes a été réparti de la façon suivante : comme en 2018, une pré répartition du coût des plateformes vers les Territoires a été effectuée en tenant compte de l'organisation antérieure et sur la base de la valeur ajoutée simplifiée de 2018. La répartition entre les contrats s'est ensuite effectuée selon la clef de la valeur ajoutée simplifiée 2019 tel qu'exposé au paragraphe 2.2.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote part forfaitaire de « peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

### **2.2.2. Prise en compte des frais centraux**

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats.

## **2.3. Autres charges**

### **2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)**

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (travaux exclusifs, production immobilisée, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

### 2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2019 au titre de l'exercice 2018.

### 2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- 💧 inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- 💧 inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du Groupe Veolia, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2019 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2020.

---

Notes :

1. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*



2. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
3. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
  - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
  - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*
4. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.*

Cyril CHASSAGNARD  
Directeur Régional – Centre-Est

→ **Avis des commissaires aux comptes**

La Société a demandé à un Co-Commissaire aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

## 5.4. Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (\*)



**Certificat**  
Certificate

N° 2015/69288.4

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS.  
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.  
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.  
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.  
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 50001 : 2011**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

Adresse  
Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

N° SIREN  
572025526

Liste des sites certifiés en pages suivantes / List of certified locations on the following pages

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)  
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

2018-11-11

Jusqu'au  
until

2021-08-20

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probante.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Franck LEBEUGLE  
Directeur Général d'AFNOR Certification  
Managing Director of AFNOR Certification



Recevez ce certificat électronique, consultable sur [www.afnor.org](https://www.afnor.org), 24h/24 et 7j/7, à l'adresse de la certification de l'organisme. The electronic certificate is only available at [www.afnor.org](https://www.afnor.org), 24h/24 and 7j/7, at the certification body's address.  
Recevez ce certificat électronique, consultable sur [www.afnor.org](https://www.afnor.org), 24h/24 et 7j/7, à l'adresse de la certification de l'organisme. The electronic certificate is only available at [www.afnor.org](https://www.afnor.org), 24h/24 and 7j/7, at the certification body's address.

Flasquez ce QR Code  
pour vérifier la validité  
du certificat



# Certificat

Certificate

N° 2015/69287.5

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

## VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.  
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.  
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.  
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.  
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 9001 : 2015**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste complémentaire des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

2018-11-10

Jusqu'au  
Until

2021-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probante.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probative value.

**Franck LEBEUGLE**  
**Directeur Général d'AFNOR Certification**  
Managing Director of AFNOR Certification



Placez ce QR  
Code pour vérifier la  
validité du certificat

Seul le certificat électronique, consultable sur [www.afnor.org](https://www.afnor.org), est la preuve de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available on [www.afnor.org](https://www.afnor.org), stands for the proof that the company is certified.   
 AFNOR Certification est une marque déposée. AFNOR est un sigle de l'Association Française de Normalisation (AFNOR).

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 82 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00  
SAS au capital de 16 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - [www.afnor.org](http://www.afnor.org)

**afnor**  
CERTIFICATION



# Certificat

Certificate

N° 2015/69286.5

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

## VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.  
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.  
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.  
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.  
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 14001 : 2015**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste complémentaire des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

2018-11-10

Jusqu'au  
Until

2021-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probante.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

**Franck LEBEUGLE**  
**Directeur Général d'AFNOR Certification**  
Managing Director of AFNOR Certification



Placez ce QR  
Code pour vérifier la  
validité du certificat

Real le certificat électronique, consultable sur [www.afnor.org](https://www.afnor.org) dès 10 jours après la date de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available on [www.afnor.org](https://www.afnor.org) after 10 days after the date of the certification of the organization. Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probante. This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value. AFNOR Certification est certifiée par ISO 9001. AFNOR Certification is certified by ISO 9001. AFNOR Certification est certifiée par ISO 14001. AFNOR Certification is certified by ISO 14001.

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 00 00  
SAS au capital de 16 187 000 € - 479 078 002 RCS Bobigny - [www.afnor.org](http://www.afnor.org)

**afnor**  
CERTIFICATION

(\*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

## 5.5. Actualité réglementaire 2019

Certains textes présentés ci-dessous ont un impact contractuel. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

### Services publics locaux

#### → *Loi Engagement et Proximité et transfert de compétences*

La loi 2019-1461 du 27 décembre 2019, complétée par une note ministérielle d'information du 29 décembre 2019, modifie certaines modalités de transfert des compétences « eau » et « assainissement » introduites par la loi NOTRe du mois d'août 2015. Ces modifications portent essentiellement sur deux éléments du dispositif :

- L'exercice de la "minorité de blocage" prévu par la loi 2018-702 du 3 août 2018 permettant dans certaines conditions un report au 1er janvier 2026 du transfert obligatoire des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes, qui prenait fin initialement au 1er juillet 2019 a été repoussé au 1er janvier 2020.
- Un mécanisme à la carte de "délégation de compétence" est instauré par la loi. Une communauté de communes ou une communauté d'agglomération peut déléguer par convention à l'une de ses communes membres, tout ou partie, de sa compétence eau potable, assainissement ou gestion des eaux pluviales urbaines. En cas de demande de délégation par une commune, le conseil communautaire dispose d'un délai de 3 mois pour statuer et doit motiver tout refus éventuel. Le contenu de la convention est fixé par la loi.

Enfin, les syndicats compétents en matière d'eau, d'assainissement et de gestion des eaux pluviales urbaines, inclus en totalité dans le périmètre d'une communauté d'agglomérations ou communauté de communes, dits "syndicats infracommunautaires" et existant au 1er janvier 2019, sont maintenus pendant une durée de 6 mois suivant la prise de compétence de la communauté d'agglomération ou communauté de communes.

#### → *Commande publique*

Une série de 23 arrêtés et 5 avis sont parus en date du 22 mars 2019 portant diverses modifications mineures du code de la commande publique. Bon nombre de ces dispositions concerne le déroulement formel d'une procédure, notamment, l'accès aux documents de la consultation, les modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde ou encore l'envoi d'un accusé de réception électronique.

Le 30 octobre 2019 la Commission Européenne a modifié les seuils applicables aux concessions et aux marchés publics de fournitures, services et travaux qui sont passés respectivement de 5 548 000€ à 5 350 000€ et de 443 000€ à 428 000€.

En fin d'année, le décret 2019-1344 du 12 décembre 2019 a porté à effet du 1er janvier 2020 de 25 000€ à 40 000€ le seuil à compter duquel les acheteurs publics doivent procéder à une mise en concurrence des marchés publics et contrats de concessions.

De même le décret 2019-1375 du 17 décembre 2019 a porté de 209 000€ à 214 000€ le montant des marchés publics devant être présentés au contrôle de légalité, et ceci pour les marchés dont la procédure a été lancée à compter du 2 janvier 2020.

#### → *Facturation électronique*

La loi 2019-486 du 22 mai 2019 dite "loi PACTE" modifie quelques dispositions du code de la commande publique mais aussi du code de la consommation principalement en matière de traçabilité de la facturation électronique. Un décret 2019-748 du 18 juillet 2019 apporte des précisions complémentaires.

### → *ICPE /IOTA / Evaluation environnementale*

L'arrêté du 28 mars 2019 (JO du 14 juin 2019) fixe le nouveau formulaire de demande d'autorisation environnementale. Ce formulaire (CERFA n° 15964\*01) a été publié plus de deux ans après l'entrée en vigueur du dispositif. Dans le document Cerfa, on notera notamment :

- l'emploi de l'acronyme AIOT (activités, installations, ouvrages ou travaux), résultant de la volonté de regrouper les ICPE et les IOTA ;
- dans le cadre de la nature de l'objet de la demande, la distinction entre le nouveau projet d'AIOT et l'extension/modification substantielle.

Le décret n° 2029-1352 du 12 décembre 2019 simplifie la procédure d'instruction des demandes d'autorisation environnementale notamment sur la dématérialisation des dossiers de demande d'autorisation et la suppression de certaines consultations jusqu'ici obligatoires.

### → *Amiante*

Un arrêté interministériel en date du 1<sup>er</sup> octobre 2019 (JO du 20 octobre 2019) définit les compétences des laboratoires pour procéder aux analyses des échantillons de matériaux et de produits susceptibles de contenir de l'amiante. Cet arrêté s'inscrit dans le cadre du repérage de l'amiante avant travaux qui rend obligatoire le recours à des laboratoires, accrédités par le Comité français d'accréditation (Cofrac), pour analyser les prélèvements réalisés par les opérateurs réalisant le repérage de l'amiante.

### → *Travaux à proximité des réseaux*

Une décision du 2 décembre 2019 (JO du 8 décembre 2019) porte approbation des mises à jour du fascicule 1 « dispositions générales » et du fascicule 3 « formulaires et autres documents pratiques » du guide d'application de la réglementation anti-endommagement. Cette mise à jour du guide technique d'application fait suite aux évolutions réglementaires intervenues fin 2018.

Dans la continuité des évolutions réglementaires intervenues fin 2018, trois arrêtés sont venus préciser les conditions de délivrance de l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR). Deux arrêtés du 15 janvier 2019 (JO du 28 février 2019) et l'arrêté du 29 avril 2019 (JO du 25 juillet 2019) fixent la liste des compétences et diplômes professionnels délivrés par les ministres chargés de l'éducation et de l'enseignement supérieur permettant la délivrance de l'AIPR par l'employeur.

L'arrêté du 5 novembre 2019 (JO du 24 novembre 2019) fixe, pour l'année 2019, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Inéris. Ce téléservice ([www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr)) référence les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

### → *Prévention des maladies vectorielles transmises par les insectes*

La prévention des maladies vectorielles transmises par les insectes est une préoccupation croissante des autorités de santé.

- Le décret 2019-258 du 29 mars 2019 précise les modalités de mise en œuvre des missions de surveillance et d'intervention autour des nouvelles implantations de moustiques et des cas suspects confiées aux agences régionales de santé pour prévenir les épidémies de maladies vectorielles, ainsi que d'autres mesures de prévention et d'information. Au titre des mesures de prévention, ce décret mentionne l'article L2213-31 du Code Général des Collectivités Territoriales qui permet au maire de prescrire aux propriétaires de terrains bâtis ou non bâtis, les mesures nécessaires pour lutter, contre l'insalubrité que constitue le développement des insectes vecteurs dans les zones urbanisées. Les zones de stagnation de l'eau y sont identifiées comme des « points à risque ».
- Un premier arrêté du 23 juillet 2019 (JO du 26 juillet 2019) inscrit la totalité des 101 départements français sur la liste des départements où est constatée l'existence de conditions entraînant le

développement ou un risque de développement d'arboviroses transmises par les moustiques et constituant une menace pour la santé de la population.

- Un second arrêté du 23 juillet 2019 (JO du 28 juillet 2019) précise les modalités de mise en œuvre des missions de surveillance entomologique (c-à-d, des insectes), d'intervention autour des détections et de prospection, de traitement et travaux autour des lieux fréquentés par les cas humains de maladies transmises par les moustiques vecteurs.

## **Service public de l'eau**

### **→ Facture d'eau et d'assainissement**

Le décret 2019-1356 du 13 décembre 2019 modifie la taxe perçue jusque-là par Voies Navigables de France (VNF) auprès des titulaires d'ouvrages hydrauliques pour la prise d'eau en une redevance de prise et de rejet d'eau. Cette redevance est dorénavant due tant pour le prélèvement que pour l'évacuation des volumes d'eau. Une contre-valeur de la redevance sera répercutée sur chaque abonné des services d'eau et maintenant d'assainissement. Cette redevance dont le montant sera fixé par VNF est applicable à l'exercice 2019.

### **→ Captages d'eau potable**

L'article 61 de la loi 2019-774 du 24 juillet 2019 (JO du 26 juillet 2019) relative à l'organisation et à la transformation du système de santé introduit une disposition visant à simplifier la procédure d'instauration et de renouvellement des périmètres de protection des captages d'eau potable. Cet article prévoit d'instaurer un unique périmètre de protection immédiate pour les captages d'eau d'origine souterraine à faible débit, à savoir, moins de 100 m<sup>3</sup> par jour. Les modalités d'établissement de ce périmètre feront l'objet d'un arrêté ministériel. Lorsque les résultats d'analyse de la qualité de l'eau ne satisferont pas aux critères de qualité établis par cet arrêté, un périmètre de protection rapprochée, voire éloignée, pourront être dans ce cas instaurés.

### **→ Surveillance de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine (EDCH)**

#### **Méthodes d'analyse et conditions d'agrément des laboratoires**

L'arrêté du 11 janvier 2019 (JO du 23 janvier 2019) modifie les arrêtés du 5 juillet 2016 (relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux) et l'arrêté du 19 octobre 2017 (relatif aux méthodes d'analyse utilisées dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux). Cet arrêté vise à harmoniser les conditions d'agrément pour les prélèvements et les analyses des eaux minérales naturelles avec celles des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux de loisirs. Les normes mentionnées dans l'arrêté du 5 juillet 2016 sont précisées dans un avis publié également au JO du 23 janvier 2019. Cet avis a fait l'objet de deux mises à jour à fin 2019.

#### **Gestion des non-conformités dans les Eaux Destinées à la Consommation Humaine**

L'instruction de la Direction Générale de la Santé, DGS/EA4/2019/46, en date du 27 février 2019 (mise en ligne le 17 avril 2019) précise le rôle des ARS dans le déploiement progressif d'un dispositif de surveillance des signaux sanitaires mettant en évidence de façon automatique des cas groupés de gastro-entérites aiguës médicalisées en lien avec une origine hydrique plausible. Cette méthode a été développée par Santé Publique de France.

L'instruction de la Direction Générale de la Santé, DGS/EA4/2019/142, du 21 juin 2019 (mise en ligne le 16 septembre 2019) définit les modalités de gestion des risques sanitaires en cas de présence de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine (EDCH). Cette instruction s'inscrit dans la perspective de la révision de la Directive Européenne sur l'eau potable et deux précédents avis de l'ANSES de 2012 et 2018 qui préconisaient de prioriser la présence éventuelle de Chrome VI (ou chrome hexavalent), que la limite de qualité en chrome total dans l'eau soit ou non dépassée.

### → *Equipements sous pression*

Par une décision mise en ligne le 28 février 2019, la Direction Générale de la Prévention des Risques approuve le guide relatif aux « Inspections réglementaires des équipements sous pression revêtus extérieurement et/ou intérieurement », établi par l'Association pour la qualité des appareils à pression. Ce guide encadre l'application de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

## **Biodiversité et Qualité des milieux**

### → *Substances dans les milieux*

L'arrêté du 29 novembre 2019 (JO du 10 décembre 2019) établit la liste des substances définies à l'article L. 213-10-8 du code de l'environnement relatif à la redevance pour pollutions diffuses. Cette redevance prélevée par les agences de l'eau s'applique aux produits phytopharmaceutiques et aux semences traitées au moyen de ces produits. L'arrêté du 29 novembre 2019 classe les substances contenues dans les produits phytopharmaceutiques figurant dans chacune des catégories soumises à cette redevance.

L'arrêté du 27 décembre 2019 (JO du 29 décembre 2019) précise les mesures de protection des personnes lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques et modifie l'arrêté du 4 mai 2017 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime. Notamment, cet arrêté modifie les règles d'application des produits phytopharmaceutiques à proximité immédiate des cours d'eau (considérée comme des « zones de non-traitement »), telles qu'elles étaient fixées par l'arrêté du 4 mai 2017.

### → *Surveillance des milieux aquatiques*

#### **Evaluation des masses d'eau**

La note technique de la Direction de l'Eau et de la Biodiversité à destination des Préfets coordonnateurs de bassin du 19 décembre 2019 abroge la circulaire du 23 octobre 2012 relative à l'application de l'arrêté du 17 décembre 2008 et de ses annexes qui établissent les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines.

#### **Zones vulnérables et zones sensibles**

Deux arrêtés du 20 février 2019 publiés respectivement aux JO du 23 et 27 février 2019 précisent les actions renforcées à mettre en œuvre dans les zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ainsi que le contenu du bilan, réalisé par le préfet de région, de la mise en œuvre du dispositif qui réduit la pression d'épandage d'azote de toutes origines de chaque exploitation ou élevage en cas de dépassement de la valeur de référence dans le cadre du dispositif de surveillance de l'azote.

Dans une note technique du 6 juin 2019 (mise en ligne le 10 juin 2019) à destination des Préfets coordonnateurs de bassin, de région et de département, le ministère de la Transition écologique et solidaire incite à la mise à jour rapide des zones sensibles à l'eutrophisation, où le traitement des stations d'épuration doit être renforcé pour limiter les rejets de phosphore et d'azote dans le milieu. Il précise également certaines modalités de calendrier ainsi que les principes à retenir pour le classement de ces zones.



## 5.6. Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

### **Abonnement :**

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné au délégataire pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

### **Abonnés domestiques ou assimilés :**

Les abonnés non domestiques sont redevables directement à l'Agence de l'eau pour les redevances de pollution et de modernisation des réseaux perçues habituellement sur les factures d'eau et d'assainissement. Il s'agit d'établissements dont les activités sont définies par un arrêté du 21/12/2017, et dont le volume d'activité dépasse certains seuils. Les abonnés non domestiques ne doivent pas être confondus avec les abonnés industriels. La notion d'abonnés industriels correspond à des critères propres au règlement de service.

### **Capacité de production :**

Volume qui peut être produit par toutes les installations de production pour un fonctionnement journalier de 20 heures chacune (unité : m<sup>3</sup>/jour).

### **Certification ISO 14001 :**

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

### **Certification ISO 9001 :**

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

### **Certification ISO 22000 :**

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche de sécurité alimentaire effectuée par le délégataire.

### **Certification ISO 50001 :**

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

### **Certification OHSAS 18001 :**

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

### **Consommateur – abonné (client) :**

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc.). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de

service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

#### **Consommation individuelle unitaire :**

Consommation annuelle des consommateurs particuliers individuels divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de consommateurs particuliers individuels et collectifs (unité : m<sup>3</sup>/client/an).

#### **Consommation globale unitaire :**

Consommation annuelle totale des clients divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients (unité : m<sup>3</sup>/consommateur/an).

#### **Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai [D 151.0] :**

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf (hors délai de réalisation des travaux) ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquelles le délai est respecté. (Arrêté du 2 mai 2007)

#### **Développement durable :**

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

**Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030** sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

#### **Eau souterraine influencée :**

Eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique importante et supérieure à 2 NFU.

#### **HACCP :**

Hazard Analysis Critical Control Point : méthode d'identification et de hiérarchisation des risques développée à l'origine dans le secteur agroalimentaire, cette méthode est depuis utilisée pour les systèmes d'alimentation en eau potable.

#### **Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau [P108.3] :**

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- 💧 0 % : aucune action ;
- 💧 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours ;
- 💧 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu ;
- 💧 50 % : dossier déposé en préfecture ;
- 💧 60 % : arrêté préfectoral ;

- 💧 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ;
- 💧 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

En cas d'achat d'eau à d'autres services publics d'eau potable par le service ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en tenant compte des volumes annuels d'eau produits ou achetés à d'autres services publics d'eau potable.

### **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable [P103.2] :**

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- 💧 le niveau de connaissance du réseau et des branchements,
- 💧 et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 100 points pour les services n'exerçant pas la mission de distribution.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

### **Indice linéaire de pertes en réseau [P106.3] :**

L'indice linéaire de pertes en réseau est égal au volume perdu dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Cette perte est calculée par différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé. Il est exprimé en m<sup>3</sup>/km/jour.

### **Indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] :**

L'indice linéaire des volumes non comptés est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Le volume non compté est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé. L'indice est exprimé en m<sup>3</sup>/km/jour.

### **Nombre d'habitants desservis (Estimation du) [D101.0] :**

Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

### **Parties prenantes :**

Acteurs internes et externes intéressés par le fonctionnement d'une organisation, comme un service d'eau ou d'assainissement : salariés, clients, fournisseurs, associations, société civile, pouvoirs publics ...

### **Prélèvement :**

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons pour n laboratoires). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

### **Rendement du réseau de distribution [P104.3] :**

Le rendement du réseau est obtenu en faisant le rapport entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés à d'autres services publics d'eau potable. Le volume consommateurs sans comptage et le volume de service du réseau sont ajoutés au volume comptabilisé pour calculer le volume consommé autorisé. Le rendement est exprimé en pourcentage. (Arrêté du 2 mai 2007)

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum à atteindre pour chaque réseau de distribution, dont la valeur dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau. Cette valeur « seuil » est définie par le décret 2012-97 du 27 janvier 2012. Cette définition réglementaire est transcrite dans la formule générique donnée ci-après :

$$\text{Objectif Rdt Grenelle 2} = \text{Min} (A + 0,2 \text{ ILC} ; 85)$$

Avec :

- Objectif Rdt Grenelle 2 exprimé en % ;
- ILC : Indice Linéaire de Consommation ( $\text{m}^3/\text{j}/\text{km}$ ) qui traduit la densité de l'habitat et la taille du service ;
- A = 65 dans la majorité des situations excepté pour les réseaux alimentés, d'une part, par une ressource en eau classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) et, d'autre part, par des prélèvements supérieurs à  $2 \text{ Mm}^3/\text{an}$  où le terme A prend alors la valeur de 70 (pour tenir compte de la faible disponibilité de la ressource en eau).

#### **Réseau de desserte :**

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (tels que les bornes incendie, d'arrosage, de nettoyage...) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué de réservoirs, d'équipements hydrauliques, de conduites de transfert, de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements.

#### **Réseau de distribution :**

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

#### **Résultat d'analyse :**

On appelle résultat d'analyse chaque valeur mesurée pour chaque paramètre. Ainsi pour un prélèvement effectué, il y a plusieurs résultats d'analyse (1 résultat par paramètre).

#### **Taux d'impayés [P154.0] :**

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

#### **Taux d'occurrence des interruptions du service non programmées [P151.1] :**

Nombre de coupures d'eau, par millier d'abonnés, survenues au cours de l'année pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24h à l'avance.

Les coupures de l'alimentation en eau liées à des problèmes qualitatifs sont prises en compte.

Les coupures chez l'abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ne sont pas prises en compte.

#### **Taux de mensualisation :**

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement mensuel par prélèvement bancaire.

#### **Taux de prélèvement :**

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement des factures par prélèvement bancaire.

### **Taux de conformité aux paramètres microbiologiques [P101.1] :**

**Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/j :** pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ◆ Ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique
- ◆ Et le cas échéant ceux réalisés par le délégataire dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

**Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m<sup>3</sup>/j :** nombre de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

### **Taux de conformité aux paramètres physico-chimiques [P102.1] :**

**Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/j :** pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses physico-chimiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ◆ ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.
- ◆ et le cas échéant ceux réalisés par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

**Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m<sup>3</sup>/j :** nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

### **Taux de mutation (demandes d'abonnement) :**

Nombre de demandes d'abonnement (mouvement de consommateurs) rapporté au nombre total de consommateurs, exprimé en pour cent.

### **Taux de réclamations [P155.1] :**

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est à mettre en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix.

### **Volume acheté en gros (ou acheté à d'autres services d'eau potable) :**

Le volume acheté en gros est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume importé.

### **Volume comptabilisé :**

Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés (circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Ce volume n'inclut pas le volume vendu en gros.

**Volume consommateurs sans comptage :**

Le volume consommateurs sans comptage est le volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation.

**Volume consommé autorisé :**

Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume comptabilisé, du volume consommateurs sans comptage et du volume de service du réseau.

**Volume de service du réseau :**

Le volume de service du réseau est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution.

**Volume mis en distribution :**

Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).

**Volume produit :**

Le volume produit est le volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de distribution. Le volume de service de l'unité de production n'est pas compté dans le volume produit.

**Volume vendu en gros (ou vendu à d'autres services d'eau potable) :**

Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume exporté.

## 5.7. Attestations d'assurances

### ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **GRAS SAVOYE**, société de courtage d'assurance, n° ORIAS 07 001 707, dont le siège est sis :

**Immeuble Quai 33- 33 quai de Dion-Bouton  
92800 PUTEAUX**

agissant par délégation et pour le compte des assureurs

attestons que la société : **VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux  
21 rue la Boétie  
75008 PARIS**

est garantie par les polices, Dommages aux biens, Responsabilités, Pertes financières consécutives et Frais et Pertes annexes, de type « Tous Risques Sauf » Portant les numéros **2019/FR/PDBI/001** par **CODEVE Insurance Company DAC, Elm Park, Merrion Road, Dublin 4, Ireland** ; et d'autre part en excédent de la police émise par CODEVE, les numéros **XFR0065675PR** et **XFR0066375PR** émises par **AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE**, Société Anonyme de droit Français, régie par le Code des Assurances, au capital de EUR 190.069.080, dont le siège social est situé 61 rue Mstislav Rostropovitch 75832 Paris Cedex 17, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 399 227 354.

*Ces contrats ont été souscrits par **VEOLIA ENVIRONNEMENT S.A.** agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, groupements, associations, sociétés civiles immobilières faisant partie du même groupe d'affaire, et notamment pour le compte de :*

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS**

Ces polices en ligne garantissent l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers (en propriété ou en location), les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les événements suivants :

Incendie – Explosions – Foudre – Bris de machines – Dommages électriques – Fumées – Dégâts des eaux – Tempêtes – Grêle (Dommages de grêle exclus sur le matériel roulant) – Accumulation de la neige sur les toitures – Vandalisme – Emeutes – Mouvements populaires – Malveillance – Chocs de véhicules terrestres – Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux – Vol – Evénements naturels – Catastrophes Naturelles en France, (art.L125-1 et suivants du code des Assurances), Actes de Terrorisme et Attentats en France, (art.L126-2 et L126-3 du code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions des contrats cités en référence ci-dessus.

La présente attestation est valable du **1er Janvier 2020** jusqu'au **31 Décembre 2020** sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

CETTE ATTESTATION CONSTITUE UNE PRESOMPTION D'ASSURANCE ET NE SAURAIT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES DU CONTRAT AUQUEL ELLE SE REFERE.

Fait à Puteaux, le 27/12/2019





**Attestation d'Assurance - Risques Environnementaux**

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

**VEOLIA ENVIRONNEMENT**  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS  
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS  
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218520** garantissant les conséquences pécuniaires des risques environnementaux pouvant lui incomber du fait de l'exploitation des sites assurés et des activités garanties par ce contrat.

Les garanties s'exercent dans le respect de la législation locale et à concurrence des montants ci-après qui s'entendent par sinistre et pour l'ensemble des sinistres imputés à la période d'assurance, sans pouvoir excéder **10 000 000 EUR** pour la période d'assurance :

**GARANTIES DE BASE :****RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT :**

Engagement annuel maximum de l'Assureur, toutes garanties confondues : **10 000 000 EUR**

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'Assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

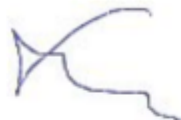
Période de la police du 01/01/2020 au 31/12/2020 inclus.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2020 inclus. Elle est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 12/11/2019

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :



Signature autorisée/ Authorised signatory :





### Attestation d'Assurance

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

**VEOLIA ENVIRONNEMENT**  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS  
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS  
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218420** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber dans l'exercice de ses activités.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

|                                                                                                        |                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| <b>Responsabilité Civile Exploitation</b>                                                              |                                      |
| Tous dommages confondus ( corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)                      | 10 000 000 EUR Par sinistre          |
| <b>Responsabilité Civile Après-Livraison, Après Réception et Responsabilité Civile Professionnelle</b> |                                      |
| Tous dommages confondus ( corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)                      | 10 000 000 EUR Par année d'assurance |

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

Période d'assurance du 01/01/2020 au 31/12/2020

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 05/11/2019

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :



Signature autorisée/ Authorised signatory :





|                                                                                                                                                                                  |                                                                                 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|
| Notre référence à rappeler<br>dans toute correspondance :                                                                                                                        |                                                                                 |
| N° ASSURE : F18746E<br>N° CONTRAT : 1351.001 / 2 85834<br>N° SIREN : 572 025 526                                                                                                 |                                                                                 |
| Pour tout renseignement contacter :<br>SMA SA Grands Comptes Entreprises<br>8 rue Louis Armand CS 71201<br>75738 Paris Cedex 15<br>Tél. : 01.40.59.70.00<br>Fax : 01.40.59.70.57 | VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES<br>EAUX<br>21, rue La Boétie<br>75008 PARIS |

#### Contrat d'assurance RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS

Période de validité : du 01/01/2020 au 31/12/2020

SMA SA ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** pour l'ensemble de ses filiales.

#### 1- PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes : Entreprise, maître d'œuvre ou fabricant-vendeur dans tous domaines d'activités et notamment dans le domaine des Services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :
  - o Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
  - o Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
  - o Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ...)
  - o Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
  - o Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
  - o Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,

#### SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain
- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.

**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maîtrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maîtrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DOM ;
- aux chantiers dont le coût total de construction hors taxes tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 30 000 000 €. Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :
  - 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros œuvre,
  - 6 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure ou le gros œuvre,
  - 3 000 000 € par sinistre si l'assuré est concepteur, non réalisateur de travaux.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
  - travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
  - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P<sup>(1)(3)</sup>, ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P<sup>(2)(3)</sup>,
  - travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publiée par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
  - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
    - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P<sup>(3)</sup>,
    - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
    - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de par l'Agence Qualité Construction AQC) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P

(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE : [www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr](http://www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr)

(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC [www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com)

**Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.**

**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à direction et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)







## 2- ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

| Nature de la garantie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Montant des garanties                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p> | <b>En Habitation :</b><br>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.                                                                                                                                                                                |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <b>Hors Habitation:</b><br>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances. |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <b>En présence d'un CCRD:</b><br>Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.                                                     |
| Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <b>Marché d'entreprise</b><br>1 000 000 € épuisable par année d'assurance                                                                                                                                                                                                                             |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <b>Marché de maîtrise d'œuvre</b><br>350 000 € épuisable par année d'assurance                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Durée et maintien des garanties :</b><br>La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

## 3- GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792.2 du Code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code civil.

### SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par L'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

**La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.**

Fait à PARIS  
Le 20/12/2019

Le Président du Directoire  
Par délégation



**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





Notre référence à rappeler  
dans toute correspondance :

N° souscripteur : F18746E  
N° contrat : 1351.001 / 2 85834  
N°SIREN : 572 025 526

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES  
EAUX**

**21, rue La Boétie**

**75008 PARIS**

Pour tout renseignement contacter :  
Site de gestion  
**SMA SA Grands Comptes Entreprises**  
8 rue Louis Armand - CS 71201  
75738 PARIS CEDEX 15  
Tél : 01.40.59.70.00  
Fax : 01.40.59.70.57

## **CONTRAT D'ASSURANCE RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES NON SOUMIS**

**Attestation d'assurance 2020**  
**Valable à compter du 01/01/2020 jusqu'au 31/12/2020**

SMA SA certifie que l'assuré désigné ci-dessus est bénéficiaire d'un contrat POLICE ASSURANCE CONSTRUCTION, numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA pour le compte de l'ensemble de ses filiales garantissant, à ce jour, les activités suivantes :

Entreprise générale tous corps d'état, contractant général ou maître d'œuvre dans tous domaines d'activité et notamment dans le domaine des services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :

- Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
- Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
- Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ...)
- Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
- Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
- Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,
- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain

**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.
- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maîtrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maîtrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium

**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)







### Ce contrat garantit

- du fait des activités professionnelles mentionnées ci-avant,
  - pour une participation à des opérations de construction d'un ouvrage non soumis à l'obligation d'assurance,
  - lorsque l'opération n'excède pas 30.000.000 € HT (travaux et honoraires compris), ou que le marché de l'assuré n'excède pas pour les ouvrages suivants :
    - Réseaux de chaleur : 3 000 000 € HT
    - Eoliennes : 3 000 000 € HT y compris honoraires pour la part concernant l'infrastructure
    - Installations photovoltaïques (au sol et sur un ouvrage non soumis) : 3 000 000 € HT
    - Cuves et réservoirs : 3 000 000 € HT
    - Réseaux enterrés : 10 000 000 € HT
- Au-delà de ces montants, l'assuré doit déclarer le chantier concerné et souscrire, auprès de SMA SA, un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, il sera fait application d'une règle proportionnelle selon l'article L.121-5 du Code des assurances.
- pour des travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnue par la profession,
  - pour des travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date.

### les conséquences des responsabilités énumérées ci-dessous :

| Nature des garanties                                                                                                              | Montant des garanties : sans pouvoir excéder<br>10 000 000 € par année d'assurance pour l'ensemble<br>des garanties et des assurés |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Garantie de responsabilité civile<br>décennale relative aux ouvrages listés à<br>l'article L.243-1-1-I du Code des<br>assurances. | <b>Marché d'entreprise :</b><br>5 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de<br>10 000 000 € HT                    |
|                                                                                                                                   | <b>Marché de maître d'œuvre :</b><br>2 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de<br>10 000 000 € HT               |
|                                                                                                                                   | <b>Sauf marchés relatifs à :</b>                                                                                                   |
|                                                                                                                                   | - <b>construction d'éoliennes</b> : 500 000 € par sinistre et<br>2 000 000 € par an                                                |
|                                                                                                                                   | - <b>réseaux de chaleur</b> : 500 000 € par sinistre et<br>2 000 000 € par an                                                      |
|                                                                                                                                   | - <b>cuves et réservoirs</b> : 1 000 000 € par sinistre et<br>2 000 000 € par an                                                   |
|                                                                                                                                   | - <b>installations photovoltaïques</b> : 1 000 000 € par<br>sinistre et 2 000 000 € par an                                         |
|                                                                                                                                   | - <b>réseaux enterrés</b> : 1 000 000 € par sinistre et<br>2 000 000 € par an                                                      |
| Garantie dommages en répercussion                                                                                                 | <b>Tous marchés confondus</b> : 500 000 € par sinistre et<br>2 000 000 € par an                                                    |

### SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





Tous travaux, ouvrages ou opérations de construction ne répondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet, sur demande spéciale de l'assuré, d'une garantie spécifique, soit par contrat, soit par avenant.

**La présente attestation ne peut pas engager SMA SA au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.**

Fait à Paris,  
Le 20 décembre 2019

Le Président du Directoire  
Par délégation



**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)



Ressourcer le monde

Credits photos : © Gettyimages

**Veolia**

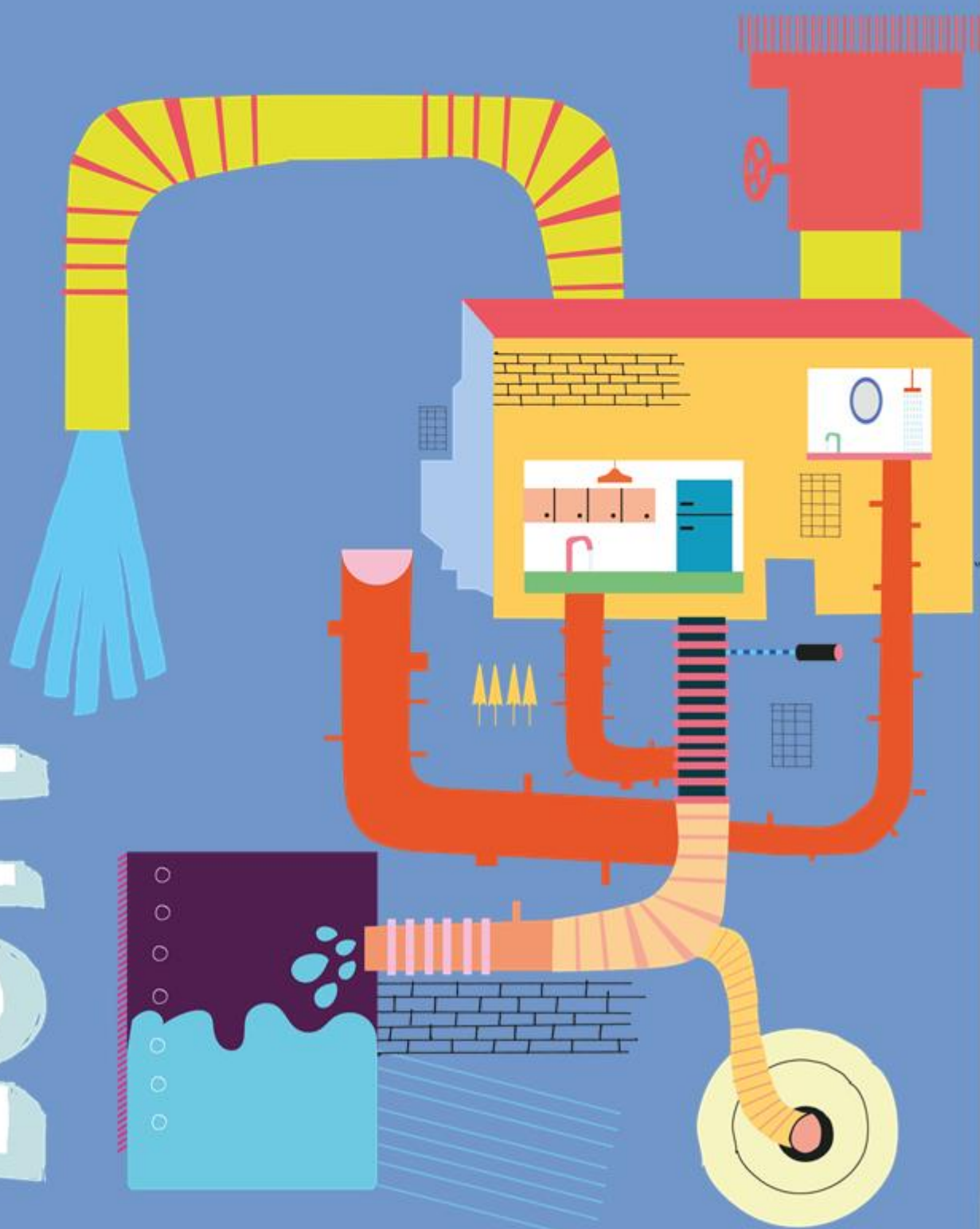
30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers

[www.veolia.com](http://www.veolia.com)

# RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE

Commune d'Autrans-Méaudre en Vercors - Autrans

2019





## **REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)**

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

### **REPERES DE LECTURE**

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

| <b>Repère visuel</b>                                                                | <b>Objectif</b>                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    | <b>Identifier rapidement nos engagements clés</b>                                                   |
|   | <b>Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants</b>                 |
|  | <b>Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale</b> |

| <b>Gestion du document</b> | <b>Auteur</b>                  | <b>Date</b> |
|----------------------------|--------------------------------|-------------|
| Elodie Anxionnaz           | Ghesline Pras / Bruno Rousseau | 26/05/2020  |



# L'édito



## Veolia – Rapport annuel du délégataire 2019

Monsieur le Maire,

Je suis heureux de vous adresser le Rapport Annuel du Délégué qui vous permet d'accéder aux informations relatives à la gestion de votre service de l'eau ou de l'assainissement de l'année 2019.

J'ai pleinement conscience que, dans ce contexte d'épidémie de Covid-19, la dynamique dans laquelle nous étions il y a encore quelques mois peut paraître lointaine. Cependant les défis que nous avons relevés ensemble, ceux auxquels nous faisons face aujourd'hui sont riches d'enseignements. La résilience fait partie de nos métiers, et c'est ensemble que nous trouverons les solutions pour répondre aux défis à venir, à commencer par la nécessaire relance économique, qui devrait être une occasion d'accélérer la transformation écologique et sanitaire, plus que jamais vitale.

A travers les différentes composantes, techniques, économiques et environnementales, présentes dans ce Rapport, vous pourrez ainsi analyser la performance de votre service, pour lequel nos équipes se mobilisent 24h/24 auprès de vous.

A l'heure du combat contre l'épidémie de Covid-19, l'eau est une ressource plus précieuse que jamais. Dans cette période inédite, l'accès à l'eau est indispensable pour faire barrière au virus, et les Français ont plus que jamais conscience de l'importance de la préserver.

L'Eau est le « marqueur du changement climatique ». La sécheresse de l'été 2019 et les inondations de l'automne l'ont confirmé. Aux inquiétudes mesurables des concitoyens liées à ce changement climatique s'ajoutent celles portant sur la qualité de l'eau distribuée et la présence des nouveaux polluants dans les milieux aquatiques.

Pour répondre à ces enjeux, Veolia s'est engagé avec volontarisme pour relever les défis patrimoniaux, technologiques et sociaux des services d'eau et d'assainissement, au cœur des Assises de l'Eau. Avec l'ensemble de la profession, au sein de la FP2E, nous avons défini les actions clés sur lesquelles nous nous proposons d'avancer pour améliorer toujours davantage le service apporté aux consommateurs.

Plus particulièrement, Veolia a rassemblé cette année dans un Livre Blanc des initiatives innovantes susceptibles de vous inspirer pour positionner vos territoires à la pointe de la transformation écologique.

Les femmes et les hommes de Veolia Eau France, représentés par notre Directeur de Territoire sont à vos côtés pour vous permettre de répondre aux défis d'aujourd'hui et d'anticiper ceux, nombreux, à venir.

Soyez certain de leur engagement pour co-construire avec vous les solutions les plus adaptées à votre service d'eau ou d'assainissement.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Frédéric Van Heems

Directeur Général Veolia Eau France





# Sommaire

|                                                                                             |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>1. L'ESSENTIEL DE L'ANNEE .....</b>                                                      | <b>9</b>  |
| 1.1. Un dispositif à votre service.....                                                     | 10        |
| 1.2. Présentation du contrat.....                                                           | 13        |
| 1.3. Les chiffres clés .....                                                                | 14        |
| 1.4. L'essentiel de l'année 2019.....                                                       | 15        |
| 1.5. Les indicateurs réglementaires 2019 .....                                              | 18        |
| 1.6. Autres chiffres clés de l'année 2019 .....                                             | 19        |
| 1.7. Le prix du service public de l'eau .....                                               | 21        |
| <b>2. LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR<br/>CONSOMMATION .....</b>                 | <b>23</b> |
| 2.1. Les consommateurs abonnés du service .....                                             | 25        |
| 2.2. La satisfaction des consommateurs .....                                                | 26        |
| 2.3. Données économiques.....                                                               | 28        |
| <b>3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE.....</b>                                               | <b>31</b> |
| 3.1. L'inventaire des installations.....                                                    | 32        |
| 3.2. L'inventaire des réseaux .....                                                         | 34        |
| 3.3. Les indicateurs de suivi du patrimoine .....                                           | 36        |
| 3.4. Gestion du patrimoine .....                                                            | 38        |
| <b>4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE<br/>OPERATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE .....</b>        | <b>41</b> |
| 4.1. La qualité de l'eau .....                                                              | 42        |
| 4.2. La maîtrise des prélèvements sur la<br>ressource, volumes et rendement du réseau ..... | 45        |
| 4.3. La maintenance du patrimoine .....                                                     | 51        |
| 4.4. L'efficacité environnementale .....                                                    | 54        |
| <b>5. LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE .....</b>                                             | <b>57</b> |
| 5.1. Le Compte Annuel de Résultat de<br>l'Exploitation de la Délégation (CARE) .....        | 58        |
| 5.2. Situation des biens .....                                                              | 62        |
| 5.3. Les investissements et le renouvellement.....                                          | 63        |
| 5.4. Les engagements à incidence financière .....                                           | 64        |
| <b>6. ANNEXES .....</b>                                                                     | <b>67</b> |
| 6.1. La facture 120 m <sup>3</sup> .....                                                    | 68        |
| 6.2. Les données consommateurs par commune .....                                            | 69        |
| 6.3. La qualité de l'eau .....                                                              | 70        |
| 6.4. Le bilan énergétique du patrimoine.....                                                | 94        |
| 6.5. Annexes financières .....                                                              | 95        |
| 6.6. Reconnaissance et certification de service .....                                       | 105       |
| 6.7. Actualité réglementaire 2019 .....                                                     | 108       |
| 6.8. Glossaire .....                                                                        | 112       |
| 6.9. Attestations d'assurances .....                                                        | 118       |



# 1. L'ESSENTIEL DE L'ANNEE



## 1.1. Un dispositif à votre service

### TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER

**Contactez-nous  
comme vous le souhaitez**

pour l'ensemble de vos démarches : consultation et paiement de votre facture, relevé d'index, déménagement, changement de coordonnées...

-  • **Appli "Veolia et moi"**  
Android ou Apple 24h/24 et 7J/7
-  • **[www.eau.veolia.fr](http://www.eau.veolia.fr)**  
24h/24 et 7J/7
-  • **0969 323 458\***  
du lundi au vendredi de 8H à 19H / samedi de 9H à 12H\*\*  
\*Appel non surtaxé - \*\*24/7 pour les urgences techniques
-  • **Veolia Eau** - TSA 50119 - 37911 Tours Cedex 9

 **Le +**  
 Des services de retranscription pour les personnes  
en situation de handicap visuel ou auditif





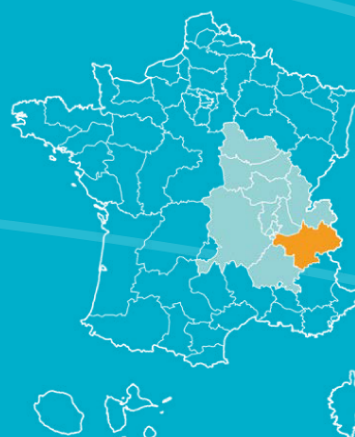
# Territoire Isère Savoie



OS  NS 20/20 !

## VALEURS

- SOLIDARITÉ
- RESPONSABILITÉ
- INNOVATION
- SENS DU CLIENT
- RESPECT



## CHIFFRES CLÉS



**181**  
**contrats**  
collectivités  
et industriels



**52 500**  
**abonnés**  
desservis  
en eau potable



**140**  
**agents**  
à votre service



**114**  
**installations**  
de production  
d'eau potable



**49**  
**usines**  
de dépollution



## NOTRE ÉQUIPE AU SERVICE DU TERRITOIRE

### MANAGERS DE SERVICE LOCAL



**GHESLINE PRAS**  
Directeur de Territoire  
ghesline.pras@veolia.com  
06 19 46 62 24

864 Chemin des Fontaines  
CS 4003 38190 Bernin



**GUILLAUME TRAUCHESSEC**  
Grand Lac - Usines 38  
guillaume.trauchessec@veolia.com  
06 11 11 22 90



**DOMINIQUE TURETTA**  
Travaux  
dominique.turetta@veolia.com  
06 23 68 50 92



**JULIEN RENAUD**  
Énergie Savoie  
julien.renaud@veolia.com  
06 13 37 84 95



**VINCENT HERVE**  
Tarantaise / Arly  
vincent.herve@veolia.com  
06 12 04 40 44



**BERTRAND RICHEL**  
Directeur  
des Opérations  
bertrand.richel@veolia.com  
06 21 22 02 20



**DIDIER KATGELY**  
Énergie Vercors  
didier.katgely@veolia.com  
06 14 68 60 90



**LAURENT QUEY**  
Énergie Les Arcs  
laurent.quey@veolia.com  
06 16 17 06 78



**MATTHIEU BOUQUET**  
Directeur  
du Développement  
matthieu.bouquet@veolia.com  
06 19 41 39 77



**AUORE GRAND-CLÉMENT**  
Tarentaise Usines  
aurore.grand-clement@veolia.com  
07 76 19 94 46



**BRUNO ROUSSEAU**  
Grésivaudan/Vercors/  
Combe de Savoie  
bruno.rousseau@veolia.com  
06 14 18 73 70



**PIERRE PHILIPPE CAGNIN**  
Responsable  
Consommateurs  
pierre-philippe.cagnin@veolia.com  
06 13 13 98 41

#### Contact consommateurs

09 69 32 34 58  
eau.veolia.fr

#### Territoire Isère - Savoie

864 Chemin des Fontaines  
38 190 Bernin  
04 76 61 39 02  
04 76 61 39 48

#### Siège de la Région Centre-Est

2-4 avenue des Canuts  
69120 VAULX-EN-VELIN  
04 26 20 61 00

[www.veolia.fr](http://www.veolia.fr)  
[www.veolia.com](http://www.veolia.com)  
[www.fondation.veolia.com](http://www.fondation.veolia.com)

## 1.2. Présentation du contrat

### Données clés

|                                       |                                          |
|---------------------------------------|------------------------------------------|
| 💧 Déléataire                          | VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux |
| 💧 Périmètre du service                | AUTRANS-MEAUDRE EN VERCORS               |
| 💧 Numéro du contrat                   | BZ570                                    |
| 💧 Nature du contrat                   | Affermage                                |
| 💧 Date de début du contrat            | 01/01/2011                               |
| 💧 Date de fin du contrat              | 31/12/2022                               |
| 💧 Les engagements vis-à-vis des tiers |                                          |

En tant que délégataire du service, VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux assume des engagements d'échanges d'eau avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

| Type d'engagement | Tiers engagé          | Objet                        |
|-------------------|-----------------------|------------------------------|
| achat             | SIVOM AUTRANS MEAUDRE | Achat Synd d'Autrans Meaudre |

#### 💧 Liste des avenants

| Avenant N° | Date d'effet | Commentaire                                                                                                              |
|------------|--------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 4          | 16/03/2007   | Intégration de nouveaux ouvrages Création d'un tarif "eau industrielle" utilisée pour la production de neige de culture. |



## 1.3. Les chiffres clés

Commune d'Autrans-Méaudre en Vercors - Autrans

### Chiffres clés



**1 734**

Nombre d'habitants desservis



**1 118**

Nombre d'abonnés  
(clients)



**4**

Nombre d'installations de  
production



**7**

Nombre de réservoirs



**75**

Longueur de réseau  
(km)



**42**

Longueur de canalisation de  
distribution (hors branchement)  
(km)



**64,6**

Rendement de réseau (%)



**224**

Consommation moyenne (l/hab/j)



**100,0**

Taux de conformité  
microbiologique (%)

## 1.4. L'essentiel de l'année 2019

### Qualité de l'eau

---

Les analyses réalisées par l'ARS révèlent une excellente qualité de l'eau distribuée : 100 % de conformité bactériologique et 100 % pour les paramètres physico-chimiques.

Rappel : Suite courrier ARS de 2016, Veolia a réalisé des travaux en 2017 pour shunter la ressource Bellecombe en cas de turbidité ponctuelle. Ces travaux financés par la collectivité ont permis de réduire les non conformités physico chimiques.

### Nombre d'abonnés et volumes consommés

---

Le nombre de clients est stable : 1118 abonnés.

Les volumes vendus sont stables et s'affichent 146411m3.

### Performance du réseau de distribution d'eau

---

Le rendement de réseau, cette année est de 64,5%, un peu en dessous de l'objectif Grenelle 2 fixé à 67,15%. Après l'inspection de 1500 ml de réseaux, 5 fuites sur branchements et 2 fuites sur conduites ont été réparées.

A noter qu'une fuite après compteur sur un branchement repris lors des travaux de renouvellement de canalisation sur La Galochère a été trouvée fin mars 2020. Près de 11 000 m3 de volumes perdus après compteurs. Il est possible que la moitié de ces volumes impacte le rendement 2019 car le relevé des compteurs se fait en Juillet.

**A savoir aussi que l'alimentation de la piscine par le poteau incendie impacte d'autant le rendement. Nous estimons à minima à 5% l'impact sur le rendement. Le phénomène est identique pour la borne de puisage de la poste.**

L'indice de perte en réseau est de 5.95 m<sup>3</sup>/km.j. L'engagement contractuel 6 m<sup>3</sup>/km.j est respecté.

La totalité des branchements plomb connus a été renouvelé.

La situation fragile du service nécessite l'établissement d'un plan d'actions borné dans le temps, doté d'objectifs chiffrés et permettant de maintenir les valeurs cibles du rendement. Veolia est à votre disposition pour vous assister dans cette démarche. Veolia propose la réalisation d'un schéma directeur eau potable et les améliorations ci après :

Comptabiliser le branchement alimentant, la piscine et la borne de puisage du centre ville (pas de compteurs en place).

Renouvellement de conduites : Veolia Eau préconise le renouvellement de deux canalisations à l'Achard et au Village ainsi que la rénovation du génie civil intérieur des réservoirs de Bellecombe. Il conviendrait aussi de reprendre la conduite entre la bache et l'installation de pompage du tremplin, ainsi que la conduite Route de Gève.

Suivi des débits de nuit une fois ces travaux réalisés.

Ressource Bellecombe : réaliser un diagnostic de la ressource et effectuer une étude sur le traitement de cette dernière car régulièrement des non conformités turbidité et COT surviennent.

## Principaux travaux

---

- ◆ La commune a renouvelé les canalisations d'eau potable de la Galochère et de la rue des Ecoles, ainsi qu'une partie de celle d'Andrevière,
- ◆ Renouvellement de l'UV du refuge de Gève,
- ◆ Mise en place d'une nouvelle prise d'eau sur le réseau du TQS pour alimenter le nouveau canon à neige d'Andrevière.

Les équipements suivants ont été renouvelés par Veolia :

- ◆ 1 branchement

## Principales opérations de maintenance

---

Les réservoirs et captages ont été nettoyés et lavés en juin.

## Ressources en eau

---

Finaliser la DUP des captages.

## Propositions d'améliorations

---

- ◆ Têlêgêrer les compteurs de secours du Cimetière et de la Gendarmerie (secours par le rêsseau du TQS),
- ◆ Mise en place d'un compteur de sectorisation sur la canalisation alimentant le Village Olympique et le Bourg de Dessous,
- ◆ Têlêgêrer le compteur de distribution du rêservoir du Bourg de Dessus,
- ◆ Veolia doit contractuellement le renouvellement de 400 ml du rêsseau d'eaux usêes entre le Châteâu et le Hameau de la Scie. Cette opêration a êtê effectuêe sauf une centaine de mêtres de rêsseau d'assainissement à proximitê du pompage du Puits (ressource principale de la commune), passant dans une parcelle privêe dont le propriêtaire a refusê l'accès et donc la rêalisation des travaux. La mairie doit se rapprocher de cette personne pour que ces travaux puissent se terminer. Nous rappelons que nous sommes à proximitê du pêrimêtre immêdiat de la ressource et qu'en cas de dêfaillance du rêsseau, elle peut être polluêe (crise dêj à vêcue par le passê).
- ◆ Veolia Eau prêconise le renouvellement de deux canalisations à l'Achard et au Village ainsi que la rênovation du gênie civil intêrieur des rêservoirs de Bellecombe.
- ◆ Afin d'abaissêr les taux de chlore au dêpart des productions et garantir un rêsiduel suffisant en tout point des rêsseaux Veolia prêconise la crêation de 2 points de javellisation : un à la station de l'IMP et un autre au rêservoir de l'IMP sur l'arrivêe du Trou qui Souffle.

- Il serait également nécessaire d'équiper d'un compteur la prise d'eau du poteau incendie à proximité de la piscine qui sert au remplissage et l'appoint d'eau des bassins. Ces volumes sont non comptabilisés et n'apparaissent pas dans les volumes de service, ce qui pénalise de façon non négligeable le rendement de réseau. Nous les avons estimés de part le passé mais compte tenu de l'impact important sur le rendement, nous ne pouvons continuer de les estimer. Il est important que le remplissage se fasse par un branchement comptabilisé. Nous estimions à près de 10 000 m3 ces volumes lorsque la piscine fonctionnait tout l'été.

## Evolutions réglementaires

---

En décembre 2019, les instances européennes (Conseil, Commission et Parlement) ont annoncé avoir abouti à un accord provisoire concernant la révision de la Directive Européenne sur l'Eau Potable de 1998. Cet accord en vue d'une nouvelle Directive est soumis à l'approbation du Parlement et du Conseil avant publication officielle, puis, transcription en droit français sous un délai de 2 ans. Aussi, les grandes lignes de cette nouvelle Directive se précisent progressivement. Nos équipes se tiennent à votre disposition pour vous les présenter plus complètement et évaluer leurs conséquences pour votre service.

## 1.5. Les indicateurs réglementaires 2019

| INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES |                                                                                            | PRODUCTEUR                      | VALEUR 2018                    | VALEUR 2019                  |
|--------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| [D101.0]                             | Nombre d'habitants desservis total (estimation)                                            | Collectivité (2)                | 1 739                          | 1 734                        |
| [D102.0]                             | Prix du service de l'eau au m <sup>3</sup> TTC                                             | Délégataire                     | 2,81 €/m <sup>3</sup>          | 2,84 €/m <sup>3</sup>        |
| [D151.0]                             | Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service | Délégataire                     | 1 j                            | 1 j                          |
| INDICATEURS DE PERFORMANCE           |                                                                                            | PRODUCTEUR                      | VALEUR 2018                    | VALEUR 2019                  |
| [P101.1]                             | Taux de conformité des prélèvements microbiologiques                                       | ARS (1)                         | 100,0 %                        | 100,0 %                      |
| [P102.1]                             | Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques                                      | ARS (1)                         | 100,0 %                        | 100,0 %                      |
| [P103.2]                             | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable                | Collectivité et Délégataire (2) | 102                            | 102                          |
| [P104.3]                             | Rendement du réseau de distribution                                                        | Délégataire                     | 67,1 %                         | 64,6 %                       |
| [P105.3]                             | Indice linéaire des volumes non comptés                                                    | Délégataire                     | 5,79 m <sup>3</sup> /jour/km   | 6,62 m <sup>3</sup> /jour/km |
| [P106.3]                             | Indice linéaire de pertes en réseau                                                        | Délégataire                     | 5,15 m <sup>3</sup> /jour/km   | 5,95 m <sup>3</sup> /jour/km |
| [P107.2]                             | Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable                                     | Collectivité (2)                |                                |                              |
| [P108.3]                             | Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau                                | Collectivité (1)                | 40 %                           | 40 %                         |
| [P109.0]                             | Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité                        | Collectivité (2)                | 0                              | 0                            |
| [P109.0]                             | Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité                | Collectivité (2)                | 0                              | 0                            |
| [P151.1]                             | Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées                             | Délégataire                     | 1,79 u/1000 abonnés            | 0,00 u/1000 abonnés          |
| [P152.1]                             | Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés    | Délégataire                     | 100,00 %                       | 100,00 %                     |
| [P153.2]                             | Durée d'extinction de la dette de la collectivité                                          | Collectivité                    | A la charge de la collectivité |                              |
| [P154.0]                             | Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente                                | Délégataire                     | 0,63 %                         | 0,19 %                       |
| [P155.1]                             | Taux de réclamations                                                                       | Délégataire                     | 0,00 u/1000 abonnés            | 2,68 u/1000 abonnés          |

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSP

## 1.6. Autres chiffres clés de l'année 2019

| L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION |                                                              | PRODUCTEUR       | VALEUR 2018                | VALEUR 2019                |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|------------------|----------------------------|----------------------------|
| VP.062                                              | Volume prélevé                                               | Délégataire      | 174 258 m <sup>3</sup>     | 190 333 m <sup>3</sup>     |
| VP.059                                              | Volume produit                                               | Délégataire      | 174 258 m <sup>3</sup>     | 190 333 m <sup>3</sup>     |
| VP.060                                              | Volume acheté à d'autres services d'eau potable              | Délégataire      | 65 948 m <sup>3</sup>      | 66 878 m <sup>3</sup>      |
|                                                     | Volume mis en distribution (m <sup>3</sup> )                 | Délégataire      | 240 206 m <sup>3</sup>     | 257 211 m <sup>3</sup>     |
| VP.220                                              | Volume de service du réseau                                  | Délégataire      | 7 800 m <sup>3</sup>       | 7 940 m <sup>3</sup>       |
|                                                     | Volume consommé autorisé année entière                       | Délégataire      | 161 219 m <sup>3</sup>     | 166 023 m <sup>3</sup>     |
|                                                     | Nombre de fuites réparées                                    | Délégataire      | 20                         | 7                          |
| LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE                      |                                                              | PRODUCTEUR       | VALEUR 2018                | VALEUR 2019                |
|                                                     | Nombre d'installations de production                         | Délégataire      | 4                          | 4                          |
|                                                     | Capacité totale de production                                | Délégataire      | 3 000 m <sup>3</sup> /j    | 3 000 m <sup>3</sup> /j    |
|                                                     | Nombre de réservoirs ou châteaux d'eau                       | Délégataire      | 7                          | 7                          |
|                                                     | Capacité totale des réservoirs ou châteaux d'eau             | Délégataire      | 1 950 m <sup>3</sup>       | 1 950 m <sup>3</sup>       |
|                                                     | Longueur de réseau                                           | Délégataire      | 75 km                      | 75 km                      |
| VP.077                                              | Longueur de canalisation de distribution (hors branchements) | Collectivité (2) | 42 km                      | 42 km                      |
| VP.140                                              | Longueur de canalisation renouvelée par le délégataire       | Délégataire      | ml                         | ml                         |
|                                                     | Nombre de branchements                                       | Délégataire      | 841                        | 850                        |
|                                                     | Nombre de branchements en plomb                              | Délégataire      | 0                          | 0                          |
|                                                     | Nombre de branchements en plomb supprimés                    | Délégataire      | 0                          | 0                          |
|                                                     | Nombre de branchements neufs                                 | Délégataire      | 6                          | 9                          |
|                                                     | Nombre de compteurs                                          | Délégataire      | 1 193                      | 1 187                      |
|                                                     | Nombre de compteurs remplacés                                | Délégataire      | 18                         | 47                         |
| LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION D'EAU        |                                                              | PRODUCTEUR       | VALEUR 2018                | VALEUR 2019                |
|                                                     | Nombre de communes                                           | Délégataire      | 2                          | 2                          |
| VP.056                                              | Nombre total d'abonnés (clients)                             | Délégataire      | 1 119                      | 1 118                      |
|                                                     | - Abonnés domestiques                                        | Délégataire      | 1 119                      | 1 118                      |
|                                                     | - Abonnés non domestiques                                    | Délégataire      |                            |                            |
|                                                     | - Abonnés autres services d'eau potable                      | Délégataire      |                            |                            |
|                                                     | Volume vendu                                                 | Délégataire      | 147 471 m <sup>3</sup>     | 146 411 m <sup>3</sup>     |
|                                                     | - Volume vendu aux abonnés domestiques                       | Délégataire      | 147 471 m <sup>3</sup>     | 146 411 m <sup>3</sup>     |
|                                                     | - Volume vendu aux abonnés non domestiques                   | Délégataire      | m <sup>3</sup>             | m <sup>3</sup>             |
| VP.061                                              | - Volume vendu à d'autres services d'eau potable             | Délégataire      | m <sup>3</sup>             | m <sup>3</sup>             |
|                                                     | Consommation moyenne                                         | Délégataire      | 225 l/hab/j                | 224 l/hab/j                |
|                                                     | Consommation individuelle unitaire                           | Délégataire      | 112 m <sup>3</sup> /abo/an | 111 m <sup>3</sup> /abo/an |

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

| LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES A L'EAU                | PRODUCTEUR  | VALEUR 2018                                    | VALEUR 2019                                    |
|---------------------------------------------------------------------|-------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------|
| Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs                | Délégataire | Mesure statistique sur le périmètre du service | Mesure statistique sur le périmètre du service |
| Taux de satisfaction globale par rapport au Service                 | Délégataire | 84 %                                           | 87 %                                           |
| Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux | Délégataire | Non                                            | Non                                            |
| Existence d'une Convention Fonds Solidarité Logement « Eau »        | Délégataire | Oui                                            | Oui                                            |
| LES CERTIFICATS                                                     | PRODUCTEUR  | VALEUR 2018                                    | VALEUR 2019                                    |
| Certifications ISO 9001, 14001, 50001                               | Délégataire | En vigueur                                     | En vigueur                                     |
| Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité               | Délégataire | Oui                                            | Oui                                            |

## 1.7. Le prix du service public de l'eau

### LA FACTURE 120 m<sup>3</sup>

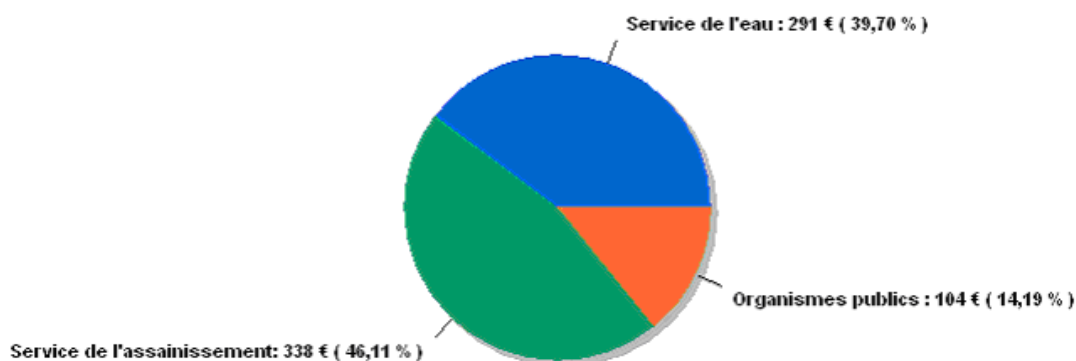
En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m<sup>3</sup> représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de AUTRANS-MEAUDRE EN VERCORS, l'évolution du prix du service de l'eau (redevances comprises, mais hors assainissement) par m<sup>3</sup> [D102.0] pour 120 m<sup>3</sup>, au tarif en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier, est la suivante :

| AUTRANS-MEAUDRE EN VERCORS<br>Prix du service de l'eau potable | Volume     | Prix<br>Au<br>01/01/2020 | Montant<br>Au<br>01/01/2019 | Montant<br>Au<br>01/01/2020 | N/N-1        |
|----------------------------------------------------------------|------------|--------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------|
| <b>Part délégataire</b>                                        |            |                          | <b>221,78</b>               | <b>224,92</b>               | <b>1,42%</b> |
| Abonnement                                                     |            |                          | 70,05                       | 71,23                       | 1,68%        |
| Consommation                                                   | 120        | 1,2808                   | 151,73                      | 153,69                      | 1,29%        |
| <b>Part communale</b>                                          |            |                          | <b>56,00</b>                | <b>56,00</b>                | <b>0,00%</b> |
| Abonnement                                                     |            |                          | 20,00                       | 20,00                       | 0,00%        |
| Consommation                                                   | 120        | 0,3000                   | 36,00                       | 36,00                       | 0,00%        |
| <b>Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)</b>    | <b>120</b> | <b>0,0834</b>            | <b>9,24</b>                 | <b>10,01</b>                | <b>8,33%</b> |
| <b>Organismes publics</b>                                      |            |                          | <b>32,40</b>                | <b>32,40</b>                | <b>0,00%</b> |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau)                    | 120        | 0,2700                   | 32,40                       | 32,40                       | 0,00%        |
| <b>Total € HT</b>                                              |            |                          | <b>319,42</b>               | <b>323,33</b>               | <b>1,22%</b> |
| TVA                                                            |            |                          | 17,57                       | 17,78                       | 1,20%        |
| <b>Total TTC</b>                                               |            |                          | <b>336,99</b>               | <b>341,11</b>               | <b>1,22%</b> |
| <b>Prix TTC du service au m3 pour 120 m3</b>                   |            |                          | <b>2,81</b>                 | <b>2,84</b>                 | <b>1,07%</b> |

Le graphique ci-dessous présente la répartition du prix pour 120 m<sup>3</sup> pour la commune de AUTRANS-MEAUDRE EN VERCORS :

### Facture 120m<sup>3</sup> / Répartition du prix du service de l'Eau

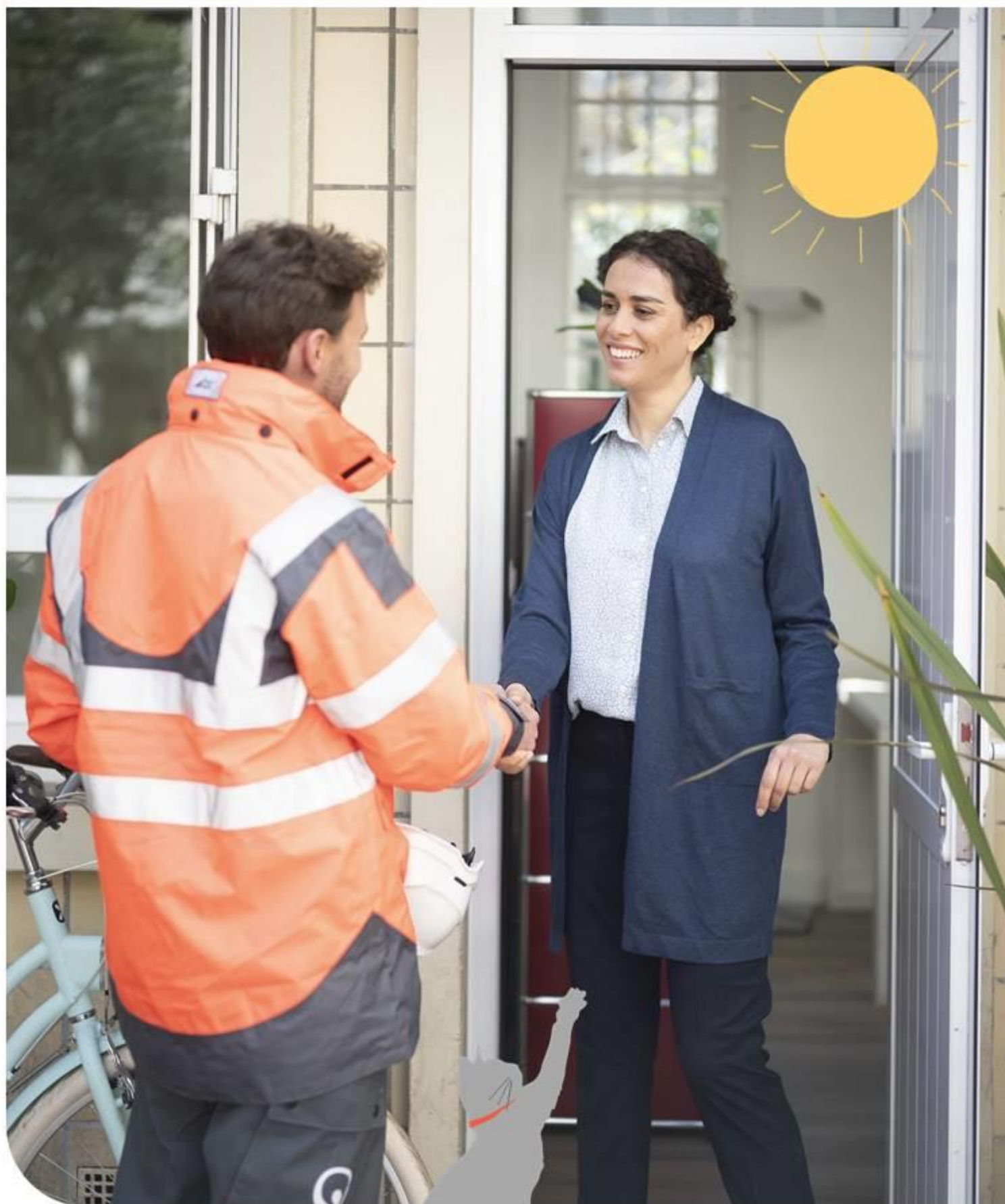


Les factures type sont présentées en annexe.





## 2. LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION





## 2.1. Les consommateurs abonnés du service

### → *Le nombre d'abonnés*

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens de l'arrêté du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

|                                         | 2015         | 2016         | 2017         | 2018         | 2019         | N/N-1        |
|-----------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>Nombre total d'abonnés (clients)</b> | <b>1 092</b> | <b>1 099</b> | <b>1 103</b> | <b>1 119</b> | <b>1 118</b> | <b>-0,1%</b> |
| domestiques ou assimilés                | 1 092        | 1 099        | 1 103        | 1 119        | 1 118        | -0,1%        |

### → *Les principaux indicateurs de la relation consommateurs*

|                                                        | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   | 2019   | N/N-1  |
|--------------------------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Nombre d'interventions avec déplacement chez le client | 236    | 100    | 197    | 207    | 272    | 31,4%  |
| Nombre annuel de demandes d'abonnement                 | 60     | 66     | 66     | 78     | 49     | -37,2% |
| Taux de clients mensualisés                            | 21,2 % | 22,1 % | 23,4 % | 24,2 % | 25,7 % | 6,2%   |
| Taux de mutation                                       | 5,7 %  | 6,2 %  | 6,2 %  | 7,2 %  | 4,5 %  | -37,5% |

Les données consommateurs par commune sont disponibles en annexe.

## 2.2. La satisfaction des consommateurs

Veolia place les consommateurs de services d'eau et d'assainissement au cœur de son action.

Veolia s'engage à prendre autant soin d'eux que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : être attentionné, cela commence toujours par être à l'écoute de ce que l'on a à nous dire, de ce que l'on pense de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- 💧 la qualité de l'eau
- 💧 la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité...
- 💧 la qualité de l'information adressée aux abonnés

Les résultats représentatifs de la région dont dépend votre service en décembre 2019 sont :

|                                                 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | N/N-1 |
|-------------------------------------------------|------|------|------|------|------|-------|
| Satisfaction globale                            | 85   | 88   | 85   | 84   | 87   | +3    |
| La continuité de service                        | 94   | 96   | 94   | 93   | 95   | +2    |
| La qualité de l'eau distribuée                  | 77   | 81   | 77   | 81   | 80   | -1    |
| Le niveau de prix facturé                       | 56   | 52   | 57   | 53   | 61   | +8    |
| La qualité du service client offert aux abonnés | 87   | 82   | 82   | 77   | 81   | +4    |
| Le traitement des nouveaux abonnements          | 91   | 90   | 91   | 81   | 90   | +9    |
| L'information délivrée aux abonnés              | 80   | 79   | 73   | 68   | 70   | +2    |

### Composition de votre eau !



*Le calcaire, les nitrates, le chlore sont également une cause potentielle d'insatisfaction. Sur le site internet ou sur simple appel chaque consommateur, qu'il soit abonné au service ou habite en logement collectif sans abonnement direct peut demander la composition de son eau.*



### → *Les 5 promesses aux consommateurs de Veolia*

Par ces 5 promesses, Veolia concrétise sa volonté de placer les consommateurs du territoire au cœur de son action. Elles témoignent de la mobilisation quotidienne des femmes et des hommes de Veolia à leur service, tout au long de leur parcours avec le service.

**#1 Qualité** : « Nous nous mobilisons à 100% pour la qualité de votre eau ».

**#2 Intervention** : « Nous réagissons et vous aidons à faire face aux incidents »

**#3 Budget** : « Nous vous accompagnons dans la gestion de votre facture d'eau »

**#4 Services** : « Nous sommes à votre écoute quand et comme vous le souhaitez »

**#5 Conseil** : « Nous vous aidons à maîtriser votre consommation »

## 2.3. Données économiques

### → Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P154.0]

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2019 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

|                                                            | 2015          | 2016          | 2017          | 2018          | 2019          |
|------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Taux d'impayés</b>                                      | <b>1,05 %</b> | <b>0,06 %</b> | <b>0,59 %</b> | <b>0,63 %</b> | <b>0,19 %</b> |
| Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1) | 8 897         | 512           | 2 497         | 2 520         | 754           |
| Montant facturé N - 1 en € TTC                             | 846 066       | 898 408       | 424 613       | 397 730       | 403 547       |

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités...).

### → Les interruptions non-programmées du service public de l'eau

La continuité du service public est un élément majeur de satisfaction des consommateurs.

Le taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [P151.1] est calculé à partir du nombre de coupures d'eau qui n'ont pas fait l'objet d'une information au moins 24h avant. En 2019, ce taux pour votre service est de 0,00/ 1000 abonnés.

|                                                                                            | 2015        | 2016        | 2017        | 2018        | 2019        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (pour 1 000 abonnés)</b> | <b>0,92</b> | <b>2,73</b> | <b>1,81</b> | <b>1,79</b> | <b>0,00</b> |
| Nombre d'interruptions de service                                                          | 1           | 3           | 2           | 2           | 0           |
| Nombre d'abonnés (clients)                                                                 | 1 092       | 1 099       | 1 103       | 1 119       | 1 118       |

### → Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P109.0]

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- ◆ Urgence financière : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau
- ◆ Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées pour faciliter l'accès à l'eau
- ◆ Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré au Fonds de Solidarité Logement départemental

En 2019, le montant des abandons de créance s'élevait à 0 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

|                                                                                                    | 2015    | 2016    | 2017    | 2018    | 2019    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social reçues par le délégataire               | 0       | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité par le délégataire (€) | 0,00    | 0,00    | 0,00    | 0,00    | 0,00    |
| Volume vendu selon le décret (m3)                                                                  | 165 378 | 153 960 | 149 784 | 147 471 | 146 411 |

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 109.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par le volume vendu.

### → *Les échéanciers de paiement*

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

|                                                               | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année | 8    | 6    | 3    | 2    | 2    |
| Nombre de dossiers de dégrèvements acceptés                   | 7    | 2    | 4    | 4    | 4    |





### 3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE



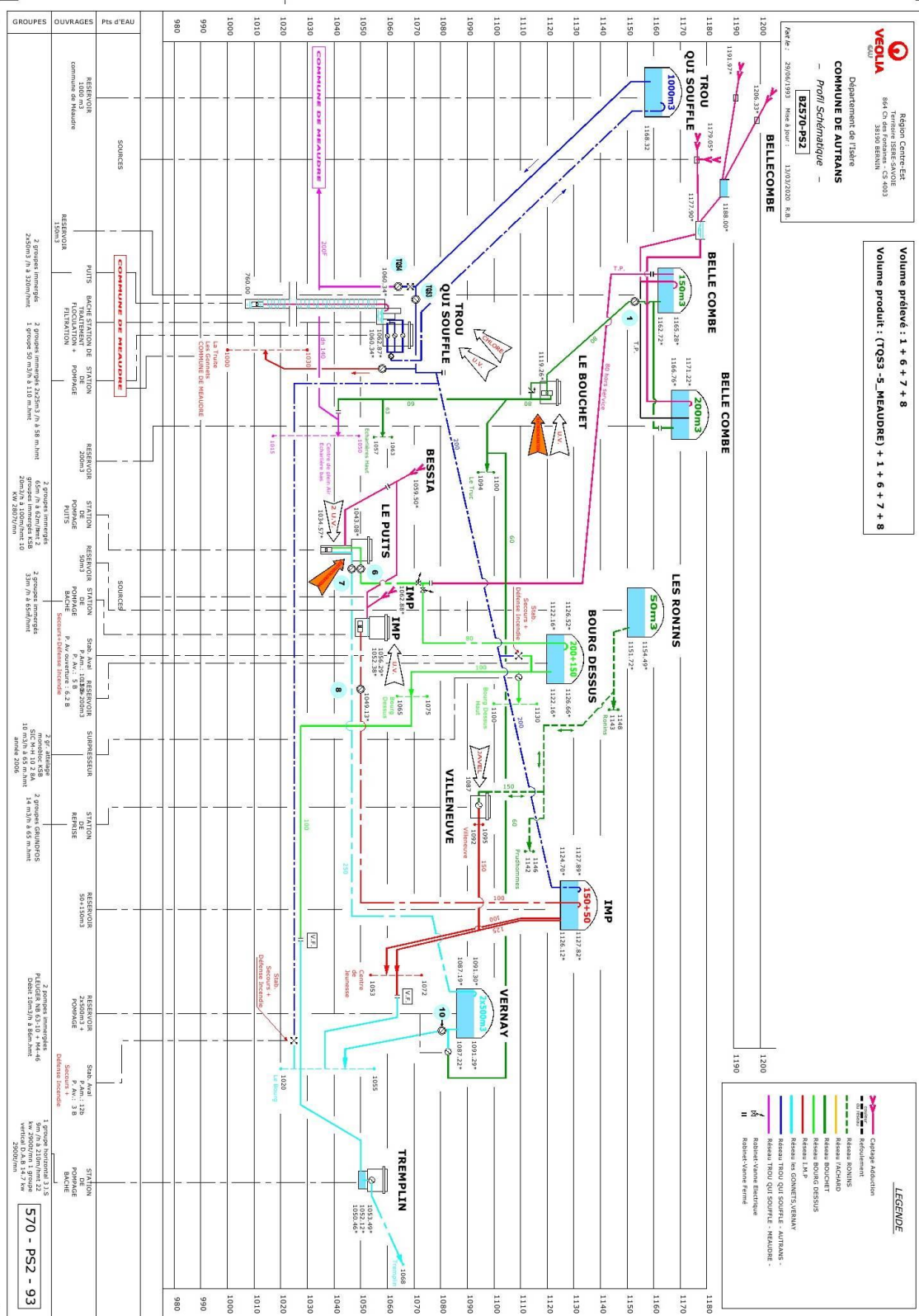
## 3.1. L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des installations de prélèvement et de production associées au contrat.

Les ouvrages gérés sur le service sont les suivants :

- 💧 les captages de :
  - Bellecombe (réservoir Le Bouchet)
  - Bessia, IMP (réservoir IMP)
  
- 💧 les équipements de traitement de :
  - Puits (ultraviolets)
  - Bouchet (ultraviolets + électrochloration)
  - IMP (ultraviolets)
  - Villeneuve (électrochloration)
  
- 💧 6 réservoirs d'une capacité totale de 1 950 m<sup>3</sup>
  
- 💧 3 stations de pompage et de surpression : Tremplin, IMP, le Puits et le Bourg
  
- 💧 1 station de reprise : Villeneuve

Un complément d'eau est assuré à partir des 2 forages du "Trou qui souffle" du Syndicat Intercommunal Autrans-Méaudre (SIAM) équipé d'une installation de traitement complet (filtration, désinfection ultraviolets et chlore) et alimentant le réservoir IMP.



## 3.2. L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- des réseaux de distribution,
- des équipements du réseau,
- des branchements en domaine public,
- des outils de comptage

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

### → Les réseaux, équipements, branchements et outils de comptage

|                                | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   | 2019   | N/N-1 |
|--------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|
| <b>Canalisations</b>           |        |        |        |        |        |       |
| Longueur totale du réseau (km) | 75,1   | 75,2   | 75,2   | 75,2   | 75,2   | 0,0%  |
| Longueur d'adduction (ml)      | 7 739  | 7 739  | 7 739  | 7 739  | 7 739  | 0,0%  |
| Longueur de distribution (ml)  | 67 373 | 67 418 | 67 504 | 67 504 | 67 504 | 0,0%  |
| <i>dont canalisations</i>      | 41 998 | 41 998 | 41 998 | 41 998 | 41 998 | 0,0%  |
| <i>dont branchements</i>       | 25 375 | 25 420 | 25 506 | 25 506 | 25 506 | 0,0%  |
| <b>Equipements</b>             |        |        |        |        |        |       |
| Nombre d'appareils publics     | 95     | 95     | 95     | 95     | 95     | 0,0%  |
| <i>dont poteaux d'incendie</i> | 53     | 53     | 53     | 53     | 53     | 0,0%  |
| <i>dont bornes fontaine</i>    | 3      | 3      | 3      | 3      | 3      | 0,0%  |
| <i>dont bouches d'arrosage</i> | 6      | 6      | 6      | 6      | 6      | 0,0%  |
| <b>Branchements</b>            |        |        |        |        |        |       |
| Nombre de branchements         | 824    | 830    | 835    | 841    | 850    | 1,1%  |

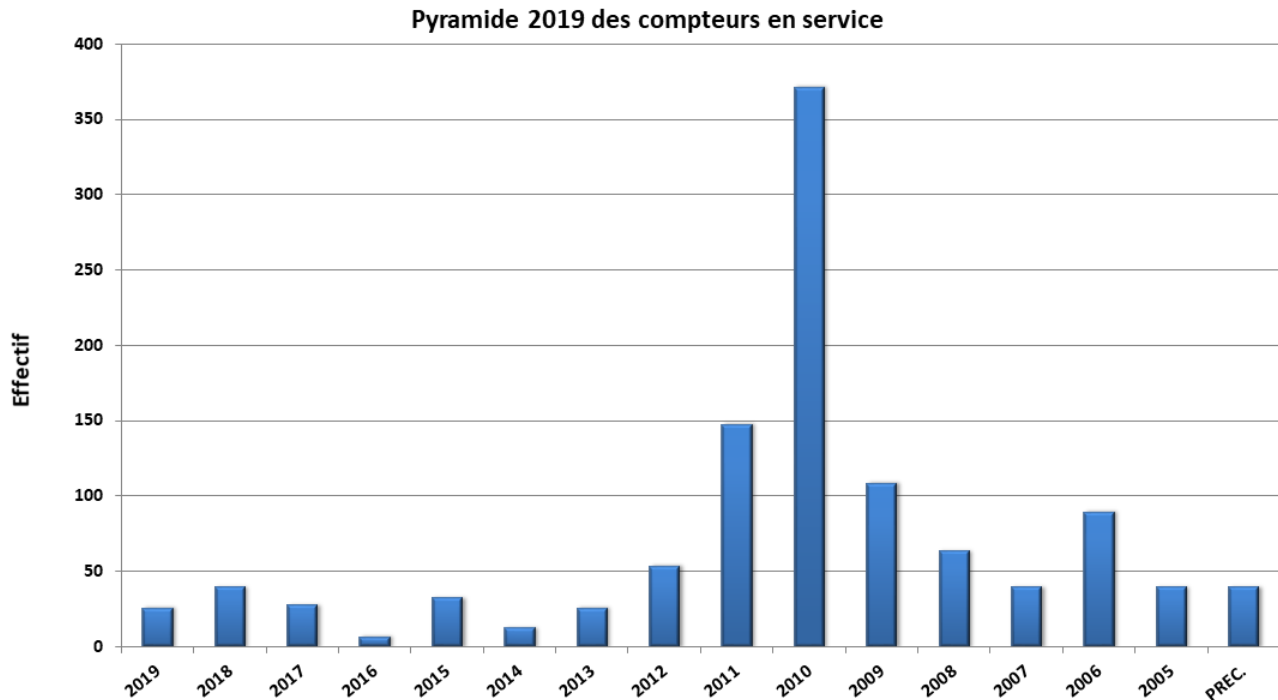
|                                                      | 2015  | 2016  | 2017  | 2018  | 2019  | N/N-1 | Qualification   |
|------------------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-----------------|
| <b>Compteurs</b>                                     |       |       |       |       |       |       |                 |
| Nombre de compteurs                                  | 1 152 | 1 172 | 1 173 | 1 193 | 1 187 | -0,5% | Bien de reprise |
| <i>dont sur abonnements en service</i>               | 1 103 | 1 113 | 1 111 | 1 139 | 1 126 | -1,1% |                 |
| <i>dont sur abonnements résiliés sans successeur</i> | 49    | 59    | 62    | 54    | 61    | 13,0% |                 |

|                                     | Canalisation d'adduction (ml) | Canalisation distribution (ml) | Total (ml)    |
|-------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|---------------|
| <b>Longueur totale tous DN (ml)</b> | <b>7 739</b>                  | <b>41 998</b>                  | <b>49 737</b> |
| DN 30 (mm)                          |                               | 75                             | 75            |
| DN 40 (mm)                          |                               | 1 066                          | 1 066         |
| DN 50 (mm)                          |                               | 1 005                          | 1 005         |
| DN 60 (mm)                          |                               | 6 532                          | 6 532         |
| DN 75 (mm)                          |                               | 40                             | 40            |
| DN 80 (mm)                          | 3 194                         | 5 591                          | 8 785         |
| DN 100 (mm)                         | 2 228                         | 10 642                         | 12 870        |
| DN 110 (mm)                         |                               | 618                            | 618           |
| DN 125 (mm)                         | 221                           | 4 194                          | 4 415         |
| DN 150 (mm)                         | 2 096                         | 3 861                          | 5 957         |
| DN 200 (mm)                         |                               | 4 146                          | 4 146         |
| DN 250 (mm)                         |                               | 975                            | 975           |
| DN indéterminé (mm)                 |                               | 3 293                          | 3 293         |

## → Les compteurs

| Compteurs (*)                               | Nombre | Qualification   |
|---------------------------------------------|--------|-----------------|
| Nombre de compteurs propriété de la société | 1 187  | Bien de reprise |

(\*) compteurs installés sur branchements d'abonnés, à l'exclusion des compteurs de sectorisation



## 3.3. Les indicateurs de suivi du patrimoine

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - Veolia met en œuvre une démarche de gestion durable et optimisée du patrimoine afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance des installations et, pour les réseaux, d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état.

### 3.3.1. L'INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX [P103.2]

L'obligation de réalisation d'un descriptif détaillé des ouvrages d'eau, tel que le définit l'article D.2224-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales répond à l'objectif de mettre en place une gestion patrimoniale des réseaux.

Il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion patrimoniale du réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points accessibles pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Depuis 2015, les services d'eau ne disposant pas du descriptif détaillé se sont vus appliquer un doublement de la redevance pour les prélèvements réalisés sur la ressource en eau.

Calculé sur un barème de 120 points (ou 100 points pour les services n'ayant pas la mission de distribution), la valeur de cet indice [P103.2] pour l'année 2019 est de :

| Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|--------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux      | 102  | 102  | 102  | 102  | 102  |

| Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau |                                                                                                                                                                                                                                          | Barème | Valeur ICGPR |
|--------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------------|
| Code VP                                                            | Partie A : Plan des réseaux (15 points)                                                                                                                                                                                                  |        |              |
| VP.236                                                             | Existence d'un plan des réseaux                                                                                                                                                                                                          | 10     | 10           |
| VP.237                                                             | Mise à jour annuelle du plan des réseaux                                                                                                                                                                                                 | 5      | 5            |
| Code VP                                                            | Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)                                                                                                     |        |              |
| VP.238                                                             | Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques                                         |        | Oui          |
| VP.239                                                             | Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.                                                                                                                             |        | 90 %         |
| VP.240                                                             | Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres |        | Oui          |
| Combinaison des variables VP238, VP239 et VP240                    | Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)                                                                                                                                                                   | 15     | 14           |
| VP.241                                                             | Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations                                                                                                                                                                              | 15     | 14           |
| Total Parties A et B                                               |                                                                                                                                                                                                                                          | 45     | 43           |
| Code VP                                                            | Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)                                                               |        |              |
| VP.242                                                             | Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes                                                                                                                                                                       | 10     | 10           |
| VP.243                                                             | Inventaire pompes et équipements électromécaniques                                                                                                                                                                                       | 10     | 10           |
| VP.244                                                             | Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux                                                                                                                                                                   | 10     | 9            |
| VP.245                                                             | Inventaire caractéristiques compteurs et références carnet métrologique                                                                                                                                                                  | 10     | 10           |
| VP.246                                                             | Inventaire secteurs de recherche de pertes eau                                                                                                                                                                                           | 10     | 10           |
| VP.247                                                             | Localisation des autres interventions                                                                                                                                                                                                    | 10     | 10           |
| VP.248                                                             | Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations                                                                                                                                                                  | 10     | 0            |
| VP.249                                                             | Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux                                                                                                                                                                                | 5      | 0            |
| Total:                                                             |                                                                                                                                                                                                                                          | 120    | 102          |

La valeur de l'indice atteint le seuil des 40 premiers points du barème. En conséquence, le service dispose au 31 décembre 2019 du descriptif détaillé tel qu'exigé par la réglementation. Toutefois, un plan d'action visant à compléter l'inventaire des canalisations pourra être utilement mis en œuvre pour consolider ce descriptif détaillé. Veolia se tient à la disposition de vos services pour établir ce plan d'action.

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses missions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.



## 3.4. Gestion du patrimoine

### 3.4.1. LES RENOUVELLEMENTS REALISES

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines, réservoirs...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : compteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

#### → Les compteurs

En ce qui concerne les compteurs d'eau froide en service, le renouvellement est réalisé de manière à répondre aux obligations contractuelles et assurer la conformité réglementaire du parc de compteurs.

En France, le « contrôle en service des compteurs d'eau froide potable » est réglementé par l'arrêté du 6 mars 2007. Parmi les méthodes proposées par cet arrêté, Veolia a choisi celle qui donne la meilleure connaissance du parc : la mise en place d'un système qualité pour utiliser ses propres moyens de contrôle. Les compteurs de diamètre nominal strictement inférieur à 40 mm sont inspectés selon une méthode statistique définie par cet arrêté tandis que les autres compteurs sont renouvelés selon la méthode de renouvellement suivant l'âge et la classe du compteur.

Un carnet métrologique comprenant les informations demandées par la décision du 30 décembre 2008 est tenu à jour pour chaque compteur éligible.

Veolia a été autorisé par décision ministérielle à utiliser la procédure de contrôle statistique par le détenteur pour les compteurs qu'elle détient ou gère au titre d'un contrat de délégation de service public. Le système qualité de Veolia est accrédité (accréditation n° 3-1316 (précédemment accréditation n° 2 – 5146 jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2016) portée disponible sur [WWW.COFRAC.fr](http://WWW.COFRAC.fr)) pour faire inspecter les compteurs par ses laboratoires.

Les lots de compteurs inspectés depuis 2010 sont conformes à la réglementation. Ces méthodes statistiques permettent de mettre en œuvre une stratégie de renouvellement préventif optimisée et contribuent à la maîtrise des technologies de comptage et au suivi du vieillissement des compteurs au cours du temps.

| Renouvellement des compteurs  | 2015  | 2016  | 2017  | 2018  | 2019  | N/N-1  |
|-------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|
| Nombre de compteurs           | 1 152 | 1 172 | 1 173 | 1 193 | 1 187 | -0,5%  |
| Nombre de compteurs remplacés | 19    | 14    | 21    | 18    | 47    | 161,1% |
| Taux de compteurs remplacés   | 1,7   | 1,2   | 1,8   | 1,5   | 4,0   | 166,7% |

### → Les branchements

| Renouvellement des branchements plomb                 | 2015  | 2016    | 2017 | 2018  | 2019  | N/N-1 |
|-------------------------------------------------------|-------|---------|------|-------|-------|-------|
| Nombre de branchements                                | 824   | 830     | 835  | 841   | 850   | 1,1%  |
| <i>dont branchements plomb au 31 décembre (*)</i>     | 4     | 0       | 0    | 0     | 0     | 0,0%  |
| <i>% de branchements plomb restant au 31 décembre</i> | 0%    | 0%      | -0%  | -0%   | -0%   | 0%    |
| Branchements plomb supprimés pendant l'année (**)     | 0     | 4       | 1    | 0     | 0     | 0%    |
| <i>% de branchements plomb supprimés</i>              | 0,00% | 100,00% |      | 0,00% | 0,00% | 0%    |

(\*) inventaire effectué au vu de la partie visible au droit du compteur

(\*\*) par le Déléataire et par la Collectivité

| Réseaux                      | Quantité renouvelée dans l'exercice | Mode de gestion |
|------------------------------|-------------------------------------|-----------------|
| Réseau (lot)                 |                                     |                 |
| BRANCHEMENTS EAU DIA: 25- 35 | 1                                   | Cté de service  |

## 3.4.2. LES TRAVAUX NEUFS REALISES

### → Les installations

Travaux réalisés par le délégataire :

| Equipements neufs |                                |                  |                   |                           |     |
|-------------------|--------------------------------|------------------|-------------------|---------------------------|-----|
| Date              | Commune                        | Adresse          | Equipement        | Type                      | DN  |
| 19/11/2019        | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | CHEMIN DU MANOIR | Eq. de Régulation | Stabilisateur de pression | 100 |

→ **Les réseaux, branchements et compteurs**

Les principales opérations réalisées par le délégataire figurent au tableau suivant :

| Branchements neufs |                                |                          |          |    |          |
|--------------------|--------------------------------|--------------------------|----------|----|----------|
| Date               | Commune                        | Adresse                  | Matériau | DN | Longueur |
| 25/03/2019         | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | MONTEE DE DURETTE        |          |    |          |
| 15/07/2019         | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | MONTEE DU LAVOIR         | PEHD     | 25 | 0,5      |
| 04/09/2019         | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | CHEMIN DES PLAGNEUX      |          |    |          |
| 17/10/2019         | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | ROUTE DE LA SURE (D218)  |          |    |          |
| 30/10/2019         | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | RUE DES ECOLES           |          | 25 | 5        |
| 06/11/2019         | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | D106                     |          |    |          |
| 08/11/2019         | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | CHEMIN DES PLAGNEUX      | PEHD     | 63 | 6        |
| 17/12/2019         | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | ROUTE DE MEAUDRE (D106C) | PEHD     |    |          |
| 14/10/2019         | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | ROUTE FORESTIERE DE GEVE |          |    |          |

## 4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE



## 4.1. La qualité de l'eau

La qualité de l'eau distribuée constitue l'enjeu prioritaire de performance des services. Elle figure légitimement au premier rang des exigences des consommateurs de service d'eau.

Les phénomènes de dégradation de la qualité de l'eau sont complexes et leur maîtrise nécessite une vigilance à tous les stades de vie des infrastructures du service (conception, travaux, exploitation...).

### 4.1.1. LE CONTROLE DE LA QUALITE DE L'EAU

Dans tous les services qui lui sont confiés, Veolia fait le choix de compléter le contrôle réglementaire réalisé par l'Agence Régionale de Santé, par un plan d'auto-contrôle de la qualité de l'eau sur la ressource et sur l'eau produite ainsi que distribuée. Les prélèvements sont réalisés sur les points de captage, dans les usines de production d'eau potable et sur le réseau de distribution jusqu'au robinet du consommateur. Le contrôle réglementaire réalisé par l'ARS porte sur l'ensemble des paramètres réglementaires microbiologiques et physico-chimiques. L'auto-contrôle est adapté à chaque service et cible davantage les paramètres réglementés pour un suivi du bon fonctionnement des installations et de la qualité de l'eau distribuée.

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses réalisées sur l'ensemble des systèmes. Le détail des paramètres est disponible en annexe.

|                  | Contrôle sanitaire | Surveillance par le délégataire | Analyses supplémentaires |
|------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------------|
| Microbiologique  | 168                | 81                              |                          |
| Physico-chimique | 2701               | 54                              |                          |

### 4.1.2. L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUEE

#### → Conformité des paramètres analytiques

Détail des non-conformités par rapport aux limites de qualité :

| Paramètre                         | Mini | Maxi | Nb de non-conformités<br>Contrôle<br>Sanitaire | Nb de non-conformités<br>Surveillance<br>Délégataire | Nb<br>d'analyses<br>Contrôle<br>Sanitaire | Nb d'analyses<br>Surveillance<br>Délégataire | Valeur du<br>seuil et<br>unité |
|-----------------------------------|------|------|------------------------------------------------|------------------------------------------------------|-------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------|
| Tous les résultats sont conformes |      |      |                                                |                                                      |                                           |                                              |                                |

Détail des non-conformités par rapport aux références de qualité :

| Paramètre               | Mini | Maxi | Nb de non-conformités<br>Contrôle<br>Sanitaire | Nb de non-conformités<br>Surveillance<br>Délégataire | Nb<br>d'analyses<br>Contrôle<br>Sanitaire | Nb<br>d'analyses<br>Surveillance<br>Délégataire | Valeur du<br>seuil et<br>unité |
|-------------------------|------|------|------------------------------------------------|------------------------------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------------------------------|
| Carbone Organique Total | 0    | 2,8  | 3                                              | 0                                                    | 7                                         | 5                                               | 2 mg/l C                       |
| Equ.Calco (0;1;2;3;4)   | 2    | 4    | 2                                              | 0                                                    | 3                                         | 0                                               | 2 Qualitatif                   |

### → Composition de l'eau du robinet

Les données sont celles observées aux points de mise en distribution et de consommation. Les résultats sur les ressources ne sont pas pris en compte dans ce tableau. La caractérisation de l'eau résulte ici d'analyses réglementaires réalisées pour le compte de l'Agence Régionale de Santé, et des analyses d'auto-contrôle pilotées par Veolia.

| Paramètre             | Mini  | Maxi  | Nb d'analyses | Unité | Valeur du seuil |
|-----------------------|-------|-------|---------------|-------|-----------------|
| Calcium               | 59,70 | 98,40 | 3             | mg/l  | Sans objet      |
| Chlorures             | 2,30  | 23,10 | 7             | mg/l  | 250             |
| Fluorures             | 0     | 50    | 3             | µg/l  | 1500            |
| Magnésium             | 0,57  | 1,70  | 3             | mg/l  | Sans objet      |
| Nitrates              | 0,90  | 8,80  | 7             | mg/l  | 50              |
| Pesticides totaux     | 0     | 0     | 3             | µg/l  | 0,5             |
| Potassium             | 0     | 1     | 3             | mg/l  | Sans objet      |
| Sodium                | 0     | 13,30 | 3             | mg/l  | 200             |
| Sulfates              | 1,70  | 12,20 | 7             | mg/l  | 250             |
| Titre Hydrotimétrique | 15,16 | 26,03 | 7             | °F    | Sans objet      |

### 4.1.3. L'ÉVOLUTION DE LA QUALITÉ DE L'EAU

#### → Historique des données du contrôle officiel (ARS)

Les indicateurs de conformité des prélèvements réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité concernant les paramètres microbiologiques **[P101.1]** et physico-chimiques **[P102.1]**. Le résultat des analyses du contrôle officiel peut être consulté sur le site du ministère : <http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable>

|                                            | 2015            | 2016            | 2017            | 2018            | 2019            |
|--------------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| <b>Paramètres microbiologiques</b>         |                 |                 |                 |                 |                 |
| <b>Taux de conformité microbiologique</b>  | <b>100,00 %</b> | <b>100,00 %</b> | <b>100,00 %</b> | <b>100,00 %</b> | <b>100,00 %</b> |
| Nombre de prélèvements conformes           | 35              | 29              | 30              | 28              | 28              |
| Nombre de prélèvements non conformes       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               |
| Nombre total de prélèvements               | 35              | 29              | 30              | 28              | 28              |
| <b>Paramètres physico-chimique</b>         |                 |                 |                 |                 |                 |
| <b>Taux de conformité physico-chimique</b> | <b>84,62 %</b>  | <b>80,00 %</b>  | <b>100,00 %</b> | <b>100,00 %</b> | <b>100,00 %</b> |
| Nombre de prélèvements conformes           | 11              | 8               | 18              | 18              | 18              |
| Nombre de prélèvements non conformes       | 2               | 2               | 0               | 0               | 0               |
| Nombre total de prélèvements               | 13              | 10              | 18              | 18              | 18              |

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

### → *Chlorure de Vinyle Monomère*

Le Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) constitue la principale matière première du PVC. Cette substance est classée comme cancérigène et sa limite de qualité dans les eaux destinées à la consommation humaine est fixée à 0,5 µg/L. Des dépassements de cette limite de qualité sont susceptibles d'être observés du fait d'une migration dans l'eau distribuée du CVM résiduel contenu dans les parois de certaines canalisations en PVC produites avant 1980.

En 2019, comme les années précédentes, les Agences Régionales de Santé (ARS) ont continué d'appliquer l'instruction de la Direction Générale de la Santé du 18 octobre 2012 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de dépassement de la limite de qualité des eaux destinées à la consommation humaine. La plupart des ARS appliquent une stratégie d'échantillonnage ciblée sur les canalisations précédemment repérées comme à risques. Il s'agit avant tout des canalisations susceptibles d'être concernées par le phénomène de migration du CVM compte-tenu de leurs caractéristiques patrimoniales (période de pose) et hydrauliques (temps de séjour de l'eau dans la canalisation).

#### **Situation sur votre service :**

En 2019, l'Agence Régionale de Santé a continué à suivre le paramètre CVM (Chlorure de Vinyle Monomère).

Toutes les analyses réalisées sur votre périmètre se sont révélées conformes.

## 4.2. La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau

### 4.2.1. L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION : LE VOLUME PRELEVE ET PRODUIT

#### → Le volume prélevé

Le volume prélevé par ressource et par nature d'eau est détaillé ci-après :

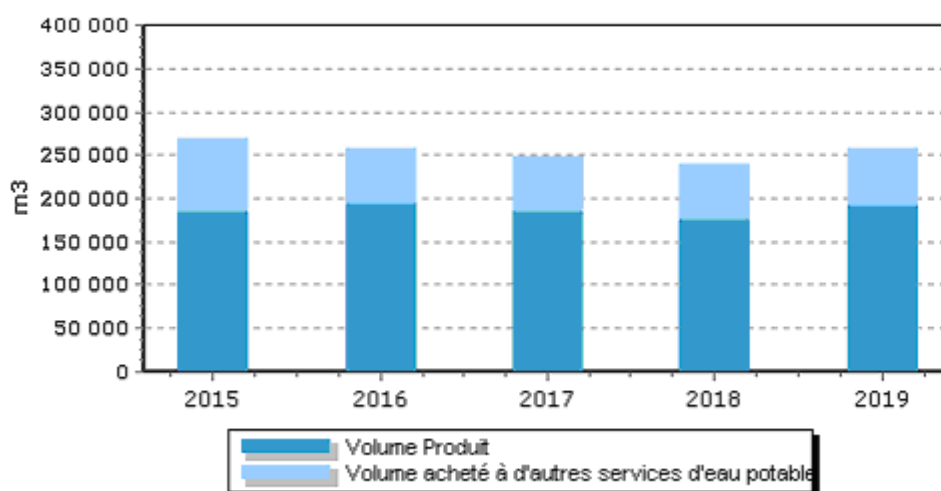
|                                          | 2015           | 2016           | 2017           | 2018           | 2019           | N/N-1       |
|------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|
| <b>Volume prélevé (m3)</b>               | <b>184 429</b> | <b>192 972</b> | <b>184 066</b> | <b>174 258</b> | <b>190 333</b> | <b>9,2%</b> |
| <b>Volume prélevé par ressource (m3)</b> |                |                |                |                |                |             |
| BELLECOMBE / LE BOUCHET                  | 20 643         | 21 325         | 22 169         | 19 256         | 9 808          | -49,1%      |
| IMP                                      | 5 824          | 10 175         | 5 881          | 5 672          | 6 038          | 6,5%        |
| LE PUITS BOURG                           | 39 192         | 37 967         | 34 994         | 20 897         | 45 743         | 118,9%      |
| LE PUITS VILLAGE                         | 118 770        | 123 505        | 121 022        | 128 433        | 128 744        | 0,2%        |

#### → Le volume produit et mis en distribution

Les volumes produit et mis en distribution prennent en compte, le cas échéant, le volume acheté et vendu à d'autres services d'eau potable :

|                                                 | 2015           | 2016           | 2017           | 2018           | 2019           | N/N-1       |
|-------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|
| <b>Volume prélevé (m3)</b>                      | <b>184 429</b> | <b>192 972</b> | <b>184 066</b> | <b>174 258</b> | <b>190 333</b> | <b>9,2%</b> |
| <b>Volume produit (m3)</b>                      | <b>184 429</b> | <b>192 972</b> | <b>184 066</b> | <b>174 258</b> | <b>190 333</b> | <b>9,2%</b> |
| Volume acheté à d'autres services d'eau potable | 85 045         | 64 854         | 63 074         | 65 948         | 66 878         | 1,4%        |
| <b>Volume mis en distribution (m3)</b>          | <b>269 474</b> | <b>257 826</b> | <b>247 140</b> | <b>240 206</b> | <b>257 211</b> | <b>7,1%</b> |

Evolution des volumes produit et acheté à d'autres services d'eau potable





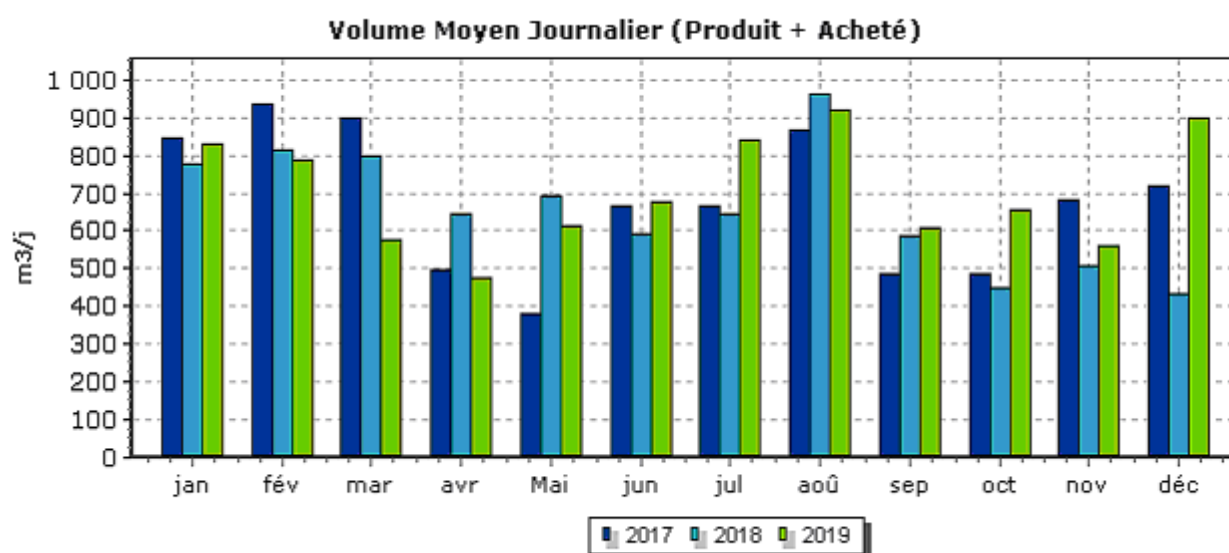
Le volume acheté à d'autres services d'eau potable est détaillé ci-après :

|                                                             | 2015          | 2016          | 2017          | 2018          | 2019          | N/N-1       |
|-------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| <b>Volume acheté à d'autres services d'eau potable (m3)</b> | <b>85 045</b> | <b>64 854</b> | <b>63 074</b> | <b>65 948</b> | <b>66 878</b> | <b>1,4%</b> |
| SIVOM AUTRANS MEAUDRE                                       | 85 045        | 64 854        | 63 074        | 65 948        | 66 878        | 1,4%        |

### → Bilan mensuel

Le volume introduit et mis en distribution moyen par mois :

|                                        | Jan.       | Fév.       | Mars       | Avr.       | Mai        | Juin       | Juil.      | Août       | Sep.       | Oct.       | Nov.       | Déc.       |
|----------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Volume moyen journalier produit (m3/j) | 832        | 789        | 576        | 476        | 612        | 678        | 842        | 922        | 606        | 657        | 561        | 898        |
| <b>Total (m3/j)</b>                    | <b>832</b> | <b>789</b> | <b>576</b> | <b>476</b> | <b>612</b> | <b>678</b> | <b>842</b> | <b>922</b> | <b>606</b> | <b>657</b> | <b>561</b> | <b>898</b> |



## 4.2.2. L'EFFICACITE DE LA DISTRIBUTION : LE VOLUME VENDU, LE VOLUME CONSOMME ET LEUR EVOLUTION

### → Le volume vendu

Le volume vendu est celui constaté sur les factures émises au cours de l'exercice. Il est égal au volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services d'eau potable, après déduction du volume de service du réseau, des dotations gratuites (dégrèvements pour fuites par exemple) et des éventuels forfaits de consommation.

Selon la typologie de l'arrêté du 2 mai 2007 (rapport sur le prix et la qualité du service), le volume vendu se décompose ainsi :

|                                                       | 2015           | 2016           | 2017           | 2018           | 2019           | N/N-1        |
|-------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|
| <b>Volume vendu selon le décret (m3)</b>              | <b>165 378</b> | <b>153 960</b> | <b>149 784</b> | <b>147 471</b> | <b>146 411</b> | <b>-0,7%</b> |
| <b>Sous-total volume vendu aux abonnés du service</b> | <b>165 378</b> | <b>153 960</b> | <b>149 784</b> | <b>147 471</b> | <b>146 411</b> | <b>-0,7%</b> |
| domestique ou assimilé                                | 165 378        | 153 960        | 149 784        | 147 471        | 146 411        | -0,7%        |

Le volume vendu par typologie de clients est détaillé comme suit :

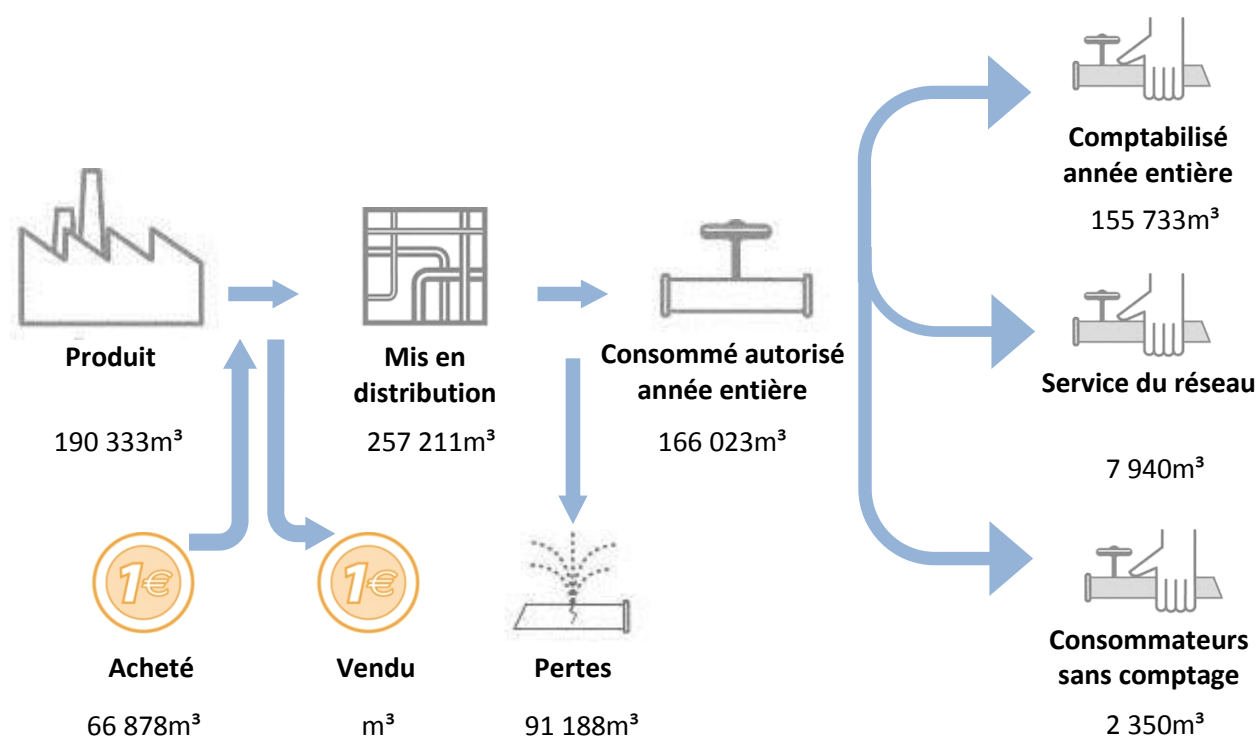
|                                   | 2015           | 2016           | 2017           | 2018           | 2019           | N/N-1        |
|-----------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|
| <b>Volume vendu (m3)</b>          | <b>165 378</b> | <b>153 960</b> | <b>149 784</b> | <b>147 471</b> | <b>146 411</b> | <b>-0,7%</b> |
| <i>dont clients individuels</i>   | 124 558        | 122 163        | 113 894        | 117 482        | 111 219        | -5,3%        |
| <i>dont clients industriels</i>   |                |                |                |                | 54             |              |
| <i>dont clients collectifs</i>    | 28 127         | 20 500         | 24 298         | 21 010         | 21 452         | 2,1%         |
| <i>dont irrigations agricoles</i> |                |                | 564            | 489            | 1 899          | 288,3%       |
| <i>dont bâtiments communaux</i>   | 7 165          | 6 595          | 8 913          | 7 406          | 8 737          | 18,0%        |
| <i>dont appareils publics</i>     | 5 528          | 4 702          | 2 115          | 1 084          | 3 050          | 181,4%       |

### → Le volume consommé

Le volume consommé autorisé est la somme du volume comptabilisé (issu des campagnes de relevés de l'exercice), du volume des consommateurs sans comptage (défense incendie, arrosage public, ...) et du volume de service du réseau (purges, vidanges de biefs, nettoyage des réservoirs,...). Il est ramené à l'année entière par un calcul prorata temporis sur la part comptabilisée, en fonction du nombre de jours de consommation.

|                                                               | 2015           | 2016           | 2017           | 2018           | 2019           | N/N-1        |
|---------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|
| Volume comptabilisé hors ventes en gros (m3)                  | 174 166        | 157 827        | 155 717        | 153 908        | 151 893        | -1,3%        |
| <b>Volume comptabilisé hors ventes en gros 365 jours (m3)</b> | <b>176 096</b> | <b>155 700</b> | <b>156 145</b> | <b>151 419</b> | <b>155 733</b> | <b>2,8%</b>  |
| Nombre de jours de consommation entre 2 relevés annuels       | 361            | 371            | 364            | 371            | 356            | -4,0%        |
| Volume consommateurs sans comptage (m3)                       | 450            | 450            | 2 300          | 2 000          | 2 350          | 17,5%        |
| Volume de service du réseau (m3)                              | 17 005         | 7 005          | 7 005          | 7 800          | 7 940          | 1,8%         |
| <b>Volume consommé autorisé (m3)</b>                          | <b>191 621</b> | <b>165 282</b> | <b>165 022</b> | <b>163 708</b> | <b>162 183</b> | <b>-0,9%</b> |
| <b>Volume consommé autorisé 365 jours (m3)</b>                | <b>193 551</b> | <b>163 155</b> | <b>165 450</b> | <b>161 219</b> | <b>166 023</b> | <b>3,0%</b>  |

## → Synthèse des flux de volumes



### 4.2.3. LA MAÎTRISE DES PERTES EN EAU

La maîtrise des pertes en eau est la résultante de deux principaux facteurs, à savoir, l'état du patrimoine et l'efficacité opérationnelle de l'exploitant pour détecter, localiser et réparer les fuites au plus vite.

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum pour les réseaux de distribution d'eau potable, dont la valeur « seuil » dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau.

En cas de non atteinte de ce rendement minimum, la collectivité dispose d'un délai de deux ans pour élaborer un « plan d'actions » visant à maîtriser les pertes en eau et améliorer le rendement. La non-réalisation de ce plan d'actions entraîne le doublement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau de l'Agence de l'eau.

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs de performance pour l'année 2019 qui rendent compte de la maîtrise des pertes en eau du service.

| Année | Rdt (%) | Objectif Rdt Grenelle2(%) | ILP (m³/j/km) | ILVNC (m³/j/km) | ILC (m³/j/km) |
|-------|---------|---------------------------|---------------|-----------------|---------------|
| 2019  | 64,6    | 67,17                     | 5,95          | 6,62            | 10,83         |

Rdt (Rendement du réseau de distribution (%)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / (volume produit + volume acheté à d'autres services)

Objectif Rdt Grenelle 2 (%) : Seuil de rendement à atteindre compte-tenu des caractéristiques du service, estimé conformément au décret du 27 janvier 2012

ILP (indice linéaire des pertes ( $m^3/j/km$ )) : (volume mis en distribution – volume consommé autorisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/nombre de jours dans l'année)

ILVNC (indice linéaire des volumes non-comptés ( $m^3/j/km$ )) : (volume mis en distribution – volume comptabilisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/ nombre de jours dans l'année)

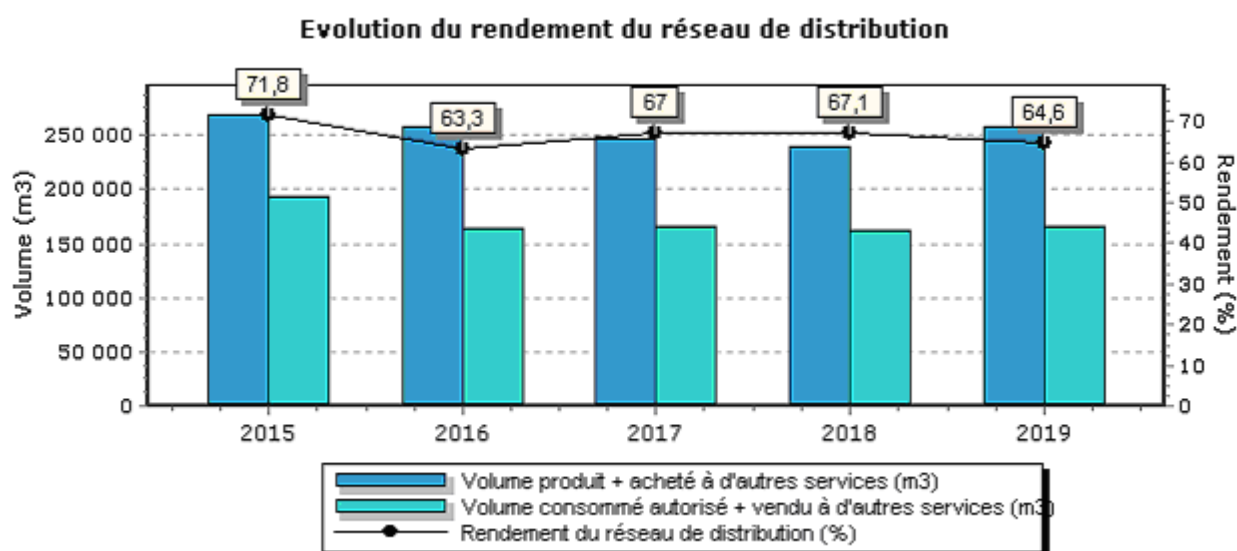
ILC (indice linéaire de consommation ( $m^3/j/km$ )) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / ((longueur de canalisation de distribution hors branchements)/nombre de jours dans l'année)

|                                                            | 2015          | 2016          | 2017          | 2018          | 2019          | N/N-1        |
|------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| <b>Rendement du réseau de distribution (%) (A+B)/(C+D)</b> | <b>71,8 %</b> | <b>63,3 %</b> | <b>67,0 %</b> | <b>67,1 %</b> | <b>64,6 %</b> | <b>-3,7%</b> |
| Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . A        | 193 551       | 163 155       | 165 450       | 161 219       | 166 023       | 3,0%         |
| Volume produit (m3) . . . . . C                            | 184 429       | 192 972       | 184 066       | 174 258       | 190 333       | 9,2%         |
| Volume acheté à d'autres services (m3) . . . . . D         | 85 045        | 64 854        | 63 074        | 65 948        | 66 878        | 1,4%         |

Selon les prestations assurées dans le cadre du contrat, certains termes de la formule peuvent être sans objet. Ils ne sont alors pas affichés dans le tableau

(A = Volume consommé autorisé 365 jours ; B = Volume vendu à d'autres services ; C = Volume produit ; D = Volume acheté à d'autres services)

Calcul effectué selon la circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008



Sous réserve de la confirmation qui sera émise par l'Agence de l'Eau, le rendement de réseau 2019 étant inférieur au seuil de rendement « Grenelle 2 », un plan d'actions doit être mis en œuvre pour réduire les pertes d'eau.

→ *L'indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] et l'indice linéaire de pertes en réseau [P106.3]*

|                                                                                 | 2015        | 2016        | 2017        | 2018        | 2019        |
|---------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>Indice linéaire des volumes non comptés (m3/km/j)<br/>(A-B)/(L/1000)/365</b> | <b>6,09</b> | <b>6,64</b> | <b>5,94</b> | <b>5,79</b> | <b>6,62</b> |
| Volume mis en distribution (m3) ..... A                                         | 269 474     | 257 826     | 247 140     | 240 206     | 257 211     |
| Volume comptabilisé 365 jours (m3) ..... B                                      | 176 096     | 155 700     | 156 145     | 151 419     | 155 733     |
| Longueur de canalisation de distribution (ml) ..... L                           | 41 998      | 41 998      | 41 998      | 41 998      | 41 998      |

|                                                                             | 2015        | 2016        | 2017        | 2018        | 2019        |
|-----------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>Indice linéaire de pertes en réseau (m3/km/j)<br/>(A-B)/(L/1000)/365</b> | <b>4,95</b> | <b>6,16</b> | <b>5,33</b> | <b>5,15</b> | <b>5,95</b> |
| Volume mis en distribution (m3) ..... A                                     | 269 474     | 257 826     | 247 140     | 240 206     | 257 211     |
| Volume consommé autorisé 365 jours (m3) ..... B                             | 193 551     | 163 155     | 165 450     | 161 219     | 166 023     |
| Longueur de canalisation de distribution (ml) ..... L                       | 41 998      | 41 998      | 41 998      | 41 998      | 41 998      |

## 4.3. La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



### *La gestion centralisée des interventions*

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné, d'une réparation de fuite ou encore d'un prélèvement pour analyse.

### *Programme annuel :*

- Entretien et désinfection des réservoirs d'eau potable :
  - Vidanger le réservoir
  - Le nettoyer
  - Le désinfecter
  - Procéder à un prélèvement bactériologique et au contrôle de la turbidité
  - Contrôler l'état général intérieur de l'ouvrage (revêtement, serrurerie, ventilation, échelle, crinoline, vidanges, trop plein, équipement de mesure...) et extérieur (peinture, clôture, accès...)
  - Entretenir les espaces verts des périmètres de protection
- Entretien des captages (bac, surverse) : nettoyage, dessablage et désinfection
- Entretien des appareils de régulation (réducteur, stabilisateur de pression) : démontage, nettoyage, remplacement des joints, contrôle des pressions, nettoyage du filtre, du pilote et de la boîte à boue
- Maintenance des systèmes de chloration : étalonnage et nettoyage
- Manœuvre des vannes
- Entretien des ballons anti-bélier : contrôle de la pression et gonflage
- Vérification des armoires électriques, resserrage des connexions
- Mesure des rendements des pompes et réglage des sondes de niveaux
- Jaugeage des sources

### *Programme mensuel :*

- Contrôle visuel des réservoirs
- Relevé des index des compteurs de distribution
- Suivi des chlurations : mesure du taux de chlore restant, réglage et changement de la bouteille de chlore si nécessaire

De plus, nous mandations un organisme de contrôle indépendant pour effectuer les contrôles réglementaires des systèmes électriques, de levage et anti-bélier selon les normes et règlements en vigueur.

#### 4.3.1. LES OPERATIONS DE MAINTENANCE DU RESEAU

Le SIG est un composant essentiel de la gestion du patrimoine réseau. En effet, le SIG permet l'inventaire et la localisation des canalisations et des branchements, ainsi que la connaissance des événements d'exploitation. Cette capitalisation des informations permet d'intervenir efficacement au quotidien et de construire une stratégie optimisée de l'exploitation et du renouvellement.

| Entretien sur équipements du réseau |                                |                         |                                          |             |
|-------------------------------------|--------------------------------|-------------------------|------------------------------------------|-------------|
| Date                                | Commune                        | Adresse                 | Type                                     | Commentaire |
| 14/05/2019                          | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | ROUTE DE LA SURE (D218) | Tester / Diagnostiquer Canalisation      |             |
| 20/11/2019                          | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | PLACE JULIEN BERTRAND   | Tester/ entretenir/ réparer Eq. Incendie |             |

| Lavage réservoirs |                                            |                                |       |
|-------------------|--------------------------------------------|--------------------------------|-------|
| Date              | Commune                                    | Adresse                        | Cuve  |
| 13/05/2019        | Autrans-Méaudre en Vercors - Autrans (eau) | Réservoir Bellecombe1          | Cuve  |
| 14/05/2019        | Autrans-Méaudre en Vercors - Autrans (eau) | Réservoir Achard               | Cuve  |
| 14/05/2019        | Autrans-Méaudre en Vercors - Autrans (eau) | Réservoir Bellecombe2          | Cuve  |
| 14/05/2019        | Autrans-Méaudre en Vercors - Autrans (eau) | Pompage Achard                 | Bâche |
| 14/05/2019        | Autrans-Méaudre en Vercors - Autrans (eau) | Supresseur Le Tremplin         | Bâche |
| 17/05/2019        | Autrans-Méaudre en Vercors - Autrans (eau) | Station IMP                    | Bâche |
| 21/05/2019        | Autrans-Méaudre en Vercors - Autrans (eau) | Station et Réservoir le Vernay | Cuve2 |
| 21/05/2019        | Autrans-Méaudre en Vercors - Autrans (eau) | Station et Réservoir le Vernay | Cuve1 |
| 24/05/2019        | Autrans-Méaudre en Vercors - Autrans (eau) | Réservoir le Bourg du Dessus   | Cuve  |

#### 4.3.2. LES RECHERCHES DE FUITES

| Principales campagnes de recherche de fuites |                                |                             |                   |                   |
|----------------------------------------------|--------------------------------|-----------------------------|-------------------|-------------------|
| Date                                         | Commune                        | Secteur                     | Linéaire inspecté | Type de recherche |
| 10/05/2019                                   | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | CHEMIN DES VERNES -         | 1461              | Sectorisation     |
| 21/08/2019                                   | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | ROUTE DE GRENOBLE (D106C) - | 22,78             | Sectorisation     |

| Réparation de fuites sur canalisation |                                |                   |                 |                               |                   |
|---------------------------------------|--------------------------------|-------------------|-----------------|-------------------------------|-------------------|
| Date                                  | Commune                        | Adresse           | Défaillance sur | Type fuite                    | Cause fuite       |
| 24/04/2019                            | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | RUE DU CHATEAU    | Canalisation    | Casse / Fissure longitudinale | Corrosion interne |
| 13/05/2019                            | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | CHEMIN DES VERNES |                 |                               |                   |

| Réparation de fuites sur branchements |                                |                             |                 |                               |                          |
|---------------------------------------|--------------------------------|-----------------------------|-----------------|-------------------------------|--------------------------|
| Date                                  | Commune                        | Adresse                     | Défaillance sur | Type fuite                    | Cause fuite              |
| 17/06/2019                            | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | RUE DE LA GALOCHERE (D106C) | Branchement     | Casse / Fissure longitudinale | Corrosion externe        |
| 17/06/2019                            | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | ROUTE DU BOURG DE DESSUS    | Branchement     | Casse / Fissure longitudinale | Dégradation par un tiers |
| 13/08/2019                            | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | RUE DE PIERRE TAILLEE       | Branchement     | Casse transversale            | Mouvements de sol        |
| 03/09/2019                            | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | D106K                       |                 | Casse / Fissure longitudinale |                          |
| 16/09/2019                            | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | TRAVERSE DES ROSIERS        | Branchement     | Casse / Fissure longitudinale | Corrosion interne        |

Le nombre de fuites décelées et réparées figure au tableau suivant :

|                                          | 2015 | 2016  | 2017 | 2018  | 2019  | N/N-1   |
|------------------------------------------|------|-------|------|-------|-------|---------|
| Nombre de fuites sur canalisations       |      | 3     | 3    | 3     | 2     | -33,3%  |
| Nombre de fuites par km de canalisations |      | 0,1   | 0,1  | 0,1   | 0,1   | 0,0%    |
| Nombre de fuites sur branchement         | 5    | 4     | 6    | 6     | 5     | -16,7%  |
| Nombre de fuites pour 100 branchements   | 0,6  | 0,5   | 0,7  | 0,7   | 0,6   | -14,3%  |
| Nombre de fuites sur compteur            | 5    | 5     | 12   | 11    | 0     | -100,0% |
| Nombre de fuites réparées                | 10   | 12    | 21   | 20    | 7     | -65,0%  |
| Linéaire soumis à recherche de fuites    |      | 7 803 | 441  | 6 374 | 1 484 | -76,7%  |



## 4.4. L'efficacité environnementale

### 4.4.1. LA PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU



La mise en place de périmètres de protection et leur surveillance est indispensable à la préservation de la ressource en eau aussi bien pour les installations gérées en propre que pour les achats d'eau. Le périmètre de protection est un des principaux moyens pour éviter la dégradation de la ressource par des pollutions accidentelles ou diffuses. L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource du service **[P108.3]** permet d'évaluer ce processus.

|                                                                  | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource | 40 % | 40 % | 40 % | 40 % | 40 % |

Pour chaque installation de production, cet indice se décompose de la façon suivante :

| Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource par installation de production | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|
| BELLECOMBE / LE BOUCHET                                                                         | 40 % | 40 % | 40 % | 40 % | 40 % |
| IMP                                                                                             | 40 % | 40 % | 40 % | 40 % | 40 % |
| LE PUITS BOURG                                                                                  | 40 % | 40 % | 40 % | 40 % | 40 % |
| LE PUITS VILLAGE                                                                                | 40 % | 40 % | 40 % | 40 % | 40 % |

### 4.4.2. LE BILAN ENERGETIQUE DU PATRIMOINE



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

### 4.4.3. LA CONSOMMATION DE REACTIFS

Selon les cas, le choix du réactif est établi de façon à optimiser le traitement :

- assurer une eau de qualité conforme aux normes de potabilité,
- réduire les quantités de réactifs à utiliser.

#### 4.4.4. LA VALORISATION DES SOUS-PRODUITS

##### → *La valorisation des déchets liés au service*



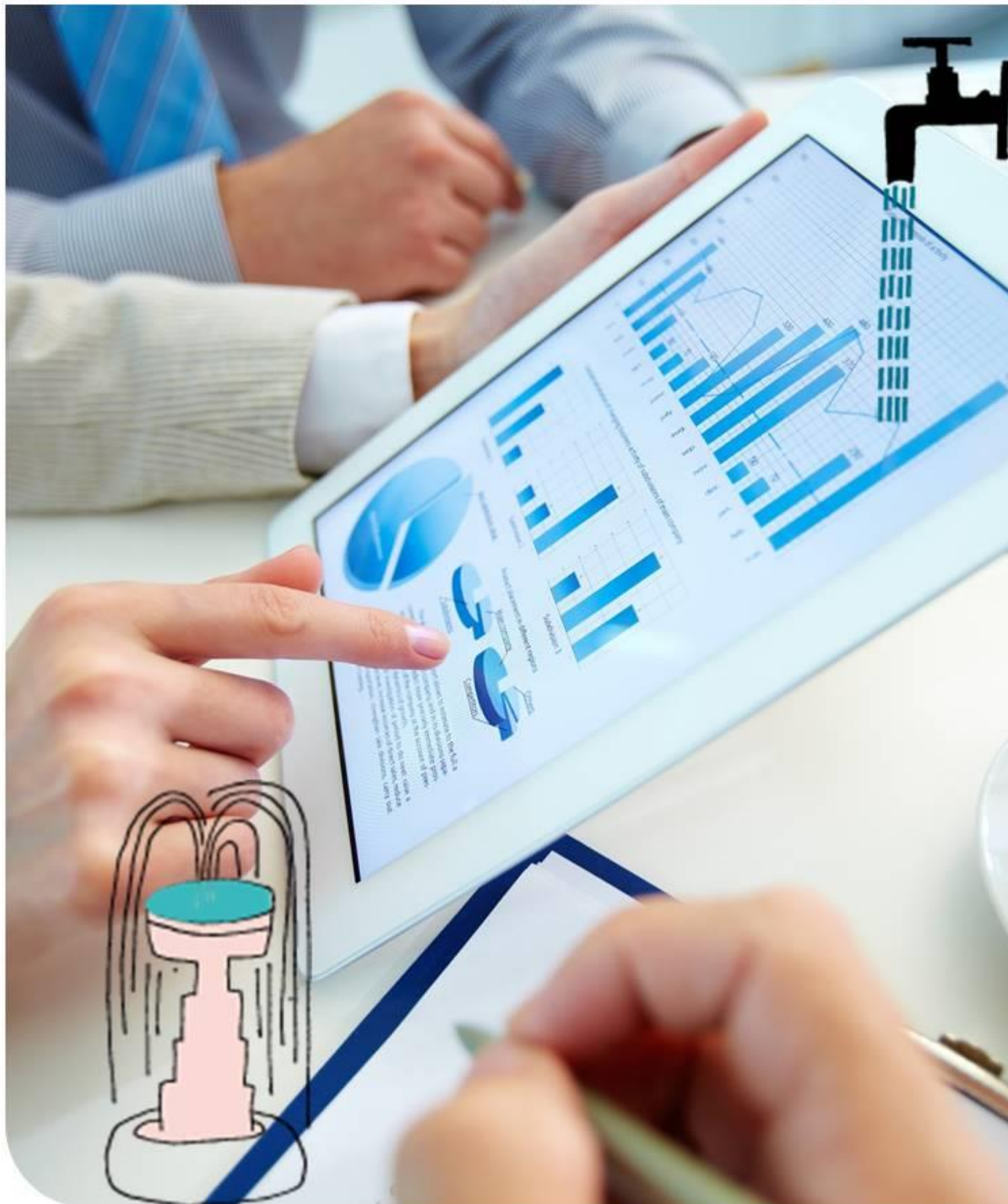
Les déchets liés à l'activité du service sont gérés suivant des filières respectueuses de l'environnement. Le recyclage des matériaux est privilégié.

L'engagement de responsabilité environnementale permet à Veolia de développer des bonnes pratiques en termes de gestion des déchets. Ainsi, de plus en plus, les équipes opérationnelles trient à la source les huiles, graisses et absorbants (matières souillées par des solvants, des huiles...), les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), les déchets d'activité réseau, les déchets métalliques, les emballages (carton, bois, polystyrène...), les déchets de laboratoire (verrerie, sous-produits d'analyses) et les déchets de bureaux (papier, plastique, verre, piles, cartouches d'imprimantes...).

La collecte sélective de chaque catégorie de produits est mise en place sur certains lieux de leur production (usines, ateliers, bureaux, chantiers...). Ils sont alors évacués dans des filières de valorisation agréées.



## 5. LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE



## 5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016.

### → *Le CARE*

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ».

Les données ci-dessous sont en Euros.

**Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation**  
**Année 2019**  
**(en application du décret du 14 mars 2005)**

Collectivité: BZ570 - AUTRANS

Eau

| LIBELLE                                                     | 2018           | 2019           | Ecart %         |
|-------------------------------------------------------------|----------------|----------------|-----------------|
| <b>PRODUITS</b>                                             | <b>386 237</b> | <b>391 151</b> | <b>1.27 %</b>   |
| Exploitation du service                                     | 249 539        | 263 428        |                 |
| Collectivités et autres organismes publics                  | 122 029        | 120 284        |                 |
| Travaux attribués à titre exclusif                          | 8 691          | 3 932          |                 |
| Produits accessoires                                        | 5 978          | 3 507          |                 |
| <b>CHARGES</b>                                              | <b>356 448</b> | <b>315 345</b> | <b>-11.53 %</b> |
| Personnel                                                   | 90 681         | 66 991         |                 |
| Energie électrique                                          | 13 172         | 10 217         |                 |
| Combustibles                                                | 16             | 0              |                 |
| Produits de traitement                                      | 267            | 440            |                 |
| Analyses                                                    | 3 504          | 2 552          |                 |
| Sous-traitance, matières et fournitures                     | 30 200         | 22 745         |                 |
| Impôts locaux et taxes                                      | 12 826         | 9 944          |                 |
| Autres dépenses d'exploitation                              | 35 035         | 36 834         |                 |
| <i>télécommunications, poste et telegestion</i>             | 3 913          | 3 011          |                 |
| <i>engins et véhicules</i>                                  | 12 300         | 7 867          |                 |
| <i>informatique</i>                                         | 10 442         | 10 174         |                 |
| <i>assurances</i>                                           | 2 304          | 2 727          |                 |
| <i>locaux</i>                                               | 10 091         | 12 118         |                 |
| <i>autres</i>                                               | - 4 013        | 937            |                 |
| Contribution des services centraux et recherche             | 9 550          | 8 013          |                 |
| Collectivités et autres organismes publics                  | 122 029        | 120 284        |                 |
| Charges relatives aux renouvellements                       | 26 241         | 24 808         |                 |
| <i>pour garantie de continuité du service</i>               | 26 241         | 24 808         |                 |
| Charges relatives aux investissements                       | 5 786          | 5 873          |                 |
| <i>programme contractuel ( investissements )</i>            | 5 786          | 5 873          |                 |
| Charges relatives aux compteurs du domaine privé            | 5 843          | 5 963          |                 |
| Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement | 1 299          | 679            |                 |
| <b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>                                 | <b>29 790</b>  | <b>75 808</b>  | <b>NS</b>       |
| Impôt sur les sociétés (calcul normatif)                    | 9 928          | 25 266         |                 |
| <b>RESULTAT</b>                                             | <b>19 861</b>  | <b>50 542</b>  | <b>NS</b>       |

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

4/20/2020

→ **L'état détaillé des produits**

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE :

Les données ci-dessous sont en Euros.

**Etat détaillé des produits (1)**  
**Année 2019**

**Collectivité: BZ570 - AUTRANS****Eau**

| <b>LIBELLE</b>                                                    | <b>2018</b>    | <b>2019</b>    | <b>Ecart %</b>  |
|-------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|-----------------|
| Recettes liées à la facturation du service                        | 249 539        | 263 428        | 5.57 %          |
| <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i> | <i>251 921</i> | <i>258 527</i> |                 |
| <i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>        | <i>- 2 381</i> | <i>4 901</i>   |                 |
| <b>Exploitation du service</b>                                    | <b>249 539</b> | <b>263 428</b> | <b>5.57 %</b>   |
| Produits : part de la collectivité contractante                   | 77 667         | 78 153         | 0.63 %          |
| <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i> | <i>78 731</i>  | <i>77 781</i>  |                 |
| <i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>        | <i>- 1 064</i> | <i>371</i>     |                 |
| Redevance prélèvement (Agence de l'Eau)                           | 9 286          | 10 588         | 14.02 %         |
| <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i> | <i>9 669</i>   | <i>10 141</i>  |                 |
| <i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>        | <i>- 383</i>   | <i>447</i>     |                 |
| Redevance de lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)          | 35 075         | 31 543         | -10.07 %        |
| <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i> | <i>35 963</i>  | <i>31 998</i>  |                 |
| <i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>        | <i>- 888</i>   | <i>- 454</i>   |                 |
| <b>Collectivités et autres organismes publics</b>                 | <b>122 029</b> | <b>120 284</b> | <b>-1.43 %</b>  |
| <b>Produits des travaux attribués à titre exclusif</b>            | <b>8 691</b>   | <b>3 932</b>   | <b>NS</b>       |
| <b>Produits accessoires</b>                                       | <b>5 978</b>   | <b>3 507</b>   | <b>-41.33 %</b> |

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

4/20/20

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

**INFORMATION COMPLEMENTAIRE**

La rubrique « Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » du CARE inclus dans le présent rapport annuel reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances dans le contexte réglementaire actuel.

L'amélioration des systèmes d'information et des processus de gestion de Veolia Eau permet de fournir à compter de 2019 une information complémentaire importante compte tenu des limites évoquées ci-dessus.

A ce jour, et en application du principe de prudence, les créances de plus d'un an à la clôture de l'exercice font l'objet d'une provision pour dépréciation dans les comptes sociaux de la Société. Cette provision (qui a pour seule vocation de constater « en temps réel » mais de manière estimative le coût des impayés) est reprise soit lorsque la créance est définitivement admise en irrécouvrable, soit si la créance est encaissée (la provision devenant alors sans objet).

Cette provision est calculée sur l'ensemble du stock de créances d'exploitation de plus d'un an de la Société, à hauteur de la part des produits qui lui revient (en excluant les produits facturés pour le compte des Collectivités et autres organismes) par application d'un taux moyen de produits propres uniforme pour toute la Société.

Cette provision comptable peut être ventilée entre les différents contrats de la Société en appliquant aux impayés de plus d'un an attachés à chaque contrat le taux moyen de produits propres ci-dessus.

Le chiffre ainsi obtenu pour 2019 pour le contrat ressort à : **3 943 €**



## 5.2. Situation des biens

### → *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

### → *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

### → *Situation des biens*

La situation des biens est consultable aux chapitres 3.1 et 3.2.

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte,...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

## 5.3. Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

### → *Programme contractuel d'investissement*

Sans objet

### → *Programme contractuel de renouvellement*

Sans objet

### → *Les autres dépenses de renouvellement*

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

#### **Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service :**

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

| Nature des biens | 2019     |
|------------------|----------|
| Branchements (€) | 1 648,53 |

#### **Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :**

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

Sans objet

## 5.4. Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public et qui, à ce titre, peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

### 5.4.1. FLUX FINANCIERS DE FIN DE CONTRAT

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

#### → Régularisations de TVA

Si Veolia a assuré pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition<sup>1</sup>, deux cas se présentent :

- Le nouvel exploitant est assujetti à la TVA<sup>2</sup> : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux Services de l'Etat.
- Le nouvel exploitant n'est pas assujetti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'Administration Fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

#### → Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

#### → Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

#### → Autres biens ou prestations

Hormis les biens de retour et les biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des

<sup>1</sup> art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

<sup>2</sup> Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

#### → *Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat*

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

### **5.4.2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU PERSONNEL**

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

#### → *Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia*

Les salariés de Veolia bénéficient :

- des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " Veolia - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraite, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

#### → *Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat*

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, etc.) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et

d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents<sup>3</sup> affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

### → *Comptes entre employeurs successifs*

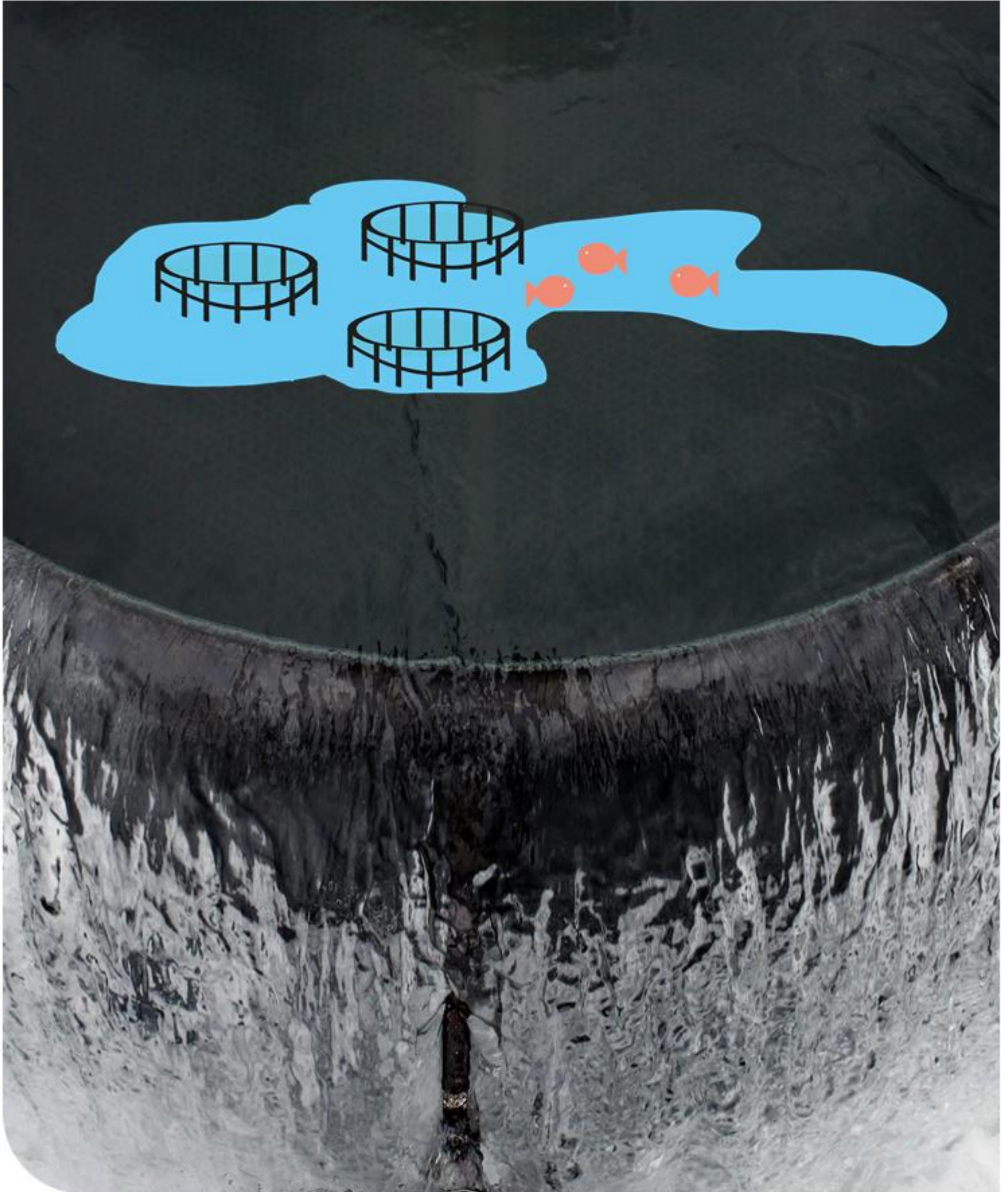
Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ◆ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ◆ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13<sup>ème</sup> mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....,
- ◆ concernant les autres rémunérations : pas de comptes à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

---

<sup>3</sup> Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

## 6. ANNEXES





## 6.1. La facture 120 m<sup>3</sup>

| AUTRANS-MEAUDRE EN VERCORS                                  | m <sup>3</sup> | Prix au<br>01/01/2020 | Montant<br>au<br>01/01/2019 | Montant<br>au<br>01/01/2020 | N/N-1        |
|-------------------------------------------------------------|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------|
| <b>Production et distribution de l'eau</b>                  |                |                       | <b>287,02</b>               | <b>290,93</b>               | <b>1,36%</b> |
| <b>Part délégataire</b>                                     |                |                       | <b>221,78</b>               | <b>224,92</b>               | <b>1,42%</b> |
| Abonnement                                                  |                |                       | 70,05                       | 71,23                       | 1,68%        |
| Consommation                                                | 120            | 1,2808                | 151,73                      | 153,69                      | 1,29%        |
| <b>Part communale</b>                                       |                |                       | <b>56,00</b>                | <b>56,00</b>                | <b>0,00%</b> |
| Abonnement                                                  |                |                       | 20,00                       | 20,00                       | 0,00%        |
| Consommation                                                | 120            | 0,3000                | 36,00                       | 36,00                       | 0,00%        |
| <b>Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)</b> | <b>120</b>     | <b>0,0834</b>         | <b>9,24</b>                 | <b>10,01</b>                | <b>8,33%</b> |
| <b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>               |                |                       | <b>337,92</b>               | <b>338,26</b>               | <b>0,10%</b> |
| <b>Part délégataire</b>                                     |                |                       | <b>30,12</b>                | <b>30,46</b>                | <b>1,13%</b> |
| Abonnement                                                  |                |                       | 19,64                       | 19,86                       | 1,12%        |
| Consommation                                                | 120            | 0,0883                | 10,48                       | 10,60                       | 1,15%        |
| <b>Part communale</b>                                       |                |                       | <b>307,80</b>               | <b>307,80</b>               | <b>0,00%</b> |
| Abonnement                                                  |                |                       | 123,00                      | 123,00                      | 0,00%        |
| Consommation                                                | 120            | 1,5400                | 184,80                      | 184,80                      | 0,00%        |
| <b>Organismes publics et TVA</b>                            |                |                       | <b>103,56</b>               | <b>103,81</b>               | <b>0,24%</b> |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau)                 | 120            | 0,2700                | 32,40                       | 32,40                       | 0,00%        |
| Modernisation du réseau de collecte                         | 120            | 0,1500                | 18,00                       | 18,00                       | 0,00%        |
| TVA                                                         |                |                       | 53,16                       | 53,41                       | 0,47%        |
| <b>TOTAL € TTC</b>                                          |                |                       | <b>728,50</b>               | <b>733,00</b>               | <b>0,62%</b> |

## 6.2. Les données consommateurs par commune

|                                                 | 2015    | 2016    | 2017    | 2018    | 2019    | N/N-1 |
|-------------------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|-------|
| <b>AUTRANS-MEAUDRE EN VERCORS</b>               |         |         |         |         |         |       |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 1 723   | 1 767   | 1 751   | 1 739   | 1 734   | -0,3% |
| Nombre d'abonnés (clients)                      | 1 056   | 1 099   | 1 103   | 1 119   | 1 118   | -0,1% |
| Volume vendu (m3)                               | 165 378 | 153 960 | 149 784 | 147 471 | 146 411 | -0,7% |



## 6.3. La qualité de l'eau

### 6.3.1. LA RESSOURCE

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses obtenus sur l'ensemble des ressources du service :

|                  | Contrôle sanitaire               |                                      | Surveillance par le délégataire  |                                      |
|------------------|----------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------------|
|                  | Nb total de résultats d'analyses | Nb de résultats d'analyses conformes | Nb total de résultats d'analyses | Nb de résultats d'analyses conformes |
| Microbiologique  |                                  |                                      | 6                                | 6                                    |
| Physico-chimique |                                  |                                      |                                  |                                      |

Détail des non-conformités sur la ressource :

Tous les résultats sont conformes.

### 6.3.2. L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUEE

La qualité de l'eau produite et distribuée est évaluée au regard des limites de qualité et des références de qualité définies par la réglementation :

- les limites de qualité visent les paramètres susceptibles de générer des risques immédiats ou à plus long terme pour la santé du consommateur,
- les références de qualité sont des valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas forcément un risque sanitaire pour le consommateur mais implique la mise en œuvre d'actions correctives.

#### → Conformité des prélèvements

Tableaux synthétiques de la conformité des prélèvements aux limites de qualité :

| Limite de qualité | Contrôle Sanitaire |                  | Surveillance du Délégataire |                  | Contrôle sanitaire et surveillance du délégataire |                  |
|-------------------|--------------------|------------------|-----------------------------|------------------|---------------------------------------------------|------------------|
|                   | Nb PLV total       | Nb PLV conformes | Nb PLV total                | Nb PLV conformes | Nb PLV total                                      | Nb PLV conformes |
| Microbiologique   | 28                 | 28               | 15                          | 15               | 43                                                | 43               |
| Physico-chimie    | 18                 | 18               | 0                           | 0                | 18                                                | 18               |

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

|                 | Taux de conformité Contrôle Sanitaire | Taux de conformité Surveillance du Délégataire | Taux de conformité Contrôle Sanitaire et Surveillance du Délégataire |
|-----------------|---------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|
| Microbiologique | 100,0 %                               | 100,0 %                                        | 100,0 %                                                              |
| Physico-chimie  | 100,0 %                               | %                                              | 100,0 %                                                              |

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

### → Conformité des paramètres analytiques

Le tableau suivant présente en détail les résultats d'analyses et leur conformité en distinguant les paramètres soumis à limite de qualité des paramètres soumis à une référence de qualité<sup>4</sup> :

|                                                 | Contrôle sanitaire               |                                                 | Surveillance par le délégataire  |                                                 |
|-------------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------------------|
|                                                 | Nb total de résultats d'analyses | Conformité aux limites / Respect des Références | Nb total de résultats d'analyses | Conformité aux limites / Respect des Références |
| <b>Paramètres soumis à Limite de Qualité</b>    |                                  |                                                 |                                  |                                                 |
| Microbiologique                                 | 56                               | 56                                              | 30                               | 30                                              |
| Physico-chimique                                | 1813                             | 1813                                            |                                  |                                                 |
| <b>Paramètres soumis à Référence de Qualité</b> |                                  |                                                 |                                  |                                                 |
| Microbiologique                                 | 112                              | 112                                             | 45                               | 45                                              |
| Physico-chimique                                | 302                              | 297                                             | 54                               | 54                                              |
| <b>Autres paramètres analysés</b>               |                                  |                                                 |                                  |                                                 |
| Microbiologique                                 |                                  |                                                 |                                  |                                                 |
| Physico-chimique                                | 589                              |                                                 |                                  |                                                 |

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

### 6.3.3. NOMBRE DE RESULTATS ET CONFORMITE DES ANALYSES SUR L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUE PAR ENTITES RESEAU

#### PC - BELLE COMBE

| Paramètre           | Mini | Moyen | Maxi | Nb d'analyse(s) | Unité   | Norme    |
|---------------------|------|-------|------|-----------------|---------|----------|
| E.Coli /100ml       | 1    |       | 1    | 1               | n/100ml | <= 20000 |
| Entérocoques fécaux | 2    |       | 2    | 1               | n/100ml | <= 10000 |

#### PC - IMP

| Paramètre           | Mini | Moyen | Maxi | Nb d'analyse(s) | Unité   | Norme    |
|---------------------|------|-------|------|-----------------|---------|----------|
| E.Coli /100ml       | 7    |       | 7    | 1               | n/100ml | <= 20000 |
| Entérocoques fécaux | 1    |       | 1    | 1               | n/100ml | <= 10000 |

#### PC - LE PUIITS

| Paramètre           | Mini | Moyen | Maxi | Nb d'analyse(s) | Unité   | Norme    |
|---------------------|------|-------|------|-----------------|---------|----------|
| E.Coli /100ml       | 0    |       | 0    | 1               | n/100ml | <= 20000 |
| Entérocoques fécaux | 0    |       | 0    | 1               | n/100ml | <= 10000 |

<sup>4</sup> Attention, tous les paramètres analysés ne sont pas forcément soumis à limite ou à référence de qualité.

**UP - ACHARD**

| Paramètre                     | Mini | Moyen | Maxi | Nb<br>d'analyse(s) | Unité    | Norme     |
|-------------------------------|------|-------|------|--------------------|----------|-----------|
| Bact Revivifiables à 22°C 68h | 0    |       | 0    | 1                  | n/ml     |           |
| Bact Revivifiables à 36°C 44h | 0    |       | 0    | 1                  | n/ml     |           |
| Bactéries Coliformes          | 0    |       | 0    | 1                  | n/100ml  | = 0       |
| E.Coli /100ml                 | 0    |       | 0    | 1                  | n/100ml  | = 0       |
| Entérocoques fécaux           | 0    |       | 0    | 1                  | n/100ml  | = 0       |
| pH à température de l'eau     | 7.6  | 7.6   | 7.6  | 1                  | Unité pH | [6,5 - 9] |
| Turbidité Terrain             | 0.18 | 0.18  | 0.18 | 1                  | NFU      | <= 2      |
| Température de l'eau          | 6    | 6     | 6    | 1                  | °C       | <= 25     |
| Carbone Organique Total       | 0    | 0     | 0    | 1                  | mg/l C   | <= 2      |
| Chlore total                  | 0.6  | 0.6   | 0.6  | 1                  | mg/l     |           |

**UP - IMP**

| Paramètre                      | Mini  | Moyen | Maxi  | Nb d'analyse(s) | Unité      | Norme        |
|--------------------------------|-------|-------|-------|-----------------|------------|--------------|
| Bact et spores sulfito-rédu    | 0     |       | 0     | 2               | n/100ml    | = 0          |
| Bact Revivifiables à 22°C 68h  | 0     |       | 3     | 3               | n/ml       |              |
| Bact Revivifiables à 36°C 44h  | 0     |       | 2     | 3               | n/ml       |              |
| Bactéries Coliformes           | 0     |       | 0     | 3               | n/100ml    | = 0          |
| E.Coli /100ml                  | 0     |       | 0     | 3               | n/100ml    | = 0          |
| Entérocoques fécaux            | 0     |       | 0     | 3               | n/100ml    | = 0          |
| Chlorobenzène                  | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,2            | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,3            | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,4            | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Pentachlorobenzène             | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Equ.Calco (0;1;2;3;4)          | 4     |       | 4     | 1               | Qualitatif | [1 - 2]      |
| pH à température de l'eau      | 7.6   | 7.607 | 7.62  | 3               | Unité pH   | [6,5 - 9]    |
| pH d'équilibre (à T pH insitu) | 7.96  | 7.96  | 7.96  | 1               | Unité pH   |              |
| Titre Alcalimétrique Complet   | 15.5  | 17.75 | 20    | 2               | °F         |              |
| Titre Hydrotimétrique          | 16.13 | 18.68 | 21.23 | 2               | °F         |              |
| Aspect (0 = RAS, 1 sinon)      | 0     |       | 0     | 2               | Qualitatif |              |
| Couleur apr. filtration simple | 0     | 0     | 0     | 2               | mg/l Pt    | <= 15        |
| Couleur (0=RAS 1 sinon)        | 0     |       | 0     | 2               | Qualitatif |              |
| Odeur (0=RAS, 1 sinon)         | 0     |       | 0     | 2               | Qualitatif |              |
| Saveur (0=RAS, 1 sinon)        | 0     |       | 0     | 2               | Qualitatif |              |
| Turbidité                      | 0.23  | 0.26  | 0.29  | 2               | NFU        | <= 2         |
| Biphényle                      | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Hydrocarbure dissous (indice)  | 0     | 0     | 0     | 2               | mg/l       |              |
| Pluviométrie-48h               | 0     | 25    | 50    | 2               | mm         |              |
| Température de l'air           | -4    | -2.5  | -1    | 2               | °C         |              |
| Température de l'eau           | 4.2   | 7.767 | 11.1  | 3               | °C         | <= 25        |
| Fer total                      | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       | <= 200       |
| Manganèse total                | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       | <= 50        |
| Calcium                        | 63    | 63    | 63    | 1               | mg/l       |              |
| Chlorures                      | 3.1   | 3.15  | 3.2   | 2               | mg/l       | <= 250       |
| Conductivité à 25°C            | 321   | 357   | 393   | 2               | µS/cm      | [200 - 1200] |
| Conductivité à 25°C in situ    | 323   | 364.5 | 406   | 2               | µS/cm      | <= 1100      |
| Magnésium                      | 0.92  | 0.92  | 0.92  | 1               | mg/l       |              |
| Potassium                      | 0     | 0     | 0     | 1               | mg/l       |              |
| Sodium                         | 0     | 0     | 0     | 1               | mg/l       | <= 200       |
| Sulfates                       | 10.8  | 11.5  | 12.2  | 2               | mg/l       | <= 250       |
| Carbone Organique Total        | 1.3   | 1.9   | 2.8   | 3               | mg/l C     | <= 2         |
| Matières organiques à 254 nm   | 43.1  | 56.4  | 69.7  | 2               | Abs/m      |              |
| Ammonium                       | 0     | 0     | 0     | 2               | mg/l       | <= 0.1       |
| Nitrates                       | 2.1   | 2.85  | 3.6   | 2               | mg/l       | <= 50        |
| Nitrites                       | 0     | 0     | 0     | 2               | mg/l       | <= 0.1       |
| Aluminium total                | 0.149 | 0.149 | 0.149 | 1               | mg/l       | <= 0.2       |
| Arsenic                        | 0     | 0     | 0     | 1               | µg/l       | <= 10        |
| Baryum                         | 0     | 0     | 0     | 1               | mg/l       | <= 0.7       |

|                             |   |       |      |   |      |         |
|-----------------------------|---|-------|------|---|------|---------|
| Bore                        | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 1000 |
| Cyanures totaux             | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 50   |
| Fluorures                   | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 1500 |
| Mercure                     | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 1    |
| Sélénium                    | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 10   |
| Bromochlorométhane          | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Chlorométhane               | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Chloro-3-propène            | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Chlorure de vinyl monomère  | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 0.5  |
| Dibromoéthane-1,2           | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dibromométhane              | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dichloroéthane-1,1          | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dichloroéthane-1,2          | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 3    |
| Dichloroéthylène-1,1        | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dichloroéthylène-1,2 cis    | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dichloroéthylène-1,2 trans  | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dichlorométhane             | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Fréon 113                   | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Méthyltertobutyléther       | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Tetra + Trichloroéthylène   | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 10   |
| Tétrachloroéthane-1,1,2,2   | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Tétrachloroéthylène-1,1,2,2 | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Tétrachlorure de carbone    | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthane-1,1,1       | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthane-1,1,2       | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthylène           | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Trichlorofluorométhane      | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 101                     | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 105                     | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 118                     | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 138                     | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 149                     | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 153                     | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 170                     | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 18                      | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 180                     | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 194                     | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 209                     | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 28                      | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 31                      | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 35                      | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 44                      | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 52                      | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Phosphate de tributyle      | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Somme des 7 PCBi            | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Chlore libre                | 0 | 0.107 | 0.2  | 3 | mg/l |         |
| Chlore total                | 0 | 0.115 | 0.23 | 2 | mg/l |         |
| Bromates                    | 0 | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 10   |

|                            |      |      |      |   |      |        |
|----------------------------|------|------|------|---|------|--------|
| Bromoforme                 | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Chloroforme                | 33   | 33   | 33   | 1 | µg/l |        |
| Dibromomonochlorométhane   | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Dichloromonobromométhane   | 2.5  | 2.5  | 2.5  | 1 | µg/l |        |
| Trihalométhanes totaux (4) | 35.5 | 35.5 | 35.5 | 1 | µg/l | <= 100 |
| Benzène                    | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l | <= 1   |
| Butyl benzène-n            | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Butyl benzène-ter          | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Chloro-2-toluène           | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Chloro-3-toluène           | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Chloro-4-toluène           | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Cumène                     | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Cymène-p                   | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Ethylbenzène               | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| EthylTertioButylEther      | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| M + P Xylène               | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Métaxylène                 | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Orthoxylène                | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Paraxylène                 | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Pseudocumène               | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Styrène                    | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Toluène                    | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Triméthylbenzène-1,2,3     | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Triméthylbenzène-1,3,5     | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Xylènes (somme O+M+P)      | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |

## UP - LE BOUCHET

| Paramètre                      | Mini  | Moyen  | Maxi  | Nb d'analyse(s) | Unité      | Norme        |
|--------------------------------|-------|--------|-------|-----------------|------------|--------------|
| Bact et spores sulfito-rédu    | 0     |        | 0     | 2               | n/100ml    | = 0          |
| Bact Revivifiables à 22°C 68h  | 0     |        | 0     | 3               | n/ml       |              |
| Bact Revivifiables à 36°C 44h  | 0     |        | 1     | 3               | n/ml       |              |
| Bactéries Coliformes           | 0     |        | 0     | 3               | n/100ml    | = 0          |
| E.Coli /100ml                  | 0     |        | 0     | 3               | n/100ml    | = 0          |
| Entérocoques fécaux            | 0     |        | 0     | 3               | n/100ml    | = 0          |
| Chlorobenzène                  | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,2            | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,3            | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,4            | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Pentachlorobenzène             | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Equ.Calco (0;1;2;3;4)          | 3     |        | 3     | 1               | Qualitatif | [1 - 2]      |
| pH à température de l'eau      | 7.8   | 7.843  | 7.9   | 3               | Unité pH   | [6,5 - 9]    |
| pH d'équilibre (à T pH insitu) | 8     | 8      | 8     | 1               | Unité pH   |              |
| Titre Alcalimétrique Complet   | 15.95 | 17.675 | 19.4  | 2               | °F         |              |
| Titre Hydrotimétrique          | 15.16 | 17.045 | 18.93 | 2               | °F         |              |
| Aspect (0 = RAS, 1 sinon)      | 0     |        | 0     | 2               | Qualitatif |              |
| Couleur apr. filtration simple | 0     | 0      | 0     | 2               | mg/l Pt    | <= 15        |
| Couleur (0=RAS 1 sinon)        | 0     |        | 0     | 2               | Qualitatif |              |
| Odeur (0=RAS, 1 sinon)         | 0     |        | 0     | 2               | Qualitatif |              |
| Saveur (0=RAS, 1 sinon)        | 0     |        | 0     | 2               | Qualitatif |              |
| Turbidité                      | 0.1   | 0.355  | 0.61  | 2               | NFU        | <= 2         |
| Biphényle                      | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Pluviométrie-48h               | 0     | 25     | 50    | 2               | mm         |              |
| Température de l'air           | -2.5  | -1.25  | 0     | 2               | °C         |              |
| Température de l'eau           | 2.9   | 5.567  | 7.2   | 3               | °C         | <= 25        |
| Fer total                      | 15    | 15     | 15    | 1               | µg/l       | <= 200       |
| Manganèse total                | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       | <= 50        |
| Calcium                        | 59.7  | 59.7   | 59.7  | 1               | mg/l       |              |
| Chlorures                      | 2.3   | 3.9    | 5.5   | 2               | mg/l       | <= 250       |
| Conductivité à 25°C            | 299   | 336.5  | 374   | 2               | µS/cm      | [200 - 1200] |
| Conductivité à 25°C in situ    | 298   | 334.5  | 371   | 2               | µS/cm      | <= 1100      |
| Magnésium                      | 0.57  | 0.57   | 0.57  | 1               | mg/l       |              |
| Potassium                      | 0     | 0      | 0     | 1               | mg/l       |              |
| Sodium                         | 1.7   | 1.7    | 1.7   | 1               | mg/l       | <= 200       |
| Sulfates                       | 1.7   | 1.75   | 1.8   | 2               | mg/l       | <= 250       |
| Carbone Organique Total        | 1.6   | 1.933  | 2.1   | 3               | mg/l C     | <= 2         |
| Matières organiques à 254 nm   | 59.9  | 60.4   | 60.9  | 2               | Abs/m      |              |
| Ammonium                       | 0     | 0      | 0     | 2               | mg/l       | <= 0.1       |
| Nitrates                       | 0.9   | 1.1    | 1.3   | 2               | mg/l       | <= 50        |
| Nitrites                       | 0     | 0      | 0     | 2               | mg/l       | <= 0.1       |
| Aluminium total                | 0.026 | 0.026  | 0.026 | 1               | mg/l       | <= 0.2       |
| Arsenic                        | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       | <= 10        |
| Baryum                         | 0     | 0      | 0     | 1               | mg/l       | <= 0.7       |
| Bore                           | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       | <= 1000      |

|                              |      |       |      |   |      |         |
|------------------------------|------|-------|------|---|------|---------|
| Cyanures totaux              | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 50   |
| Fluorures                    | 50   | 50    | 50   | 1 | µg/l | <= 1500 |
| Mercure                      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 1    |
| Sélénium                     | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 10   |
| Bromochlorométhane           | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Chlorométhane                | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Chloro-3-propène             | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Chlorure de vinyl monomère   | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 0.5  |
| Dibromoéthane-1,2            | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dibromométhane               | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dichloroéthane-1,1           | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dichloroéthane-1,2           | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 3    |
| Dichloroéthylène-1,1         | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dichloroéthylène-1,2 cis     | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dichloroéthylène-1,2 trans   | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dichlorométhane              | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Fréon 113                    | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Méthyltertiobutyléther       | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Tetra + Trichloroéthylène    | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 10   |
| Tétrachloroéthane-1,1,2,2    | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Tétrachloroéthylène-1,1,2,2  | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Tétrachlorure de carbone     | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthane-1,1,1        | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthane-1,1,2        | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthylène            | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Trichlorofluorométhane       | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 101                      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 105                      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 118                      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 138                      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 149                      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 153                      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 170                      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 18                       | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 180                      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 194                      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 209                      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 28                       | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 31                       | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 35                       | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 44                       | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 52                       | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Phosphate de tributyle       | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Somme des 7 PCB <sub>i</sub> | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Chlore libre                 | 0.1  | 0.313 | 0.66 | 3 | mg/l |         |
| Chlore total                 | 0.15 | 0.415 | 0.68 | 2 | mg/l |         |
| Bromates                     | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 10   |
| Bromoforme                   | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |



|                            |      |      |      |   |      |        |
|----------------------------|------|------|------|---|------|--------|
| Chloroforme                | 0.81 | 0.81 | 0.81 | 1 | µg/l |        |
| Dibromomonochlorométhane   | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Dichloromonobromométhane   | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Trihalométhanes totaux (4) | 0.81 | 0.81 | 0.81 | 1 | µg/l | <= 100 |
| Benzène                    | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l | <= 1   |
| Butyl benzène-n            | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Butyl benzène-ter          | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Chloro-2-toluène           | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Chloro-3-toluène           | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Chloro-4-toluène           | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Cumène                     | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Cymène-p                   | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Ethylbenzène               | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| EthylTertioButylEther      | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| M + P Xylène               | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Métaxylène                 | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Orthoxylène                | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Paraxylène                 | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Pseudocumène               | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Styrène                    | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Toluène                    | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Triméthylbenzène-1,2,3     | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Triméthylbenzène-1,3,5     | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |
| Xylènes (somme O+M+P)      | 0    | 0    | 0    | 1 | µg/l |        |

## UP - PUIITS

| Paramètre                      | Mini  | Moyen | Maxi  | Nb d'analyse(s) | Unité      | Norme        |
|--------------------------------|-------|-------|-------|-----------------|------------|--------------|
| Bact et spores sulfito-rédu    | 0     |       | 0     | 1               | n/100ml    | = 0          |
| Bact Revivifiables à 22°C 68h  | 0     |       | 0     | 2               | n/ml       |              |
| Bact Revivifiables à 36°C 44h  | 0     |       | 1     | 2               | n/ml       |              |
| Bactéries Coliformes           | 0     |       | 0     | 2               | n/100ml    | = 0          |
| E.Coli /100ml                  | 0     |       | 0     | 2               | n/100ml    | = 0          |
| Entérocoques fécaux            | 0     |       | 0     | 2               | n/100ml    | = 0          |
| pH à température de l'eau      | 7.48  | 7.54  | 7.6   | 2               | Unité pH   | [6,5 - 9]    |
| Titre Alcalimétrique Complet   | 26.75 | 26.75 | 26.75 | 1               | °F         |              |
| Titre Hydrotimétrique          | 25.95 | 25.95 | 25.95 | 1               | °F         |              |
| Aspect (0 = RAS, 1 sinon)      | 0     |       | 0     | 1               | Qualitatif |              |
| Couleur apr. filtration simple | 0     | 0     | 0     | 1               | mg/l Pt    | <= 15        |
| Couleur (0=RAS 1 sinon)        | 0     |       | 0     | 1               | Qualitatif |              |
| Odeur (0=RAS, 1 sinon)         | 0     |       | 0     | 1               | Qualitatif |              |
| Saveur (0=RAS, 1 sinon)        | 0     |       | 0     | 1               | Qualitatif |              |
| Turbidité                      | 0.19  | 0.19  | 0.19  | 1               | NFU        | <= 2         |
| Turbidité Terrain              | 0.32  | 0.32  | 0.32  | 1               | NFU        | <= 2         |
| Hydrocarbure dissous (indice)  | 0     | 0     | 0     | 1               | mg/l       |              |
| Pluviométrie-48h               | 0     | 0     | 0     | 1               | mm         |              |
| Température de l'air           | -1.6  | -1.6  | -1.6  | 1               | °C         |              |
| Température de l'eau           | 9.4   | 9.7   | 10    | 2               | °C         | <= 25        |
| Chlorures                      | 19.1  | 19.1  | 19.1  | 1               | mg/l       | <= 250       |
| Conductivité à 25°C            | 554   | 554   | 554   | 1               | µS/cm      | [200 - 1200] |
| Conductivité à 25°C in situ    | 564   | 564   | 564   | 1               | µS/cm      | <= 1100      |
| Sulfates                       | 3.4   | 3.4   | 3.4   | 1               | mg/l       | <= 250       |
| Carbone Organique Total        | 0.8   | 0.8   | 0.8   | 2               | mg/l C     | <= 2         |
| Matières organiques à 254 nm   | 84.3  | 84.3  | 84.3  | 1               | Abs/m      |              |
| Ammonium                       | 0     | 0     | 0     | 1               | mg/l       | <= 0.1       |
| Nitrates                       | 8.8   | 8.8   | 8.8   | 1               | mg/l       | <= 50        |
| Nitrites                       | 0     | 0     | 0     | 1               | mg/l       | <= 0.1       |
| Chlore libre                   | 0.34  | 0.47  | 0.6   | 2               | mg/l       |              |
| Chlore total                   | 0.38  | 0.38  | 0.38  | 1               | mg/l       |              |

**UP - VERNAY**

| Paramètre                      | Mini  | Moyen  | Maxi  | Nb d'analyse(s) | Unité      | Norme        |
|--------------------------------|-------|--------|-------|-----------------|------------|--------------|
| Bact et spores sulfito-rédu    | 0     |        | 0     | 2               | n/100ml    | = 0          |
| Bact Revivifiables à 22°C 68h  | 0     |        | 2     | 3               | n/ml       |              |
| Bact Revivifiables à 36°C 44h  | 0     |        | 2     | 3               | n/ml       |              |
| Bactéries Coliformes           | 0     |        | 0     | 3               | n/100ml    | = 0          |
| E.Coli /100ml                  | 0     |        | 0     | 3               | n/100ml    | = 0          |
| Entérocoques fécaux            | 0     |        | 0     | 3               | n/100ml    | = 0          |
| Chlorobenzène                  | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,2            | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,3            | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,4            | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Pentachlorobenzène             | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Equ.Calco (0;1;2;3;4)          | 2     |        | 2     | 1               | Qualitatif | [1 - 2]      |
| pH à température de l'eau      | 7.4   | 7.493  | 7.58  | 3               | Unité pH   | [6,5 - 9]    |
| pH d'équilibre (à T pH insitu) | 7.54  | 7.54   | 7.54  | 1               | Unité pH   |              |
| Titre Alcalimétrique Complet   | 25.65 | 25.675 | 25.7  | 2               | °F         |              |
| Titre Hydrotimétrique          | 25.3  | 25.665 | 26.03 | 2               | °F         |              |
| Aspect (0 = RAS, 1 sinon)      | 0     |        | 0     | 2               | Qualitatif |              |
| Couleur apr. filtration simple | 0     | 0      | 0     | 2               | mg/l Pt    | <= 15        |
| Couleur (0=RAS 1 sinon)        | 0     |        | 0     | 2               | Qualitatif |              |
| Odeur (0=RAS, 1 sinon)         | 0     |        | 0     | 2               | Qualitatif |              |
| Saveur (0=RAS, 1 sinon)        | 0     |        | 0     | 2               | Qualitatif |              |
| Turbidité                      | 0.16  | 0.215  | 0.27  | 2               | NFU        | <= 2         |
| Turbidité Terrain              | 0.18  | 0.18   | 0.18  | 1               | NFU        | <= 2         |
| Biphényle                      | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Hydrocarbure dissous (indice)  | 0     | 0      | 0     | 2               | mg/l       |              |
| Pluviométrie-48h               | 0     | 25     | 50    | 2               | mm         |              |
| Température de l'air           | 0     | 6.25   | 12.5  | 2               | °C         |              |
| Température de l'eau           | 6     | 8.867  | 10.8  | 3               | °C         | <= 25        |
| Fer total                      | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       | <= 200       |
| Manganèse total                | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       | <= 50        |
| Calcium                        | 98.4  | 98.4   | 98.4  | 1               | mg/l       |              |
| Chlorures                      | 13    | 18.05  | 23.1  | 2               | mg/l       | <= 250       |
| Conductivité à 25°C            | 518   | 533.5  | 549   | 2               | µS/cm      | [200 - 1200] |
| Conductivité à 25°C in situ    | 529   | 540    | 551   | 2               | µS/cm      | <= 1100      |
| Magnésium                      | 1.7   | 1.7    | 1.7   | 1               | mg/l       |              |
| Potassium                      | 1     | 1      | 1     | 1               | mg/l       |              |
| Sodium                         | 13.3  | 13.3   | 13.3  | 1               | mg/l       | <= 200       |
| Sulfates                       | 3.3   | 3.35   | 3.4   | 2               | mg/l       | <= 250       |
| Carbone Organique Total        | 0.7   | 0.767  | 0.9   | 3               | mg/l C     | <= 2         |
| Matières organiques à 254 nm   | 83.6  | 90     | 96.4  | 2               | Abs/m      |              |
| Ammonium                       | 0     | 0      | 0     | 2               | mg/l       | <= 0.1       |
| Nitrates                       | 7.3   | 7.95   | 8.6   | 2               | mg/l       | <= 50        |
| Nitrites                       | 0     | 0      | 0     | 2               | mg/l       | <= 0.1       |
| Aluminium total                | 0     | 0      | 0     | 1               | mg/l       | <= 0.2       |
| Arsenic                        | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       | <= 10        |

|                             |      |       |      |   |      |         |
|-----------------------------|------|-------|------|---|------|---------|
| Baryum                      | 0    | 0     | 0    | 1 | mg/l | <= 0.7  |
| Bore                        | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 1000 |
| Cyanures totaux             | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 50   |
| Fluorures                   | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 1500 |
| Mercure                     | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 1    |
| Sélénium                    | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 10   |
| Bromochlorométhane          | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Chlorométhane               | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Chloro-3-propène            | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Chlorure de vinyl monomère  | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 0.5  |
| Dibromoéthane-1,2           | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dibromométhane              | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dichloroéthane-1,1          | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dichloroéthane-1,2          | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 3    |
| Dichloroéthylène-1,1        | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dichloroéthylène-1,2 cis    | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dichloroéthylène-1,2 trans  | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Dichlorométhane             | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Fréon 113                   | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Méthyltertiobutyléther      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Tetra + Trichloroéthylène   | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 10   |
| Tétrachloroéthane-1,1,2,2   | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Tétrachloroéthylène-1,1,2,2 | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Tétrachlorure de carbone    | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthane-1,1,1       | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthane-1,1,2       | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthylène           | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Trichlorofluorométhane      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 101                     | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 105                     | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 118                     | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 138                     | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 149                     | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 153                     | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 170                     | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 18                      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 180                     | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 194                     | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 209                     | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 28                      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 31                      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 35                      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 44                      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| PCB 52                      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Phosphate de tributyle      | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Somme des 7 PCBi            | 0    | 0     | 0    | 1 | µg/l |         |
| Chlore libre                | 0.29 | 0.38  | 0.53 | 3 | mg/l |         |
| Chlore total                | 0.33 | 0.445 | 0.56 | 2 | mg/l |         |

|                            |       |       |       |   |      |        |
|----------------------------|-------|-------|-------|---|------|--------|
| Bromates                   | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 10  |
| Bromoforme                 | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |        |
| Chloroforme                | 8.6   | 8.6   | 8.6   | 1 | µg/l |        |
| Dibromomonochlorométhane   | 0.31  | 0.31  | 0.31  | 1 | µg/l |        |
| Dichloromonobromométhane   | 2.4   | 2.4   | 2.4   | 1 | µg/l |        |
| Trihalométhanes totaux (4) | 11.31 | 11.31 | 11.31 | 1 | µg/l | <= 100 |
| Benzène                    | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 1   |
| Butyl benzène-n            | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |        |
| Butyl benzène-ter          | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |        |
| Chloro-2-toluène           | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |        |
| Chloro-3-toluène           | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |        |
| Chloro-4-toluène           | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |        |
| Cumène                     | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |        |
| Cymène-p                   | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |        |
| Ethylbenzène               | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |        |
| EthylTertioButylEther      | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |        |
| M + P Xylène               | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |        |
| Métaxylène                 | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |        |
| Orthoxylène                | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |        |
| Paraxylène                 | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |        |
| Pseudocumène               | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |        |
| Styrène                    | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |        |
| Toluène                    | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |        |
| Triméthylbenzène-1,2,3     | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |        |
| Triméthylbenzène-1,3,5     | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |        |
| Xylènes (somme O+M+P)      | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |        |

**ZD - ACHARD**

| Paramètre                      | Mini | Moyen   | Maxi | Nb d'analyse(s) | Unité      | Norme        |
|--------------------------------|------|---------|------|-----------------|------------|--------------|
| Bact et spores sulfito-rédu    | 0    |         | 0    | 3               | n/100ml    | = 0          |
| Bact Revivifiables à 22°C 68h  | 0    |         | 0    | 3               | n/ml       |              |
| Bact Revivifiables à 36°C 44h  | 0    |         | 0    | 3               | n/ml       |              |
| Bactéries Coliformes           | 0    |         | 0    | 3               | n/100ml    | = 0          |
| E.Coli /100ml                  | 0    |         | 0    | 3               | n/100ml    | = 0          |
| Entérocoques fécaux            | 0    |         | 0    | 3               | n/100ml    | = 0          |
| pH à température de l'eau      | 7.6  | 7.7     | 7.8  | 3               | Unité pH   | [6,5 - 9]    |
| Aspect (0 = RAS, 1 sinon)      | 0    |         | 0    | 3               | Qualitatif |              |
| Couleur                        | 0    | 0       | 0    | 1               | mg/l Pt    | <= 15        |
| Couleur apr. filtration simple | 0    | 0       | 0    | 3               | mg/l Pt    | <= 15        |
| Couleur (0=RAS 1 sinon)        | 0    |         | 0    | 3               | Qualitatif |              |
| Odeur (0=RAS, 1 sinon)         | 0    |         | 0    | 3               | Qualitatif |              |
| Saveur (0=RAS, 1 sinon)        | 0    |         | 0    | 3               | Qualitatif |              |
| Turbidité                      | 0.28 | 0.317   | 0.38 | 3               | NFU        | <= 2         |
| Pluviométrie-48h               | 0    | 50      | 100  | 3               | mm         |              |
| Température de l'air           | -9.5 | 5.267   | 15.8 | 3               | °C         |              |
| Température de l'eau           | 4.1  | 8.067   | 14.6 | 3               | °C         | <= 25        |
| Conductivité à 25°C            | 311  | 339.333 | 394  | 3               | µS/cm      | [200 - 1200] |
| Conductivité à 25°C in situ    | 317  | 343.667 | 396  | 3               | µS/cm      | <= 1100      |
| Ammonium                       | 0    | 0       | 0    | 3               | mg/l       | <= 0.1       |
| Chlore libre                   | 0.07 | 0.437   | 0.8  | 3               | mg/l       |              |
| Chlore total                   | 0.13 | 0.48    | 0.85 | 3               | mg/l       |              |

**ZD - BOURG DESSUS**

| Paramètre                      | Mini  | Moyen  | Maxi  | Nb d'analyse(s) | Unité      | Norme        |
|--------------------------------|-------|--------|-------|-----------------|------------|--------------|
| Bact et spores sulfito-rédu    | 0     |        | 0     | 6               | n/100ml    | = 0          |
| Bact Revivifiables à 22°C 68h  | 0     |        | 3     | 10              | n/ml       |              |
| Bact Revivifiables à 36°C 44h  | 0     |        | 18    | 10              | n/ml       |              |
| Bactéries Coliformes           | 0     |        | 0     | 10              | n/100ml    | = 0          |
| E.Coli /100ml                  | 0     |        | 0     | 10              | n/100ml    | = 0          |
| Entérocoques fécaux            | 0     |        | 0     | 10              | n/100ml    | = 0          |
| Chlorobenzène                  | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,2            | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,3            | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,4            | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| pH à température de l'eau      | 7.14  | 7.473  | 7.8   | 9               | Unité pH   | [6,5 - 9]    |
| Aspect (0 = RAS, 1 sinon)      | 0     |        | 0     | 6               | Qualitatif |              |
| Couleur                        | 0     | 0      | 0     | 1               | mg/l Pt    | <= 15        |
| Couleur apr. filtration simple | 0     | 0      | 0     | 6               | mg/l Pt    | <= 15        |
| Couleur (0=RAS 1 sinon)        | 0     |        | 0     | 6               | Qualitatif |              |
| Odeur (0=RAS, 1 sinon)         | 0     |        | 0     | 6               | Qualitatif |              |
| Saveur (0=RAS, 1 sinon)        | 0     |        | 0     | 6               | Qualitatif |              |
| Turbidité                      | 0.14  | 0.298  | 0.67  | 6               | NFU        | <= 2         |
| Turbidité Terrain              | 0.2   | 0.2    | 0.2   | 1               | NFU        | <= 2         |
| Hydrocarbure dissous (indice)  | 0     | 0      | 0     | 2               | mg/l       |              |
| Pluviométrie-48h               | 0     | 33.333 | 100   | 6               | mm         |              |
| Température de l'air           | -5.5  | 7.917  | 21.5  | 6               | °C         |              |
| Température de l'eau           | 6     | 10.84  | 16.2  | 10              | °C         | <= 25        |
| Fer total                      | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       | <= 200       |
| Conductivité à 25°C            | 270   | 472.5  | 542   | 6               | µS/cm      | [200 - 1200] |
| Conductivité à 25°C in situ    | 282   | 485    | 546   | 6               | µS/cm      | <= 1100      |
| Ammonium                       | 0     | 0      | 0     | 6               | mg/l       | <= 0.1       |
| Nitrites                       | 0     | 0      | 0     | 1               | mg/l       | <= 0.5       |
| Antimoine                      | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       | <= 5         |
| Cadmium                        | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       | <= 5         |
| Chrome total                   | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       | <= 50        |
| Cuivre                         | 0.049 | 0.049  | 0.049 | 1               | mg/l       | <= 2         |
| Nickel                         | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       | <= 20        |
| Plomb                          | 0     | 1      | 4     | 4               | µg/l       | <= 10        |
| Bromochlorométhane             | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Chlorométhane                  | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Chloro-3-propène               | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Chlorure de vinyl monomère     | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       | <= 0.5       |
| Dibromoéthane-1,2              | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichloroéthane-1,1             | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichloroéthane-1,2             | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       | <= 3         |
| Dichloroéthylène-1,1           | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichloroéthylène-1,2 cis       | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichloroéthylène-1,2 trans     | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorométhane                | 0     | 0      | 0     | 1               | µg/l       |              |

|                                |       |       |       |   |      |         |
|--------------------------------|-------|-------|-------|---|------|---------|
| Fréon 113                      | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Méthyltertobutyléther          | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Tetra + Trichloroéthylène      | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 10   |
| Tétrachloroéthane-1,1,2,2      | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Tétrachloroéthylène-1,1,2,2    | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Tétrachlorure de carbone       | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthane-1,1,1          | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthane-1,1,2          | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthylène              | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Trichlorofluorométhane         | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Acénaphène                     | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Acénaphthylène                 | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Anthracène                     | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Benzanthracène                 | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Benzo(a)pyrène                 | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 0.01 |
| Benzo(11,12)fluoranthène       | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Benzo(1,12)pérylène            | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Benzo(3,4)fluoranthène         | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Chrysène                       | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Dibenzo(a,h)anthracène         | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Fluoranthène                   | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Fluoranthène Méthyl-2          | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Fluorène                       | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Indéno(1,2,3-cd) Pyrène        | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Naphtalène                     | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Naphtalène Méthyl-2            | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Phénantrène                    | 0.014 | 0.014 | 0.014 | 1 | µg/l |         |
| Pyrène                         | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Chlore libre                   | 0.15  | 0.264 | 0.36  | 9 | mg/l |         |
| Chlore total                   | 0.23  | 0.294 | 0.38  | 7 | mg/l |         |
| Bromoforme                     | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Chloroforme                    | 5.2   | 5.2   | 5.2   | 1 | µg/l |         |
| Dibromomonochlorométhane       | 0.21  | 0.21  | 0.21  | 1 | µg/l |         |
| Dichloromonobromométhane       | 1.3   | 1.3   | 1.3   | 1 | µg/l |         |
| Trihalométhanes totaux (4)     | 6.71  | 6.71  | 6.71  | 1 | µg/l | <= 100  |
| Benzène                        | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 1    |
| Butyl benzène-n                | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Butyl benzène-ter              | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Chloro-2-toluène               | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Chloro-3-toluène               | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Chloro-4-toluène               | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Cumène                         | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Cymène-p                       | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Ethylbenzène                   | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| EthylTertioButylEther          | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| M + P Xylène                   | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Métaxylène                     | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |



|                        |   |   |   |   |      |  |
|------------------------|---|---|---|---|------|--|
| Orthoxylène            | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Paraxylène             | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Pseudocumène           | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Styrène                | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Toluène                | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Triméthylbenzène-1,2,3 | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Triméthylbenzène-1,3,5 | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Xylènes (somme O+M+P)  | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |

**ZD - IMP**

| Paramètre                      | Mini | Moyen  | Maxi | Nb d'analyse(s) | Unité      | Norme        |
|--------------------------------|------|--------|------|-----------------|------------|--------------|
| Bact et spores sulfito-rédu    | 0    |        | 0    | 4               | n/100ml    | = 0          |
| Bact Revivifiables à 22°C 68h  | 0    |        | 3    | 5               | n/ml       |              |
| Bact Revivifiables à 36°C 44h  | 0    |        | 26   | 5               | n/ml       |              |
| Bactéries Coliformes           | 0    |        | 0    | 5               | n/100ml    | = 0          |
| E.Coli /100ml                  | 0    |        | 0    | 5               | n/100ml    | = 0          |
| Entérocoques fécaux            | 0    |        | 0    | 5               | n/100ml    | = 0          |
| Chlorobenzène                  | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,2            | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,3            | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,4            | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| pH à température de l'eau      | 7.5  | 7.61   | 7.7  | 5               | Unité pH   | [6,5 - 9]    |
| Aspect (0 = RAS, 1 sinon)      | 0    |        | 0    | 4               | Qualitatif |              |
| Couleur                        | 0    | 0      | 0    | 1               | mg/l Pt    | <= 15        |
| Couleur apr. filtration simple | 0    | 0      | 0    | 4               | mg/l Pt    | <= 15        |
| Couleur (0=RAS 1 sinon)        | 0    |        | 0    | 4               | Qualitatif |              |
| Odeur (0=RAS, 1 sinon)         | 0    |        | 0    | 4               | Qualitatif |              |
| Saveur (0=RAS, 1 sinon)        | 0    |        | 0    | 4               | Qualitatif |              |
| Turbidité                      | 0.21 | 0.265  | 0.37 | 4               | NFU        | <= 2         |
| Pluviométrie-48h               | 0    | 25     | 100  | 4               | mm         |              |
| Température de l'air           | -5   | 10.125 | 27   | 4               | °C         |              |
| Température de l'eau           | 6.4  | 11.68  | 17.5 | 5               | °C         | <= 25        |
| Fer total                      | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       | <= 200       |
| Conductivité à 25°C            | 321  | 331.75 | 350  | 4               | µS/cm      | [200 - 1200] |
| Conductivité à 25°C in situ    | 329  | 333.25 | 338  | 4               | µS/cm      | <= 1100      |
| Ammonium                       | 0    | 0      | 0    | 4               | mg/l       | <= 0.1       |
| Nitrites                       | 0    | 0      | 0    | 1               | mg/l       | <= 0.5       |
| Antimoine                      | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       | <= 5         |
| Cadmium                        | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       | <= 5         |
| Chrome total                   | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       | <= 50        |
| Cuivre                         | 0.58 | 0.58   | 0.58 | 1               | mg/l       | <= 2         |
| Nickel                         | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       | <= 20        |
| Plomb                          | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       | <= 10        |
| Bromochlorométhane             | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Chlorométhane                  | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Chloro-3-propène               | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Chlorure de vinyl monomère     | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       | <= 0.5       |
| Dibromoéthane-1,2              | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Dichloroéthane-1,1             | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Dichloroéthane-1,2             | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       | <= 3         |
| Dichloroéthylène-1,1           | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Dichloroéthylène-1,2 cis       | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Dichloroéthylène-1,2 trans     | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorométhane                | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Fréon 113                      | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Méthyltertiobutyléther         | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |

|                                |       |       |       |   |      |         |
|--------------------------------|-------|-------|-------|---|------|---------|
| Tetra + Trichloroéthylène      | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 10   |
| Tétrachloroéthane-1,1,2,2      | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Tétrachloroéthylène-1,1,2,2    | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Tétrachlorure de carbone       | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthane-1,1,1          | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthane-1,1,2          | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthylène              | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Trichlorofluorométhane         | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Acénaphène                     | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Acénaphthylène                 | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Anthracène                     | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Benzanthrène                   | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Benzo(a)pyrène                 | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 0.01 |
| Benzo(11,12)fluoranthène       | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Benzo(1,12)pérylène            | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Benzo(3,4)fluoranthène         | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Chrysène                       | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Dibenzo(a,h)anthracène         | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Fluoranthène                   | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Fluoranthène Méthyl-2          | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Fluorène                       | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Indéno(1,2,3-cd) Pyrène        | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Naphtalène                     | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Naphtalène Méthyl-2            | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Phénantrène                    | 0.011 | 0.011 | 0.011 | 1 | µg/l |         |
| Pyrène                         | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Chlore libre                   | 0     | 0.132 | 0.34  | 5 | mg/l |         |
| Chlore total                   | 0.03  | 0.17  | 0.36  | 4 | mg/l |         |
| Bromoforme                     | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Chloroforme                    | 45    | 45    | 45    | 1 | µg/l |         |
| Dibromomonochlorométhane       | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Dichloromonobromométhane       | 2.3   | 2.3   | 2.3   | 1 | µg/l |         |
| Trihalométhanes totaux (4)     | 47.3  | 47.3  | 47.3  | 1 | µg/l | <= 100  |
| Benzène                        | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 1    |
| Butyl benzène-n                | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Butyl benzène-ter              | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Chloro-2-toluène               | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Chloro-3-toluène               | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Chloro-4-toluène               | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Cumène                         | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Cymène-p                       | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Ethylbenzène                   | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| EthylTertioButylEther          | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| M + P Xylène                   | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Métaxylène                     | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Orthoxylène                    | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Paraxylène                     | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |

|                        |   |   |   |   |      |  |
|------------------------|---|---|---|---|------|--|
| Pseudocumène           | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Styrène                | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Toluène                | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Triméthylbenzène-1,2,3 | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Triméthylbenzène-1,3,5 | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Xylènes (somme O+M+P)  | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |

**ZD - LE BOUCHET**

| Paramètre                      | Mini | Moyen  | Maxi | Nb d'analyse(s) | Unité      | Norme        |
|--------------------------------|------|--------|------|-----------------|------------|--------------|
| Bact et spores sulfito-rédu    | 0    |        | 0    | 4               | n/100ml    | = 0          |
| Bact Revivifiables à 22°C 68h  | 0    |        | 1    | 5               | n/ml       |              |
| Bact Revivifiables à 36°C 44h  | 0    |        | 0    | 5               | n/ml       |              |
| Bactéries Coliformes           | 0    |        | 0    | 5               | n/100ml    | = 0          |
| E.Coli /100ml                  | 0    |        | 0    | 5               | n/100ml    | = 0          |
| Entérocoques fécaux            | 0    |        | 0    | 5               | n/100ml    | = 0          |
| Chlorobenzène                  | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,2            | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,3            | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorobenzène-1,4            | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| pH à température de l'eau      | 7.41 | 7.782  | 8    | 5               | Unité pH   | [6,5 - 9]    |
| Aspect (0 = RAS, 1 sinon)      | 0    |        | 0    | 4               | Qualitatif |              |
| Couleur                        | 0    | 0      | 0    | 1               | mg/l Pt    | <= 15        |
| Couleur apr. filtration simple | 0    | 0      | 0    | 4               | mg/l Pt    | <= 15        |
| Couleur (0=RAS 1 sinon)        | 0    |        | 0    | 4               | Qualitatif |              |
| Odeur (0=RAS, 1 sinon)         | 0    |        | 0    | 4               | Qualitatif |              |
| Saveur (0=RAS, 1 sinon)        | 0    |        | 0    | 4               | Qualitatif |              |
| Turbidité                      | 0.57 | 0.688  | 0.81 | 4               | NFU        | <= 2         |
| Pluviométrie-48h               | 0    | 37.5   | 100  | 4               | mm         |              |
| Température de l'air           | -8.2 | 5.6    | 19.8 | 4               | °C         |              |
| Température de l'eau           | 4    | 9.1    | 14   | 5               | °C         | <= 25        |
| Fer total                      | 16   | 16     | 16   | 1               | µg/l       | <= 200       |
| Conductivité à 25°C            | 304  | 355.25 | 417  | 4               | µS/cm      | [200 - 1200] |
| Conductivité à 25°C in situ    | 315  | 369    | 433  | 4               | µS/cm      | <= 1100      |
| Ammonium                       | 0    | 0      | 0    | 4               | mg/l       | <= 0.1       |
| Nitrites                       | 0    | 0      | 0    | 1               | mg/l       | <= 0.5       |
| Antimoine                      | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       | <= 5         |
| Cadmium                        | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       | <= 5         |
| Chrome total                   | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       | <= 50        |
| Cuivre                         | 0.06 | 0.06   | 0.06 | 1               | mg/l       | <= 2         |
| Nickel                         | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       | <= 20        |
| Plomb                          | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       | <= 10        |
| Bromochlorométhane             | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Chlorométhane                  | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Chloro-3-propène               | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Chlorure de vinyl monomère     | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       | <= 0.5       |
| Dibromoéthane-1,2              | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Dichloroéthane-1,1             | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Dichloroéthane-1,2             | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       | <= 3         |
| Dichloroéthylène-1,1           | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Dichloroéthylène-1,2 cis       | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Dichloroéthylène-1,2 trans     | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Dichlorométhane                | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Fréon 113                      | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |
| Méthyltertiobutyléther         | 0    | 0      | 0    | 1               | µg/l       |              |

|                                |       |       |       |   |      |         |
|--------------------------------|-------|-------|-------|---|------|---------|
| Tetra + Trichloroéthylène      | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 10   |
| Tétrachloroéthane-1,1,2,2      | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Tétrachloroéthylène-1,1,2,2    | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Tétrachlorure de carbone       | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthane-1,1,1          | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthane-1,1,2          | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Trichloroéthylène              | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Trichlorofluorométhane         | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Acénaphène                     | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Acénaphthylène                 | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Anthracène                     | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Benzanthrène                   | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Benzo(a)pyrène                 | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 0.01 |
| Benzo(11,12)fluoranthène       | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Benzo(1,12)pérylène            | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Benzo(3,4)fluoranthène         | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Chrysène                       | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Dibenzo(a,h)anthracène         | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Fluoranthène                   | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Fluoranthène Méthyl-2          | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Fluorène                       | 0.007 | 0.007 | 0.007 | 1 | µg/l |         |
| Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Indéno(1,2,3-cd) Pyrène        | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 0.1  |
| Naphtalène                     | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Naphtalène Méthyl-2            | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Phénanthrène                   | 0.019 | 0.019 | 0.019 | 1 | µg/l |         |
| Pyrène                         | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Chlore libre                   | 0     | 0.158 | 0.37  | 5 | mg/l |         |
| Chlore total                   | 0.05  | 0.143 | 0.24  | 4 | mg/l |         |
| Bromoforme                     | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Chloroforme                    | 3.6   | 3.6   | 3.6   | 1 | µg/l |         |
| Dibromomonochlorométhane       | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Dichloromonobromométhane       | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Trihalométhanes totaux (4)     | 3.6   | 3.6   | 3.6   | 1 | µg/l | <= 100  |
| Benzène                        | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l | <= 1    |
| Butyl benzène-n                | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Butyl benzène-ter              | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Chloro-2-toluène               | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Chloro-3-toluène               | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Chloro-4-toluène               | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Cumène                         | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Cymène-p                       | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Ethylbenzène                   | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| EthylTertioButylEther          | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| M + P Xylène                   | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Métaxylène                     | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Orthoxylène                    | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |
| Paraxylène                     | 0     | 0     | 0     | 1 | µg/l |         |

|                        |   |   |   |   |      |  |
|------------------------|---|---|---|---|------|--|
| Pseudocumène           | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Styrène                | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Toluène                | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Triméthylbenzène-1,2,3 | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Triméthylbenzène-1,3,5 | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |
| Xylènes (somme O+M+P)  | 0 | 0 | 0 | 1 | µg/l |  |

## ZD - TROU QUI SOUFFLE

| Paramètre                      | Mini | Moyen | Maxi | Nb d'analyse(s) | Unité      | Norme        |
|--------------------------------|------|-------|------|-----------------|------------|--------------|
| Bact et spores sulfito-rédu    | 0    |       | 0    | 1               | n/100ml    | = 0          |
| Bact Revivifiables à 22°C 68h  | 0    |       | 0    | 2               | n/ml       |              |
| Bact Revivifiables à 36°C 44h  | 0    |       | 0    | 2               | n/ml       |              |
| Bactéries Coliformes           | 0    |       | 0    | 2               | n/100ml    | = 0          |
| E.Coli /100ml                  | 0    |       | 0    | 2               | n/100ml    | = 0          |
| Entérocoques fécaux            | 0    |       | 0    | 2               | n/100ml    | = 0          |
| pH à température de l'eau      | 7.7  | 7.7   | 7.7  | 2               | Unité pH   | [6,5 - 9]    |
| Aspect (0 = RAS, 1 sinon)      | 0    |       | 0    | 1               | Qualitatif |              |
| Couleur apr. filtration simple | 0    | 0     | 0    | 1               | mg/l Pt    | <= 15        |
| Couleur (0=RAS 1 sinon)        | 0    |       | 0    | 1               | Qualitatif |              |
| Odeur (0=RAS, 1 sinon)         | 0    |       | 0    | 1               | Qualitatif |              |
| Saveur (0=RAS, 1 sinon)        | 0    |       | 0    | 1               | Qualitatif |              |
| Turbidité                      | 0.44 | 0.44  | 0.44 | 1               | NFU        | <= 2         |
| Turbidité Terrain              | 0.2  | 0.2   | 0.2  | 1               | NFU        | <= 2         |
| Pluviométrie-48h               | 100  | 100   | 100  | 1               | mm         |              |
| Température de l'air           | 15.8 | 15.8  | 15.8 | 1               | °C         |              |
| Température de l'eau           | 9    | 14.55 | 20.1 | 2               | °C         | <= 25        |
| Conductivité à 25°C            | 266  | 266   | 266  | 1               | µS/cm      | [200 - 1200] |
| Conductivité à 25°C in situ    | 268  | 268   | 268  | 1               | µS/cm      | <= 1100      |
| Ammonium                       | 0    | 0     | 0    | 1               | mg/l       | <= 0.1       |
| Chlore libre                   | 0    | 0.075 | 0.15 | 2               | mg/l       |              |
| Chlore total                   | 0    | 0     | 0    | 1               | mg/l       |              |

**ZD - VERNAY**

| Paramètre                      | Mini  | Moyen   | Maxi  | Nb d'analyse(s) | Unité      | Norme        |
|--------------------------------|-------|---------|-------|-----------------|------------|--------------|
| Bact et spores sulfito-rédu    | 0     |         | 0     | 3               | n/100ml    | = 0          |
| Bact Revivifiables à 22°C 68h  | 0     |         | 300   | 6               | n/ml       |              |
| Bact Revivifiables à 36°C 44h  | 0     |         | 300   | 6               | n/ml       |              |
| Bactéries Coliformes           | 0     |         | 0     | 6               | n/100ml    | = 0          |
| E.Coli /100ml                  | 0     |         | 0     | 6               | n/100ml    | = 0          |
| Entérocoques fécaux            | 0     |         | 0     | 6               | n/100ml    | = 0          |
| pH à température de l'eau      | 7.2   | 7.476   | 7.7   | 5               | Unité pH   | [6,5 - 9]    |
| Aspect (0 = RAS, 1 sinon)      | 0     |         | 0     | 3               | Qualitatif |              |
| Couleur apr. filtration simple | 0     | 0       | 0     | 3               | mg/l Pt    | <= 15        |
| Couleur (0=RAS 1 sinon)        | 0     |         | 0     | 3               | Qualitatif |              |
| Odeur (0=RAS, 1 sinon)         | 0     |         | 0     | 3               | Qualitatif |              |
| Saveur (0=RAS, 1 sinon)        | 0     |         | 0     | 3               | Qualitatif |              |
| Turbidité                      | 0.14  | 0.153   | 0.18  | 3               | NFU        | <= 2         |
| Turbidité Terrain              | 0.28  | 0.28    | 0.28  | 1               | NFU        | <= 2         |
| Pluviométrie-48h               | 0     | 66.667  | 100   | 3               | mm         |              |
| Température de l'air           | 4     | 14.567  | 26.2  | 3               | °C         |              |
| Température de l'eau           | 6     | 10.617  | 17.3  | 6               | °C         | <= 25        |
| Conductivité à 25°C            | 293   | 430.333 | 507   | 3               | µS/cm      | [200 - 1200] |
| Conductivité à 25°C in situ    | 286   | 446.667 | 530   | 3               | µS/cm      | <= 1100      |
| Ammonium                       | 0     | 0       | 0     | 3               | mg/l       | <= 0.1       |
| Aluminium total                | 0.075 | 0.075   | 0.075 | 1               | mg/l       | <= 0.2       |
| Plomb                          | 0     | 0.525   | 1.05  | 2               | µg/l       | <= 10        |
| Chlore libre                   | 0     | 0.237   | 0.48  | 6               | mg/l       |              |
| Chlore total                   | 0     | 0.213   | 0.38  | 3               | mg/l       |              |



## 6.4. Le bilan énergétique du patrimoine

→ *Bilan énergétique détaillé du patrimoine*

### Installation de production

|                                  | 2015    | 2016    | 2017    | 2018    | 2019    | N/N-1  |
|----------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|--------|
| <b>BELLECOMBE / LE BOUCHET</b>   |         |         |         |         |         |        |
| Energie facturée consommée (kWh) | 4 296   | 995     | 4 551   | 6 827   | 5 100   | -25,3% |
| <b>IMP</b>                       |         |         |         |         |         |        |
| Energie facturée consommée (kWh) | 21 348  | 19 930  | 17 588  | 17 182  | 18 866  | 9,8%   |
| Volume produit refoulé (m3)      | 5 824   | 10 175  | 5 881   | 5 672   | 6 038   | 6,5%   |
| <b>LE PUIITS BOURG</b>           |         |         |         |         |         |        |
| Volume produit refoulé (m3)      | 39 192  | 37 967  | 34 994  | 20 897  | 45 743  | 118,9% |
| <b>LE PUIITS VILLAGE</b>         |         |         |         |         |         |        |
| Energie facturée consommée (kWh) | 83 197  | 82 614  | 85 226  | 79 253  | 88 634  | 11,8%  |
| Volume produit refoulé (m3)      | 118 770 | 123 505 | 121 022 | 128 433 | 128 744 | 0,2%   |

### Installation de reprise, de pompage ou surpresseur

|                                      | 2015  | 2016  | 2017  | 2018  | 2019  | N/N-1 |
|--------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| <b>Station de pompage Villeneuve</b> |       |       |       |       |       |       |
| Energie facturée consommée (kWh)     | 7 175 | 1 348 | 8 452 | 6 713 | 8 390 | 25,0% |

### Réservoir ou château d'eau

|                                  | 2015 | 2016 | 2017  | 2018  | 2019  | N/N-1  |
|----------------------------------|------|------|-------|-------|-------|--------|
| <b>Réservoir Les Ronins</b>      |      |      |       |       |       |        |
| Energie facturée consommée (kWh) | -238 | 63   | 2 143 | 5 299 | 3 995 | -24,6% |

## 6.5. Annexes financières

### → Les modalités d'établissement du CARE

#### Introduction générale

Le décret 2005-236, codifié aux articles R1411-7 et R1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, a fourni des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégué prévu à l'article L1411-3 du même CGCT, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2019 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

#### Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux au sein de la Région Centre-Est de Veolia Eau (groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau, construite depuis 2018 selon une logique « gLocale » dans le cadre du projet d'entreprise « Osons 20/20 », répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 65 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elle assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service clientèle, ressources humaines, bureau d'étude technique, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats les produits et les charges relevant d'une part de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau national (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

### **Faits Marquants**

Comme évoqué précédemment, Veolia Eau a mis en œuvre à compter de 2018 une nouvelle organisation plus adaptée aux enjeux du secteur. Quelques actions complémentaires ont eu lieu en 2019 pour achever ce déploiement et, à ce titre, des coûts de restructuration, par nature exceptionnels, ont été engendrés et repartis entre les contrats de la Société.

#### **1. Produits**

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou facturés au cours du mois de décembre et comptabilisée. Les éventuels écarts d'avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements comptabilisés (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder – dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

## **2. Charges**

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- 💧 les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes § 2.1),
- 💧 la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées § 2.1.2).

### **2.1. Charges exclusivement imputables au contrat**

Ces charges comprennent :

- 💧 les dépenses courantes d'exploitation (cf 2.1.1),
- 💧 un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- 💧 les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- 💧 les charges relatives aux travaux à titre exclusifs.

#### **2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation**

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

Par ailleurs, la précision suivante est apportée sur la prise en compte de la fiscalité indirecte applicable aux consommations d'électricité. Depuis 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (qui a alors absorbé la Contribution au Service Public de l'Electricité) est calculée comme une majoration du prix du KWH selon un barème fonction de l'électrointensivité de la Société au cours de l'année considérée. Ce taux applicable n'est donc pas nécessairement connu en début d'année et des régularisations peuvent donc avoir lieu au cours des exercices suivants.

Ces régularisations sont enregistrées dans les CARE lors de leur versement effectif. A ce titre, les CARE présentés au titre de 2019 peuvent comprendre des remboursements obtenus au titre de consommations d'électricité survenues en 2016, 2017 et 2018. Ces régularisations sont imputées au contrat selon les points de livraison de l'électricité consommée.

### 2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique...il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges calculées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 1 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

#### **Charges relatives au renouvellement :**

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

##### **- Garantie pour continuité du service**

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 2 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 3 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

#### - Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après) ;
- d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

#### - Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

#### **Charges relatives aux investissements :**

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat,
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée,
- avec, dans les deux cas, une progressivité prédéterminée et constante (+1,5 % par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros courants, le montant de l'investissement initial. S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

Le taux financier retenu se définit comme le taux de référence d'un financement par endettement en vigueur l'année de la réalisation de l'investissement (calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat majoré de 0,5% pour les investissements réalisés jusqu'au 31.12.2007 et de 1,0% pour les investissements réalisés depuis cette date compte tenu de l'évolution tendancielle du coût des emprunts souscrits par le Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT). Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité annuelle de 1,5 % indiquée ci-dessus.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

#### - Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

#### - Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunt contractées par la Collectivité, le montant des annuités peut varier pendant la durée du contrat ; la charge correspondante est déterminée selon un calcul actuariel permettant de lisser cette charge sur cette durée.

#### - Impact des avances remboursables à taux zéro

Lorsque la Société bénéficie d'avances remboursables sans intérêts de la part d'une Agence de l'Eau pour contribuer au financement de certains travaux exécutés dans le cadre d'un contrat de DSP, un calcul spécifique est effectué depuis 2011 pour tenir compte dans le CARE de l'avantage temporaire que représente cette mise à disposition de fonds sans intérêts. Des produits spécifiques sont ainsi calculés sur le capital restant dû en début d'exercice au titre de ces avances, au taux d'intérêt de référence tel que défini ci-dessus et applicable l'année de versement initial de chaque avance. Ces produits sont ensuite portés en minoration des charges économiques calculées au titre des investissements du domaine concédé.

#### - Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

### **2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement**

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

### **2.1.4. Impôt sur les sociétés**

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2019 correspond au taux de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises de plus de 250 M€ de CA (33,33 %), hors contribution sociale additionnelle de 3,3%, mais aussi sans tenir compte des taux de base plus faibles applicables à de plus petites sociétés ou encore à la première tranche de bénéfice imposable .

## **2.2. Charges réparties**

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

### **2.2.1. Principe de répartition**

Le principe de base est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

D'autre part, le projet d'entreprise « Osons 20/20 ! » comporte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences consommateur de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement, centre d'appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales:

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les versements aux collectivités.
- La plateforme RC 360 qui gère les flux mails, courriers, appels téléphonique des consommateurs.

Le coût de ces plateformes intègre à l'origine différentes composantes : des coûts de personnel, des loyers, de la sous traitance... Dans une logique de simplification, le coût des plateformes répartie sur chaque contrat est en revanche regroupée pour être enregistrée sur la seule ligne « sous traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein desdites plateformes donc).



A noter toutefois que dans le contexte de poursuite de la montée en puissance de cette nouvelle organisation et des contraintes associées, le coût de ces plateformes a été réparti de la façon suivante : comme en 2018, une pré répartition du coût des plateformes vers les Territoires a été effectuée en tenant compte de l'organisation antérieure et sur la base de la valeur ajoutée simplifiée de 2018. La répartition entre les contrats s'est ensuite effectuée selon la clef de la valeur ajoutée simplifiée 2019 tel qu'exposé au paragraphe 2.2.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote part forfaitaire de « peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

### **2.2.2. Prise en compte des frais centraux**

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats.

## **2.3. Autres charges**

### **2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)**

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (travaux exclusifs, production immobilisée, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

### 2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2019 au titre de l'exercice 2018.

### 2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- 💧 inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- 💧 inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du Groupe Veolia, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2019 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2020.

---

Notes :

1. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*

2. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
3. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
  - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
  - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*
4. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.*

Cyril CHASSAGNARD  
Directeur Régional – Centre-Est

#### → **Avis des commissaires aux comptes**

La Société a demandé à un Co-Commissaire aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

## 6.6. Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (\*)



**Certificat**  
Certificate

N° 2015/69288.4

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS.  
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.  
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.  
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.  
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 50001 : 2011**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

Adresse  
Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

N° SIREN  
572025526

Liste des sites certifiés en pages suivantes / List of certified locations on the following pages

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)  
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

2018-11-11

Jusqu'au  
until

2021-08-20

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probante.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

**Franck LEBEUGLE**  
Directeur Général d'AFNOR Certification  
Managing Director of AFNOR Certification



Recette certifiée électronique, consultable sur [www.afnor.org](https://www.afnor.org). Néanmoins, la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at [www.afnor.org](https://www.afnor.org), attests to the  
that the company is certified. Certification of the management system, provided by AFNOR Certification, is available on [www.afnor.org](https://www.afnor.org).  
Management System Certification. Issued under the AFNOR Certification logo, which is a registered trademark. ©2018 AFNOR Certification

Flasquez ce QR Code  
pour vérifier la validité  
du certificat



# Certificat

Certificate

N° 2015/69287.5

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

## VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.  
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.  
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.  
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.  
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 9001 : 2015**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste complémentaire des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

2018-11-10

Jusqu'au  
Until

2021-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probante.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probative value.

**Franck LEBEUGLE**  
**Directeur Général d'AFNOR Certification**  
**Managing Director of AFNOR Certification**



Placez ce QR  
Code pour vérifier la  
validité du certificat

Read the electronic certificate available at <https://www.afnor.org> for the scope and the certification of the system. The electronic certificate only available at <https://www.afnor.org>  
Read the electronic certificate available at <https://www.afnor.org> for the scope and the certification of the system. The electronic certificate only available at <https://www.afnor.org>  
AFNOR Certification n°10001 Management System Certification, Scope: production of <https://www.afnor.org>  
AFNOR Certification n°10001 Management System Certification, Scope: production of <https://www.afnor.org>



# Certificat

Certificate

N° 2015/69286.5

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

## VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.  
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.  
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.  
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.  
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 14001 : 2015**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste complémentaire des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

2018-11-10

Jusqu'au  
Until

2021-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probante.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

**Franck LEBEUGLE**  
**Directeur Général d'AFNOR Certification**  
Managing Director of AFNOR Certification



Placez ce QR  
Code pour vérifier la  
validité du certificat

Real le certificat électronique, consultable sur [www.afnor.org](https://www.afnor.org) dès 10 jours après la date de la certification de l'organisme. The electronic certificate only available on [www.afnor.org](https://www.afnor.org) after 10 days after the date of the certification of the organization. Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probante. This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value. AFNOR Certification est accréditée par le Comité Français d'Accréditation (Cofrac) pour la certification de systèmes de management. AFNOR Certification is accredited by the Comité Français d'Accréditation (Cofrac) for the certification of management systems. AFNOR Certification est accréditée par le Comité Français d'Accréditation (Cofrac) pour la certification de systèmes de management. AFNOR Certification is accredited by the Comité Français d'Accréditation (Cofrac) for the certification of management systems.

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 00 00  
SAS au capital de 16 187 000 € - 479 078 002 RCS Bobigny - [www.afnor.org](http://www.afnor.org)

**afnor**  
CERTIFICATION

(\*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

## 6.7. Actualité réglementaire 2019

Certains textes présentés ci-dessous ont un impact contractuel. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

### Services publics locaux

#### → *Loi Engagement et Proximité et transfert de compétences*

La loi 2019-1461 du 27 décembre 2019, complétée par une note ministérielle d'information du 29 décembre 2019, modifie certaines modalités de transfert des compétences « eau » et « assainissement » introduites par la loi NOTRe du mois d'août 2015. Ces modifications portent essentiellement sur deux éléments du dispositif :

- L'exercice de la "minorité de blocage" prévu par la loi 2018-702 du 3 août 2018 permettant dans certaines conditions un report au 1er janvier 2026 du transfert obligatoire des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes, qui prenait fin initialement au 1er juillet 2019 a été repoussé au 1er janvier 2020.
- Un mécanisme à la carte de "délégation de compétence" est instauré par la loi. Une communauté de communes ou une communauté d'agglomération peut déléguer par convention à l'une de ses communes membres, tout ou partie, de sa compétence eau potable, assainissement ou gestion des eaux pluviales urbaines. En cas de demande de délégation par une commune, le conseil communautaire dispose d'un délai de 3 mois pour statuer et doit motiver tout refus éventuel. Le contenu de la convention est fixé par la loi.

Enfin, les syndicats compétents en matière d'eau, d'assainissement et de gestion des eaux pluviales urbaines, inclus en totalité dans le périmètre d'une communauté d'agglomérations ou communauté de communes, dits "syndicats infracommunautaires" et existant au 1er janvier 2019, sont maintenus pendant une durée de 6 mois suivant la prise de compétence de la communauté d'agglomération ou communauté de communes.

#### → *Commande publique*

Une série de 23 arrêtés et 5 avis sont parus en date du 22 mars 2019 portant diverses modifications mineures du code de la commande publique. Bon nombre de ces dispositions concerne le déroulement formel d'une procédure, notamment, l'accès aux documents de la consultation, les modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde ou encore l'envoi d'un accusé de réception électronique.

Le 30 octobre 2019 la Commission Européenne a modifié les seuils applicables aux concessions et aux marchés publics de fournitures, services et travaux qui sont passés respectivement de 5 548 000€ à 5 350 000€ et de 443 000€ à 428 000€.

En fin d'année, le décret 2019-1344 du 12 décembre 2019 a porté à effet du 1er janvier 2020 de 25 000€ à 40 000€ le seuil à compter duquel les acheteurs publics doivent procéder à une mise en concurrence des marchés publics et contrats de concessions.

De même le décret 2019-1375 du 17 décembre 2019 a porté de 209 000€ à 214 000€ le montant des marchés publics devant être présentés au contrôle de légalité, et ceci pour les marchés dont la procédure a été lancée à compter du 2 janvier 2020.

#### → *Facturation électronique*

La loi 2019-486 du 22 mai 2019 dite "loi PACTE" modifie quelques dispositions du code de la commande publique mais aussi du code de la consommation principalement en matière de traçabilité de la facturation électronique. Un décret 2019-748 du 18 juillet 2019 apporte des précisions complémentaires.

### → *ICPE /IOTA / Evaluation environnementale*

L'arrêté du 28 mars 2019 (JO du 14 juin 2019) fixe le nouveau formulaire de demande d'autorisation environnementale. Ce formulaire (CERFA n° 15964\*01) a été publié plus de deux ans après l'entrée en vigueur du dispositif. Dans le document Cerfa, on notera notamment :

- l'emploi de l'acronyme AIOT (activités, installations, ouvrages ou travaux), résultant de la volonté de regrouper les ICPE et les IOTA ;
- dans le cadre de la nature de l'objet de la demande, la distinction entre le nouveau projet d'AIOT et l'extension/modification substantielle.

Le décret n° 2029-1352 du 12 décembre 2019 simplifie la procédure d'instruction des demandes d'autorisation environnementale notamment sur la dématérialisation des dossiers de demande d'autorisation et la suppression de certaines consultations jusqu'ici obligatoires.

### → *Amiante*

Un arrêté interministériel en date du 1<sup>er</sup> octobre 2019 (JO du 20 octobre 2019) définit les compétences des laboratoires pour procéder aux analyses des échantillons de matériaux et de produits susceptibles de contenir de l'amiante. Cet arrêté s'inscrit dans le cadre du repérage de l'amiante avant travaux qui rend obligatoire le recours à des laboratoires, accrédités par le Comité français d'accréditation (Cofrac), pour analyser les prélèvements réalisés par les opérateurs réalisant le repérage de l'amiante.

### → *Travaux à proximité des réseaux*

Une décision du 2 décembre 2019 (JO du 8 décembre 2019) porte approbation des mises à jour du fascicule 1 « dispositions générales » et du fascicule 3 « formulaires et autres documents pratiques » du guide d'application de la réglementation anti-endommagement. Cette mise à jour du guide technique d'application fait suite aux évolutions réglementaires intervenues fin 2018.

Dans la continuité des évolutions réglementaires intervenues fin 2018, trois arrêtés sont venus préciser les conditions de délivrance de l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR). Deux arrêtés du 15 janvier 2019 (JO du 28 février 2019) et l'arrêté du 29 avril 2019 (JO du 25 juillet 2019) fixent la liste des compétences et diplômes professionnels délivrés par les ministres chargés de l'éducation et de l'enseignement supérieur permettant la délivrance de l'AIPR par l'employeur.

L'arrêté du 5 novembre 2019 (JO du 24 novembre 2019) fixe, pour l'année 2019, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Inéris. Ce téléservice ([www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr)) référence les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

### → *Prévention des maladies vectorielles transmises par les insectes*

La prévention des maladies vectorielles transmises par les insectes est une préoccupation croissante des autorités de santé.

- Le décret 2019-258 du 29 mars 2019 précise les modalités de mise en œuvre des missions de surveillance et d'intervention autour des nouvelles implantations de moustiques et des cas suspects confiées aux agences régionales de santé pour prévenir les épidémies de maladies vectorielles, ainsi que d'autres mesures de prévention et d'information. Au titre des mesures de prévention, ce décret mentionne l'article L2213-31 du Code Général des Collectivités Territoriales qui permet au maire de prescrire aux propriétaires de terrains bâtis ou non bâtis, les mesures nécessaires pour lutter, contre l'insalubrité que constitue le développement des insectes vecteurs dans les zones urbanisées. Les zones de stagnation de l'eau y sont identifiées comme des « points à risque ».
- Un premier arrêté du 23 juillet 2019 (JO du 26 juillet 2019) inscrit la totalité des 101 départements français sur la liste des départements où est constatée l'existence de conditions entraînant le



développement ou un risque de développement d'arboviroses transmises par les moustiques et constituant une menace pour la santé de la population.

- Un second arrêté du 23 juillet 2019 (JO du 28 juillet 2019) précise les modalités de mise en œuvre des missions de surveillance entomologique (c-à-d, des insectes), d'intervention autour des détections et de prospection, de traitement et travaux autour des lieux fréquentés par les cas humains de maladies transmises par les moustiques vecteurs.

## **Service public de l'eau**

### **→ Facture d'eau et d'assainissement**

Le décret 2019-1356 du 13 décembre 2019 modifie la taxe perçue jusque-là par Voies Navigables de France (VNF) auprès des titulaires d'ouvrages hydrauliques pour la prise d'eau en une redevance de prise et de rejet d'eau. Cette redevance est dorénavant due tant pour le prélèvement que pour l'évacuation des volumes d'eau. Une contre-valeur de la redevance sera répercutée sur chaque abonné des services d'eau et maintenant d'assainissement. Cette redevance dont le montant sera fixé par VNF est applicable à l'exercice 2019.

### **→ Captages d'eau potable**

L'article 61 de la loi 2019-774 du 24 juillet 2019 (JO du 26 juillet 2019) relative à l'organisation et à la transformation du système de santé introduit une disposition visant à simplifier la procédure d'instauration et de renouvellement des périmètres de protection des captages d'eau potable. Cet article prévoit d'instaurer un unique périmètre de protection immédiate pour les captages d'eau d'origine souterraine à faible débit, à savoir, moins de 100 m<sup>3</sup> par jour. Les modalités d'établissement de ce périmètre feront l'objet d'un arrêté ministériel. Lorsque les résultats d'analyse de la qualité de l'eau ne satisferont pas aux critères de qualité établis par cet arrêté, un périmètre de protection rapprochée, voire éloignée, pourront être dans ce cas instaurés.

### **→ Surveillance de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine (EDCH)**

#### **Méthodes d'analyse et conditions d'agrément des laboratoires**

L'arrêté du 11 janvier 2019 (JO du 23 janvier 2019) modifie les arrêtés du 5 juillet 2016 (relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux) et l'arrêté du 19 octobre 2017 (relatif aux méthodes d'analyse utilisées dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux). Cet arrêté vise à harmoniser les conditions d'agrément pour les prélèvements et les analyses des eaux minérales naturelles avec celles des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux de loisirs. Les normes mentionnées dans l'arrêté du 5 juillet 2016 sont précisées dans un avis publié également au JO du 23 janvier 2019. Cet avis a fait l'objet de deux mises à jour à fin 2019.

#### **Gestion des non-conformités dans les Eaux Destinées à la Consommation Humaine**

L'instruction de la Direction Générale de la Santé, DGS/EA4/2019/46, en date du 27 février 2019 (mise en ligne le 17 avril 2019) précise le rôle des ARS dans le déploiement progressif d'un dispositif de surveillance des signaux sanitaires mettant en évidence de façon automatique des cas groupés de gastro-entérites aiguës médicalisées en lien avec une origine hydrique plausible. Cette méthode a été développée par Santé Publique de France.

L'instruction de la Direction Générale de la Santé, DGS/EA4/2019/142, du 21 juin 2019 (mise en ligne le 16 septembre 2019) définit les modalités de gestion des risques sanitaires en cas de présence de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine (EDCH). Cette instruction s'inscrit dans la perspective de la révision de la Directive Européenne sur l'eau potable et deux précédents avis de l'ANSES de 2012 et 2018 qui préconisaient de prioriser la présence éventuelle de Chrome VI (ou chrome hexavalent), que la limite de qualité en chrome total dans l'eau soit ou non dépassée.

### → *Equipements sous pression*

Par une décision mise en ligne le 28 février 2019, la Direction Générale de la Prévention des Risques approuve le guide relatif aux « Inspections réglementaires des équipements sous pression revêtus extérieurement et/ou intérieurement », établi par l'Association pour la qualité des appareils à pression. Ce guide encadre l'application de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

## **Biodiversité et Qualité des milieux**

### → *Substances dans les milieux*

L'arrêté du 29 novembre 2019 (JO du 10 décembre 2019) établit la liste des substances définies à l'article L. 213-10-8 du code de l'environnement relatif à la redevance pour pollutions diffuses. Cette redevance prélevée par les agences de l'eau s'applique aux produits phytopharmaceutiques et aux semences traitées au moyen de ces produits. L'arrêté du 29 novembre 2019 classe les substances contenues dans les produits phytopharmaceutiques figurant dans chacune des catégories soumises à cette redevance.

L'arrêté du 27 décembre 2019 (JO du 29 décembre 2019) précise les mesures de protection des personnes lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques et modifie l'arrêté du 4 mai 2017 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime. Notamment, cet arrêté modifie les règles d'application des produits phytopharmaceutiques à proximité immédiate des cours d'eau (considérée comme des « zones de non-traitement »), telles qu'elles étaient fixées par l'arrêté du 4 mai 2017.

### → *Surveillance des milieux aquatiques*

#### **Evaluation des masses d'eau**

La note technique de la Direction de l'Eau et de la Biodiversité à destination des Préfets coordonnateurs de bassin du 19 décembre 2019 abroge la circulaire du 23 octobre 2012 relative à l'application de l'arrêté du 17 décembre 2008 et de ses annexes qui établissent les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines.

#### **Zones vulnérables et zones sensibles**

Deux arrêtés du 20 février 2019 publiés respectivement aux JO du 23 et 27 février 2019 précisent les actions renforcées à mettre en œuvre dans les zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ainsi que le contenu du bilan, réalisé par le préfet de région, de la mise en œuvre du dispositif qui réduit la pression d'épandage d'azote de toutes origines de chaque exploitation ou élevage en cas de dépassement de la valeur de référence dans le cadre du dispositif de surveillance de l'azote.

Dans une note technique du 6 juin 2019 (mise en ligne le 10 juin 2019) à destination des Préfets coordonnateurs de bassin, de région et de département, le ministère de la Transition écologique et solidaire incite à la mise à jour rapide des zones sensibles à l'eutrophisation, où le traitement des stations d'épuration doit être renforcé pour limiter les rejets de phosphore et d'azote dans le milieu. Il précise également certaines modalités de calendrier ainsi que les principes à retenir pour le classement de ces zones.

## 6.8. Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

### **Abonnement :**

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné au délégataire pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

### **Abonnés domestiques ou assimilés :**

Les abonnés non domestiques sont redevables directement à l'Agence de l'eau pour les redevances de pollution et de modernisation des réseaux perçues habituellement sur les factures d'eau et d'assainissement. Il s'agit d'établissements dont les activités sont définies par un arrêté du 21/12/2017, et dont le volume d'activité dépasse certains seuils. Les abonnés non domestiques ne doivent pas être confondus avec les abonnés industriels. La notion d'abonnés industriels correspond à des critères propres au règlement de service.

### **Capacité de production :**

Volume qui peut être produit par toutes les installations de production pour un fonctionnement journalier de 20 heures chacune (unité : m<sup>3</sup>/jour).

### **Certification ISO 14001 :**

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

### **Certification ISO 9001 :**

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

### **Certification ISO 22000 :**

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche de sécurité alimentaire effectuée par le délégataire.

### **Certification ISO 50001 :**

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

### **Certification OHSAS 18001 :**

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

### **Consommateur – abonné (client) :**

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc.). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de

service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

#### **Consommation individuelle unitaire :**

Consommation annuelle des consommateurs particuliers individuels divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de consommateurs particuliers individuels et collectifs (unité : m<sup>3</sup>/client/an).

#### **Consommation globale unitaire :**

Consommation annuelle totale des clients divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients (unité : m<sup>3</sup>/consommateur/an).

#### **Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai [D 151.0] :**

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf (hors délai de réalisation des travaux) ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquelles le délai est respecté. (Arrêté du 2 mai 2007)

#### **Développement durable :**

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

**Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030** sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

#### **Eau souterraine influencée :**

Eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique importante et supérieure à 2 NFU.

#### **HACCP :**

Hazard Analysis Critical Control Point : méthode d'identification et de hiérarchisation des risques développée à l'origine dans le secteur agroalimentaire, cette méthode est depuis utilisée pour les systèmes d'alimentation en eau potable.

#### **Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau [P108.3] :**

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- 💧 0 % : aucune action ;
- 💧 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours ;
- 💧 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu ;
- 💧 50 % : dossier déposé en préfecture ;
- 💧 60 % : arrêté préfectoral ;

- 💧 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ;
- 💧 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

En cas d'achat d'eau à d'autres services publics d'eau potable par le service ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en tenant compte des volumes annuels d'eau produits ou achetés à d'autres services publics d'eau potable.

### **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable [P103.2] :**

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- 💧 le niveau de connaissance du réseau et des branchements,
- 💧 et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 100 points pour les services n'exerçant pas la mission de distribution.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

### **Indice linéaire de pertes en réseau [P106.3] :**

L'indice linéaire de pertes en réseau est égal au volume perdu dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Cette perte est calculée par différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé. Il est exprimé en m<sup>3</sup>/km/jour.

### **Indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] :**

L'indice linéaire des volumes non comptés est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Le volume non compté est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé. L'indice est exprimé en m<sup>3</sup>/km/jour.

### **Nombre d'habitants desservis (Estimation du) [D101.0] :**

Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

### **Parties prenantes :**

Acteurs internes et externes intéressés par le fonctionnement d'une organisation, comme un service d'eau ou d'assainissement : salariés, clients, fournisseurs, associations, société civile, pouvoirs publics ...

### **Prélèvement :**

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons pour n laboratoires). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

### **Rendement du réseau de distribution [P104.3] :**

Le rendement du réseau est obtenu en faisant le rapport entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés à d'autres services publics d'eau potable. Le volume consommateurs sans comptage et le volume de service du réseau sont ajoutés au volume comptabilisé pour calculer le volume consommé autorisé. Le rendement est exprimé en pourcentage. (Arrêté du 2 mai 2007)

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum à atteindre pour chaque réseau de distribution, dont la valeur dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau. Cette valeur « seuil » est définie par le décret 2012-97 du 27 janvier 2012. Cette définition réglementaire est transcrite dans la formule générique donnée ci-après :

$$\text{Objectif Rdt Grenelle 2} = \text{Min} (A + 0,2 \text{ ILC} ; 85)$$

Avec :

- Objectif Rdt Grenelle 2 exprimé en % ;
- ILC : Indice Linéaire de Consommation ( $\text{m}^3/\text{j}/\text{km}$ ) qui traduit la densité de l'habitat et la taille du service ;
- A = 65 dans la majorité des situations excepté pour les réseaux alimentés, d'une part, par une ressource en eau classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) et, d'autre part, par des prélèvements supérieurs à  $2 \text{ Mm}^3/\text{an}$  où le terme A prend alors la valeur de 70 (pour tenir compte de la faible disponibilité de la ressource en eau).

#### **Réseau de desserte :**

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (tels que les bornes incendie, d'arrosage, de nettoyage...) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué de réservoirs, d'équipements hydrauliques, de conduites de transfert, de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements.

#### **Réseau de distribution :**

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

#### **Résultat d'analyse :**

On appelle résultat d'analyse chaque valeur mesurée pour chaque paramètre. Ainsi pour un prélèvement effectué, il y a plusieurs résultats d'analyse (1 résultat par paramètre).

#### **Taux d'impayés [P154.0] :**

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

#### **Taux d'occurrence des interruptions du service non programmées [P151.1] :**

Nombre de coupures d'eau, par millier d'abonnés, survenues au cours de l'année pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24h à l'avance.

Les coupures de l'alimentation en eau liées à des problèmes qualitatifs sont prises en compte.

Les coupures chez l'abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ne sont pas prises en compte.

#### **Taux de mensualisation :**

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement mensuel par prélèvement bancaire.

#### **Taux de prélèvement :**

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement des factures par prélèvement bancaire.

#### **Taux de conformité aux paramètres microbiologiques [P101.1] :**

**Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/j :** pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ◆ Ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique
- ◆ Et le cas échéant ceux réalisés par le délégataire dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

**Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m<sup>3</sup>/j :** nombre de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

#### **Taux de conformité aux paramètres physico-chimiques [P102.1] :**

**Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/j :** pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses physico-chimiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ◆ ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.
- ◆ et le cas échéant ceux réalisés par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

**Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m<sup>3</sup>/j :** nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

#### **Taux de mutation (demandes d'abonnement) :**

Nombre de demandes d'abonnement (mouvement de consommateurs) rapporté au nombre total de consommateurs, exprimé en pour cent.

#### **Taux de réclamations [P155.1] :**

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est à mettre en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix.

#### **Volume acheté en gros (ou acheté à d'autres services d'eau potable) :**

Le volume acheté en gros est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume importé.

#### **Volume comptabilisé :**

Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés (circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Ce volume n'inclut pas le volume vendu en gros.



**Volume consommateurs sans comptage :**

Le volume consommateurs sans comptage est le volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation.

**Volume consommé autorisé :**

Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume comptabilisé, du volume consommateurs sans comptage et du volume de service du réseau.

**Volume de service du réseau :**

Le volume de service du réseau est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution.

**Volume mis en distribution :**

Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).

**Volume produit :**

Le volume produit est le volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de distribution. Le volume de service de l'unité de production n'est pas compté dans le volume produit.

**Volume vendu en gros (ou vendu à d'autres services d'eau potable) :**

Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume exporté.



## 6.9. Attestations d'assurances

### ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **GRAS SAVOYE**, société de courtage d'assurance, n° ORIAS 07 001 707, dont le siège est sis :

**Immeuble Quai 33- 33 quai de Dion-Bouton  
92800 PUTEAUX**

agissant par délégation et pour le compte des assureurs

attestons que la société : **VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux  
21 rue la Boétie  
75008 PARIS**

est garantie par les polices, Dommages aux biens, Responsabilités, Pertes financières consécutives et Frais et Pertes annexes, de type « Tous Risques Sauf » Portant les numéros **2019/FR/PDBI/001** par **CODEVE Insurance Company DAC, Elm Park, Merrion Road, Dublin 4, Ireland** ; et d'autre part en excédent de la police émise par CODEVE, les numéros **XFR0065675PR** et **XFR0066375PR** émises par **AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE**, Société Anonyme de droit Français, régie par le Code des Assurances, au capital de EUR 190.069.080, dont le siège social est situé 61 rue Mstislav Rostropovitch 75832 Paris Cedex 17, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 399 227 354.

*Ces contrats ont été souscrits par **VEOLIA ENVIRONNEMENT S.A.** agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, groupements, associations, sociétés civiles immobilières faisant partie du même groupe d'affaire, et notamment pour le compte de :*

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS**

Ces polices en ligne garantissent l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers (en propriété ou en location), les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les événements suivants :

Incendie – Explosions – Foudre – Bris de machines – Dommages électriques – Fumées – Dégâts des eaux – Tempêtes – Grêle (Dommages de grêle exclus sur le matériel roulant) – Accumulation de la neige sur les toitures – Vandalisme – Emeutes – Mouvements populaires – Malveillance – Chocs de véhicules terrestres – Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux – Vol – Evénements naturels – Catastrophes Naturelles en France, (art.L125-1 et suivants du code des Assurances), Actes de Terrorisme et Attentats en France, (art.L126-2 et L126-3 du code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions des contrats cités en référence ci-dessus.

La présente attestation est valable du **1er Janvier 2020** jusqu'au **31 Décembre 2020** sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

CETTE ATTESTATION CONSTITUE UNE PRESOMPTION D'ASSURANCE ET NE SAURAIT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES DU CONTRAT AUQUEL ELLE SE REFERE.

Fait à Puteaux, le 27/12/2019



### Attestation d'Assurance - Risques Environnementaux

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

**VEOLIA ENVIRONNEMENT**  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS  
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS  
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218520** garantissant les conséquences pécuniaires des risques environnementaux pouvant lui incombent du fait de l'exploitation des sites assurés et des activités garanties par ce contrat.

Les garanties s'exercent dans le respect de la législation locale et à concurrence des montants ci-après qui s'entendent par sinistre et pour l'ensemble des sinistres imputés à la période d'assurance, sans pouvoir excéder **10 000 000 EUR** pour la période d'assurance :

#### GARANTIES DE BASE :

##### RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT :

Engagement annuel maximum de l'Assureur, toutes garanties confondues : **10 000 000 EUR**

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'Assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

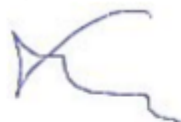
Période de la police du 01/01/2020 au 31/12/2020 inclus.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2020 inclus. Elle est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 12/11/2019

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :



Signature autorisée/ Authorised signatory :



### Attestation d'Assurance

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

**VEOLIA ENVIRONNEMENT**  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS  
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS  
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218420** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber dans l'exercice de ses activités.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

|                                                                                                        |                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| <b>Responsabilité Civile Exploitation</b>                                                              |                                      |
| Tous dommages confondus ( corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)                      | 10 000 000 EUR Par sinistre          |
| <b>Responsabilité Civile Après-Livraison, Après Réception et Responsabilité Civile Professionnelle</b> |                                      |
| Tous dommages confondus ( corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)                      | 10 000 000 EUR Par année d'assurance |

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

Période d'assurance du 01/01/2020 au 31/12/2020

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 05/11/2019

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :



Signature autorisée/ Authorised signatory :





|                                                                                                                                                                                  |                                                                                 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|
| Notre référence à rappeler<br>dans toute correspondance :                                                                                                                        |                                                                                 |
| N° ASSURE : F18746E<br>N° CONTRAT : 1351.001 / 2 85834<br>N° SIREN : 572 025 526                                                                                                 |                                                                                 |
| Pour tout renseignement contacter :<br>SMA SA Grands Comptes Entreprises<br>8 rue Louis Armand CS 71201<br>75738 Paris Cedex 15<br>Tél. : 01.40.59.70.00<br>Fax : 01.40.59.70.57 | VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES<br>EAUX<br>21, rue La Boétie<br>75008 PARIS |

#### Contrat d'assurance RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS

Période de validité : du 01/01/2020 au 31/12/2020

SMA SA ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** pour l'ensemble de ses filiales.

#### 1- PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes : Entreprise, maître d'œuvre ou fabricant-vendeur dans tous domaines d'activités et notamment dans le domaine des Services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :
  - o Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
  - o Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
  - o Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ...)
  - o Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
  - o Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
  - o Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,

#### SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain
- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.

**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)







- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maîtrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maîtrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux chantiers dont le coût total de construction hors taxes tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 30 000 000 €. Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :
  - 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros œuvre,
  - 6 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure ou le gros œuvre,
  - 3 000 000 € par sinistre si l'assuré est concepteur, non réalisateur de travaux.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
  - travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
  - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P<sup>(1)(3)</sup>, ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P<sup>(2)(3)</sup>,
  - travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publiée par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
  - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
    - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P<sup>(3)</sup>,
    - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
    - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de par l'Agence Qualité Construction AQC) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P

(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE : [www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr](http://www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr)

(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC [www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com)

**Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.**

**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





## 2- ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

| Nature de la garantie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Montant des garanties                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p> | <p><b>En Habitation :</b></p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p>                                                                                                                                                                                |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <p><b>Hors Habitation:</b></p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances.</p> |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <p><b>En présence d'un CCRD:</b></p> <p>Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>                                                     |
| Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <p><b>Marché d'entreprise</b></p> <p>1 000 000 € épuisable par année d'assurance</p>                                                                                                                                                                                                                             |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <p><b>Marché de maîtrise d'œuvre</b></p> <p>350 000 € épuisable par année d'assurance</p>                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Durée et maintien des garanties :</b></p> <p>La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

## 3- GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792.2 du Code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code civil.

### SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par L'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

**La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.**

Fait à PARIS  
Le 20/12/2019

Le Président du Directoire  
Par délégation



**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)







Notre référence à rappeler  
dans toute correspondance :

N° souscripteur : F18746E  
N° contrat : 1351.001 / 2 85834  
N° SIREN : 572 025 526

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES  
EAUX**

**21, rue La Boétie**

**75008 PARIS**

Pour tout renseignement contacter :  
Site de gestion  
**SMA SA Grands Comptes Entreprises**  
8 rue Louis Armand - CS 71201  
75738 PARIS CEDEX 15  
Tél : 01.40.59.70.00  
Fax : 01.40.59.70.57

## **CONTRAT D'ASSURANCE RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES NON SOUMIS**

**Attestation d'assurance 2020**  
**Valable à compter du 01/01/2020 jusqu'au 31/12/2020**

SMA SA certifie que l'assuré désigné ci-dessus est bénéficiaire d'un contrat POLICE ASSURANCE CONSTRUCTION, numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA pour le compte de l'ensemble de ses filiales garantissant, à ce jour, les activités suivantes :

Entreprise générale tous corps d'état, contractant général ou maître d'œuvre dans tous domaines d'activité et notamment dans le domaine des services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :

- Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
- Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
- Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ...)
- Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
- Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
- Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,
- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain

**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.
- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maitrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maitrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium

**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtagement.com](http://www.sma-courtagement.com)





### Ce contrat garantit

- du fait des activités professionnelles mentionnées ci-avant,
  - pour une participation à des opérations de construction d'un ouvrage non soumis à l'obligation d'assurance,
  - lorsque l'opération n'excède pas 30.000.000 € HT (travaux et honoraires compris), ou que le marché de l'assuré n'excède pas pour les ouvrages suivants :
    - Réseaux de chaleur : 3 000 000 € HT
    - Eoliennes : 3 000 000 € HT y compris honoraires pour la part concernant l'infrastructure
    - Installations photovoltaïques (au sol et sur un ouvrage non soumis) : 3 000 000 € HT
    - Cuves et réservoirs : 3 000 000 € HT
    - Réseaux enterrés : 10 000 000 € HT
- Au-delà de ces montants, l'assuré doit déclarer le chantier concerné et souscrire, auprès de SMA SA, un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, il sera fait application d'une règle proportionnelle selon l'article L.121-5 du Code des assurances.
- pour des travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnue par la profession,
  - pour des travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date.

### les conséquences des responsabilités énumérées ci-dessous :

| Nature des garanties                                                                                                              | Montant des garanties : sans pouvoir excéder<br>10 000 000 € par année d'assurance pour l'ensemble<br>des garanties et des assurés |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Garantie de responsabilité civile<br>décennale relative aux ouvrages listés à<br>l'article L.243-1-1-I du Code des<br>assurances. | <b>Marché d'entreprise :</b><br>5 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de<br>10 000 000 € HT                    |
|                                                                                                                                   | <b>Marché de maître d'œuvre :</b><br>2 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de<br>10 000 000 € HT               |
|                                                                                                                                   | <b>Sauf marchés relatifs à :</b>                                                                                                   |
|                                                                                                                                   | - <b>construction d'éoliennes</b> : 500 000 € par sinistre et<br>2 000 000 € par an                                                |
|                                                                                                                                   | - <b>réseaux de chaleur</b> : 500 000 € par sinistre et<br>2 000 000 € par an                                                      |
|                                                                                                                                   | - <b>cuves et réservoirs</b> : 1 000 000 € par sinistre et<br>2 000 000 € par an                                                   |
| Garantie dommages en répercussion                                                                                                 | - <b>installations photovoltaïques</b> : 1 000 000 € par<br>sinistre et 2 000 000 € par an                                         |
|                                                                                                                                   | - <b>réseaux enterrés</b> : 1 000 000 € par sinistre et<br>2 000 000 € par an                                                      |
|                                                                                                                                   | <b>Tous marchés confondus</b> : 500 000 € par sinistre et<br>2 000 000 € par an                                                    |

### SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





Tous travaux, ouvrages ou opérations de construction ne répondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet, sur demande spéciale de l'assuré, d'une garantie spécifique, soit par contrat, soit par avenant.

**La présente attestation ne peut pas engager SMA SA au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.**

Fait à Paris,  
Le 20 décembre 2019

Le Président du Directoire  
Par délégation



**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)



Ressourcer le monde

Credits photos : © Gettyimages

**Veolia**

30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers

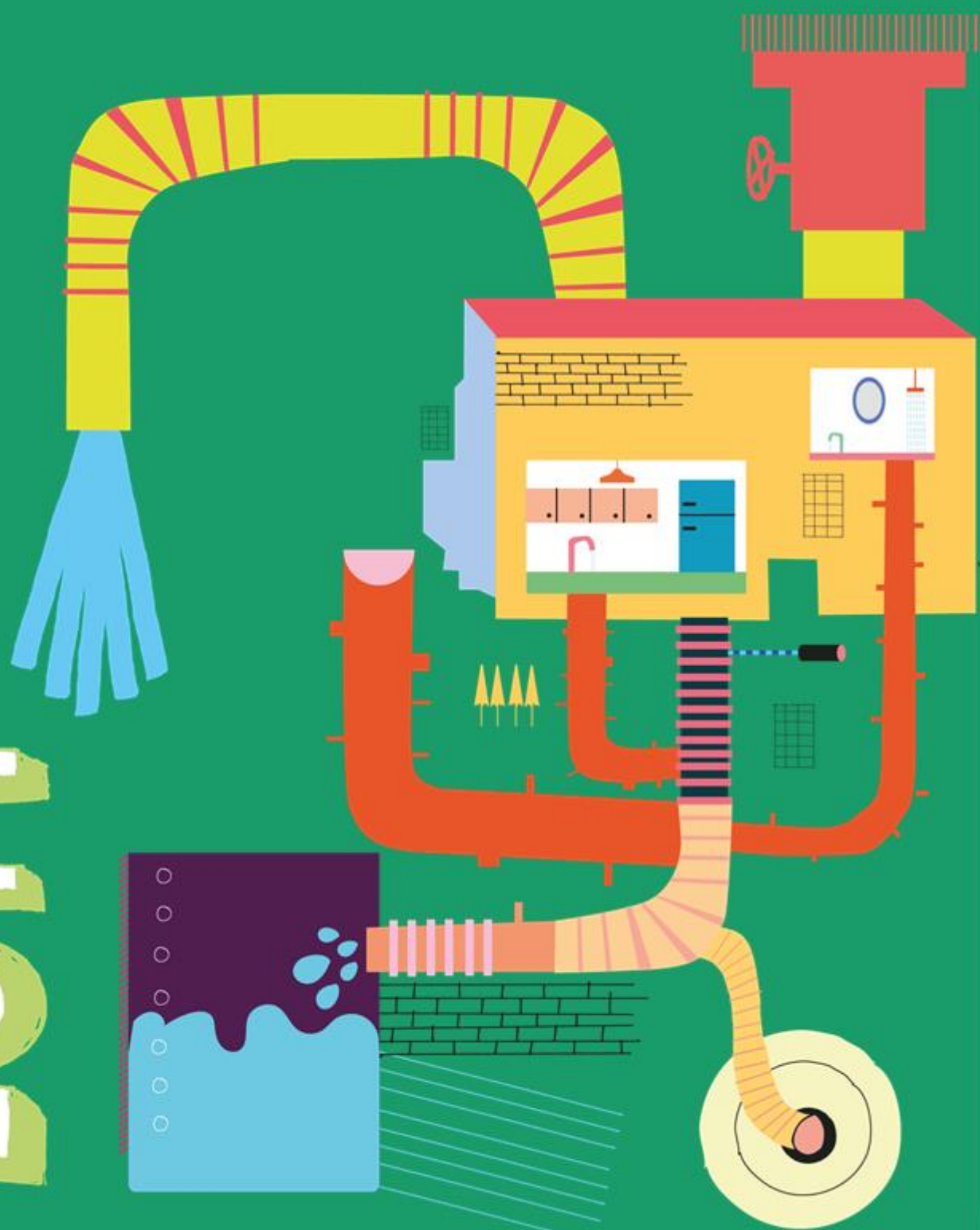
[www.veolia.com](http://www.veolia.com)



# RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE

Commune d'Autrans-Méaudre en  
Vercors - Autrans

2019





## **REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)**

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

### **REPERES DE LECTURE**

*Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.*

| <b>Repère visuel</b>                                                                | <b>Objectif</b>                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    | <b>Identifier rapidement nos engagements clés</b>                                                   |
|   | <b>Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants</b>                 |
|  | <b>Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale</b> |

| <b>Gestion du document</b> | <b>Auteur</b>                  | <b>Date</b> |
|----------------------------|--------------------------------|-------------|
| Elodie Anxionnaz           | Ghesline Pras / Bruno Rousseau | 27/05/2020  |







## Veolia – Rapport annuel du délégataire 2019

Monsieur le Maire,

Je suis heureux de vous adresser le Rapport Annuel du Déléguataire qui vous permet d'accéder aux informations relatives à la gestion de votre service de l'eau ou de l'assainissement de l'année 2019.

J'ai pleinement conscience que, dans ce contexte d'épidémie de Covid-19, la dynamique dans laquelle nous étions il y a encore quelques mois peut paraître lointaine. Cependant les défis que nous avons relevés ensemble, ceux auxquels nous faisons face aujourd'hui sont riches d'enseignements. La résilience fait partie de nos métiers, et c'est ensemble que nous trouverons les solutions pour répondre aux défis à venir, à commencer par la nécessaire relance économique, qui devrait être une occasion d'accélérer la transformation écologique et sanitaire, plus que jamais vitale.

A travers les différentes composantes, techniques, économiques et environnementales, présentes dans ce Rapport, vous pourrez ainsi analyser la performance de votre service, pour lequel nos équipes se mobilisent 24h/24 auprès de vous.

A l'heure du combat contre l'épidémie de Covid-19, l'eau est une ressource plus précieuse que jamais. Dans cette période inédite, l'accès à l'eau est indispensable pour faire barrière au virus, et les Français ont plus que jamais conscience de l'importance de la préserver.

L'Eau est le « marqueur du changement climatique ». La sécheresse de l'été 2019 et les inondations de l'automne l'ont confirmé. Aux inquiétudes mesurables des concitoyens liées à ce changement climatique s'ajoutent celles portant sur la qualité de l'eau distribuée et la présence des nouveaux polluants dans les milieux aquatiques.

Pour répondre à ces enjeux, Veolia s'est engagé avec volontarisme pour relever les défis patrimoniaux, technologiques et sociaux des services d'eau et d'assainissement, au cœur des Assises de l'Eau. Avec l'ensemble de la profession, au sein de la FP2E, nous avons défini les actions clés sur lesquelles nous nous proposons d'avancer pour améliorer toujours davantage le service apporté aux consommateurs.

Plus particulièrement, Veolia a rassemblé cette année dans un Livre Blanc des initiatives innovantes susceptibles de vous inspirer pour positionner vos territoires à la pointe de la transformation écologique.

Les femmes et les hommes de Veolia Eau France, représentés par notre Directeur de Territoire sont à vos côtés pour vous permettre de répondre aux défis d'aujourd'hui et d'anticiper ceux, nombreux, à venir.

Soyez certain de leur engagement pour co-construire avec vous les solutions les plus adaptées à votre service d'eau ou d'assainissement.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Frédéric Van Heems

Directeur Général Veolia Eau France

# Sommaire

|                                                                                      |           |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>1. L'ESSENTIEL DE L'ANNEE .....</b>                                               | <b>7</b>  |
| 1.1. Un dispositif à votre service.....                                              | 8         |
| 1.2. Présentation du Contrat.....                                                    | 11        |
| 1.3. Les chiffres clés .....                                                         | 12        |
| 1.4. L'essentiel de l'année 2019.....                                                | 13        |
| 1.5. Les indicateurs réglementaires 2019 .....                                       | 15        |
| 1.6. Autres chiffres clés de l'année 2019 .....                                      | 16        |
| 1.7. Le prix du service public de l'assainissement.....                              | 18        |
| <b>2. LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION .....</b>                               | <b>19</b> |
| 2.1. Les consommateurs et l'assiette de la<br>redevance.....                         | 20        |
| 2.2. La satisfaction des consommateurs .....                                         | 21        |
| 2.3. Données économiques.....                                                        | 22        |
| <b>3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE .....</b>                                       | <b>25</b> |
| 3.1. L'inventaire des installations.....                                             | 26        |
| 3.2. L'inventaire des réseaux .....                                                  | 27        |
| 3.3. Les indicateurs de suivi du patrimoine .....                                    | 28        |
| 3.4. Gestion du patrimoine .....                                                     | 30        |
| <b>4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE<br/>OPERATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE .....</b> | <b>31</b> |
| 4.1. La maintenance du patrimoine .....                                              | 32        |
| 4.2. L'efficacité de la collecte.....                                                | 35        |
| 4.3. L'efficacité environnementale .....                                             | 37        |
| <b>5. LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE .....</b>                                      | <b>39</b> |
| 5.1. Le Compte Annuel de Résultat de<br>l'Exploitation de la Délégation (CARE) ..... | 40        |
| 5.2. Situation des biens .....                                                       | 43        |
| 5.3. Les investissements et le renouvellement.....                                   | 44        |
| 5.4. Les engagements à incidence financière .....                                    | 45        |
| <b>6. ANNEXES .....</b>                                                              | <b>49</b> |
| 6.1. La facture 120m3 .....                                                          | 50        |
| 6.2. Les données consommateurs par commune .....                                     | 51        |
| 6.3. Annexes financières .....                                                       | 52        |
| 6.4. Reconnaissance et certification de service .....                                | 62        |
| 6.5. Actualité réglementaire 2019 .....                                              | 65        |
| 6.6. Glossaire.....                                                                  | 69        |
| 6.7. Attestations d'assurances .....                                                 | 74        |

# 1. L'essentiel de l'année



## 1.1. Un dispositif à votre service

### TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER

**Contactez-nous  
comme vous le souhaitez**

pour l'ensemble de vos démarches : consultation et paiement de votre facture, relevé d'index, déménagement, changement de coordonnées...

-  • **Appli "Veolia et moi"**  
Android ou Apple 24h/24 et 7J/7
-  • **[www.eau.veolia.fr](http://www.eau.veolia.fr)**  
24h/24 et 7J/7
-  • **0969 323 458\***  
du lundi au vendredi de 8H à 19H / samedi de 9H à 12H\*\*  
\*Appel non surtaxé - \*\*24/7 pour les urgences techniques
-  • **Veolia Eau - TSA 50119 - 37911 Tours Cedex 9**

 **Le +**  
 Des services de retranscription pour les personnes  
en situation de handicap visuel ou auditif







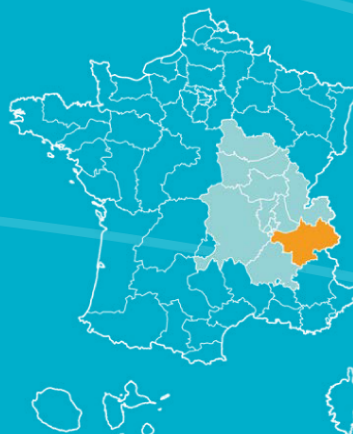
# Territoire Isère Savoie



OS  NS 20/20 !

## VALEURS

- SOLIDARITÉ
- RESPONSABILITÉ
- INNOVATION
- SENS DU CLIENT
- RESPECT



## CHIFFRES CLÉS



**181**  
**contrats**  
collectivités  
et industriels



**52 500**  
**abonnés**  
desservis  
en eau potable



**140**  
**agents**  
à votre service



**114**  
**installations**  
de production  
d'eau potable



**49**  
**usines**  
de dépollution

## NOTRE ÉQUIPE AU SERVICE DU TERRITOIRE

### MANAGERS DE SERVICE LOCAL



**GHESLINE PRAS**  
Directeur de Territoire  
ghesline.pras@veolia.com  
06 19 46 62 24

864 Chemin des Fontaines  
CS 4003 38190 Bernin



**GUILLAUME TRAUCHESSEC**  
Grand Lac - Usines 38  
guillaume.trauchessec@veolia.com  
06 11 11 22 90



**DOMINIQUE TURETTA**  
Travaux  
dominique.turetta@veolia.com  
06 23 68 50 92



**JULIEN RENAUD**  
Énergie Savoie  
julien.renaud@veolia.com  
06 13 37 84 95



**VINCENT HERVE**  
Tarantaise / Arly  
vincent.herve@veolia.com  
06 12 04 40 44



**BERTRAND RICHEL**  
Directeur  
des Opérations  
bertrand.richel@veolia.com  
06 21 22 02 20



**DIDIER KATGELY**  
Énergie Vercors  
didier.katgely@veolia.com  
06 14 68 60 90



**LAURENT QUEY**  
Énergie Les Arcs  
laurent.quey@veolia.com  
06 16 17 06 78



**MATTHIEU BOUQUET**  
Directeur  
du Développement  
matthieu.bouquet@veolia.com  
06 19 41 39 77



**AUORE GRAND-CLÉMENT**  
Tarentaise Usines  
aurore.grand-clement@veolia.com  
07 76 19 94 46



**BRUNO ROUSSEAU**  
Grésivaudan/Vercors/  
Combe de Savoie  
bruno.rousseau@veolia.com  
06 14 18 73 70



**PIERRE PHILIPPE CAGNIN**  
Responsable  
Consommateurs  
pierre-philippe.cagnin@veolia.com  
06 13 13 98 41

#### Contact consommateurs

09 69 32 34 58  
eau.veolia.fr

#### Territoire Isère - Savoie

864 Chemin des Fontaines  
38 190 Bernin  
04 76 61 39 02  
04 76 61 39 48

#### Siège de la Région Centre-Est

2-4 avenue des Canuts  
69120 VAULX-EN-VELIN  
04 26 20 61 00

[www.veolia.fr](http://www.veolia.fr)  
[www.veolia.com](http://www.veolia.com)  
[www.fondation.veolia.com](http://www.fondation.veolia.com)

## 1.2. Présentation du Contrat

### Données clés

---

|                            |                                          |
|----------------------------|------------------------------------------|
| 💧 Déléataire               | VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux |
| 💧 Périmètre du service     | AUTRANS-MEAUDRE EN VERCORS               |
| 💧 Numéro du contrat        | BZ571                                    |
| 💧 Nature du contrat        | Affermage                                |
| 💧 Date de début du contrat | 01/01/2011                               |
| 💧 Date de fin du contrat   | 31/12/2022                               |
| 💧 Liste des avenants       |                                          |

| Avenant N° | Date d'effet | Commentaire                          |
|------------|--------------|--------------------------------------|
| 3          | 16/03/2007   | Intégration d'un poste de relèvement |



## 1.3. Les chiffres clés

### Chiffres clés

---



**1 734**

Nombre d'habitants desservis



**1 087**

Nombre d'abonnés  
(clients)



**34**

Longueur de réseau  
(km)

## 1.4. L'essentiel de l'année 2019

### Nombre d'abonnés et assiette de la redevance d'assainissement

---

L'assiette de la redevance assainissement s'élève à 112 888 m<sup>3</sup> soit une baisse de 1.9 %. Elle reste sous le seuil de révision de 122 995 m<sup>3</sup> cette année correspondant à la baisse de 10 % du volume initial retenu soit 136 662 m<sup>3</sup>. La clause de révision de la part du délégataire peut être appliquée à partir de 2016 car la moyenne des 3 dernières années est en dessous de ce seuil.

Clients domestiques : Le nombre de clients raccordés au réseau d'assainissement collectif est stable (1086).

### Réseau d'assainissement collectif et collecte des eaux

---

Contrôle du réseau et aucun curatif sur la commune en 2019

### Principales opérations de maintenance

---

Un nettoyage trimestriel du poste de relevage est fait.

### Travaux réalisés par la commune :

---

Mise en séparatif de la rue Galochère et rue des Ecoles.

### Propositions d'améliorations

---

- ◆ Mise en place de postes de mesure en permanence sur différentes antennes du réseau afin d'identifier les entrées d'ECP, un chiffrage a été fait par Veolia et transmis en 2018 pour la mise en place de 4 points de mesures.
- ◆ Veolia Eau préconise de continuer la réduction des eaux claires permanentes parasites. Ces eaux parasites viennent grossir le flux des eaux usées dans le réseau communal, favorisant ainsi les débordements sur la voie publique. Elles sont également souvent synonymes de défauts de branchements. La détection des eaux claires peut être réalisée notamment par des tests à la fumée et des inspections caméra sur le réseau.
- ◆ Pour rappel deux campagnes avaient été réalisées en 2015 par Veolia. Vous trouverez ci-dessous la synthèse des points noirs relevés :  
  
Une campagne de mesure débitmétrique avait été faite (une mesure sur le secteur bourg du Dessus, une mesure sur antenne du cimetière et une mesure rue des Ecoles). Le secteur Bourg du dessus, en séparatif, ne présentait pas de problèmes particuliers significatifs, l'antenne du cimetière collecte des eaux pluviales ce qui confirme la présence de réseaux unitaires indiqués sur le plan, et le secteur rue des Ecoles réagissait beaucoup aux eaux de pluie alors qu'indiqué en séparatif.
- ◆ En octobre 2015, s'en est suivi des tests fumées sur le secteur allant de la rue des écoles jusqu'au Prud'homme, soient la route de la Sure, Grand Champs, Villeneuve et les Prud'hommes.
- ◆ 12 anomalies ont été trouvées : 6 toitures privées, 2 grilles pluviales sur voiries, une grille de la borne fontaine et 3 regards non étanches.

- ◆ Veolia doit contractuellement le renouvellement de 400 ml du réseau d'eaux usées entre le Château et le Hameau de la Scie. Cette opération a été effectuée sauf une centaine de mètres de réseau d'assainissement à proximité du pompage du Puits (ressource principale de la commune), passant dans une parcelle privée dont le propriétaire a refusé l'accès et donc la réalisation des travaux. La mairie doit se rapprocher de cette personne pour que ces travaux puissent se terminer. Nous rappelons que nous sommes à proximité du périmètre immédiat de la ressource et qu'en cas de défaillance du réseau, elle peut être polluée (crise déjà vécue par le passé).

## EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES

---

1. Afin d'assurer une bonne cohérence avec l'arrêté du 21 juillet 2015, les outils Autostep et Mesurestep mis à disposition des Services de Police de l'Eau et des Exploitants par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (<http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>) et permettant de réaliser l'évaluation de conformité des systèmes d'assainissement ont évolué en 2019. De nouvelles règles sont ainsi appliquées pour évaluer la conformité en performance des stations d'épuration. Celles-ci sont explicitées dans le paragraphe « L'efficacité du traitement » de ce document.

De même, dans la continuité de la mise en œuvre des prescriptions de l'arrêté du 21 juillet 2015, les diagnostics permanents pour les agglomérations de plus de 10 000 EH sont à mettre en place à partir du 31/12/2020. Le diagnostic permanent est une démarche d'amélioration continue qui vise à éclairer la compréhension du fonctionnement global du système d'assainissement et d'aider à orienter les programmes d'investissement et d'exploitation. Les objectifs et les indicateurs associés à cette démarche sont à fixer en fonction des enjeux propres à chaque service d'assainissement.

2. Retour au sol des boues d'épuration.

Deux évolutions législatives et réglementaires majeures portant sur le retour au sol des boues d'épuration ont marqué le début de l'année 2020.

La loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire comporte diverses dispositions sur les boues d'épuration. En conséquence, le Gouvernement a jusqu'au 1er juillet 2021 pour revoir les référentiels réglementaires, sanitaires et environnementaux, applicables aux boues d'épuration (seules ou en mélanges, brutes ou transformées) en vue de leur retour au sol pour leur valorisation agricole. Cette disposition vise à intégrer les connaissances scientifiques les plus récentes dans ces référentiels.

Dans une instruction adressée aux Préfets en date du 2 avril 2020, le Gouvernement a suspendu l'épandage des boues produites par les stations d'épuration n'ayant pas fait l'objet d'une étape de traitement ayant garanti leur complète hygiénisation, et extraites depuis le début de l'épidémie Covid-19, dont la date est fixée département par département. Cette suspension constitue une mesure de précaution ; elle fait suite à l'avis de l'ANSES consécutif à la saisine n° 2020-SA-0043.

Les dispositions de cette instruction ont été reprises dans l'arrêté du 30 avril 2020 (JO du 5 mai 2020) et ont eu pour effet d'interrompre la campagne d'épandage de printemps des boues non-hygiénisées alors que, sur certaines stations d'épuration, les capacités de stockage des boues étaient proches de la saturation nécessitant alors la recherche de solutions "alternatives" .

## 1.5. Les indicateurs réglementaires 2019

### Service public de l'assainissement collectif

| INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES |                                                                                                                 | PRODUCTEUR                      | VALEUR 2018                       | VALEUR 2019           |
|--------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|-----------------------|
| [D201.0]                             | Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif      | Collectivité (2)                | 1 739                             | 1 734                 |
| [D204.0]                             | Prix du service de l'assainissement seul au m <sup>3</sup> TTC                                                  | Délégataire                     | 3,26 €/m <sup>3</sup>             | 3,27 €/m <sup>3</sup> |
| INDICATEURS DE PERFORMANCE           |                                                                                                                 | PRODUCTEUR                      | VALEUR 2018                       | VALEUR 2019           |
| [P201.1]                             | Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées                                                     | Collectivité (2)                | %                                 | %                     |
| [P202.2]                             | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées                        | Collectivité et Délégataire (2) | 25                                | 25                    |
| [P203.3]                             | Conformité de la collecte des effluents (*)                                                                     | Police de l'eau                 | A la charge de la Police de l'eau |                       |
| [P205.3]                             | Conformité de la performance des ouvrages d'épuration                                                           | Police de l'eau (2)             | A la charge de la Police de l'eau |                       |
| [P207.0]                             | Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité                                             | Collectivité (2)                | 0                                 | 0                     |
| [P207.0]                             | Montant d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité                                            | Collectivité (2)                | 0                                 | 0                     |
| [P251.1]                             | Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers                                                   | Délégataire                     | u/1000 habitants                  | u/1000 habitants      |
| [P252.2]                             | Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau | Délégataire                     | 0,00 u/100 km                     | 0,00 u/100 km         |
| [P253.2]                             | Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées                                             | Collectivité (2)                |                                   |                       |
| [P255.3]                             | Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées                  | Collectivité (1)                |                                   |                       |
| [P256.2]                             | Durée d'extinction de la dette de la collectivité                                                               | Collectivité                    | A la charge de la collectivité    |                       |
| [P257.0]                             | Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente                                                     | Délégataire                     | 0,60 %                            | 0,22 %                |
| [P258.1]                             | Taux de réclamations                                                                                            | Délégataire                     | 0,00 u/1000 abonnés               | 0,00 u/1000 abonnés   |

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 21 juillet 2015

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

(\*) A ce jour, cet indicateur n'est pas défini

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSP

## 1.6. Autres chiffres clés de l'année 2019

| LA GESTION DU PATRIMOINE               |                                                                       | PRODUCTEUR       | VALEUR 2018            | VALEUR 2019            |
|----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|------------------|------------------------|------------------------|
|                                        | Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires                     | Délégataire      | 366                    | 367                    |
|                                        | Nombre de branchements eaux pluviales                                 | Délégataire      | 17                     | 17                     |
|                                        | Nombre de branchements neufs                                          | Délégataire      | 2                      | 1                      |
| VP.077                                 | Linéaire du réseau de collecte                                        | Collectivité (2) | 25 583 ml              | 25 457 ml              |
|                                        | Nombre de postes de relèvement                                        | Délégataire      | 1                      | 1                      |
| COLLECTE DES EAUX USEES                |                                                                       | PRODUCTEUR       | VALEUR 2018            | VALEUR 2019            |
|                                        | Nombre de désobstructions sur réseau                                  | Délégataire      | 0                      | 0                      |
|                                        | Longueur de canalisation curée                                        | Délégataire      | 2 498 ml               | ml                     |
| LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION |                                                                       | PRODUCTEUR       | VALEUR 2018            | VALEUR 2019            |
|                                        | Nombre de communes desservies                                         | Délégataire      | 2                      | 2                      |
| VP.056                                 | Nombre total d'abonnés (clients)                                      | Délégataire      | 1 088                  | 1 087                  |
|                                        | - Nombre d'abonnés du service                                         | Délégataire      | 1 088                  | 1 087                  |
|                                        | - Nombre d'autres services (réception d'effluent)                     | Délégataire      |                        |                        |
| VP.068                                 | Assiette totale de la redevance                                       | Délégataire      | 115 108 m <sup>3</sup> | 112 888 m <sup>3</sup> |
|                                        | - Assiette de la redevance des abonnés du service                     | Délégataire      | 115 108 m <sup>3</sup> | 112 888 m <sup>3</sup> |
|                                        | - Assiette de la redevance « autres services » (réception d'effluent) | Délégataire      | m <sup>3</sup>         | m <sup>3</sup>         |

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

\* la conformité réglementaire des rejets (directive européenne) n'est à présent plus évaluée (voir paragraphe « L'efficacité du traitement » )

| LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES A L'EAU                | PRODUCTEUR  | VALEUR 2018                            | VALEUR 2019                                    |
|---------------------------------------------------------------------|-------------|----------------------------------------|------------------------------------------------|
| Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs                | Délégataire | Mesure statistique sur le périmètre du | Mesure statistique sur le périmètre du service |
| Taux de satisfaction globale par rapport au Service                 | Délégataire | 84 %                                   | 87 %                                           |
| Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux | Délégataire | Non                                    | Non                                            |
| Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement « Eau »        | Délégataire | Oui                                    | Oui                                            |
| LES CERTIFICATS                                                     | PRODUCTEUR  | VALEUR 2018                            | VALEUR 2019                                    |
| Certifications ISO 9001, 14001, 50001                               | Délégataire | En vigueur                             | En vigueur                                     |
| Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité               | Délégataire | Oui                                    | Oui                                            |

## 1.7. Le prix du service public de l'assainissement

### LA FACTURE 120 m<sup>3</sup>

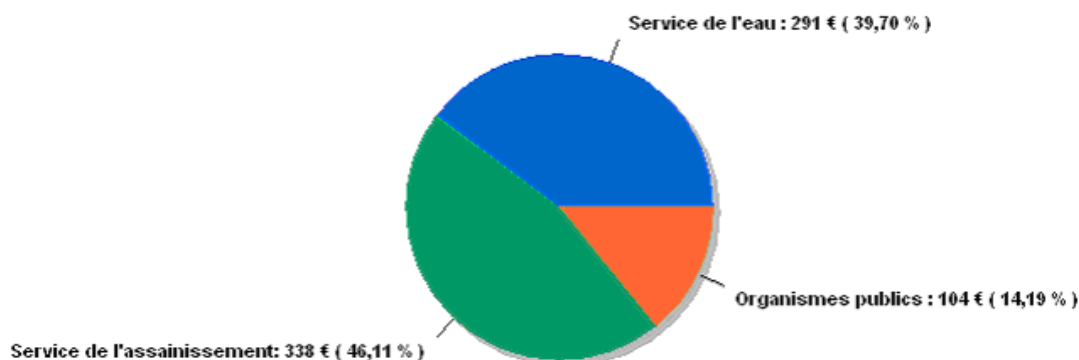
En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m<sup>3</sup> représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de AUTRANS-MEAUDRE EN VERCORS l'évolution du prix du service d'assainissement par m<sup>3</sup> **[D102.0]** et pour 120 m<sup>3</sup>, au 1<sup>er</sup> janvier est la suivante :

| AUTRANS-MEAUDRE EN VERCORS<br>Prix du service de l'assainissement collectif | Volume | Prix<br>Au<br>01/01/2020 | Montant<br>Au<br>01/01/2019 | Montant<br>Au<br>01/01/2020 | N/N-1        |
|-----------------------------------------------------------------------------|--------|--------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------|
| <b>Part délégataire</b>                                                     |        |                          | <b>30,12</b>                | <b>30,46</b>                | <b>1,13%</b> |
| Abonnement                                                                  |        |                          | 19,64                       | 19,86                       | 1,12%        |
| Consommation                                                                | 120    | 0,0883                   | 10,48                       | 10,60                       | 1,15%        |
| <b>Part communale</b>                                                       |        |                          | <b>307,80</b>               | <b>307,80</b>               | <b>0,00%</b> |
| Abonnement                                                                  |        |                          | 123,00                      | 123,00                      | 0,00%        |
| Consommation                                                                | 120    | 1,5400                   | 184,80                      | 184,80                      | 0,00%        |
| <b>Organismes publics</b>                                                   |        |                          | <b>18,00</b>                | <b>18,00</b>                | <b>0,00%</b> |
| Modernisation du réseau de collecte                                         | 120    | 0,1500                   | 18,00                       | 18,00                       | 0,00%        |
| <b>Total € HT</b>                                                           |        |                          | <b>355,92</b>               | <b>356,26</b>               | <b>0,10%</b> |
| TVA                                                                         |        |                          | 35,59                       | 35,63                       | 0,11%        |
| <b>Total TTC</b>                                                            |        |                          | <b>391,51</b>               | <b>391,89</b>               | <b>0,10%</b> |
| <b>Prix TTC du service au m3 pour 120 m3</b>                                |        |                          | <b>3,26</b>                 | <b>3,27</b>                 | <b>0,31%</b> |

Le graphique ci-dessous présente la répartition du prix pour 120 m<sup>3</sup> pour la commune de AUTRANS-MEAUDRE EN VERCORS

### Facture 120m<sup>3</sup> / Répartition du prix du service de l'Assainissement



Les factures type sont présentées en annexe.

## 2. Les consommateurs et leur consommation



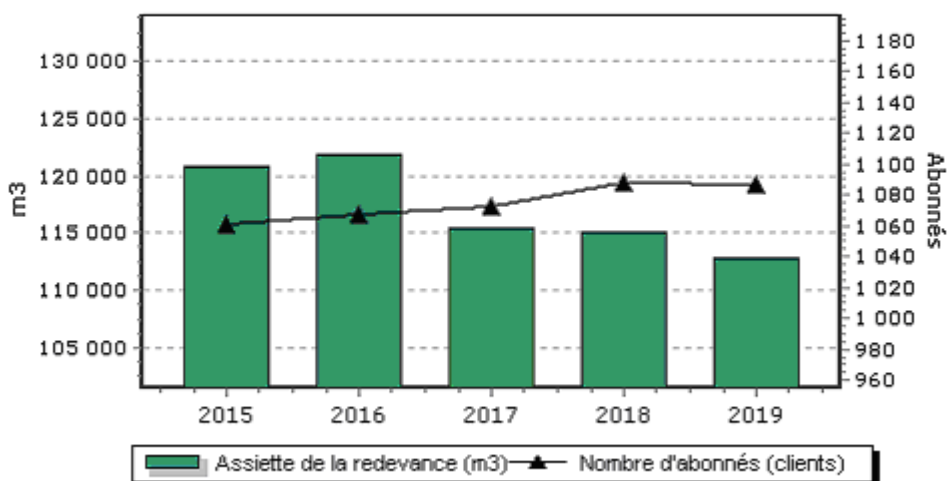


## 2.1. Les consommateurs et l'assiette de la redevance

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens du décret du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

|                                               | 2015           | 2016           | 2017           | 2018           | 2019           | N/N-1        |
|-----------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|
| <b>Nombre d'abonnés (clients) desservis</b>   | <b>1 061</b>   | <b>1 067</b>   | <b>1 072</b>   | <b>1 088</b>   | <b>1 087</b>   | <b>-0,1%</b> |
| Abonnés sur le périmètre du service           | 1 061          | 1 067          | 1 072          | 1 088          | 1 087          | -0,1%        |
| <b>Assiette de la redevance (m3)</b>          | <b>120 854</b> | <b>121 752</b> | <b>115 361</b> | <b>115 108</b> | <b>112 888</b> | <b>-1,9%</b> |
| Effluent collecté sur le périmètre du service | 120 854        | 121 752        | 115 361        | 115 108        | 112 888        | -1,9%        |

**Evolution comparative du nombre d'abonnés et de l'assiette de redevance**



### → Les principaux indicateurs de la relation consommateurs

|                                                        | 2015  | 2016  | 2017  | 2018  | 2019  | N/N-1  |
|--------------------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|
| Nombre d'interventions avec déplacement chez le client | 236   | 100   | 197   | 207   | 272   | 31,4%  |
| Nombre annuel de demandes d'abonnement                 | 60    | 66    | 66    | 78    | 49    | -37,2% |
| Taux de mutation                                       | 5,8 % | 6,3 % | 6,3 % | 7,3 % | 4,6 % | -37,0% |

## 2.2. La satisfaction des consommateurs

Veolia place les consommateurs de services d'eau et d'assainissement au cœur de son action.

Veolia s'engage à prendre autant soin d'eux que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : être attentionné, cela commence toujours par être à l'écoute de ce que l'on a à nous dire, de ce que l'on pense de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité,...
- la qualité de l'information adressée aux abonnés.

Les résultats représentatifs de votre service en décembre 2019 sont :

|                                                 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | N/N-1 |
|-------------------------------------------------|------|------|------|------|------|-------|
| Satisfaction globale                            | 85   | 88   | 85   | 84   | 87   | +3    |
| La continuité de service                        | 94   | 96   | 94   | 93   | 95   | +2    |
| Le niveau de prix facturé                       | 56   | 52   | 57   | 53   | 61   | +8    |
| La qualité du service client offert aux abonnés | 87   | 82   | 82   | 77   | 81   | +4    |
| Le traitement des nouveaux abonnements          | 91   | 90   | 91   | 81   | 90   | +9    |
| L'information délivrée aux abonnés              | 80   | 79   | 73   | 68   | 70   | +2    |

Des indicateurs de performance permettent aussi d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu.

### → Les 5 promesses aux consommateurs de Veolia

Par ces 5 promesses, Veolia concrétise sa volonté de placer les consommateurs du territoire au cœur de son action. Elles témoignent de la mobilisation quotidienne des femmes et des hommes de Veolia à leur service, tout au long de leur parcours avec le service : nous leur devons chaque jour une eau potable distribuée à domicile, l'assainissement de leurs eaux usées, mais aussi un accompagnement, une réactivité et une transparence sans faille.

**#1 Qualité** : « Nous nous mobilisons à 100% pour la qualité de votre eau ».

**#2 Intervention** : « Nous réagissons et vous aidons à faire face aux incidents »

**#3 Budget** : « Nous vous accompagnons dans la gestion de votre facture d'eau »

**#4 Services** : « Nous sommes à votre écoute quand et comme vous le souhaitez »

**#5 Conseil** : « Nous vous aidons à maîtriser votre consommation »

## 2.3. Données économiques

### → Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P257.0]

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2019 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

|                                                            | 2015          | 2016          | 2017          | 2018          | 2019          |
|------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Taux d'impayés</b>                                      | <b>1,05 %</b> | <b>0,06 %</b> | <b>0,59 %</b> | <b>0,60 %</b> | <b>0,22 %</b> |
| Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1) | 8 897         | 512           | 2 890         | 2 867         | 1 228         |
| Montant facturé N - 1 en € TTC                             | 846 066       | 898 408       | 491 402       | 474 723       | 556 000       |

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités...).

### → Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P207.0]

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- ◆ Urgence : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation, mandat-compte sans frais,...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.
- ◆ Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées pour faciliter l'accès à l'eau.
- ◆ Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré du Fonds de Solidarité Logement départemental.

En 2019, le montant des abandons de créance s'élevait à 0 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

|                                                                                                    | 2015    | 2016    | 2017    | 2018    | 2019    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social reçues par le délégataire               | 0       | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité par le délégataire (€) | 0,00    | 0,00    | 0,00    | 0,00    | 0,00    |
| Assiette totale (m3)                                                                               | 120 854 | 121 752 | 115 361 | 115 108 | 112 888 |

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 207.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par l'assiette de la redevance.

→ *Les échéanciers de paiement*

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

|                                                               | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année | 8    | 6    | 3    | 2    | 2    |
| Nombre de dossiers de dégrèvements acceptés                   | 7    | 2    | 4    | 4    | 4    |



### 3. Le patrimoine de votre service





## 3.1. L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des usines de dépollution et des postes de relèvement/refoulement associés au contrat.

→ *Les installations et postes de relèvement/refoulement*

| Postes de refoulement / relèvement | Trop plein |
|------------------------------------|------------|
| Le bouchet                         | Non        |

## 3.2. L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- ◆ des réseaux de collecte,
- ◆ des équipements du réseau,
- ◆ des branchements.

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

### → Les canalisations, branchements et équipements

|                                                           | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   | 2019   | N/N-1 |
|-----------------------------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|
| <b>Canalisations</b>                                      |        |        |        |        |        |       |
| Longueur totale du réseau (km)                            | 33,5   | 33,5   | 33,5   | 33,6   | 33,8   | 0,6%  |
| Canalisations eaux usées (ml)                             | 20 923 | 20 923 | 20 923 | 21 006 | 20 978 | -0,1% |
| <i>dont gravitaires (ml)</i>                              | 20 669 | 20 669 | 20 669 | 20 752 | 20 724 | -0,1% |
| <i>dont refoulement (ml)</i>                              | 254    | 254    | 254    | 254    | 254    | 0,0%  |
| Canalisations unitaires (ml)                              | 4 577  | 4 577  | 4 577  | 4 577  | 4 479  | -2,1% |
| <i>dont gravitaires (ml)</i>                              | 4 577  | 4 577  | 4 577  | 4 577  | 4 479  | -2,1% |
| Canalisations eaux pluviales (ml)                         | 8 029  | 8 029  | 8 029  | 8 029  | 8 371  | 4,3%  |
| <i>dont gravitaires (ml)</i>                              | 8 029  | 8 029  | 8 029  | 8 029  | 8 371  | 4,3%  |
| <b>Branchements</b>                                       |        |        |        |        |        |       |
| Nombre de branchements eaux usées séparatifs ou unitaires | 360    | 362    | 364    | 366    | 367    | 0,3%  |
| Nombre de branchements eaux pluviales                     | 17     | 17     | 17     | 17     | 17     | 0,0%  |
| <b>Ouvrages annexes</b>                                   |        |        |        |        |        |       |
| Nombre de bouches d'égout, grilles avaloirs               | 144    | 144    | 144    | 144    | 144    | 0,0%  |
| Nombre de regards                                         | 757    | 791    | 791    | 791    | 757    | -4,3% |
| Nombre de déversoirs d'orage                              | 1      | 1      | 1      | 1      | 1      | 0,0%  |



## 3.3. Les indicateurs de suivi du patrimoine

Branchements, réseaux, postes de relèvement, usines de dépollution, installations de traitement des boues, bâtiments..., constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine est mise en œuvre afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance du patrimoine et d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état. Veolia est à même de procéder aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités de renouvellement.

### 3.3.1. L'INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX [P202.2]

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi Grenelle II de juillet 2010, il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion Patrimoniale du Réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points du barème pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Calculée sur un barème de 120 points (ou 110 points pour les services n'ayant pas la mission de collecte), la valeur de cet indice [P202.2] pour l'année 2019 est de :

| Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|--------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux      | 25   | 25   | 25   | 25   | 25   |

| Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                          | Barème | Valeur ICGPR |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------------|
| Code VP                                                                                                                                                                       | Partie A : Plan des réseaux<br>(15 points)                                                                                                                                                                                               |        |              |
| VP250                                                                                                                                                                         | Existence d'un plan des réseaux                                                                                                                                                                                                          | 10     | 10           |
| VP251                                                                                                                                                                         | Mise à jour annuelle du plan des réseaux                                                                                                                                                                                                 | 5      | 5            |
| Partie B : Inventaire des réseaux<br>(30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)                                       |                                                                                                                                                                                                                                          |        |              |
| VP252                                                                                                                                                                         | Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques                                         |        | Oui          |
| VP253                                                                                                                                                                         | Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.                                                                                                                             |        | 50 %         |
| VP254                                                                                                                                                                         | Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres |        | Oui          |
| Combinaison des variables VP252, VP253 et VP254                                                                                                                               | Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)                                                                                                                                                                   | 15     | 10           |
| VP255                                                                                                                                                                         | Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations                                                                                                                                                                              | 15     | 0            |
| Total Parties A et B                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                          | 45     | 25           |
| Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux<br>(75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B) |                                                                                                                                                                                                                                          |        |              |
| VP256                                                                                                                                                                         | Existence information géographique précisant altimétrie canalisations                                                                                                                                                                    | 15     |              |
| VP257                                                                                                                                                                         | Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes                                                                                                                                                                       | 10     |              |
| VP258                                                                                                                                                                         | Inventaire pompes et équipements électromécaniques                                                                                                                                                                                       | 10     |              |
| VP259                                                                                                                                                                         | Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux                                                                                                                                                                   | 10     |              |
| VP260                                                                                                                                                                         | Localisation des autres interventions                                                                                                                                                                                                    | 10     |              |
| VP261                                                                                                                                                                         | Définition mise en oeuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau                                                                                                                                                                | 10     |              |
| VP262                                                                                                                                                                         | Mise en oeuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations                                                                                                                                                                 | 10     |              |
| Total:                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                          | 120    | 25           |

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses interventions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

## 3.4. Gestion du patrimoine

### 3.4.1. LES RENOUVELLEMENTS REALISES

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : capteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

Sans objet

### 3.4.2. LES TRAVAUX NEUFS REALISES

#### → *Les réseaux et branchements*

Les principales opérations réalisées par le délégataire figurent au tableau suivant :

| Branchements neufs |                                |                     |    |          |          |       |
|--------------------|--------------------------------|---------------------|----|----------|----------|-------|
| Date               | Commune                        | Adresse             | Nb | Matériau | phi (mm) | L (m) |
| 04/09/2019         | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | CHEMIN DES PLAGNEUX | 1  |          |          |       |

## 4. La performance et l'efficacité opérationnelle pour votre service



## 4.1. La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- ◆ Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- ◆ Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie du support d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



### *La gestion centralisée des interventions*

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné ou encore d'un prélèvement pour analyse en cas de suspicion de pollution dans le réseau.

#### Programme hebdomadaire :

- ◆ Passage sur tous les postes de relèvement, contrôle du fonctionnement des équipements, nettoyage des paniers de dégrillage, des poires et sondes de niveaux, vérification des organes électriques.

#### Programme mensuel :

- ◆ Nettoyage des postes de relèvement
- ◆ Vidange des postes de relèvement : avec une fréquence adaptée à l'encrassement
- ◆ Graissages préconisés, vérification des tensions de courroies et nettoyage des filtres à air
- ◆ Contrôle des débitmètres.

#### Programme annuel :

- ◆ Curage préventif du réseau selon les fréquences contractuelles et des points critiques du réseau (contre-pente), plusieurs fois par an si nécessaire
- ◆ Passage caméra lorsque bouchage récurrent du réseau et rapport à la Collectivité
- ◆ Entretien des pompes et organes électromécaniques.

Ces fréquences sont adaptées pour chaque contrat, en respectant le dossier d'exploitation.

Nous mandats un organisme indépendant pour effectuer le contrôle des systèmes électriques et des systèmes de levage tous les ans.

→ *Les opérations de maintenance des installations*

| Entretien équipements |                        |                      |                                   |
|-----------------------|------------------------|----------------------|-----------------------------------|
| Date                  | Commune / Installation | Adresse / Equipement | Commentaire                       |
| 09/04/19              | PR du Bouchet          | - PR du Bouchet      | Mise en place cpt refoulement     |
| 26/06/19              | PR du Bouchet          | - PR du Bouchet      | Contrôle réglementaire électrique |
| 07/11/19              | PR du Bouchet          | - PR du Bouchet      | Contrôle réglementaire levage     |

→ *Les réseaux et branchements*

| Contrôle d'équipement |                                |                           |                   |             |
|-----------------------|--------------------------------|---------------------------|-------------------|-------------|
| Date                  | Commune                        | Adresse                   | Type              | Commentaire |
| 07/02/2019            | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | ROUTE DE LA TUILERIE      | Regard            |             |
| 15/05/2019            | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | ROUTE DE L'ECHAUD (D106C) | Entretien Ouvrage |             |
| 21/09/2019            | AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCORS(38) | LES FRANQUES              | Branchement       |             |

→ *Le curage*

Le plan de curage préventif :

| Interventions de curage préventif   | 2015 | 2016  | 2017 | 2018  | 2019 | N/N-1 |
|-------------------------------------|------|-------|------|-------|------|-------|
| Nombre d'interventions sur réseau   | 1    | 23    | 2    | 2     |      |       |
| sur branchements                    | 0    | 2     |      |       |      |       |
| sur canalisations                   | 1    | 21    | 2    | 2     |      |       |
| Longueur de canalisation curée (ml) |      | 2 353 | 67   | 2 498 |      |       |

Les désobstructions curatives :

| Interventions curatives                                                             | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | N/N-1 |
|-------------------------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|-------|
| Nombre de désobstructions sur réseau                                                | 3    | 2    | 1    |      |      |       |
| sur canalisations                                                                   | 3    | 2    | 1    |      |      |       |
| Longueur de canalisation curée dans le cadre d'une opération de désobstruction (ml) | 13   | 58   | 15   |      |      |       |

→ **Les points « noirs » du réseau de collecte [P252.2]**

Concernant le réseau de collecte, le nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage **[P252.2]** permet à la fois de mettre en évidence la présence de défauts structurels ponctuels et d'évaluer les stratégies d'exploitation mises en œuvre pour pallier ces défauts. Ces défauts sont naturellement susceptibles de constituer des points prioritaires d'amélioration.

|                                                                                         | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   | 2019   | N/N-1 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|
| Nombre total de points concernés sur le réseau                                          | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      | 0%    |
| Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)                    | 25 500 | 25 500 | 25 500 | 25 583 | 25 457 | -0,5% |
| Nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100km | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0%    |

## 4.2. L'efficacité de la collecte

### 4.2.1. LA MAITRISE DES ENTRANTS

#### → *Les rejets d'eaux usées d'origine non domestique*

Les effluents non domestiques peuvent présenter des caractéristiques physico-chimiques particulières ne permettant pas un traitement similaire à celui effectué dans un système d'assainissement collectif des eaux usées domestiques classiques.

L'impact de ces effluents, s'ils ne sont pas maîtrisés, peut être important sur le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement collectif, mais aussi sur le milieu naturel.

Aussi, la maîtrise des rejets non domestiques dans les réseaux publics d'assainissement contribue à :

- ◆ améliorer le fonctionnement du système de collecte et de traitement,
- ◆ préserver les ouvrages/équipements du système d'assainissement et le patrimoine de la Collectivité,
- ◆ garantir les performances du système de traitement,
- ◆ garantir la qualité des boues, et leur innocuité,
- ◆ respecter la réglementation.

Il importe donc d'identifier les rejets non domestiques à risque, de définir les conditions de leur raccordement (arrêtés d'autorisation, conventions de déversement) et de les contrôler.

Chaque année, un plan d'action est défini afin de cibler les établissements à contrôler en priorité dans l'année :

- ◆ à partir de la demande de la Collectivité ou des industriels eux-mêmes, les services de l'Etat (DREAL, ARS...) étant souvent à l'origine de la démarche des industriels,
- ◆ après détection de substances pouvant nuire à la valorisation agricole des boues et l'identification des établissements pouvant être à l'origine de la pollution,
- ◆ après détection de substances significatives (au sens de la réglementation RSDE - note du 12 août 2016) dans les effluents de la station d'épuration pouvant conduire à des impacts sur les milieux récepteurs. En effet, la note du 12 août 2016, au-delà des campagnes régulières d'analyse des substances en entrée et en sortie de stations d'épuration supérieures à 10 000 EH impose aux Maîtres d'ouvrage du réseau de Collecte la responsabilité de réaliser un diagnostic visant à identifier les sources de substances et à proposer les actions correctives pour les réduire. Aussi, dans ce cadre, des contrôles des établissements pourront être d'intérêt.

La définition du plan d'action tient par ailleurs compte de :

- ◆ la localisation à l'échelle de la Collectivité de l'ensemble des établissements déversant dans les réseaux des eaux usées autres que domestiques,
- ◆ l'évaluation des principaux apports à partir de la synthèse des données existantes (études, autocontrôles, données Agence de l'Eau, consommations d'eau, ...),
- ◆ l'établissement de la liste des établissements à risques.

Afin de s'adapter aux constatations de terrain, le plan d'action pourra être modifié en cours d'année à la demande de la Collectivité.

#### → *La conformité des branchements domestiques*

Le contrôle de la conformité des branchements pour s'assurer de l'absence de mauvais branchements (par exemple, branchement pluvial raccordé au réseau d'eaux usées dans le cas d'un réseau séparatif) est également un élément de maîtrise des entrants dans le système d'assainissement.



## 4.2.2. LA MAITRISE DES DEVERSEMENTS EN MILIEU NATUREL

### → La connaissance des déversements vers le milieu naturel [P255.3]

Le tableau ci-dessous présente les points de rejets au milieu naturel identifié :

| Nombre de points de rejet    | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|------------------------------|------|------|------|------|------|
| Nombre de déversoirs d'orage | 1    | 1    | 1    | 1    | 1    |

Les déversoirs d'orage et les « trop-pleins » des postes de relèvement ont été initialement mis en place pour permettre de déverser au milieu naturel les effluents en excès par temps de pluie.

La connaissance fine de ces points de rejet et l'évaluation de la pollution rejetée sont nécessaires pour maîtriser l'impact environnemental du réseau d'assainissement. L'indicateur « Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées » [P255.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet de mesurer l'avancement de cette politique.

Cet indicateur est à établir par la Collectivité.

| Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte                                                                                                           | Barème     | Valeur ICR |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| <b>Partie A : Eléments communs à tous les types de réseaux (100 points)</b>                                                                                                               |            |            |
| Identification des points de rejets potentiels aux milieux récepteurs                                                                                                                     | 20         |            |
| Évaluation de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet                                                                                                          | 10         |            |
| Etude terrain des points de déversements - id moment et taille du déversement                                                                                                             | 20         |            |
| Mesures débit et pollution sur les points de rejet                                                                                                                                        | 30         |            |
| Réalisation rapport sur la surveillance des systèmes de collecte et stations d'épuration                                                                                                  | 10         |            |
| Connaissance qualité des milieux récepteurs et évaluation impact des rejets sur le milieu récepteur                                                                                       | 10         |            |
| <b>Total Partie A</b>                                                                                                                                                                     | <b>100</b> | <b>0</b>   |
| <b>Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)</b> |            |            |
| Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur                                                                                                          | 10         |            |
| <b>Partie C : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou mixtes (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)</b>                   |            |            |
| Mise en place suivi de la pluviométrie des principaux déversoirs d'orage                                                                                                                  | 10         |            |
| <b>Total:</b>                                                                                                                                                                             | <b>120</b> |            |

### → La conformité de la collecte [P203.3]

Cet indicateur [P203.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Le mode de calcul de cet indicateur en cours de refonte n'a pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport. Veolia est en attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

## 4.3. L'efficacité environnementale

### 4.3.1. LE BILAN ENERGETIQUE DU PATRIMOINE



Un véritable management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

|                                         | 2015       | 2016       | 2017       | 2018       | 2019       | N/N-1        |
|-----------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|--------------|
| <b>Energie consommée facturée (kWh)</b> | <b>624</b> | <b>398</b> | <b>441</b> | <b>462</b> | <b>455</b> | <b>-1,5%</b> |
| Postes de relèvement et refoulement     | 624        | 398        | 441        | 462        | 455        | -1,5%        |



## 5. Le rapport financier du service



## 5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016.

### → Le CARE

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières »

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

### Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation Année 2019 (en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: BZ571 - AUTRANS

Assainissement

| LIBELLE                                                     | 2018           | 2019           | Ecart %        |
|-------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>PRODUITS</b>                                             | <b>507 050</b> | <b>469 933</b> | <b>-7.32 %</b> |
| Exploitation du service                                     | 50 004         | 51 666         |                |
| Collectivités et autres organismes publics                  | 453 354        | 417 228        |                |
| Travaux attribués à titre exclusif                          | 3 069          | 728            |                |
| Produits accessoires                                        | 623            | 311            |                |
| <b>CHARGES</b>                                              | <b>486 515</b> | <b>450 761</b> | <b>-7.35 %</b> |
| Personnel                                                   | 9 907          | 9 815          |                |
| Energie électrique                                          | 168            | 109            |                |
| Sous-traitance, matières et fournitures                     | 5 577          | 5 670          |                |
| Impôts locaux et taxes                                      | 1 003          | 477            |                |
| Autres dépenses d'exploitation                              | 4 813          | 6 074          |                |
| <i>télécommunications, poste et telegestion</i>             | 598            | 459            |                |
| <i>engins et véhicules</i>                                  | 890            | 1 100          |                |
| <i>informatique</i>                                         | 1 759          | 1 699          |                |
| <i>assurances</i>                                           | 392            | 456            |                |
| <i>locaux</i>                                               | 1 566          | 1 985          |                |
| <i>autres</i>                                               | - 393          | 372            |                |
| Contribution des services centraux et recherche             | 1 623          | 1 341          |                |
| Collectivités et autres organismes publics                  | 453 354        | 417 228        |                |
| Charges relatives aux renouvellements                       | 1 808          | 1 697          |                |
| <i>pour garantie de continuité du service</i>               | 1 808          | 1 697          |                |
| Charges relatives aux investissements                       | 8 170          | 8 292          |                |
| <i>programme contractuel ( investissements )</i>            | 8 170          | 8 292          |                |
| Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement | 92             | 59             |                |
| <b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>                                 | <b>20 535</b>  | <b>19 172</b>  | <b>-6.64 %</b> |
| Impôt sur les sociétés (calcul normatif)                    | 6 844          | 6 390          |                |
| <b>RESULTAT</b>                                             | <b>13 691</b>  | <b>12 782</b>  | <b>-6.64 %</b> |

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

4/20/2020

## → L'état détaillé des produits

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

### Etat détaillé des produits (1) Année 2019

Collectivité: BZ571 - AUTRANS

Assainissement

| LIBELLE                                                           | 2018           | 2019           | Ecart %        |
|-------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| Recettes liées à la facturation du service                        | 45 669         | 47 261         | 3.49 %         |
| <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i> | 45 892         | 47 028         |                |
| <i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>        | - 224          | 234            |                |
| Autres recettes liées à l'exploitation du service                 | 4 335          | 4 405          | 1.61 %         |
| <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i> | 4 335          | 4 405          |                |
| <b>Exploitation du service</b>                                    | <b>50 004</b>  | <b>51 666</b>  | <b>3.32 %</b>  |
| Produits : part de la collectivité contractante                   | 435 848        | 400 063        | -8.21 %        |
| <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i> | 434 488        | 397 483        |                |
| <i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>        | 1 360          | 2 580          |                |
| Redevance Modernisation réseau                                    | 17 506         | 17 165         | -1.95 %        |
| <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i> | 17 892         | 17 129         |                |
| <i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>        | - 386          | 36             |                |
| <b>Collectivités et autres organismes publics</b>                 | <b>453 354</b> | <b>417 228</b> | <b>-7.97 %</b> |
| <b>Produits des travaux attribués à titre exclusif</b>            | <b>3 069</b>   | <b>728</b>     | <b>NS</b>      |
| <b>Produits accessoires</b>                                       | <b>623</b>     | <b>311</b>     | <b>NS</b>      |

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

4/20/20

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

### INFORMATION COMPLEMENTAIRE

La rubrique « Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » du CARE inclus dans le présent rapport annuel reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances dans le contexte réglementaire actuel.

L'amélioration des systèmes d'information et des processus de gestion de Veolia Eau permet de fournir à compter de 2019 une information complémentaire importante compte tenu des limites évoquées ci-dessus.

A ce jour, et en application du principe de prudence, les créances de plus d'un an à la clôture de l'exercice font l'objet d'une provision pour dépréciation dans les comptes sociaux de la Société. Cette provision (qui a pour seule vocation de constater « en temps réel » mais de manière estimative le coût des impayés) est

reprise soit lorsque la créance est définitivement admise en irrécouvrable, soit si la créance est encaissée (la provision devenant alors sans objet).

Cette provision est calculée sur l'ensemble du stock de créances d'exploitation de plus d'un an de la Société, à hauteur de la part des produits qui lui revient (en excluant les produits facturés pour le compte des Collectivités et autres organismes) par application d'un taux moyen de produits propres uniforme pour toute la Société.

Cette provision comptable peut être ventilée entre les différents contrats de la Société en appliquant aux impayés de plus d'un an attachés à chaque contrat le taux moyen de produits propres ci-dessus.

Le chiffre ainsi obtenu pour 2019 pour le contrat ressort à : **4 237 €**

## 5.2. Situation des biens

### → *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

### → *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

### → *Situation des biens*

La situation des biens est consultable au chapitre 3.1 « Inventaire des installations ».

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.



## 5.3. Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

### → *Programme contractuel d'investissement*

Sans objet

### → *Programme contractuel de renouvellement*

Sans objet

### → *Les autres dépenses de renouvellement*

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

#### **Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service :**

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

Sans objet

#### **Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :**

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

Sans objet

## 5.4. Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

### 5.4.1. FLUX FINANCIERS DE FIN DE CONTRAT

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

#### → Régularisations de TVA

Si Veolia assure pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition<sup>1</sup>, deux cas se présentent :

- Le nouvel exploitant est assujéti à la TVA<sup>2</sup> : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux services de l'Etat.
- Le nouvel exploitant n'est pas assujéti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

#### → Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

#### → Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

#### → Autres biens ou prestations

Hormis les biens de retour et des biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des

<sup>1</sup> art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

<sup>2</sup> Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

### → *Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat*

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

## 5.4.2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU PERSONNEL

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ◆ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ◆ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

### → *Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia*

Les salariés de Veolia bénéficient :

- ◆ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- ◆ des dispositions des accords d'entreprise Veolia et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail, la protection sociale (retraites, prévoyance, handicap, formation) et usages et engagements unilatéraux.

### → *Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat*

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, ...) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante ...).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et

d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents<sup>3</sup> affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

### → *Comptes entre employeurs successifs*

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

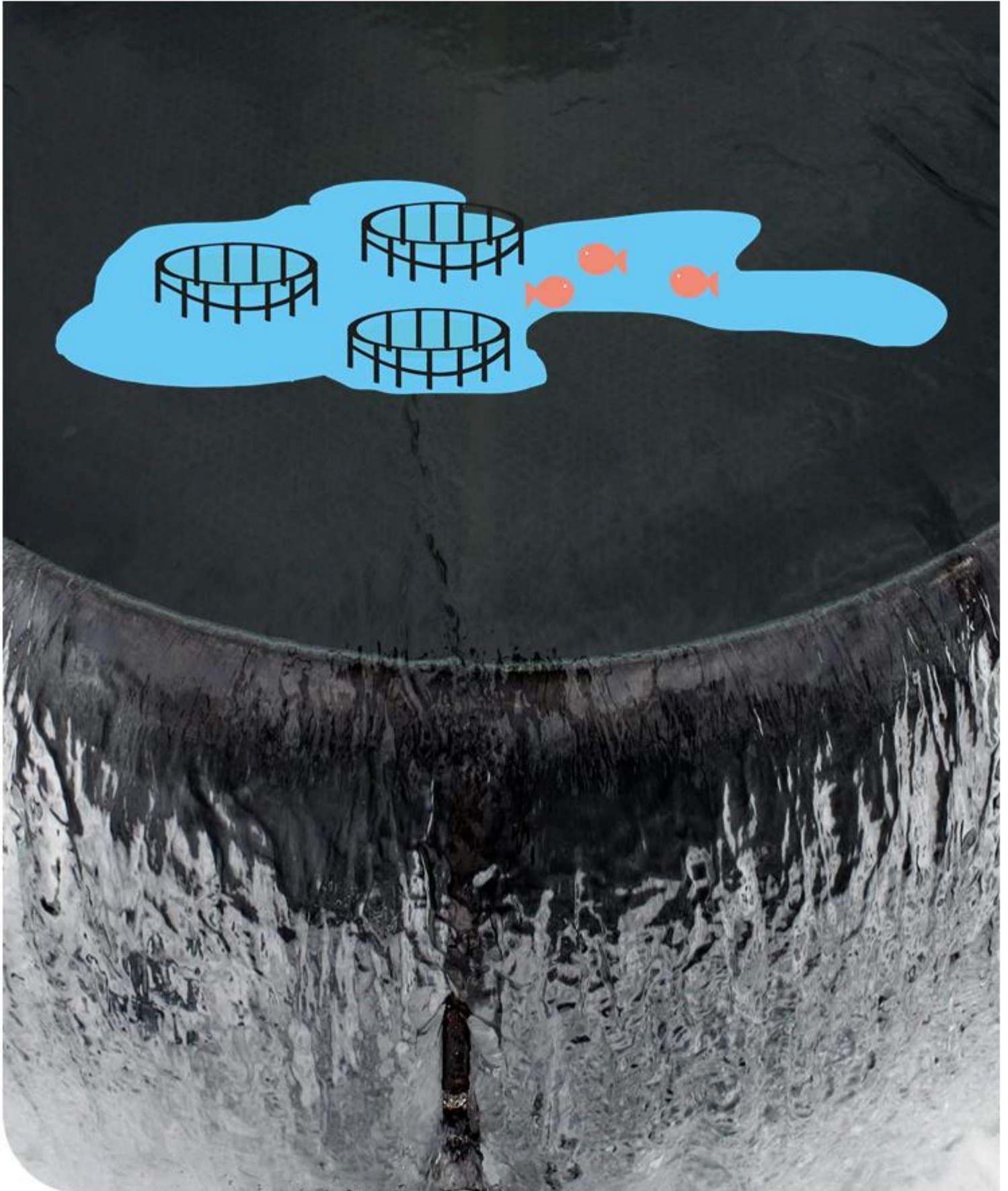
- ◆ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ◆ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13<sup>ème</sup> mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....
- ◆ concernant les autres rémunérations : pas de compte à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

---

<sup>3</sup> Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.



## 6. Annexes



## 6.1. La facture 120m3

| AUTRANS-MEAUDRE EN VERCORS                                  | m <sup>3</sup> | Prix au<br>01/01/2020 | Montant<br>au<br>01/01/2019 | Montant<br>au<br>01/01/2020 | N/N-1        |
|-------------------------------------------------------------|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------|
| <b>Production et distribution de l'eau</b>                  |                |                       | <b>287,02</b>               | <b>290,93</b>               | <b>1,36%</b> |
| <b>Part délégataire</b>                                     |                |                       | <b>221,78</b>               | <b>224,92</b>               | <b>1,42%</b> |
| Abonnement                                                  |                |                       | 70,05                       | 71,23                       | 1,68%        |
| Consommation                                                | 120            | 1,2808                | 151,73                      | 153,69                      | 1,29%        |
| <b>Part collectivité(s)</b>                                 |                |                       | <b>56,00</b>                | <b>56,00</b>                | <b>0,00%</b> |
| Abonnement                                                  |                |                       | 20,00                       | 20,00                       | 0,00%        |
| Consommation                                                | 120            | 0,3000                | 36,00                       | 36,00                       | 0,00%        |
| <b>Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)</b> | <b>120</b>     | <b>0,0834</b>         | <b>9,24</b>                 | <b>10,01</b>                | <b>8,33%</b> |
| <b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>               |                |                       | <b>337,92</b>               | <b>338,26</b>               | <b>0,10%</b> |
| <b>Part délégataire</b>                                     |                |                       | <b>30,12</b>                | <b>30,46</b>                | <b>1,13%</b> |
| Abonnement                                                  |                |                       | 19,64                       | 19,86                       | 1,12%        |
| Consommation                                                | 120            | 0,0883                | 10,48                       | 10,60                       | 1,15%        |
| <b>Part collectivité(s)</b>                                 |                |                       | <b>307,80</b>               | <b>307,80</b>               | <b>0,00%</b> |
| Abonnement                                                  |                |                       | 123,00                      | 123,00                      | 0,00%        |
| Consommation                                                | 120            | 1,5400                | 184,80                      | 184,80                      | 0,00%        |
| <b>Organismes publics et TVA</b>                            |                |                       | <b>103,56</b>               | <b>103,81</b>               | <b>0,24%</b> |
| Lutte contre la pollution (agence de l'eau)                 | 120            | 0,2700                | 32,40                       | 32,40                       | 0,00%        |
| Modernisation du réseau de collecte                         | 120            | 0,1500                | 18,00                       | 18,00                       | 0,00%        |
| TVA                                                         |                |                       | 53,16                       | 53,41                       | 0,47%        |
| <b>TOTAL € TTC</b>                                          |                |                       | <b>728,50</b>               | <b>733,00</b>               | <b>0,62%</b> |

## 6.2. Les données consommateurs par commune

|                                                 | 2015    | 2016    | 2017    | 2018    | 2019    | N/N-1 |
|-------------------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|-------|
| <b>AUTRANS-MEAUDRE EN VERCORS</b>               |         |         |         |         |         |       |
| Nombre d'habitants desservis total (estimation) | 1 723   | 1 767   | 1 751   | 1 739   | 1 734   | -0,3% |
| Nombre d'abonnés (clients) desservis            | 1 061   | 1 067   | 1 072   | 1 088   | 1 087   | -0,1% |
| Assiette de la redevance (m3)                   | 120 854 | 121 752 | 115 361 | 115 108 | 112 888 | -1,9% |



## 6.3. Annexes financières

### → Les modalités d'établissement du CARE

#### Introduction générale

Le décret 2005-236, codifié aux articles R1411-7 et R1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, a fourni des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégué prévu à l'article L1411-3 du même CGCT, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2019 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

#### Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux au sein de la Région Centre-Est de Veolia Eau (groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau, construite depuis 2018 selon une logique « gLocale » dans le cadre du projet d'entreprise « Osons 20/20 », répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 65 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elle assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service clientèle, ressources humaines, bureau d'étude technique, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats les produits et les charges relevant d'une part de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau national (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

### **Faits Marquants**

Comme évoqué précédemment, Veolia Eau a mis en œuvre à compter de 2018 une nouvelle organisation plus adaptée aux enjeux du secteur. Quelques actions complémentaires ont eu lieu en 2019 pour achever ce déploiement et, à ce titre, des coûts de restructuration, par nature exceptionnels, ont été engendrés et repartis entre les contrats de la Société.

#### **1. Produits**

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou facturés au cours du mois de décembre et comptabilisée. Les éventuels écarts d'avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements comptabilisés (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder – dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

## **2. Charges**

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- ◆ les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes § 2.1),
- ◆ la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées § 2.1.2).

### **2.1. Charges exclusivement imputables au contrat**

Ces charges comprennent :

- ◆ les dépenses courantes d'exploitation (cf 2.1.1),
- ◆ un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- ◆ les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- ◆ les charges relatives aux travaux à titre exclusifs.

#### **2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation**

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

Par ailleurs, la précision suivante est apportée sur la prise en compte de la fiscalité indirecte applicable aux consommations d'électricité. Depuis 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (qui a alors absorbé la Contribution au Service Public de l'Electricité) est calculée comme une majoration du prix du KWH selon un barème fonction de l'électrointensivité de la Société au cours de l'année considérée. Ce taux applicable n'est donc pas nécessairement connu en début d'année et des régularisations peuvent donc avoir lieu au cours des exercices suivants.

Ces régularisations sont enregistrées dans les CARE lors de leur versement effectif. A ce titre, les CARE présentés au titre de 2019 peuvent comprendre des remboursements obtenus au titre de consommations d'électricité survenues en 2016, 2017 et 2018. Ces régularisations sont imputées au contrat selon les points de livraison de l'électricité consommée.

### 2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique...il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges calculées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 1 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

#### **Charges relatives au renouvellement :**

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

##### **- Garantie pour continuité du service**

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 2 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 3 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- ◆ d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- ◆ d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

#### - Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- ◆ d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après) ;
- ◆ d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

#### - Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

#### **Charges relatives aux investissements :**

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- ◆ pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat,
- ◆ pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée,
- ◆ avec, dans les deux cas, une progressivité prédéterminée et constante (+1,5 % par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros courants, le montant de l'investissement initial. S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

Le taux financier retenu se définit comme le taux de référence d'un financement par endettement en vigueur l'année de la réalisation de l'investissement (calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat majoré de 0,5% pour les investissements réalisés jusqu'au 31.12.2007 et de 1,0% pour les investissements réalisés depuis cette date compte tenu de l'évolution tendancielle du coût des emprunts souscrits par le Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT). Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité annuelle de 1,5 % indiquée ci-dessus.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

#### - Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

#### - Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunt contractées par la Collectivité, le montant des annuités peut varier pendant la durée du contrat ; la charge correspondante est déterminée selon un calcul actuariel permettant de lisser cette charge sur cette durée.

#### - Impact des avances remboursables à taux zéro

Lorsque la Société bénéficie d'avances remboursables sans intérêts de la part d'une Agence de l'Eau pour contribuer au financement de certains travaux exécutés dans le cadre d'un contrat de DSP, un calcul spécifique est effectué depuis 2011 pour tenir compte dans le CARE de l'avantage temporaire que représente cette mise à disposition de fonds sans intérêts. Des produits spécifiques sont ainsi calculés sur le capital restant dû en début d'exercice au titre de ces avances, au taux d'intérêt de référence tel que défini ci-dessus et applicable l'année de versement initial de chaque avance. Ces produits sont ensuite portés en minoration des charges économiques calculées au titre des investissements du domaine concédé.

#### - Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

### **2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement**

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

### **2.1.4. Impôt sur les sociétés**

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2019 correspond au taux de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises de plus de 250 M€ de CA (33,33 %), hors contribution sociale additionnelle de 3,3%, mais aussi sans tenir compte des taux de base plus faibles applicables à de plus petites sociétés ou encore à la première tranche de bénéfice imposable .

## **2.2. Charges réparties**

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

### **2.2.1. Principe de répartition**

Le principe de base est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

D'autre part, le projet d'entreprise « Osons 20/20 ! » comporte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences consommateur de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement, centre d'appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales:

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les reversements aux collectivités.
- La plateforme RC 360 qui gère les flux mails, courriers, appels téléphonique des consommateurs.

Le coût de ces plateformes intègre à l'origine différentes composantes : des coûts de personnel, des loyers, de la sous traitance... Dans une logique de simplification, le coût des plateformes répartie sur chaque contrat est en revanche regroupée pour être enregistrée sur la seule ligne « sous traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein desdites plateformes donc).

A noter toutefois que dans le contexte de poursuite de la montée en puissance de cette nouvelle organisation et des contraintes associées, le coût de ces plateformes a été réparti de la façon suivante : comme en 2018, une pré répartition du coût des plateformes vers les Territoires a été effectuée en tenant compte de l'organisation antérieure et sur la base de la valeur ajoutée simplifiée de 2018. La répartition entre les contrats s'est ensuite effectuée selon la clef de la valeur ajoutée simplifiée 2019 tel qu'exposé au paragraphe 2.2.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote part forfaitaire de « peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

### **2.2.2. Prise en compte des frais centraux**

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats.

## **2.3. Autres charges**

### **2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)**

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (travaux exclusifs, production immobilisée, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).



### 2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2019 au titre de l'exercice 2018.

### 2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- ◆ inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- ◆ inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du Groupe Veolia, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2019 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2020.

---

Notes :

1. Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.

2. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
3. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
  - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
  - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*
4. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.*

Cyril CHASSAGNARD  
Directeur Régional – Centre-Est

#### → **Avis des commissaires aux comptes**

La Société a demandé à l'un des Co-Commissaires aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

## 6.4. Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la collecte et le traitement des eaux usées, la production et la distribution d'eau potable et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (\*)



**Certificat**  
Certificate

N° 2015/69288.4

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS.  
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.  
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.  
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.  
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 50001 : 2011**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

Adresse  
Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

N° SIREN  
572025526

Liste des sites certifiés en pages suivantes / List of certified locations on the following pages

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)  
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

2018-11-11

Jusqu'au  
until

2021-08-20

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

**Franck LEBEUGLE**  
Directeur Général d'AFNOR Certification  
Managing Director of AFNOR Certification



Recréer ce certificat électronique, consultable sur [www.afnor.org](https://www.afnor.org), selon les termes de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at [www.afnor.org](https://www.afnor.org), stands for the original of the certificate. Certification of the management system, issued by AFNOR Certification, is subject to the terms of the certification of the organization. Management System Certification. Issued under the AFNOR Certification logo and the AFNOR Certification logo. AFNOR Certification is a registered trademark. ©2017 AFNOR Certification

Flashez ce QR Code  
pour vérifier la validité  
du certificat





# Certificat

Certificate

N° 2015/69286.5

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

## VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.  
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.  
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.  
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.  
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 14001 : 2015**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

**Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS**

Liste complémentaire des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

**2018-11-10**

Jusqu'au  
Until

**2021-11-09**

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probante.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

**Franck LEBEUGLE**  
**Directeur Général d'AFNOR Certification**  
**Managing Director of AFNOR Certification**



Placez ce QR  
Code pour vérifier la  
validité du certificat

Cet certificat électronique, consultable sur [www.afnor.org](https://www.afnor.org), fait foi en l'absence de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at [www.afnor.org](https://www.afnor.org), stands in lieu of the original certification of the organization.  
AFNOR Certification est membre de l'Union Française des Organismes de Certification (UFOC). AFNOR Certification est membre de l'Union Française des Organismes de Certification (UFOC).  
AFNOR Certification est membre de l'Union Française des Organismes de Certification (UFOC). AFNOR Certification est membre de l'Union Française des Organismes de Certification (UFOC).

11 rue Friede de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00  
SAS au capital de 16 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - [www.afnor.org](http://www.afnor.org)

**afnor**  
CERTIFICATION

(\*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

## 6.5. Actualité réglementaire 2019

Certains textes présentés ci-dessous ont un impact contractuel. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

### Services publics locaux

#### → *Loi Engagement et Proximité et transfert de compétences*

La loi 2019-1461 du 27 décembre 2019, complétée par une note ministérielle d'information du 29 décembre 2019, modifie certaines modalités de transfert des compétences « eau » et « assainissement » introduites par la loi NOTRe du mois d'août 2015. Ces modifications portent essentiellement sur deux éléments du dispositif :

- L'exercice de la "minorité de blocage" prévu par la loi 2018-702 du 3 août 2018 permettant dans certaines conditions un report au 1er janvier 2026 du transfert obligatoire des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes, qui prenait fin initialement au 1er juillet 2019 a été repoussé au 1er janvier 2020.
- Un mécanisme à la carte de "délégation de compétence" est instauré par la loi. Une communauté de communes ou une communauté d'agglomération peut déléguer par convention à l'une de ses communes membres, tout ou partie, de sa compétence eau potable, assainissement ou gestion des eaux pluviales urbaines. En cas de demande de délégation par une commune, le conseil communautaire dispose d'un délai de 3 mois pour statuer et doit motiver tout refus éventuel. Le contenu de la convention est fixé par la loi.

Enfin, les syndicats compétents en matière d'eau, d'assainissement et de gestion des eaux pluviales urbaines, inclus en totalité dans le périmètre d'une communauté d'agglomérations ou communauté de communes, dits "syndicats infracommunautaires" et existant au 1er janvier 2019, sont maintenus pendant une durée de 6 mois suivant la prise de compétence de la communauté d'agglomération ou communauté de communes.

#### → *Commande publique*

Une série de 23 arrêtés et 5 avis sont parus en date du 22 mars 2019 portant diverses modifications mineures du code de la commande publique. Bon nombre de ces dispositions concerne le déroulement formel d'une procédure, notamment, l'accès aux documents de la consultation, les modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde ou encore l'envoi d'un accusé de réception électronique.

Le 30 octobre 2019 la Commission Européenne a modifié les seuils applicables aux concessions et aux marchés publics de fournitures, services et travaux qui sont passés respectivement de 5 548 000€ à 5 350 000€ et de 443 000€ à 428 000€.

En fin d'année, le décret 2019-1344 du 12 décembre 2019 a porté à effet du 1er janvier 2020 de 25 000€ à 40 000€ le seuil à compter duquel les acheteurs publics doivent procéder à une mise en concurrence des marchés publics et contrats de concessions.

De même le décret 2019-1375 du 17 décembre 2019 a porté de 209 000€ à 214 000€ le montant des marchés publics devant être présentés au contrôle de légalité, et ceci pour les marchés dont la procédure a été lancée à compter du 2 janvier 2020.

### → *Facturation électronique*

La loi 2019-486 du 22 mai 2019 dite "loi PACTE" modifie quelques dispositions du code de la commande publique mais aussi du code de la consommation principalement en matière de traçabilité de la facturation électronique. Un décret 2019-748 du 18 juillet 2019 apporte des précisions complémentaires.

### → *ICPE / IOTA / Evaluation environnementale*

L'arrêté du 28 mars 2019 (JO du 14 juin 2019) fixe le nouveau formulaire de demande d'autorisation environnementale. Ce formulaire (CERFA n° 15964\*01) a été publié plus de deux ans après l'entrée en vigueur du dispositif. Dans le document Cerfa, on notera notamment :

- l'emploi de l'acronyme AIOT (activités, installations, ouvrages ou travaux), résultant de la volonté de regrouper les ICPE et les IOTA ;
- dans le cadre de la nature de l'objet de la demande, la distinction entre le nouveau projet d'AIOT et l'extension/modification substantielle.

Le décret n° 2029-1352 du 12 décembre 2019 simplifie la procédure d'instruction des demandes d'autorisation environnementale notamment sur la dématérialisation des dossiers de demande d'autorisation et la suppression de certaines consultations jusqu'ici obligatoires.

### → *Amiante*

Un arrêté interministériel en date du 1<sup>er</sup> octobre 2019 (JO du 20 octobre 2019) définit les compétences des laboratoires pour procéder aux analyses des échantillons de matériaux et de produits susceptibles de contenir de l'amiante. Cet arrêté s'inscrit dans le cadre du repérage de l'amiante avant travaux qui rend obligatoire le recours à des laboratoires, accrédités par le Comité français d'accréditation (Cofrac), pour analyser les prélèvements réalisés par les opérateurs réalisant le repérage de l'amiante.

### → *Travaux à proximité des réseaux*

Une décision du 2 décembre 2019 (JO du 8 décembre 2019) porte approbation des mises à jour du fascicule 1 « dispositions générales » et du fascicule 3 « formulaires et autres documents pratiques » du guide d'application de la réglementation anti-endommagement. Cette mise à jour du guide technique d'application fait suite aux évolutions réglementaires intervenues fin 2018.

Dans la continuité des évolutions réglementaires intervenues fin 2018, trois arrêtés sont venus préciser les conditions de délivrance de l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR). Deux arrêtés du 15 janvier 2019 (JO du 28 février 2019) et l'arrêté du 29 avril 2019 (JO du 25 juillet 2019) fixent la liste des compétences et diplômes professionnels délivrés par les ministres chargés de l'éducation et de l'enseignement supérieur permettant la délivrance de l'AIPR par l'employeur.

L'arrêté du 5 novembre 2019 (JO du 24 novembre 2019) fixe, pour l'année 2019, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Inéris. Ce téléservice ([www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr)) référence les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

### → *Prévention des maladies vectorielles transmises par les insectes*

La prévention des maladies vectorielles transmises par les insectes est une préoccupation croissante des autorités de santé.

- Le décret 2019-258 du 29 mars 2019 précise les modalités de mise en œuvre des missions de surveillance et d'intervention autour des nouvelles implantations de moustiques et des cas suspects confiées aux agences régionales de santé pour prévenir les épidémies de maladies vectorielles, ainsi que d'autres mesures de prévention et d'information. Au titre des mesures de prévention, ce décret

mentionne l'article L2213-31 du Code Général des Collectivités Territoriales qui permet au maire de prescrire aux propriétaires de terrains bâtis ou non bâtis, les mesures nécessaires pour lutter, contre l'insalubrité que constitue le développement des insectes vecteurs dans les zones urbanisées. Les zones de stagnation de l'eau y sont identifiées comme des « points à risque ».

- Un premier arrêté du 23 juillet 2019 (JO du 26 juillet 2019) inscrit la totalité des 101 départements français sur la liste des départements où est constatée l'existence de conditions entraînant le développement ou un risque de développement d'arboviroses transmises par les moustiques et constituant une menace pour la santé de la population.
- Un second arrêté du 23 juillet 2019 (JO du 28 juillet 2019) précise les modalités de mise en œuvre des missions de surveillance entomologique (c-à-d, des insectes), d'intervention autour des détections et de prospection, de traitement et travaux autour des lieux fréquentés par les cas humains de maladies transmises par les moustiques vecteurs.

## **Service public de l'assainissement**

### **→ Facture d'eau et d'assainissement**

Le décret 2019-1356 du 13 décembre 2019 modifie la taxe perçue jusque là par Voies Navigables de France (VNF) auprès des titulaires d'ouvrages hydrauliques pour la prise d'eau en une redevance de prise et de rejet d'eau. Cette redevance est dorénavant due tant pour le prélèvement que pour l'évacuation des volumes d'eau. Une contre-valeur de la redevance sera répercutée sur chaque abonné des services d'eau et maintenant d'assainissement. Cette redevance dont le montant sera fixée par VNF est applicable à l'exercice 2019.

### **→ Economie circulaire, production de biogaz et raccordement**

Deux arrêtés et un décret ont précisés les conditions technico-économiques de raccordement des installations de production de biogaz au réseau de transport et de distribution du gaz naturel.

- L'arrêté du 10 janvier 2019 (JO du 12 janvier 2019) précise le niveau de prise en charge des coûts de raccordement aux réseaux de transport de gaz naturel des installations de production de biogaz, en application de l'article L. 452-1 du code de l'énergie. Les coûts de raccordement s'entendent des coûts du branchement et des coûts du poste d'injection. Le taux de prise en charge est le même que celui applicable au raccordement aux réseaux de distribution, qui avait été fixé par l'arrêté du 30 novembre 2017.
- Le décret 2019-665 du 28 juin 2019 définit les conditions et limites permettant de s'assurer de la pertinence technico-économique des investissements de renforcement des réseaux de gaz nécessaires pour permettre l'injection de biogaz dans les réseaux et précise les modalités de répartition du coût de ces investissements entre les gestionnaires des réseaux et les producteurs de biogaz.
- Un arrêté également en date du 28 juin 2019 (JO du 29 juin) vient préciser les paramètres utilisés pour s'assurer de la pertinence technico-économique des investissements de renforcement des réseaux de gaz nécessaires à l'injection de biogaz dans les réseaux.

### **→ Installations d'incinération des déchets**

Prise dans le cadre de la Directive européenne dite « IED » (directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles), la Décision d'Exécution 2019/2010 de la Commission Européenne du 12 novembre 2019 (publiée le 3 décembre 2019) établit les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets. Ces conclusions résultent de la révision du document de référence sur les MTD applicables à ce secteur qui datait d'août 2006. Ces conclusions sur les MTD servent de références contraignantes pour la fixation des valeurs limites d'émission (VLE) applicables aux installations concernées.



La mise en conformité des installations avec les nouvelles dispositions doit être assurée dans un délai de quatre ans à compter de la publication.

#### → *Expérimentation d'une méthode d'analyse de la DBO*

L'arrêté du 25 septembre 2019 (JO du 4 octobre 2019) modifie l'arrêté du 10 août 2017 relatif à l'expérimentation d'une méthode de détermination de la demande biochimique en oxygène (DBO) par mesure fluorimétrique de la respiration bactérienne dans les stations de traitement des eaux usées urbaines. Ce nouvel arrêté prolonge de deux ans la durée initialement prévue de l'expérimentation et étend celle-ci à toute la France.

#### → *Equipements sous pression*

Par une décision mise en ligne le 28 février 2019, la Direction Générale de la Prévention des Risques approuve le guide relatif aux « Inspections réglementaires des équipements sous pression revêtus extérieurement et/ou intérieurement », établi par l'Association pour la qualité des appareils à pression, Ce guide encadre l'application de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

## *Assainissement, Biodiversité et Qualité des milieux*

#### → *Zones vulnérables et zones sensibles*

Deux arrêtés du 20 février 2019 publiés respectivement aux JO du 23 et 27 février 2019 précisent les actions renforcées à mettre en œuvre dans les zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ainsi que le contenu du bilan, réalisé par le préfet de région, de la mise en œuvre du dispositif qui réduit la pression d'épandage d'azote de toutes origines de chaque exploitation ou élevage en cas de dépassement de la valeur de référence dans le cadre du dispositif de surveillance de l'azote.

Dans une note technique du 6 juin 2019 (mise en ligne le 10 juin 2019) à destination des Préfets coordonnateurs de bassin, de région et de département, le ministère de la Transition écologique et solidaire incite à la mise à jour rapide des zones sensibles à l'eutrophisation, où le traitement des stations d'épuration doit être renforcé pour limiter les rejets de phosphore et d'azote dans le milieu. Il précise également certaines modalités de calendrier ainsi que les principes à retenir pour le classement de ces zones.

## 6.6. Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

### **Abonnement :**

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

### **Assiette de la redevance d'assainissement :**

Volume total facturé aux usagers du service.

### **Arrêté d'autorisation de déversement :**

Arrêté autorisant le déversement signé par la collectivité compétente en matière de collecte des eaux usées au lieu où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

### **Bilans disponibles :**

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables.

### **Capacité épuratoire :**

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO5/jour) et en capacité hydraulique (m<sup>3</sup>/jour) ou en équivalent-habitants.

### **Certification ISO 14001 :**

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

### **Certification ISO 9001 :**

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia Eau à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

### **Certification ISO 50001 :**

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia eau à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

### **Certification OHSAS 18001 :**

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

### **Consommateur – abonné (client) :**

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc.). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit

sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

#### **Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P203.3] :**

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

#### **Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P204.3] :**

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

#### **Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P205.3] :**

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

#### **Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P 254.3] :**

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

#### **Conformité réglementaire des rejets :**

Il s'agit de la conformité des rejets aux prescriptions réglementaires (nationales ou locales par arrêté préfectoral).

#### **DBO5 :**

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO5 est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

#### **DCO :**

Demande chimique en oxygène. La DCO est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

#### **Développement durable :**

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « *un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs* ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « *Agenda 21* ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

**Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030** sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

#### **Equivalent-habitant :**

Il s'agit d'une unité de mesure de la pollution. Un équivalent-habitant correspond au flux journalier moyen de pollution produit par un habitant, soit 60 grammes de DBO5 par jour.

#### **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2] :**

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- ◆ le niveau de connaissance du réseau et des branchements
- ◆ et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 110 points pour les services n'exerçant pas la mission de collecte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

#### **Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3] :**

Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120 points, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution...)).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

#### **Matières sèches (boues de dépollution) :**

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS.

#### **MES :**

Matières en suspension. Les MES sont l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

#### **Nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (Estimation du) [D201.0] :**

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement. Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

#### **Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] :**

L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

### **Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [D203.0] :**

Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

### **Réseau de collecte des eaux usées :**

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

### **Station d'épuration (ou usine de dépollution) :**

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

### **Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] :**

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

### **Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3] :**

Cet indicateur évalue le pourcentage d'installations d'assainissement non collectif conformes, après contrôle, à la réglementation sur l'ensemble des installations contrôlées depuis la création du service. L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

### **Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1] :**

Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement/inondation dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'utilisateur ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

### **Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1] :**

Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.

**Taux d'impayés [P257.0] :**

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

**Taux de réclamations [P258.1] :**

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007)

## 6.7. Attestations d'assurances

### ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **GRAS SAVOYE**., société de courtage d'assurance, n° ORIAS 07 001 707 , dont le siège est sis :

**Immeuble Quai 33- 33 quai de Dion-Bouton  
92800 PUTEAUX**

agissant par délégation et pour le compte des assureurs

attestons que la société : **VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux  
21 rue la Boétie  
75008 PARIS**

est garantie par les polices, Dommages aux biens, Responsabilités, Pertes financières consécutives et Frais et Pertes annexes, de type « Tous Risques Sauf » Portant les numéros **2019/FR/PDBI/001** par **CODEVE Insurance Company DAC, Elm Park, Merrion Road, Dublin 4 , Ireland** ; et d'autre part en excédent de la police émise par CODEVE, les numéros **XFR0065675PR** et **XFR0066375PR** émises par **AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE**, Société Anonyme de droit Français, régie par le Code des Assurances, au capital de EUR 190.069.080, dont le siège social est situé 61 rue Mstislav Rostropovitch 75832 Paris Cedex 17, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 399 227 354.

*Ces contrats ont été souscrits par **VEOLIA ENVIRONNEMENT S.A.** agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, groupements, associations, sociétés civiles immobilières faisant partie du même groupe d'affaire, et notamment pour le compte de :*

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS**

Ces polices en ligne garantissent l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers (en propriété ou en location), les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les événements suivants :

Incendie – Explosions – Foudre – Bris de machines – Dommages électriques – Fumées – Dégâts des eaux – Tempêtes – Grêle (Dommages de grêle exclus sur le matériel roulant) – Accumulation de la neige sur les toitures – Vandalisme – Emeutes – Mouvements populaires – Malveillance – Chocs de véhicules terrestres – Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux – Vol – Evénements naturels – Catastrophes Naturelles en France, (art.L125-1 et suivants du code des Assurances), Actes de Terrorisme et Attentats en France, (art.L126-2 et L126-3 du code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions des contrats cités en référence ci-dessus.

La présente attestation est valable du **1er Janvier 2020** jusqu'au **31 Décembre 2020** sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

CETTE ATTESTATION CONSTITUE UNE PRESOMPTION D'ASSURANCE ET NE SAURAIT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES DU CONTRAT AUQUEL ELLE SE REFERE.

Fait à Puteaux, le 27/12/2019





### Attestation d'Assurance - Risques Environnementaux

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

**VEOLIA ENVIRONNEMENT**  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS  
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS  
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218520** garantissant les conséquences pécuniaires des risques environnementaux pouvant lui incomber du fait de l'exploitation des sites assurés et des activités garanties par ce contrat.

Les garanties s'exercent dans le respect de la législation locale et à concurrence des montants ci-après qui s'entendent par sinistre et pour l'ensemble des sinistres imputés à la période d'assurance, sans pouvoir excéder **10 000 000 EUR** pour la période d'assurance :

#### GARANTIES DE BASE :

##### RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT :

Engagement annuel maximum de l'Assureur, toutes garanties confondues : **10 000 000 EUR**

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'Assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

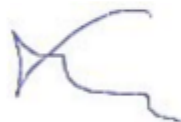
Période de la police du 01/01/2020 au 31/12/2020 inclus.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2020 inclus. Elle est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 12/11/2019

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :



Signature autorisée/ Authorised signatory :





### Attestation d'Assurance

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

**VEOLIA ENVIRONNEMENT**  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS  
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS  
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218420** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber dans l'exercice de ses activités.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

**Responsabilité Civile Exploitation**

Tous dommages confondus ( corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)

10 000 000 EUR Par sinistre

**Responsabilité Civile Après-Livraison, Après Réception et Responsabilité Civile Professionnelle**

Tous dommages confondus ( corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)

10 000 000 EUR Par année d'assurance

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

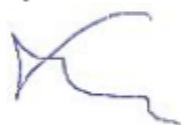
Période d'assurance du 01/01/2020 au 31/12/2020

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 05/11/2019

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :



Signature autorisée/ Authorised signatory :





|                                                                                                                                                                                  |                                                                                 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|
| Notre référence à rappeler<br>dans toute correspondance :                                                                                                                        |                                                                                 |
| N° ASSURE : F18746E<br>N° CONTRAT : 1351.001 / 2 85834<br>N° SIREN : 572 025 526                                                                                                 |                                                                                 |
| Pour tout renseignement contacter :<br>SMA SA Grands Comptes Entreprises<br>8 rue Louis Armand CS 71201<br>75738 Paris Cedex 15<br>Tél. : 01.40.59.70.00<br>Fax : 01.40.59.70.57 | VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES<br>EAUX<br>21, rue La Boétie<br>75008 PARIS |

#### Contrat d'assurance RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS

Période de validité : du 01/01/2020 au 31/12/2020

SMA SA ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** pour l'ensemble de ses filiales.

#### 1- PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes : Entreprise, maître d'œuvre ou fabricant-vendeur dans tous domaines d'activités et notamment dans le domaine des Services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :
  - Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
  - Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
  - Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ...)
  - Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
  - Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
  - Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,

**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à direction et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain
- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.

**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





- Revêtements textiles et plastiques,
  - Ingénierie Bâtiment : Maîtrise d'œuvre, études techniques TCE
  - Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
  - MOE de désamiantage
  - Maîtrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
  - Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
  - Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux chantiers dont le coût total de construction hors taxes tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 30 000 000 €. Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :
- 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros œuvre,
  - 6 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure ou le gros œuvre,
  - 3 000 000 € par sinistre si l'assuré est concepteur, non réalisateur de travaux.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
- travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
  - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P<sup>(1)(3)</sup>, ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P<sup>(2)(3)</sup>,
  - travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publiée par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
  - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
    - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P<sup>(3)</sup>,
    - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
    - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de par l'Agence Qualité Construction AQC) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P

(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE : [www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr](http://www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr)

(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC [www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com)

**Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.**

**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)







## 2- ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

| Nature de la garantie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Montant des garanties                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p> | <b>En Habitation :</b><br>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.                                                                                                                                                                                |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <b>Hors Habitation:</b><br>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances. |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <b>En présence d'un CCRD:</b><br>Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.                                                     |
| Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <b>Marché d'entreprise</b><br>1 000 000 € épuisable par année d'assurance                                                                                                                                                                                                                             |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <b>Marché de maîtrise d'œuvre</b><br>350 000 € épuisable par année d'assurance                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Durée et maintien des garanties :</b><br>La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

## 3- GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792.2 du Code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code civil.

### SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par L'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

**La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.**

Fait à PARIS  
Le 20/12/2019

Le Président du Directoire  
Par délégation



**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





Notre référence à rappeler  
dans toute correspondance :

N° souscripteur : F18746E  
N° contrat : 1351.001 / 2 85834  
N°SIREN : 572 025 526

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES  
EAUX**

**21, rue La Boétie**

**75008 PARIS**

Pour tout renseignement contacter :  
**Site de gestion**  
**SMA SA Grands Comptes Entreprises**  
8 rue Louis Armand - CS 71201  
75738 PARIS CEDEX 15  
Tél : 01.40.59.70.00  
Fax: 01.40.59.70.57

## **CONTRAT D'ASSURANCE RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES NON SOUMIS**

**Attestation d'assurance 2020**  
**Valable à compter du 01/01/2020 jusqu'au 31/12/2020**

SMA SA certifie que l'assuré désigné ci-dessus est bénéficiaire d'un contrat POLICE ASSURANCE CONSTRUCTION, numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA pour le compte de l'ensemble de ses filiales garantissant, à ce jour, les activités suivantes :

Entreprise générale tous corps d'état, contractant général ou maître d'œuvre dans tous domaines d'activité et notamment dans le domaine des services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :

- Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
- Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
- Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ...)
- Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
- Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
- Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,
- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain

**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.
- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maîtrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maîtrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium

**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)







### Ce contrat garantit

- du fait des activités professionnelles mentionnées ci-avant,
- pour une participation à des opérations de construction d'un ouvrage non soumis à l'obligation d'assurance,
- lorsque l'opération n'excède pas 30.000.000 € HT (travaux et honoraires compris), ou que le marché de l'assuré n'excède pas pour les ouvrages suivants :
  - Réseaux de chaleur : 3 000 000 € HT
  - Eoliennes : 3 000 000 € HT y compris honoraires pour la part concernant l'infrastructure
  - Installations photovoltaïques (au sol et sur un ouvrage non soumis) : 3 000 000 € HT
  - Cuves et réservoirs : 3 000 000 € HT
  - Réseaux enterrés : 10 000 000 € HT

Au-delà de ces montants, l'assuré doit déclarer le chantier concerné et souscrire, auprès de SMA SA, un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, il sera fait application d'une règle proportionnelle selon l'article L.121-5 du Code des assurances.

- pour des travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnue par la profession,
- pour des travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date.

### les conséquences des responsabilités énumérées ci-dessous :

| Nature des garanties                                                                                                              | Montant des garanties : sans pouvoir excéder<br>10 000 000 € par année d'assurance pour l'ensemble<br>des garanties et des assurés |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Garantie de responsabilité civile<br>décennale relative aux ouvrages listés à<br>l'article L.243-1-1-I du Code des<br>assurances. | <b>Marché d'entreprise :</b><br>5 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de<br>10 000 000 € HT                    |
|                                                                                                                                   | <b>Marché de maître d'œuvre :</b><br>2 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de<br>10 000 000 € HT               |
|                                                                                                                                   | <b>Sauf marchés relatifs à :</b>                                                                                                   |
|                                                                                                                                   | - <b>construction d'éoliennes</b> : 500 000 € par sinistre et<br>2 000 000 € par an                                                |
|                                                                                                                                   | - <b>réseaux de chaleur</b> : 500 000 € par sinistre et<br>2 000 000 € par an                                                      |
|                                                                                                                                   | - <b>cuves et réservoirs</b> : 1 000 000 € par sinistre et<br>2 000 000 € par an                                                   |
|                                                                                                                                   | - <b>installations photovoltaïques</b> : 1 000 000 € par<br>sinistre et 2 000 000 € par an                                         |
|                                                                                                                                   | - <b>réseaux enterrés</b> : 1 000 000 € par sinistre et<br>2 000 000 € par an                                                      |
| Garantie dommages en répercussion                                                                                                 | <b>Tous marchés confondus</b> : 500 000 € par sinistre et<br>2 000 000 € par an                                                    |

### SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





Tous travaux, ouvrages ou opérations de construction ne répondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet, sur demande spéciale de l'assuré, d'une garantie spécifique, soit par contrat, soit par avenant.

**La présente attestation ne peut pas engager SMA SA au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.**

Fait à Paris,  
Le 20 décembre 2019

Le Président du Directoire  
Par délégation



**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)



Ressourcer le monde

Credits photos : © Gettyimages

## Quelle est la qualité de l'eau que vous consommez ?

Votre réseau : AUTRANS BOURG  
appartient à : MAIRIE DE AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCOR  
est exploité par : VEOLIA SECTEUR ISERE-SAVOIE

2019

Eau de bonne qualité bactériologique et conforme aux limites réglementaires pour les paramètres chimiques mesurés.

### A savoir

Le contrôle sanitaire est organisé par la délégation départementale de l'Agence Régionale de Santé.

Le distributeur est tenu également de surveiller en permanence la qualité de l'eau par un examen régulier des installations et un programme de tests et d'analyses.

Des périmètres de protection doivent être mis en place afin de protéger la ressource en eau des risques de pollution.

### Conseils

Purgez vos conduites avant de prélever de l'eau destinée à la boisson, après plusieurs jours d'absence ou si vos canalisations sont en plomb.

Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, placez-la au frais dans un récipient fermé (pas plus de 24 heures).

Signalez à votre distributeur d'eau, les changements de saveur ou de couleur de l'eau distribuée.

|  | Interprétation | Taux de conformité | Nombre de contrôles | Nombre de non conformités |
|--|----------------|--------------------|---------------------|---------------------------|
|--|----------------|--------------------|---------------------|---------------------------|

#### BACTERIOLOGIE

|                                                                                                                                              |               |      |   |   |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|------|---|---|
| Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes<br>Limite de qualité :<br>0 germe / 100 ml | Bonne qualité | 100% | 8 | 0 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|------|---|---|

#### Principaux paramètres physico-chimiques

|                                                                                                                           | Interprétation | Unité | Nb de contrôles | Mini | Moyenne | Maxi |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-------|-----------------|------|---------|------|
| <b>NITRATES</b>                                                                                                           |                |       |                 |      |         |      |
| Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques.<br>Limite de qualité : 50 mg/l | Bonne qualité  | mg/L  | 7               | 1,10 | 6,61    | 8,80 |

#### ARSENIC

|                                                                                                                     |               |      |   |      |      |      |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|------|---|------|------|------|
| Elément d'origine naturelle, largement répandu dans la croûte terrestre<br>Limite de qualité :<br>10 microgrammes/l | Bonne qualité | µg/L | 2 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|------|---|------|------|------|

#### PESTICIDES

|                                                                                                                                                                                                          |               |      |   |       |       |       |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|------|---|-------|-------|-------|
| Substances chimiques utilisées, le plus souvent, pour protéger les cultures ou désherber.<br>Limite de qualité : 0,1 microgramme/l pour chaque substance et 0,5 microgramme/l toute substance confondue. | Bonne qualité | µg/L | 2 | 0,000 | 0,000 | 0,000 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|------|---|-------|-------|-------|

#### DURETE

|                                                                                                                       |                          |    |   |       |       |       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|----|---|-------|-------|-------|
| Teneur en calcium et en magnésium<br>La dureté s'exprime en degré français (°f).<br>Il n'y a pas de limite de qualité | Eau moyennement calcaire | °f | 7 | 13,30 | 22,80 | 26,03 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|----|---|-------|-------|-------|

Ce bilan a été réalisé par l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes, en application du code de la santé publique. Il a été établi à partir des contrôles sanitaires réalisés en 2019. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter la mairie de votre commune, le site internet [www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr](http://www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr) ainsi que le site internet [www.eaupotable.sante.gouv.fr](http://www.eaupotable.sante.gouv.fr) qui met à votre disposition les derniers résultats d'analyse de l'eau.

## Quelle est la qualité de l'eau que vous consommez ?

Votre réseau : MEAUDRE VILLAGE  
appartient à : MAIRIE DE AUTRANS-MEAUDRE-EN-VERCOR  
est exploité par : VEOLIA SECTEUR ISERE-SAVOIE

2019

Eau de bonne qualité bactériologique et conforme aux limites réglementaires pour les paramètres chimiques mesurés.

### A savoir

Le contrôle sanitaire est organisé par la délégation départementale de l'Agence Régionale de Santé.

Le distributeur est tenu également de surveiller en permanence la qualité de l'eau par un examen régulier des installations et un programme de tests et d'analyses.

Des périmètres de protection doivent être mis en place afin de protéger la ressource en eau des risques de pollution.

### Conseils

Purgez vos conduites avant de prélever de l'eau destinée à la boisson, après plusieurs jours d'absence ou si vos canalisations sont en plomb.

Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, placez-la au frais dans un récipient fermé (pas plus de 24 heures).

Signalez à votre distributeur d'eau, les changements de saveur ou de couleur de l'eau distribuée.

|  | Interprétation | Taux de conformité | Nombre de contrôles | Nombre de non conformités |
|--|----------------|--------------------|---------------------|---------------------------|
|--|----------------|--------------------|---------------------|---------------------------|

#### BACTERIOLOGIE

|                                                                                                                                              |               |      |   |   |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|------|---|---|
| Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes<br>Limite de qualité :<br>0 germe / 100 ml | Bonne qualité | 100% | 8 | 0 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|------|---|---|

#### Principaux paramètres physico-chimiques

|                                                                                                                           | Interprétation | Unité | Nb de contrôles | Mini | Moyenne | Maxi |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-------|-----------------|------|---------|------|
| <b>NITRATES</b>                                                                                                           |                |       |                 |      |         |      |
| Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques.<br>Limite de qualité : 50 mg/l | Bonne qualité  | mg/L  | 6               | 1,10 | 1,66    | 2,20 |

#### ARSENIC

|                                                                                                                     |               |      |   |      |      |      |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|------|---|------|------|------|
| Elément d'origine naturelle, largement répandu dans la croûte terrestre<br>Limite de qualité :<br>10 microgrammes/l | Bonne qualité | µg/L | 2 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|------|---|------|------|------|

#### PESTICIDES

|                                                                                                                                                                                                          |               |      |   |       |       |       |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|------|---|-------|-------|-------|
| Substances chimiques utilisées, le plus souvent, pour protéger les cultures ou désherber.<br>Limite de qualité : 0,1 microgramme/l pour chaque substance et 0,5 microgramme/l toute substance confondue. | Bonne qualité | µg/L | 2 | 0,000 | 0,000 | 0,000 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|------|---|-------|-------|-------|

#### DURETE

|                                                                                                                       |                  |    |   |       |       |       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|----|---|-------|-------|-------|
| Teneur en calcium et en magnésium<br>La dureté s'exprime en degré français (°f).<br>Il n'y a pas de limite de qualité | Eau peu calcaire | °f | 8 | 13,30 | 18,96 | 21,42 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|----|---|-------|-------|-------|

Ce bilan a été réalisé par l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes, en application du code de la santé publique. Il a été établi à partir des contrôles sanitaires réalisés en 2019. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter la mairie de votre commune, le site internet [www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr](http://www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr) ainsi que le site internet [www.eaupotable.sante.gouv.fr](http://www.eaupotable.sante.gouv.fr) qui met à votre disposition les derniers résultats d'analyse de l'eau.

# Autrans-Méaudre en Vercors

assainissement collectif : Autrans

## **Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'assainissement collectif**

### **Exercice 2019**

Rapport annuel relatif au prix et à la qualité du service public de l'assainissement collectif pour l'exercice présenté conformément à l'article L2224 - 5 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007.

Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur, la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr), rubrique « l'Observatoire »

## ***Table des matières***

|      |                                                                                                                                                                                     |    |
|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1.   | Caractérisation technique du service .....                                                                                                                                          | 3  |
| 1.1. | Présentation du territoire desservi.....                                                                                                                                            | 3  |
| 1.2. | Mode de gestion du service .....                                                                                                                                                    | 3  |
| 1.3. | Estimation de la population desservie (D201.0).....                                                                                                                                 | 4  |
| 1.4. | Nombre d’abonnés .....                                                                                                                                                              | 4  |
| 1.5. | Volumes facturés.....                                                                                                                                                               | 5  |
| 1.6. | Détail des imports et exports d’effluents .....                                                                                                                                     | 6  |
| 1.7. | Autorisations de déversements d'effluents industriels (D.202.0) .....                                                                                                               | 6  |
| 1.8. | Linéaire de réseaux de collecte (hors branchements) et/ou transfert.....                                                                                                            | 7  |
| 2.   | Tarification de l’assainissement et recettes du service .....                                                                                                                       | 8  |
| 2.1. | Modalités de tarification .....                                                                                                                                                     | 8  |
| 2.2. | Facture d’assainissement type (D204.0).....                                                                                                                                         | 10 |
| 2.3. | Recettes.....                                                                                                                                                                       | 12 |
| 3.   | Indicateurs de performance .....                                                                                                                                                    | 13 |
| 3.1. | Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1) .....                                                                                                            | 13 |
| 3.2. | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P202.2B) .....                                                                                                       | 13 |
| 4.   | Financement des investissements.....                                                                                                                                                | 15 |
| 4.1. | Montants financiers.....                                                                                                                                                            | 15 |
| 4.2. | Etat de la dette du service .....                                                                                                                                                   | 15 |
| 4.3. | Amortissements .....                                                                                                                                                                | 15 |
| 4.4. | Présentation des projets à l’étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service et montants prévisionnels des travaux ..... | 15 |
| 4.5. | Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice .....                                                          | 15 |
| 5.   | Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l’eau.....                                                                                                 | 16 |
| 5.1. | Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P207.0) .....                                                                                                           | 16 |
| 5.2. | Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT) .....                                                                                                              | 16 |
| 6.   | Tableau récapitulatif des indicateurs .....                                                                                                                                         | 17 |

# 1. Caractérisation technique du service

## 1.1. *Présentation du territoire desservi*



Le service est géré au niveau ☒ communal  
☐ intercommunal

- Nom de la collectivité : Autrans-Méaudre en Vercors
- Nom de l'entité de gestion: assainissement collectif : Autrans
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Commune
- Compétences liées au service :

|                                                                         | Oui                                 | Non                                 |
|-------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Collecte                                                                | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            |
| Transport                                                               | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Dépollution                                                             | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Contrôle de raccordement                                                | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Elimination des boues produites                                         | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Et à la demande des propriétaires :                                     |                                     |                                     |
| Les travaux de mise en conformité de la partie privative du branchement | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Les travaux de suppression ou d'obturation des fosses                   | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Autrans-Méaudre en Vercors
- Existence d'une CCSPL ☐ Oui ☒ Non
- Existence d'un zonage ☐ Oui, date d'approbation\* : ..... ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☐ Oui, date d'approbation\* : ..... ☐ Non

## 1.2. *Mode de gestion du service*



Le service est exploité en **Délégation par Entreprise privée**

\* Approbation en assemblée délibérante



#### Nature du contrat :

- Nom du prestataire : VEOLIA
- Date de début de contrat : 01/01/2011
- Date de fin de contrat initial : 31/12/2022
- Date effective de fin de contrat (après avenant le cas échéant) : 31/12/2022
- Nombre d'avenants et nature des avenants :
- Nature exacte de la mission du prestataire : (cf. annexe)

### **1.3. Estimation de la population desservie (D201.0)**



Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'assainissement collectif sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

Le service public d'assainissement collectif dessert 1 734 habitants au 31/12/2019 (1 739 au 31/12/2018).

### **1.4. Nombre d'abonnés**



Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'assainissement collectif dessert 1 087 abonnés au 31/12/2019 (1 088 au 31/12/2018).

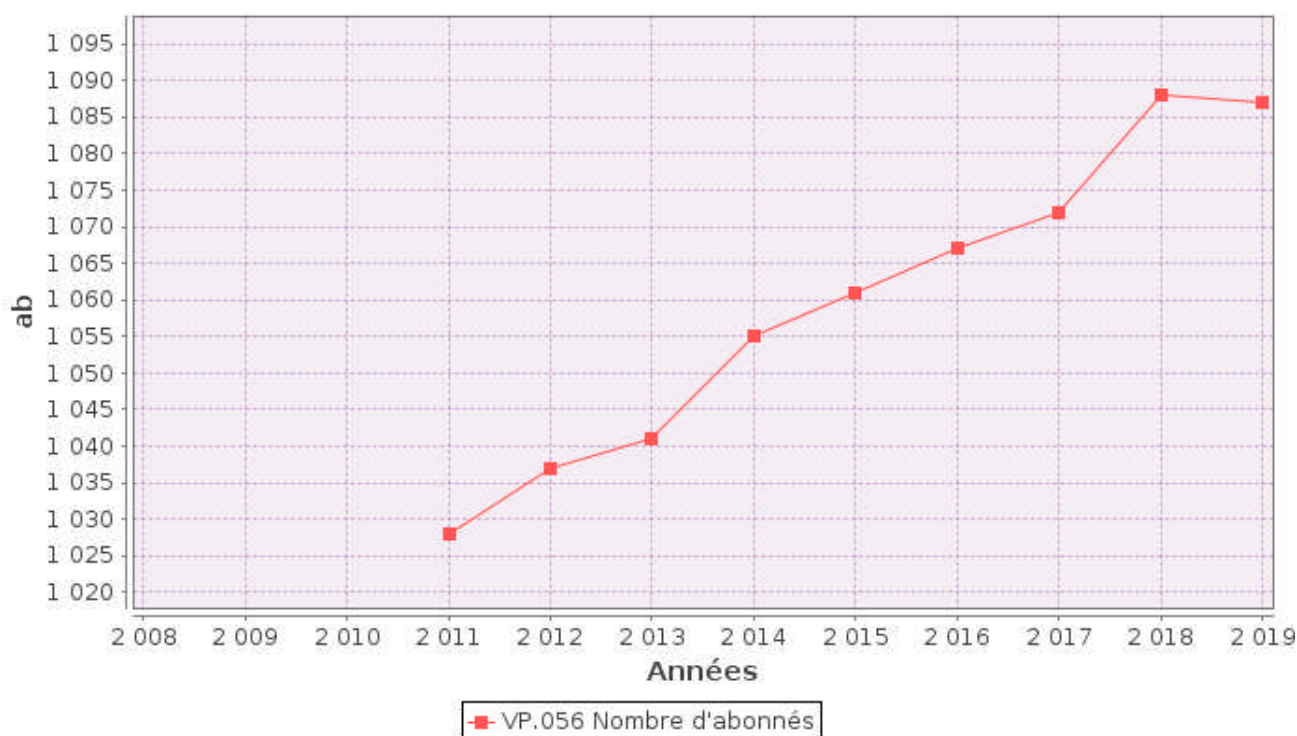
La répartition des abonnés par commune est la suivante

| Commune                    | Nombre total d'abonnés 31/12/2018 | Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2019 | Nombre d'abonnés non domestiques au 31/12/2019 | Nombre total d'abonnés au 31/12/2019 | Variation en % |
|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------------|------------------------------------------------|--------------------------------------|----------------|
| Autrans-Méaudre en Vercors |                                   |                                            |                                                |                                      |                |
| <b>Total</b>               | <b>1 088</b>                      |                                            |                                                | <b>1 087</b>                         | <b>-0,1%</b>   |

Nombre d'abonnés potentiels déterminé à partir du document de zonage d'assainissement : 1 087.

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement est de 42,46 abonnés/km) au 31/12/2019. (42,5 abonnés/km au 31/12/2018).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonné) est de 1,6 habitants/abonné au 31/12/2019. (1,6 habitants/abonné au 31/12/2018).

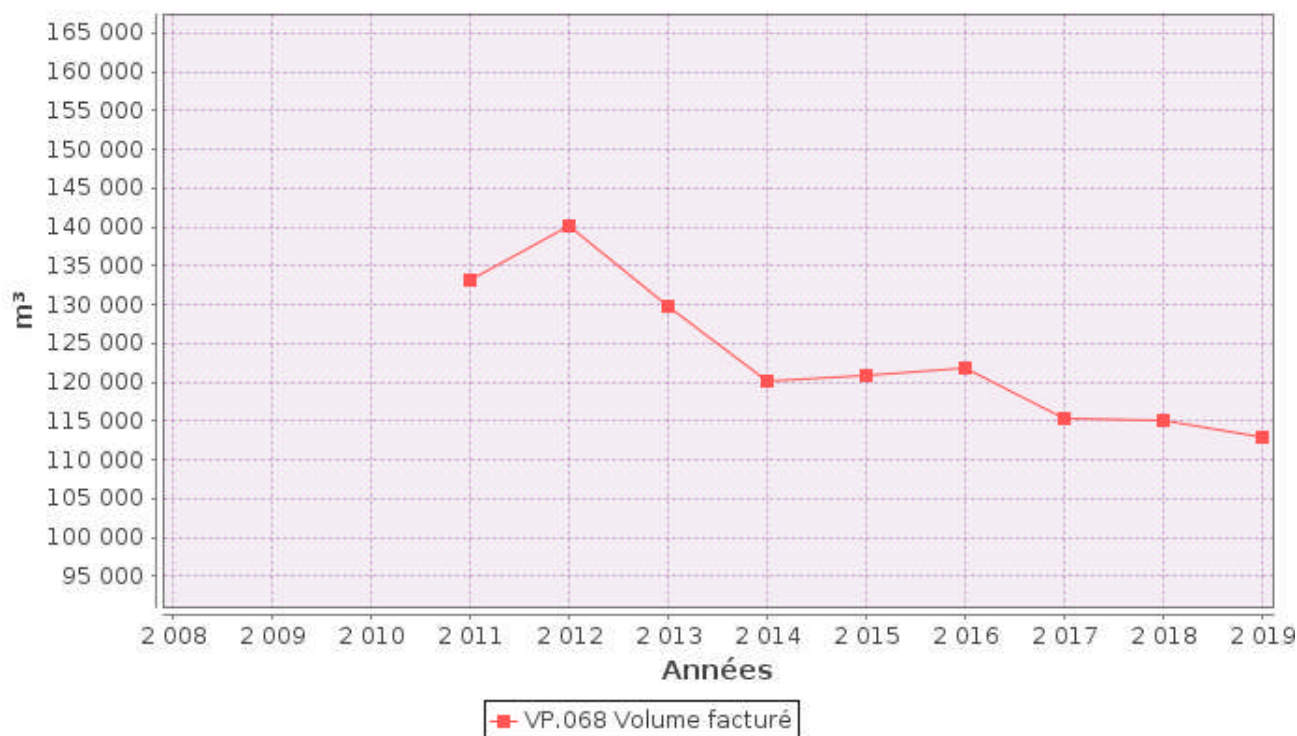


## 1.5. Volumes facturés



|                                               | Volumes facturés durant l'exercice 2018 en m <sup>3</sup> | Volumes facturés durant l'exercice 2019 en m <sup>3</sup> | Variation en % |
|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|----------------|
| Abonnés domestiques <sup>(1)</sup>            |                                                           | 112 888                                                   |                |
| Abonnés non domestiques                       |                                                           |                                                           |                |
| <b>Total des volumes facturés aux abonnés</b> | <b>115 108</b>                                            |                                                           | <b>-1,9%</b>   |

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.



### 1.6. Détail des imports et exports d'effluents



| Volumes exportés vers...          | Volumes exportés durant l'exercice 2018 en m³ | Volumes exportés durant l'exercice 2019 en m³ | Variation en % |
|-----------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------|----------------|
|                                   |                                               |                                               |                |
|                                   |                                               |                                               |                |
| <b>Total des volumes exportés</b> |                                               |                                               |                |
| Volumes importés depuis...        | Volumes importés durant l'exercice 2018 en m³ | Volumes importés durant l'exercice 2019 en m³ | Variation en % |
|                                   |                                               |                                               |                |
|                                   |                                               |                                               |                |
| <b>Total des volumes importés</b> |                                               |                                               |                |

### 1.7. Autorisations de déversements d'effluents industriels (D.202.0)



Le nombre d'arrêtés autorisant le déversement d'eaux usées non-domestiques signés par la collectivité responsable du service de collecte des eaux usées en application et conformément aux dispositions de l'article L1331-10 du Code de la santé publique est de 0 au 31/12/2019 (0 au 31/12/2018).



### **1.8.Linéaire de réseaux de collecte (hors branchements) et/ou transfert**

Le réseau de collecte et/ou transfert du service public d'assainissement collectif est constitué de :

- 4,6 km de réseau unitaire hors branchements,
- 21 km de réseau séparatif d'eaux usées hors branchements,

soit un linéaire de collecte total de 25,6 km (25,6 km au 31/12/2018).

ouvrages permettent la maîtrise des déversements d'effluents au milieu naturel par temps de pluie.

| Type d'équipement (cf. annexe) | Localisation | Volume éventuel de stockage |
|--------------------------------|--------------|-----------------------------|
|                                |              |                             |
|                                |              |                             |

## **2. Tarification de l'assainissement et recettes du service**

### ***2.1. Modalités de tarification***



La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2019 et 01/01/2020 sont les suivants :

|                                                                    | <b>Au 01/01/2019</b> | <b>Au 01/01/2020</b> |
|--------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|
| Frais d'accès au service:                                          |                      |                      |
| Participation pour l'Assainissement Collectif (PAC) <sup>(1)</sup> | 14.5                 | 14.5                 |
| Participation aux frais de branchement                             |                      |                      |

<sup>(1)</sup> Cette participation, créée par l'article 30 de la loi de finances rectificative pour 2012 n° 2012-354 du 14 mars 2012, correspond à l'ancienne Participation pour le Raccordement au Réseau d'Assainissement (PRRA), initialement Participation pour Raccordement à l'Egout (PRE)

| Tarifs                                      |                                                         | Au 01/01/2019           | Au 01/01/2020           |
|---------------------------------------------|---------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| <b>Part de la collectivité</b>              |                                                         |                         |                         |
| Part fixe (€ HT/an)                         |                                                         |                         |                         |
|                                             | Abonnement <sup>(1)</sup>                               | 123 €                   | 123 €                   |
| Part proportionnelle (€ HT/m <sup>3</sup> ) |                                                         |                         |                         |
|                                             | Prix au m <sup>3</sup>                                  | 1,54 €/m <sup>3</sup>   | 1,54 €/m <sup>3</sup>   |
| Autre : .....                               |                                                         | ___ €                   | ___ €                   |
| <b>Part du délégataire</b>                  |                                                         |                         |                         |
| Part fixe (€ HT/an)                         |                                                         |                         |                         |
|                                             | Abonnement <sup>(1)</sup>                               | 19,64 €                 | 19,86 €                 |
| Part proportionnelle (€ HT/m <sup>3</sup> ) |                                                         |                         |                         |
|                                             | Prix au m <sup>3</sup>                                  | 0,0873 €/m <sup>3</sup> | 0,0883 €/m <sup>3</sup> |
| <b>Taxes et redevances</b>                  |                                                         |                         |                         |
| Taxes                                       |                                                         |                         |                         |
|                                             | Taux de TVA <sup>(2)</sup>                              | 10 %                    | 10 %                    |
| Redevances                                  |                                                         |                         |                         |
|                                             | Modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau) | 0,15 €/m <sup>3</sup>   | 0,15 €/m <sup>3</sup>   |
|                                             | VNF rejet :                                             | ___ €/m <sup>3</sup>    | ___ €/m <sup>3</sup>    |
|                                             | Autre : _____                                           | ___ €/m <sup>3</sup>    | ___ €/m <sup>3</sup>    |

<sup>(1)</sup> Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m<sup>3</sup>.

<sup>(2)</sup> L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les services en régie et obligatoire en cas de délégation de service public.

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 07/04/2016 effective à compter du 01/09/2016 fixant les tarifs du service d'assainissement collectif.
- Délibération du 21/12/2016 effective à compter du 01/01/2017 fixant la Participation pour le Raccordement au Réseau d'Assainissement.

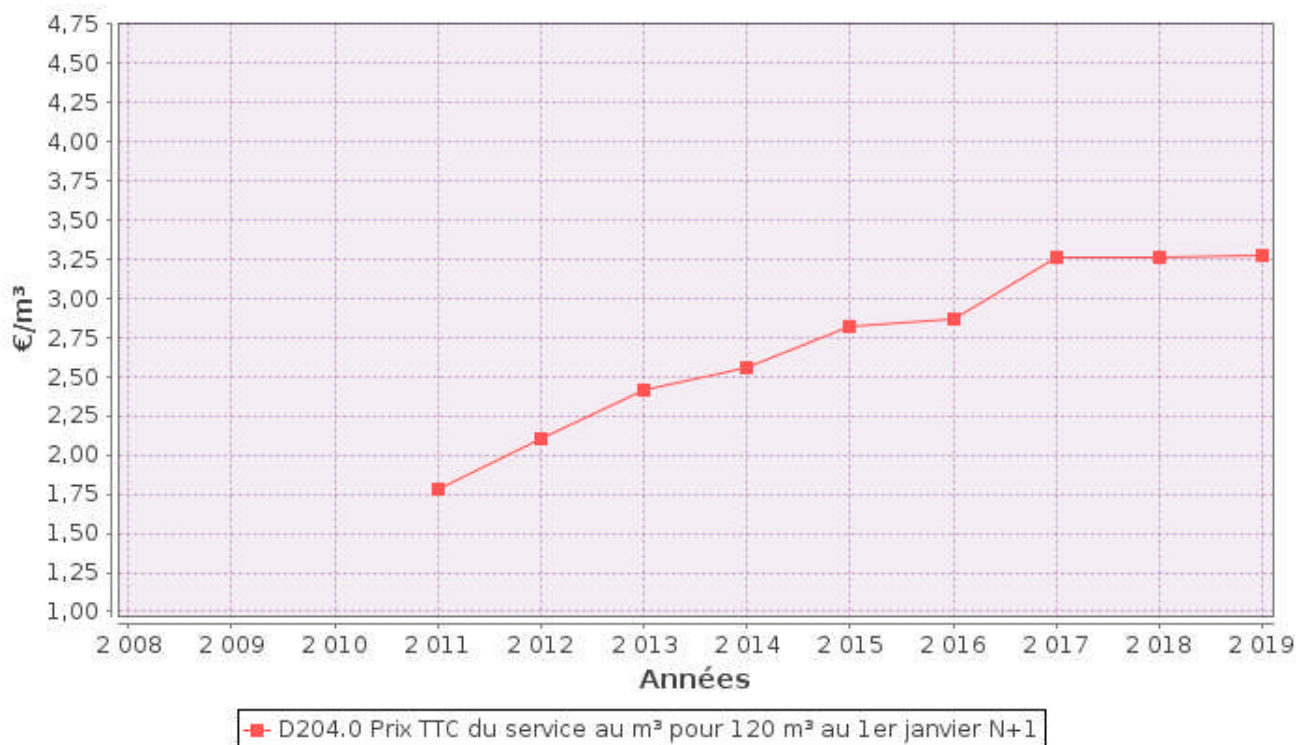


## 2.2.Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2019 et au 01/01/2020 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m<sup>3</sup>/an) sont :

| Facture type                                                              | Au 01/01/2019 en € | Au 01/01/2020 en € | Variation en % |
|---------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| <b>Part de la collectivité</b>                                            |                    |                    |                |
| Part fixe annuelle                                                        | 123,00             | 123,00             | 0%             |
| Part proportionnelle                                                      | 184,80             | 184,80             | 0%             |
| Montant HT de la facture de 120 m <sup>3</sup> revenant à la collectivité | 307,80             | 307,80             | 0%             |
| <b>Part du délégataire (en cas de délégation de service public)</b>       |                    |                    |                |
| Part fixe annuelle                                                        | 19,64              | 19,86              | 1,1%           |
| Part proportionnelle                                                      | 10,48              | 10,60              | 1,1%           |
| Montant HT de la facture de 120 m <sup>3</sup> revenant au délégataire    | 30,12              | 30,46              | 1,1%           |
| <b>Taxes et redevances</b>                                                |                    |                    |                |
| Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)      | 18,00              | 18,00              | 0%             |
| VNF Rejet :                                                               | —                  | —                  | —%             |
| Autre : _____                                                             | —                  | —                  | —%             |
| TVA                                                                       | 35,59              | 35,63              | 0,1%           |
| Montant des taxes et redevances pour 120 m <sup>3</sup>                   | 53,59              | 53,63              | 0,1%           |
| <b>Total</b>                                                              | <b>391,51</b>      | <b>391,89</b>      | <b>0,1%</b>    |
| <b>Prix TTC au m<sup>3</sup></b>                                          | <b>3,26</b>        | <b>3,27</b>        | <b>0,3%</b>    |

**ATTENTION : si la production et/ou le transport sont effectués par un autre service et sont facturés directement à l'abonné, il convient de rajouter ces tarifs dans le tableau précédent.**



Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

| Commune                    | Prix au 01/01/2019<br>en €/m <sup>3</sup> | Prix au 01/01/2020<br>en €/m <sup>3</sup> |
|----------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------|
| Autrans-Méaudre en Vercors |                                           |                                           |

La facturation est effectuée avec une fréquence :

- ☐ annuelle  
☒ semestrielle  
☐ trimestrielle  
☐ quadrimestrielle

Pour chaque élément du prix ayant évolué depuis l'exercice précédent, les éléments explicatifs (financement de travaux, remboursement de dettes, augmentation du coût des fournitures, etc.) sont les suivants :

|  |
|--|
|  |
|  |
|  |
|  |





## 2.3.Recettes

### Recettes de la collectivité :

| Type de recette                               | Exercice 2018 en € | Exercice 2019 en € | Variation en % |
|-----------------------------------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| Redevance eaux usées usage domestique         |                    |                    |                |
| <i>dont abonnements</i>                       |                    |                    |                |
| Redevance eaux usées usage non domestique     |                    |                    |                |
| <i>dont abonnements</i>                       |                    |                    |                |
| Recette pour boues et effluents importés      |                    |                    |                |
| Régularisations (+/-)                         |                    |                    |                |
| Total recettes de facturation                 | 435 848            | 400 063            | -8.21 %        |
| Recettes de raccordement                      |                    |                    |                |
| Prime de l'Agence de l'Eau                    |                    |                    |                |
| Contribution au titre des eaux pluviales      |                    |                    |                |
| Recettes liées aux travaux                    |                    |                    |                |
| Contribution exceptionnelle du budget général |                    |                    |                |
| Autres recettes (préciser)                    |                    |                    |                |
| Total autres recettes                         |                    |                    |                |
| <b>Total des recettes</b>                     |                    |                    |                |

### Recettes de l'exploitant (si contrat de délégation) :

| Type de recette                           | Exercice 2018 en € | Exercice 2019 en € | Variation en % |
|-------------------------------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| Redevance eaux usées usage domestique     |                    |                    |                |
| <i>dont abonnements</i>                   |                    |                    |                |
| Redevance eaux usées usage non domestique |                    |                    |                |
| <i>dont abonnements</i>                   |                    |                    |                |
| Recette pour boues et effluents importés  |                    |                    |                |
| Régularisations des ventes d'eau (+/-)    |                    |                    |                |
| Total recettes de facturation             |                    |                    |                |
| Recettes liées aux travaux                |                    |                    |                |
| Produits accessoires                      |                    |                    |                |
| Total autres recettes                     |                    |                    |                |
| <b>Total des recettes</b>                 | 45 669             | 47 261             | 3.49%          |

**Recettes globales :** Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2019 : 469 933 € (507 050 au 31/12/2018).

### 3. Indicateurs de performance

#### 3.1. *Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1)*



Cet indicateur est le ratio entre le nombre d'abonnés desservis par le réseau d'assainissement collectif et le nombre d'abonnés potentiels déterminé à partir du document de zonage d'assainissement.

$$\text{taux de desserte par les réseaux d'eaux usées} = \frac{\text{nombre d'abonnés desservis}}{\text{nombre d'abonnés potentiels}} * 100$$

Pour l'exercice 2019, le taux de desserte par les réseaux d'eaux usées est de 100% des 1 087 abonnés potentiels (100% pour 2018).

#### 3.2. *Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P202.2B)*



L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées a évolué en 2013 (indice modifié par l'arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

**La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 100 pour les services n'ayant pas la mission de distribution).**

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

|                                                                                                                                                                                                                                                            | nombre de points                             | Valeur   | points potentiels |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------|-------------------|
| <b>PARTIE A : PLAN DES RESEAUX</b><br>(15 points)                                                                                                                                                                                                          |                                              |          |                   |
| VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'autosurveillance du réseau                                                                     | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Oui      | 10                |
| VP.251 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) | oui : 5 points<br>non : 0 point              | Oui      | 5                 |
| <b>PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX</b><br>(30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)                                                                                                                 |                                              |          |                   |
| VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques                                                 | 0 à 15 points sous conditions <sup>(1)</sup> | Oui      | 10                |
| VP.254 - Procédure de mise à jour des plans intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux                                                                                                                                                           |                                              | Oui      |                   |
| VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres                                                                                                                                       |                                              | 50%      |                   |
| VP.255 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose                                                                                                                                    | 0 à 15 points sous conditions <sup>(2)</sup> | 0%       | 0                 |
| <b>PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX</b><br>(75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)                                                                                |                                              |          |                   |
| VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie                                                                                                                                                          | 0 à 15 points sous conditions <sup>(3)</sup> | 0%       | 0                 |
| VP.257 Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...)                                                                                                                                                 | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Non      | 0                 |
| VP.258 Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)                | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Non      | 0                 |
| VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux <sup>(4)</sup>                                                                                                                                                  | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Non      | 0                 |
| VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...) pour chaque tronçon de réseau                                                                                            | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Non      | 0                 |
| VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent                                  | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Non      | 0                 |
| VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)                                                                                                         | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Non      | 0                 |
| <b>TOTAL (indicateur P202.2B)</b>                                                                                                                                                                                                                          | <b>120</b>                                   | <b>-</b> | <b>25</b>         |

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(3) Si la connaissance de l'altimétrie atteint 50, 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points obtenus sont respectivement de 10, 11, 12, 13, 14 et 15

(4) non pertinent si le service n'a pas la mission de collecte

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux du service est 25 pour l'exercice 2019 (15 pour 2018).

## 4. Financement des investissements

### 4.1. Montants financiers



|                                                                                   | Exercice 2018 | Exercice 2019 |
|-----------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire | 162 672.47    | 215 488.20    |
| Montants des subventions en €                                                     |               |               |
| Montants des contributions du budget général en €                                 |               |               |

### 4.2. Etat de la dette du service



L'état de la dette au 31 décembre [N] fait apparaître les valeurs suivantes :

|                                                                | Exercice 2018 | Exercice 2019 |
|----------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €) | 88 422.90     | 77 217.51     |
| Montant remboursé durant l'exercice en €                       | en capital    | 11 205.39     |
|                                                                | en intérêts   | 3 510.39      |

### 4.3. Amortissements



Pour l'exercice 2019, la dotation aux amortissements a été de 81 084.09 € (91 394.31 € en 2018).

### 4.4. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service et montants prévisionnels des travaux



| Projets à l'étude | Montants prévisionnels en € | Montants prévisionnels de l'année précédente en € |
|-------------------|-----------------------------|---------------------------------------------------|
|                   |                             |                                                   |
|                   |                             |                                                   |

### 4.5. Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice



| Programmes pluriannuels de travaux adoptés | Année prévisionnelle de réalisation | Montants prévisionnels en € |
|--------------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|
|                                            |                                     |                             |
|                                            |                                     |                             |

## 5. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

### 5.1. *Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P207.0)*



Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Entrent en ligne de compte :

- les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- les abandons de créance à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

L'année 2019, le service a reçu  demandes d'abandon de créance et en a accordé .

€ ont été abandonnés et/ou versés à un fonds de solidarité, soit  €/m<sup>3</sup> pour l'année 2019 (0 €/m<sup>3</sup> en 2018).

### 5.2. *Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT)*



Peuvent être ici listées les opérations mises en place dans le cadre de l'article L1115-1-1 du Code général des collectivités territoriales, lequel ouvre la possibilité aux collectivités locales de conclure des conventions avec des autorités locales étrangères pour mener des actions de coopération ou d'aide au développement.

| Bénéficiaire         | Montant en €         |
|----------------------|----------------------|
| <input type="text"/> | <input type="text"/> |
| <input type="text"/> | <input type="text"/> |

## 6. Tableau récapitulatif des indicateurs

|         |                                                                                                                                                                     | Valeur 2018 | Valeur 2019 |
|---------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
|         | <b>Indicateurs descriptifs des services</b>                                                                                                                         |             |             |
| D201.0  | Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif                                                          | 1 739       | 1 734       |
| D202.0  | Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées                                                 | 0           | 0           |
| D203.0  | Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [tMS]                                                                                                             | —           | —           |
| D204.0  | Prix TTC du service au m <sup>3</sup> pour 120 m <sup>3</sup> [€/m <sup>3</sup> ]                                                                                   | 3,26        | 3,27        |
|         | <b>Indicateurs de performance</b>                                                                                                                                   |             |             |
| P201.1  | Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées                                                                                                         | 100%        | 100%        |
| P202.2B | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [points]                                                                   | 15          | 25          |
| P203.3  | Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006               | —%          | 100%        |
| P204.3  | Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006                | —%          | —%          |
| P205.3  | Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006 | —%          | —%          |
| P206.3  | Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation                                                             | —%          | —%          |
| P207.0  | Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité [€/m <sup>3</sup> ]                                                                      | 0           | 0           |

# Autrans-Méaudre en Vercors

assainissement collectif : Meaudre

## **Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'assainissement collectif**

### **Exercice 2019**

Rapport annuel relatif au prix et à la qualité du service public de l'assainissement collectif pour l'exercice présenté conformément à l'article L2224 - 5 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007.  
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.

Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur, la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr), rubrique « l'Observatoire »

## ***Table des matières***

|      |                                                                                                                                                                                          |    |
|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1.   | Caractérisation technique du service .....                                                                                                                                               | 3  |
| 1.1. | Présentation du territoire desservi.....                                                                                                                                                 | 3  |
| 1.2. | Mode de gestion du service .....                                                                                                                                                         | 3  |
| 1.3. | Estimation de la population desservie (D201.0).....                                                                                                                                      | 4  |
| 1.4. | Nombre d'abonnés .....                                                                                                                                                                   | 4  |
| 1.5. | Volumes facturés.....                                                                                                                                                                    | 5  |
| 1.6. | Linéaire de réseaux de collecte (hors branchements) et/ou transfert.....                                                                                                                 | 6  |
| 2.   | Tarification de l'assainissement et recettes du service .....                                                                                                                            | 7  |
| 2.1. | Modalités de tarification .....                                                                                                                                                          | 7  |
| 2.2. | Facture d'assainissement type (D204.0).....                                                                                                                                              | 8  |
| 2.3. | Recettes.....                                                                                                                                                                            | 10 |
| 3.   | Indicateurs de performance .....                                                                                                                                                         | 11 |
| 3.1. | Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1) .....                                                                                                                 | 11 |
| 3.2. | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P202.2B).....                                                                                                             | 11 |
| 4.   | Financement des investissements.....                                                                                                                                                     | 13 |
| 4.1. | Montants financiers.....                                                                                                                                                                 | 13 |
| 4.2. | Etat de la dette du service .....                                                                                                                                                        | 13 |
| 4.3. | Amortissements .....                                                                                                                                                                     | 13 |
| 4.4. | Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'utilisateur et les performances environnementales du service et montants prévisionnels des travaux ..... | 13 |
| 4.5. | Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice .....                                                               | 13 |
| 5.   | Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau.....                                                                                                      | 14 |
| 5.1. | Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P207.0) .....                                                                                                                | 14 |
| 5.2. | Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT) .....                                                                                                                   | 14 |
| 6.   | Tableau récapitulatif des indicateurs .....                                                                                                                                              | 15 |



# 1. Caractérisation technique du service

## 1.1. *Présentation du territoire desservi*



Le service est géré au niveau ☒ communal  
☐ intercommunal

- Nom de la collectivité : Autrans-Méaudre en Vercors
- Nom de l'entité de gestion: assainissement collectif : Meaudre
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Commune
- Compétences liées au service :

|                                                                         | Oui                                 | Non                                 |
|-------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Collecte                                                                | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            |
| Transport                                                               | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Dépollution                                                             | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Contrôle de raccordement                                                | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Elimination des boues produites                                         | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Et à la demande des propriétaires :                                     |                                     |                                     |
| Les travaux de mise en conformité de la partie privative du branchement | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Les travaux de suppression ou d'obturation des fosses                   | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Autrans-Méaudre en Vercors
- Existence d'une CCSPL ☐ Oui ☒ Non
- Existence d'un zonage ☐ Oui, date d'approbation\* : ..... ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☐ Oui, date d'approbation\* : ..... ☐ Non

## 1.2. *Mode de gestion du service*



Le service est exploité en Régie par Régie à autonomie financière

\* Approbation en assemblée délibérante

### 1.3. Estimation de la population desservie (D201.0)



Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'assainissement collectif sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

Le service public d'assainissement collectif dessert 1 362 habitants au 31/12/2019 (1 366 au 31/12/2018).

### 1.4. Nombre d'abonnés



Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'assainissement collectif dessert 1 020 abonnés au 31/12/2019 (1 016 au 31/12/2018).

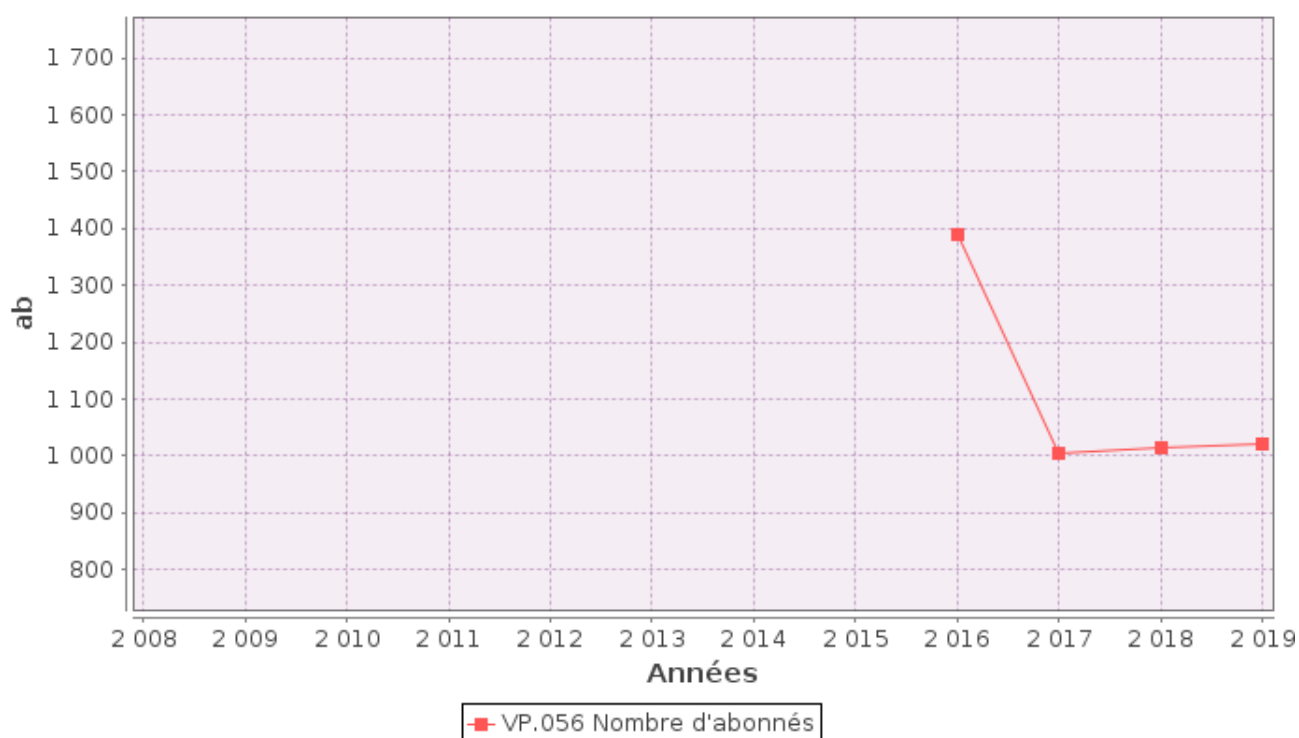
La répartition des abonnés par commune est la suivante

| Commune                    | Nombre total d'abonnés 31/12/2018 | Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2019 | Nombre d'abonnés non domestiques au 31/12/2019 | Nombre total d'abonnés au 31/12/2019 | Variation en % |
|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------------|------------------------------------------------|--------------------------------------|----------------|
| Autrans-Méaudre en Vercors |                                   |                                            |                                                |                                      |                |
| <b>Total</b>               | <b>1 016</b>                      |                                            |                                                | <b>1 020</b>                         | <b>0,4%</b>    |

Nombre d'abonnés potentiels déterminé à partir du document de zonage d'assainissement : 1 020.

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement est de 32,08 abonnés/km) au 31/12/2019. (31,95 abonnés/km au 31/12/2018).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonné) est de 1,34 habitants/abonné au 31/12/2019. (1,34 habitants/abonné au 31/12/2018).

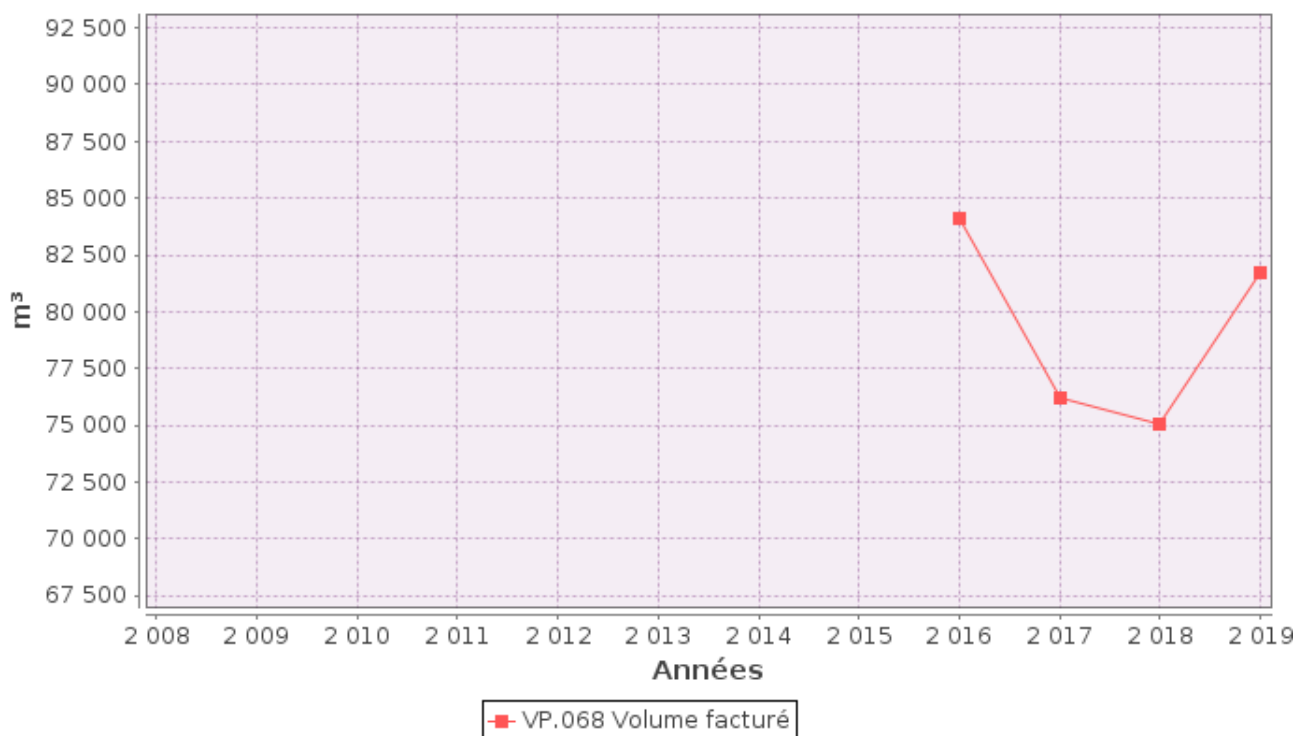


### 1.5. Volumes facturés



|                                               | Volumes facturés durant l'exercice 2018 en m <sup>3</sup> | Volumes facturés durant l'exercice 2019 en m <sup>3</sup> | Variation en % |
|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|----------------|
| Abonnés domestiques <sup>(1)</sup>            |                                                           | 81 692                                                    |                |
| Abonnés non domestiques                       |                                                           |                                                           |                |
| <b>Total des volumes facturés aux abonnés</b> | <b>75 039</b>                                             |                                                           | <b>8,9%</b>    |

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.



### 1.6. Linéaire de réseaux de collecte (hors branchements) et/ou transfert



Le réseau de collecte et/ou transfert du service public d'assainissement collectif est constitué de :

- 0 km de réseau unitaire hors branchements,
- 31,8 km de réseau séparatif d'eaux usées hors branchements,

soit un linéaire de collecte total de 31,8 km (31,8 km au 31/12/2018).

ouvrages permettent la maîtrise des déversements d'effluents au milieu naturel par temps de pluie.

| Type d'équipement (cf. annexe) | Localisation | Volume éventuel de stockage |
|--------------------------------|--------------|-----------------------------|
|                                |              |                             |
|                                |              |                             |

## 2. Tarification de l'assainissement et recettes du service

### 2.1. Modalités de tarification



La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2019 et 01/01/2020 sont les suivants :

|                                                                    | Au 01/01/2019 | Au 01/01/2020 |
|--------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Frais d'accès au service:                                          |               |               |
| Participation pour l'Assainissement Collectif (PAC) <sup>(1)</sup> | 14.5 €        | 14.5 €        |
| Participation aux frais de branchement                             |               |               |

<sup>(1)</sup> Cette participation, créée par l'article 30 de la loi de finances rectificative pour 2012 n° 2012-354 du 14 mars 2012, correspond à l'ancienne Participation pour le Raccordement au Réseau d'Assainissement (PRRA), initialement Participation pour Raccordement à l'Egout (PRE)

| Tarifs                                      |                                                         | Au 01/01/2019         | Au 01/01/2020         |
|---------------------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| <b>Part de la collectivité</b>              |                                                         |                       |                       |
| Part fixe (€ HT/an)                         |                                                         |                       |                       |
|                                             | Abonnement <sup>(1)</sup>                               | 105 €                 | 105 €                 |
| Part proportionnelle (€ HT/m <sup>3</sup> ) |                                                         |                       |                       |
|                                             | Prix au m <sup>3</sup>                                  | 1,23 €/m <sup>3</sup> | 1,23 €/m <sup>3</sup> |
|                                             | Autre : .....                                           | ___ €                 | ___ €                 |
| <b>Taxes et redevances</b>                  |                                                         |                       |                       |
| Taxes                                       |                                                         |                       |                       |
|                                             | Taux de TVA <sup>(2)</sup>                              | 10 %                  | 10 %                  |
| Redevances                                  |                                                         |                       |                       |
|                                             | Modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau) | 0,15 €/m <sup>3</sup> | 0,27 €/m <sup>3</sup> |
|                                             | VNF rejet :                                             | ___ €/m <sup>3</sup>  | ___ €/m <sup>3</sup>  |
|                                             | Autre : _____                                           | ___ €/m <sup>3</sup>  | ___ €/m <sup>3</sup>  |

<sup>(1)</sup> Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m<sup>3</sup>.

<sup>(2)</sup> L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les services en régie et obligatoire en cas de délégation de service public.

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 17/12/2015 effective à compter du 01/01/2016 fixant les tarifs du service d'assainissement collectif.
- Délibération du 21/12/2016 effective à compter du 01/01/2017 fixant la Participation pour le Raccordement au Réseau d'Assainissement.

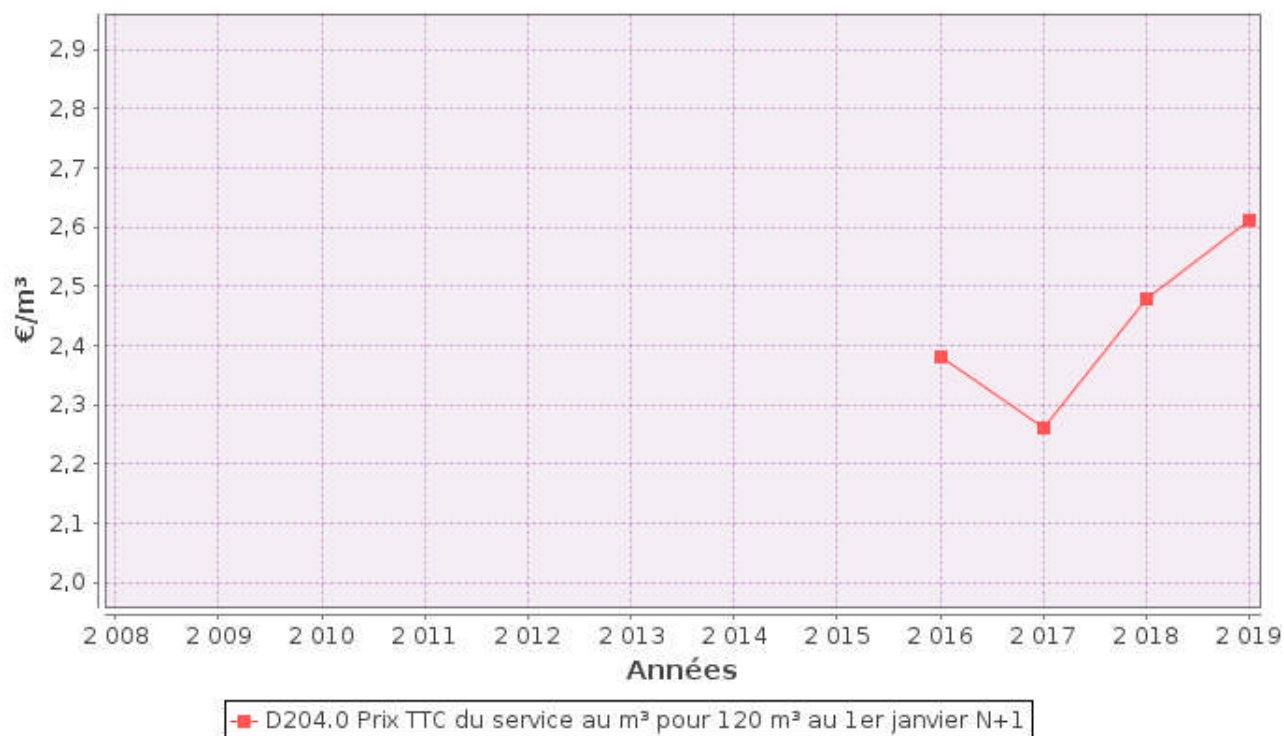


## 2.2. Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2019 et au 01/01/2020 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m<sup>3</sup>/an) sont :

| Facture type                                                              | Au 01/01/2019 en € | Au 01/01/2020 en € | Variation en % |
|---------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| <b>Part de la collectivité</b>                                            |                    |                    |                |
| Part fixe annuelle                                                        | 105,00             | 105,00             | 0%             |
| Part proportionnelle                                                      | 147,60             | 147,60             | 0%             |
| Montant HT de la facture de 120 m <sup>3</sup> revenant à la collectivité | 252,60             | 252,60             | 0%             |
| <b>Part du délégataire (en cas de délégation de service public)</b>       |                    |                    |                |
| Part fixe annuelle                                                        | —                  | —                  | —%             |
| Part proportionnelle                                                      | —                  | —                  | —%             |
| Montant HT de la facture de 120 m <sup>3</sup> revenant au délégataire    | —                  | —                  | —%             |
| <b>Taxes et redevances</b>                                                |                    |                    |                |
| Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)      | 18,00              | 18,00              | 80%            |
| VNF Rejet :                                                               | —                  | —                  | —%             |
| Autre : _____                                                             | —                  | —                  | —%             |
| TVA                                                                       | 27,06              | 28,50              | 5,3%           |
| Montant des taxes et redevances pour 120 m <sup>3</sup>                   | 45,06              | 46,50              | 3,2%           |
| <b>Total</b>                                                              | <b>297,66</b>      | <b>313,50</b>      | <b>5,3%</b>    |
| <b>Prix TTC au m<sup>3</sup></b>                                          | <b>2,48</b>        | <b>2,61</b>        | <b>5,2%</b>    |

**ATTENTION :** si la production et/ou le transport sont effectués par un autre service et sont facturés directement à l'abonné, il convient de rajouter ces tarifs dans le tableau précédent.



Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

| Commune                    | Prix au 01/01/2019<br>en €/m <sup>3</sup> | Prix au 01/01/2020<br>en €/m <sup>3</sup> |
|----------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------|
| Autrans-Méaudre en Vercors |                                           |                                           |

La facturation est effectuée avec une fréquence :

- ☐ annuelle  
☒ semestrielle  
☐ trimestrielle  
☐ quadrimestrielle

Pour chaque élément du prix ayant évolué depuis l'exercice précédent, les éléments explicatifs (financement de travaux, remboursement de dettes, augmentation du coût des fournitures, etc.) sont les suivants :

|  |
|--|
|  |
|  |
|  |
|  |



## 2.3. Recettes

### Recettes de la collectivité :

| Type de recette                               | Exercice 2018 en € | Exercice 2019 en € | Variation en % |
|-----------------------------------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| Redevance eaux usées usage domestique         | 192 974.47         | 206 672.47         | 7.1%           |
| <i>dont abonnements</i>                       | 106 699.09         | 107 052.87         | 0.33%          |
| Redevance eaux usées usage non domestique     |                    |                    |                |
| <i>dont abonnements</i>                       |                    |                    |                |
| Recette pour boues et effluents importés      |                    |                    |                |
| Régularisations (+/-)                         |                    |                    |                |
| Total recettes de facturation                 | 192 974.47         | 206 672.47         |                |
| Recettes de raccordement                      |                    |                    |                |
| Prime de l'Agence de l'Eau                    |                    |                    |                |
| Contribution au titre des eaux pluviales      |                    |                    |                |
| Recettes liées aux travaux                    |                    |                    |                |
| Contribution exceptionnelle du budget général |                    |                    |                |
| Autres recettes (préciser)                    |                    |                    |                |
| Total autres recettes                         |                    |                    |                |
| <b>Total des recettes</b>                     |                    |                    |                |

**Recettes globales :** Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2019 : 206 672 € (\_\_\_\_ au 31/12/2018).



### **3. Indicateurs de performance**

#### **3.1. Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1)**



Cet indicateur est le ratio entre le nombre d'abonnés desservis par le réseau d'assainissement collectif et le nombre d'abonnés potentiels déterminé à partir du document de zonage d'assainissement.

$$\text{taux de desserte par les réseaux d'eaux usées} = \frac{\text{nombre d'abonnés desservis}}{\text{nombre d'abonnés potentiels}} * 100$$

Pour l'exercice 2019, le taux de desserte par les réseaux d'eaux usées est de 100% des 1 020 abonnés potentiels (100% pour 2018).

#### **3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P202.2B)**



L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées a évolué en 2013 (indice modifié par l'arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

**La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 100 pour les services n'ayant pas la mission de distribution).**

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

|                                                                                                                                                                                                                                                            | nombre de points                             | Valeur   | points potentiels |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------|-------------------|
| <b>PARTIE A : PLAN DES RESEAUX</b><br>(15 points)                                                                                                                                                                                                          |                                              |          |                   |
| VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'autosurveillance du réseau                                                                     | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Oui      | 10                |
| VP.251 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) | oui : 5 points<br>non : 0 point              | Oui      | 5                 |
| <b>PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX</b><br>(30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)                                                                                                                 |                                              |          |                   |
| VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques                                                 | 0 à 15 points sous conditions <sup>(1)</sup> | Oui      | 10                |
| VP.254 - Procédure de mise à jour des plans intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux                                                                                                                                                           |                                              | Oui      |                   |
| VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres                                                                                                                                       |                                              | 50%      |                   |
| VP.255 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose                                                                                                                                    | 0 à 15 points sous conditions <sup>(2)</sup> | 50%      | 10                |
| <b>PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX</b><br>(75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)                                                                                |                                              |          |                   |
| VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie                                                                                                                                                          | 0 à 15 points sous conditions <sup>(3)</sup> | ____%    | 0                 |
| VP.257 Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...)                                                                                                                                                 | oui : 10 points<br>non : 0 point             | ____     | 0                 |
| VP.258 Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)                | oui : 10 points<br>non : 0 point             | ____     | 0                 |
| VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux <sup>(4)</sup>                                                                                                                                                  | oui : 10 points<br>non : 0 point             | ____     | 0                 |
| VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...) pour chaque tronçon de réseau                                                                                            | oui : 10 points<br>non : 0 point             | ____     | 0                 |
| VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent                                  | oui : 10 points<br>non : 0 point             | ____     | 0                 |
| VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)                                                                                                         | oui : 10 points<br>non : 0 point             | ____     | 0                 |
| <b>TOTAL (indicateur P202.2B)</b>                                                                                                                                                                                                                          | <b>120</b>                                   | <b>-</b> | <b>35</b>         |

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(3) Si la connaissance de l'altimétrie atteint 50, 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points obtenus sont respectivement de 10, 11, 12, 13, 14 et 15

(4) non pertinent si le service n'a pas la mission de collecte

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux du service est 35 pour l'exercice 2019 (15 pour 2018).

## 4. Financement des investissements

### 4.1. *Montants financiers*



|                                                                                   | Exercice 2018 | Exercice 2019 |
|-----------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire | __0__         | __0__         |
| Montants des subventions en €                                                     | 0             |               |
| Montants des contributions du budget général en €                                 | 0             |               |

### 4.2. *Etat de la dette du service*



L'état de la dette au 31 décembre [N] fait apparaître les valeurs suivantes :

|                                                                | Exercice 2018 | Exercice 2019 |
|----------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €) | 5485.5        | 2782.14       |
| Montant remboursé durant l'exercice en €                       | en capital    | 2703.36       |
|                                                                | en intérêts   | 160.18        |

### 4.3. *Amortissements*



Pour l'exercice 2019, la dotation aux amortissements a été de 34 413.68 € (36 640.67 € en 2018).

### 4.4. *Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service et montants prévisionnels des travaux*



| Projets à l'étude | Montants prévisionnels en € | Montants prévisionnels de l'année précédente en € |
|-------------------|-----------------------------|---------------------------------------------------|
|                   |                             |                                                   |
|                   |                             |                                                   |

### 4.5. *Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice*



| Programmes pluriannuels de travaux adoptés | Année prévisionnelle de réalisation | Montants prévisionnels en € |
|--------------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|
|                                            |                                     |                             |
|                                            |                                     |                             |

## 5. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

### 5.1. *Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P207.0)*



Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Entrent en ligne de compte :

- les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- les abandons de créance à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

L'année 2019, le service a reçu  demandes d'abandon de créance et en a accordé .  
181,21 € ont été abandonnés et/ou versés à un fonds de solidarité, soit 0,0022 €/m<sup>3</sup> pour l'année 2019 (0,0283 €/m<sup>3</sup> en 2018).

### 5.2. *Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT)*



Peuvent être ici listées les opérations mises en place dans le cadre de l'article L1115-1-1 du Code général des collectivités territoriales, lequel ouvre la possibilité aux collectivités locales de conclure des conventions avec des autorités locales étrangères pour mener des actions de coopération ou d'aide au développement.

| Bénéficiaire         | Montant en €         |
|----------------------|----------------------|
| <input type="text"/> | <input type="text"/> |
| <input type="text"/> | <input type="text"/> |

## 6. Tableau récapitulatif des indicateurs

|         |                                                                                                                                                                     | Valeur 2018 | Valeur 2019 |
|---------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
|         | <b>Indicateurs descriptifs des services</b>                                                                                                                         |             |             |
| D201.0  | Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif                                                          | 1 366       | 1 362       |
| D202.0  | Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées                                                 | 0           | 0           |
| D203.0  | Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [tMS]                                                                                                             | —           | —           |
| D204.0  | Prix TTC du service au m <sup>3</sup> pour 120 m <sup>3</sup> [€/m <sup>3</sup> ]                                                                                   | 2,48        | 2,61        |
|         | <b>Indicateurs de performance</b>                                                                                                                                   |             |             |
| P201.1  | Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées                                                                                                         | 100%        | 100%        |
| P202.2B | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [points]                                                                   | 15          | 35          |
| P203.3  | Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006               | —%          | 100%        |
| P204.3  | Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006                | —%          | —%          |
| P205.3  | Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006 | —%          | —%          |
| P206.3  | Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation                                                             | —%          | —%          |
| P207.0  | Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité [€/m <sup>3</sup> ]                                                                      | 0,0283      | 0,0022      |

# Autrans-Méaudre en Vercors

eau potable : Autrans

## **Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable**

### **Exercice 2019**

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice  
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007

Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.

Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs  
peut être obtenu sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr), rubrique « l'Observatoire »

## **Table des matières**

|        |                                                                                                                                                    |    |
|--------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1.     | Caractérisation technique du service .....                                                                                                         | 3  |
| 1.1.   | Présentation du territoire desservi.....                                                                                                           | 3  |
| 1.2.   | Mode de gestion du service .....                                                                                                                   | 3  |
| 1.3.   | Estimation de la population desservie (D101.1).....                                                                                                | 4  |
| 1.4.   | Nombre d'abonnés .....                                                                                                                             | 4  |
| 1.5.   | Eaux brutes .....                                                                                                                                  | 5  |
| 1.5.1. | Prélèvement sur les ressources en eau .....                                                                                                        | 5  |
| 1.5.2. | Achats d'eaux brutes .....                                                                                                                         | 6  |
| 1.6.   | Eaux traitées.....                                                                                                                                 | 6  |
| 1.6.1. | Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2019.....                                                                         | 6  |
| 1.6.2. | Production .....                                                                                                                                   | 6  |
| 1.6.3. | Achats d'eaux traitées .....                                                                                                                       | 7  |
| 1.6.4. | Volumes vendus au cours de l'exercice .....                                                                                                        | 8  |
| 1.6.5. | Autres volumes.....                                                                                                                                | 8  |
| 1.6.6. | <b>Volume consommé autorisé</b> .....                                                                                                              | 9  |
| 1.7.   | Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements).....                                                                                           | 9  |
| 2.     | Tarification de l'eau et recettes du service .....                                                                                                 | 10 |
| 2.1.   | Modalités de tarification .....                                                                                                                    | 10 |
| 2.2.   | Facture d'eau type (D102.0) .....                                                                                                                  | 11 |
| 2.3.   | Recettes.....                                                                                                                                      | 13 |
| 3.     | Indicateurs de performance .....                                                                                                                   | 14 |
| 3.1.   | Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1).....                                                                                                           | 14 |
| 3.2.   | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B).....                                                                       | 14 |
| 3.3.   | Indicateurs de performance du réseau.....                                                                                                          | 16 |
| 3.3.1. | <b>Rendement du réseau de distribution (P104.3)</b> .....                                                                                          | 16 |
| 3.3.2. | <b>Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)</b> .....                                                                                      | 17 |
| 3.3.3. | <b>Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)</b> .....                                                                                          | 17 |
| 3.3.4. | <b>Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)</b> .....                                                                       | 18 |
| 3.4.   | Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) .....                                                                             | 18 |
| 4.     | Financement des investissements.....                                                                                                               | 20 |
| 4.1.   | Branchements en plomb.....                                                                                                                         | 20 |
| 4.2.   | Montants financiers.....                                                                                                                           | 20 |
| 4.3.   | État de la dette du service .....                                                                                                                  | 20 |
| 4.4.   | Amortissements .....                                                                                                                               | 20 |
| 4.5.   | Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'utilisateur et les performances environnementales du service ..... | 21 |
| 4.6.   | Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice .....                         | 21 |
| 5.     | Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau.....                                                                | 22 |
| 5.1.   | Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0) .....                                                                          | 22 |
| 5.2.   | Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT) .....                                                                             | 22 |
| 6.     | Tableau récapitulatif des indicateurs .....                                                                                                        | 23 |

# 1. Caractérisation technique du service

## 1.1. *Présentation du territoire desservi*



Le service est géré au niveau ☒ communal  
☐ intercommunal

- Nom de la collectivité : Autrans-Méaudre en Vercors
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : Autrans
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Commune
- Compétences liées au service :

|                                                          | Oui                                 | Non                      |
|----------------------------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|
| Production                                               | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Protection de l'ouvrage de<br>prélèvement <sup>(1)</sup> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> |
| Traitement <sup>(1)</sup>                                | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> |
| Transfert                                                | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Stockage <sup>(1)</sup>                                  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> |
| Distribution                                             | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Autrans-Méaudre en Vercors
- Existence d'une CCSPL ☐ Oui ☒ Non
- Existence d'un schéma de distribution ☐ Oui, date d'approbation\* : ..... ☐ Non  
au sens de l'article L2224-7-1 du CGCT
- Existence d'un règlement de service ☐ Oui, date d'approbation\* : ..... ☐ Non
- Existence d'un schéma directeur ☐ Oui, date d'approbation\* : ..... ☐ Non

## 1.2. *Mode de gestion du service*



Le service est exploité en ☒ ☐ Délégation par Entreprise privée

\* Approbation en assemblée délibérante



#### Nature du contrat :

- Nom du prestataire : VEOLIA
- Date de début de contrat : 01/01/2011
- Date de fin de contrat initial : 31/12/2020
- Date effective de fin de contrat (après avenant le cas échéant) : 30/12/2022
- Nombre d'avenants et nature des avenants :
- Nature exacte de la mission du prestataire : (cf. annexe)

### **1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)**



Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

Le service public d'eau potable dessert 1 734 habitants au 31/12/2019 (1 739 au 31/12/2018).

### **1.4. Nombre d'abonnés**



Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 1 118 abonnés au 31/12/2019 (1 119 au 31/12/2018).

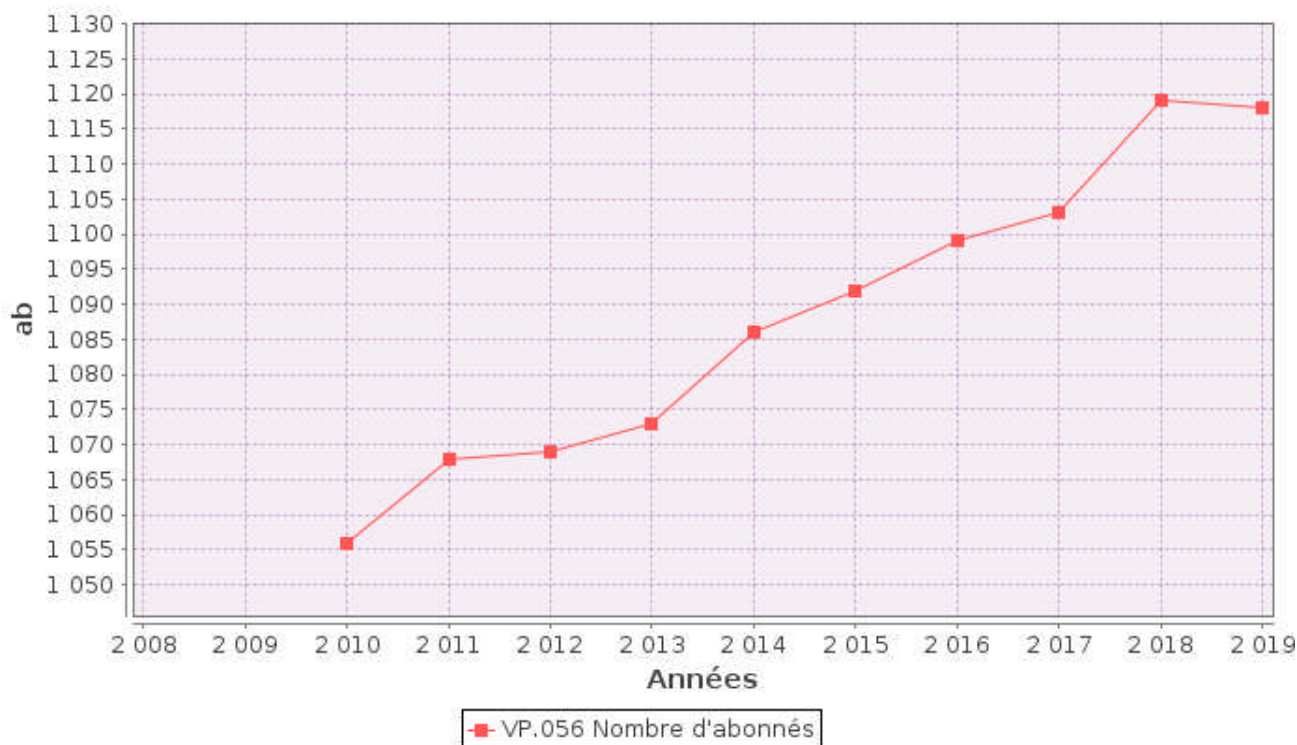
La répartition des abonnés par commune est la suivante :

| Commune                    | Nombre total d'abonnés 31/12/2018 | Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2019 | Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2019 | Nombre total d'abonnés au 31/12/2019 | Variation en % |
|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------------|------------------------------------------------|--------------------------------------|----------------|
| Autrans-Méaudre en Vercors |                                   |                                            |                                                |                                      |                |
| <b>Total</b>               | <b>1 119</b>                      |                                            |                                                | <b>1 118</b>                         | <b>-0,1%</b>   |

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de 26,62 abonnés/km au 31/12/2019 (26,64 abonnés/km au 31/12/2018).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de 1,55 habitants/abonné au 31/12/2019 (1,55 habitants/abonné au 31/12/2018).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de 139,3 m<sup>3</sup>/abonné au 31/12/2019. (135,32 m<sup>3</sup>/abonné au 31/12/2018).



## 1.5. Eaux brutes

### 1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau



Le service public d'eau potable prélève 190 333 m<sup>3</sup> pour l'exercice 2019 (174 258 pour l'exercice 2018).

| Ressource et implantation | Nature de la ressource | Débits nominaux <sup>(1)</sup> | Volume prélevé durant l'exercice 2018 en m <sup>3</sup> | Volume prélevé durant l'exercice 2019 en m <sup>3</sup> | Variation en % |
|---------------------------|------------------------|--------------------------------|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|----------------|
| Source Bellecombe         |                        |                                | —                                                       | 9 808                                                   | — %            |
| Source Biessa             |                        |                                | —                                                       | 45 743                                                  | — %            |
| Source verneux            |                        |                                | —                                                       | 6 038                                                   | — %            |
| Puits communal            |                        |                                | —                                                       | 128 744                                                 | — %            |
| <b>Total</b>              |                        |                                | —                                                       | 190 333                                                 | — %            |

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100%.

### 1.5.2. Achats d'eaux brutes

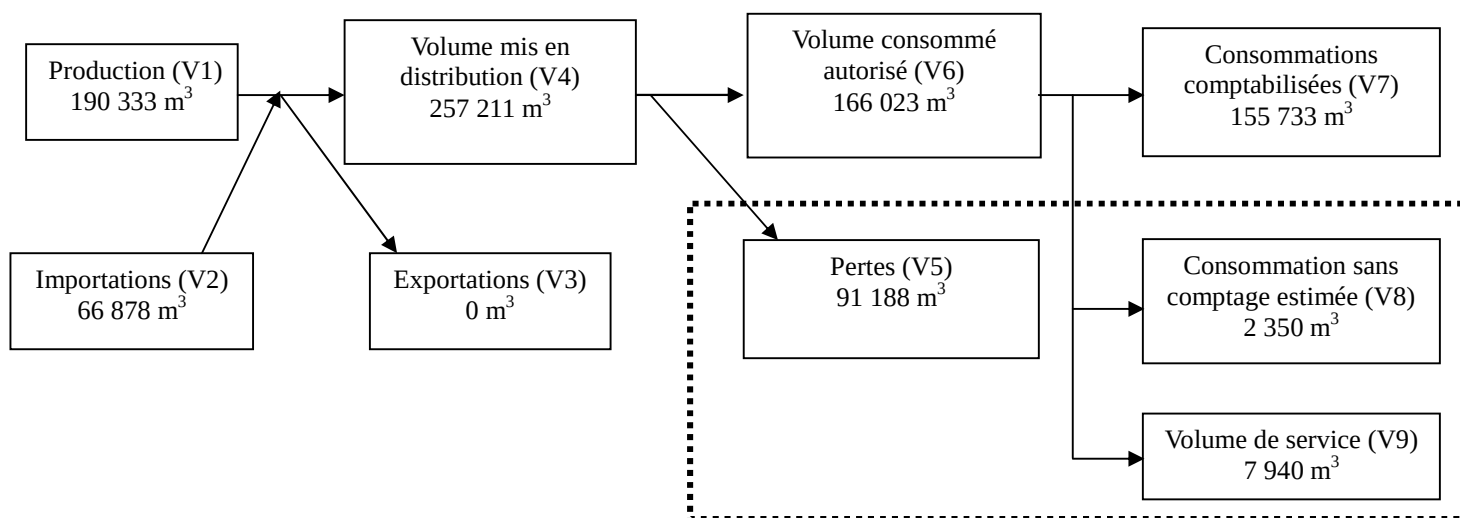


Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

| Fournisseur  | Volume acheté durant l'exercice 2018 en m <sup>3</sup> | Volume acheté durant l'exercice 2019 en m <sup>3</sup> | Observations |
|--------------|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|--------------|
|              |                                                        |                                                        |              |
|              |                                                        |                                                        |              |
| <b>Total</b> |                                                        |                                                        |              |

## 1.6. Eaux traitées

### 1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2019



### 1.6.2. Production

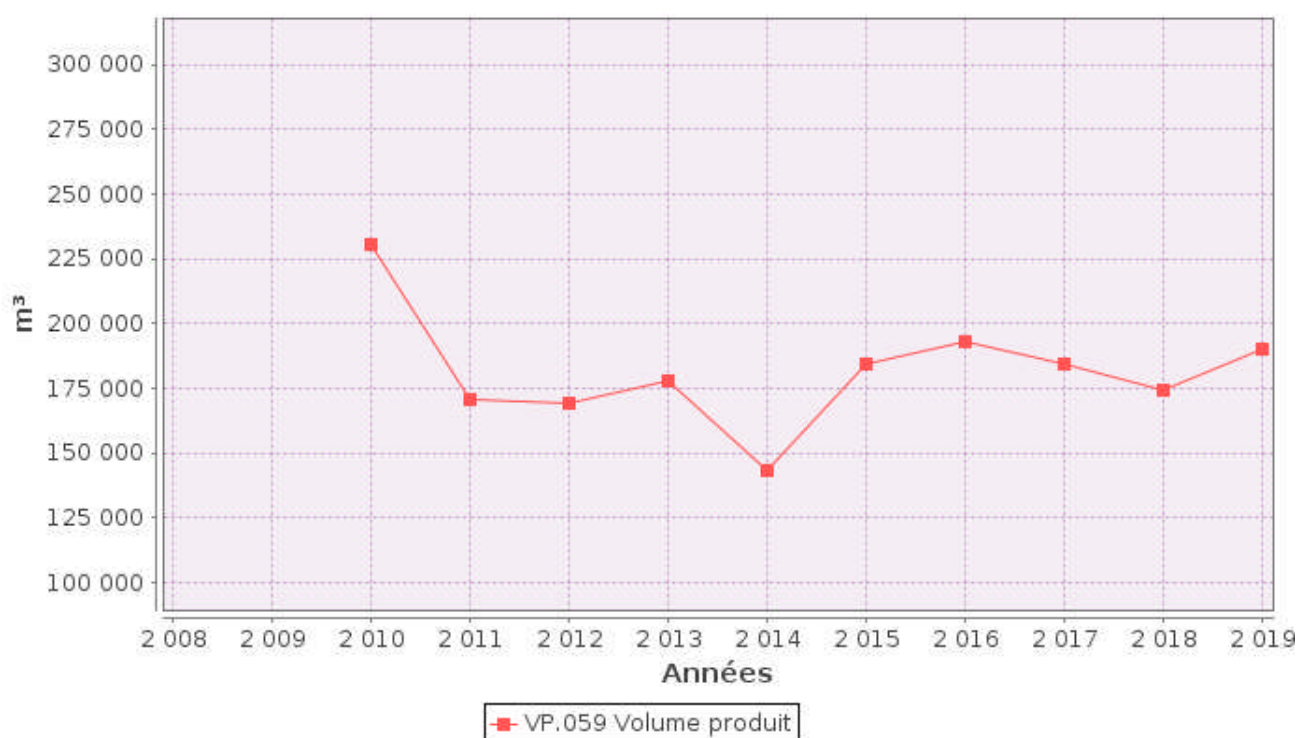


Le service a \_\_\_0\_\_\_ stations de traitement.

| Nom de la station de traitement | Type de traitement (cf. annexe) |
|---------------------------------|---------------------------------|
|                                 |                                 |
|                                 |                                 |

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

| Ressource                           | Volume produit<br>durant l'exercice<br>2018 en m <sup>3</sup> | Volume produit<br>durant l'exercice<br>2019 en m <sup>3</sup> | Variation des<br>volumes produits<br>en % | Indice de<br>protection de la<br>ressource exercice<br>2019 |
|-------------------------------------|---------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| Source Bellecombe                   | 19 256                                                        | 9 808                                                         | -49,1%                                    | 40                                                          |
| Source Biessa                       | 20 897                                                        | 45 743                                                        | 118,9%                                    | 40                                                          |
| Source verneux                      | 5 672                                                         | 6 038                                                         | 6,5%                                      | 40                                                          |
| Puits communal                      | 128 433                                                       | 128 744                                                       | 0,2%                                      | 40                                                          |
| <b>Total du volume produit (V1)</b> | <b>174 258</b>                                                | <b>190 333</b>                                                | <b>9,2%</b>                               | <b>40</b>                                                   |



### 1.6.3. Achats d'eaux traitées



| Fournisseur                                | Volume acheté<br>durant<br>l'exercice<br>2018 en m <sup>3</sup> | Volume acheté<br>durant l'exercice<br>2019 en m <sup>3</sup> | Variation des<br>volumes achetés<br>en % | Indice de<br>protection de la<br>ressource exercice<br>2019 |
|--------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
|                                            |                                                                 |                                                              |                                          |                                                             |
|                                            |                                                                 |                                                              |                                          |                                                             |
| <b>Total d'eaux traitées achetées (V2)</b> | <b>65 948</b>                                                   | <b>66 878</b>                                                | <b>1,4%</b>                              | <b>—</b>                                                    |

## 1.6.4.

## Volumes vendus au cours de l'exercice



| Acheteurs                                              | Volumes vendus durant l'exercice 2018 en m <sup>3</sup> | Volumes vendus durant l'exercice 2019 en m <sup>3</sup> | Variation en % |
|--------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|----------------|
| Abonnés domestiques <sup>(1)</sup>                     | 151 419                                                 | 155 733                                                 | 2,9%           |
| Abonnés non domestiques                                | —                                                       | 0                                                       | —%             |
| <b>Total vendu aux abonnés (V<sub>7</sub>)</b>         | <b>151 419</b>                                          | <b>155 733</b>                                          | <b>2,9%</b>    |
| Service de <sup>(2)</sup>                              |                                                         |                                                         |                |
| Service de <sup>(2)</sup>                              |                                                         |                                                         |                |
| <b>Total vendu à d'autres services (V<sub>3</sub>)</b> | <b>0</b>                                                | <b>0</b>                                                | <b>—%</b>      |

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.



## 1.6.5.

## Autres volumes



|                                               | Exercice 2018 en m <sup>3</sup> /an | Exercice 2019 en m <sup>3</sup> /an | Variation en % |
|-----------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|----------------|
| <b>Volume consommation sans comptage (V8)</b> | <b>2 000</b>                        | <b>2 350</b>                        | <b>17,5%</b>   |
| <b>Volume de service (V9)</b>                 | <b>7 800</b>                        | <b>7 940</b>                        | <b>1,8%</b>    |

#### 1.6.6. Volume consommé autorisé



|                               | Exercice 2018 en<br>m3/an | Exercice 2019 en<br>m3/an | Variation en % |
|-------------------------------|---------------------------|---------------------------|----------------|
| Volume consommé autorisé (V6) | 161 219                   | 166 023                   | 3%             |

#### 1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)



Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 42 kilomètres au 31/12/2019 (42 au 31/12/2018).

## 2. Tarification de l'eau et recettes du service

### 2.1. Modalités de tarification



La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2019 et 01/01/2020 sont les suivants :

|                            |                       |
|----------------------------|-----------------------|
| Frais d'accès au service : | _____ € au 01/01/2019 |
|                            | _____ € au 01/01/2020 |

| Tarifs                                      |                                                             | Au 01/01/2019           | Au 01/01/2020           |
|---------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| <b>Part de la collectivité</b>              |                                                             |                         |                         |
| Part fixe (€ HT/an)                         |                                                             |                         |                         |
|                                             | Abonnement DN 15mm<br>y compris location du compteur        | 20 €                    | 20 €                    |
|                                             | Abonnement <sup>(1)</sup> DN _____                          |                         |                         |
| Part proportionnelle (€ HT/m <sup>3</sup> ) |                                                             |                         |                         |
|                                             | Prix au m <sup>3</sup>                                      | 0,3 €/m <sup>3</sup>    | 0,3 €/m <sup>3</sup>    |
| Autre : _____                               |                                                             | €                       | €                       |
| <b>Part du délégataire</b>                  |                                                             |                         |                         |
| Part fixe (€ HT/an)                         |                                                             |                         |                         |
|                                             | Abonnement <sup>(1)</sup><br>y compris location du compteur | 70,05 €                 | 71,23 €                 |
| Part proportionnelle (€ HT/m <sup>3</sup> ) |                                                             |                         |                         |
|                                             | Prix au m <sup>3</sup>                                      | 1,2644 €/m <sup>3</sup> | 1,2808 €/m <sup>3</sup> |
| <b>Taxes et redevances</b>                  |                                                             |                         |                         |
| Taxes                                       |                                                             |                         |                         |
|                                             | Taux de TVA <sup>(2)</sup>                                  | 5,5 %                   | 5,5 %                   |
| Redevances                                  |                                                             |                         |                         |
|                                             | Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)       | 0,077 €/m <sup>3</sup>  | 0,0834 €/m <sup>3</sup> |
|                                             | Pollution domestique (Agence de l'Eau)                      | 0,27 €/m <sup>3</sup>   | 0,27 €/m <sup>3</sup>   |
|                                             | VNF Prélèvement                                             | _____ €/m <sup>3</sup>  | _____ €/m <sup>3</sup>  |
|                                             | Autre : _____                                               | 0 €/m <sup>3</sup>      | _____ €/m <sup>3</sup>  |

<sup>(1)</sup> Rajouter autant de lignes que d'abonnements

<sup>(2)</sup> L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 15/06/2015 effective à compter du 01/09/2015 fixant les tarifs du service d'eau potable

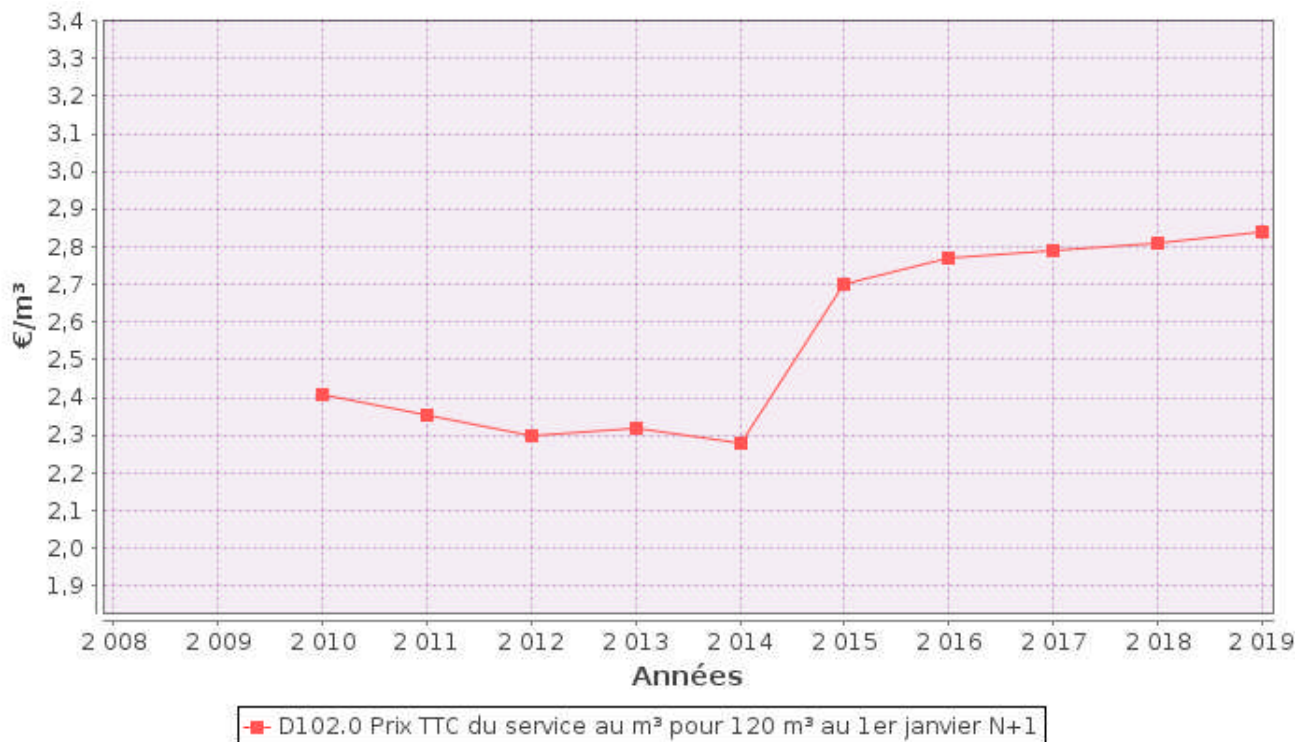
## 2.2. Facture d'eau type (D102.0)



Les tarifs applicables au 01/01/2019 et au 01/01/2020 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m<sup>3</sup>/an) sont :

| Facture type                                                              | Au 01/01/2019 en € | Au 01/01/2020 en € | Variation en % |
|---------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| <b>Part de la collectivité</b>                                            |                    |                    |                |
| Part fixe annuelle                                                        | 20,00              | 20,00              | 0%             |
| Part proportionnelle                                                      | 36,00              | 36,00              | 0%             |
| Montant HT de la facture de 120 m <sup>3</sup> revenant à la collectivité | 56,00              | 56,00              | 0%             |
| <b>Part du délégataire (en cas de délégation de service public)</b>       |                    |                    |                |
| Part fixe annuelle                                                        | 70,05              | 71,23              | 1,7%           |
| Part proportionnelle                                                      | 151,73             | 153,70             | 1,3%           |
| Montant HT de la facture de 120 m <sup>3</sup> revenant au délégataire    | 221,78             | 224,93             | 1,4%           |
| <b>Taxes et redevances</b>                                                |                    |                    |                |
| Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)      | 9,24               | 10,01              | 8,3%           |
| Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)                       | 32,40              | 32,40              | 0%             |
| VNF Prélèvement : .....                                                   | —                  | —                  | —%             |
| Autre : .....                                                             | 0,00               | —                  | —%             |
| TVA                                                                       | 17,57              | 17,78              | 1,2%           |
| Montant des taxes et redevances pour 120 m <sup>3</sup>                   | 59,21              | 60,19              | 1,7%           |
| <b>Total</b>                                                              | <b>336,99</b>      | <b>341,12</b>      | <b>1,2%</b>    |
| <b>Prix TTC au m<sup>3</sup></b>                                          | <b>2,81</b>        | <b>2,84</b>        | <b>1,1%</b>    |





**ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.**

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

| Commune                    | Prix au 01/01/2019<br>en €/m³ | Prix au 01/01/2020<br>en €/m³ |
|----------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| Autrans-Méaudre en Vercors |                               |                               |

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

- ☐ annuelle
- ☐ semestrielle
- ☐ trimestrielle
- ☐ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

- ☐ annuelle
- ☒ semestrielle
- ☐ trimestrielle
- ☐ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2019 sont de 146 411 m³/an (147 471 m³/an en 2018).

Pour chaque élément du prix ayant évolué depuis l'exercice précédent, les éléments explicatifs (financement de travaux, remboursement de dettes, augmentation du coût des fournitures, etc.) sont les suivants :

|  |
|--|
|  |
|  |
|  |
|  |

## 2.3. Recettes



### Recettes de la collectivité :

| Type de recette                               | Exercice 2018 en € | Exercice 2019 en € | Variation en % |
|-----------------------------------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| Recettes vente d'eau aux usagers              | 77 657             | 78 153             | 0.63%          |
| <i>dont abonnements</i>                       |                    |                    |                |
| Recette de vente d'eau en gros                |                    |                    |                |
| Recette d'exportation d'eau brute             |                    |                    |                |
| Régularisations des ventes d'eau (+/-)        |                    |                    |                |
| Total recettes de vente d'eau                 |                    |                    |                |
| Recettes liées aux travaux                    |                    |                    |                |
| Contribution exceptionnelle du budget général |                    |                    |                |
| Autres recettes (préciser)                    |                    |                    |                |
| Total autres recettes                         |                    |                    |                |
| <b>Total des recettes</b>                     |                    |                    |                |

### Recettes de l'exploitant :

| Type de recette                        | Exercice 2018 en € | Exercice 2019 en € | Variation en % |
|----------------------------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| Recettes vente d'eau aux usagers       | 249 539            | 263 428            | 5.57%          |
| <i>dont abonnements</i>                |                    |                    |                |
| Recette de vente d'eau en gros         |                    |                    |                |
| Recette d'exportation d'eau brute      |                    |                    |                |
| Régularisations des ventes d'eau (+/-) |                    |                    |                |
| Total recettes de vente d'eau          |                    |                    |                |
| Recettes liées aux travaux             |                    |                    |                |
| Autres recettes (préciser)             |                    |                    |                |
| Total autres recettes                  |                    |                    |                |
| <b>Total des recettes</b>              |                    |                    |                |

**Recettes globales :** Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2019 : 386 237 € (391 151 € au 31/12/2018).

## 3. Indicateurs de performance

### 3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)



Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

| Analyses                     | Nombre de prélèvements réalisés exercice 2018 | Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2018 | Nombre de prélèvements réalisés exercice 2019 | Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2019 |
|------------------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------|
| Microbiologie                | 28                                            | 0                                                  | 28                                            | 0                                                  |
| Paramètres physico-chimiques | 18                                            | 0                                                  | 18                                            | 0                                                  |

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m<sup>3</sup>/jour.

| Analyses                              | Taux de conformité exercice 2018 | Taux de conformité exercice 2019 |
|---------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| Microbiologie (P101.1)                | 100%                             | 100%                             |
| Paramètres physico-chimiques (P102.1) | 100%                             | 100%                             |

### 3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)



L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

**La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).**

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

|                                                                                                                                                                                                                                                            | nombre de points                             | Valeur | points potentiels |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|--------|-------------------|
| <b>PARTIE A : PLAN DES RESEAUX</b><br>(15 points)                                                                                                                                                                                                          |                                              |        |                   |
| VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures                                                      | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Oui    | 10                |
| VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) | oui : 5 points<br>non : 0 point              | Oui    | 5                 |
| <b>PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX</b><br>(30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)                                                                                                                 |                                              |        |                   |
| VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques                                                 | 0 à 15 points sous conditions <sup>(1)</sup> | Oui    | 14                |
| VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)                |                                              | Oui    |                   |
| VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres                                                                                                                                       |                                              | 90%    |                   |
| VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose                                                                                                                                    | 0 à 15 points sous conditions <sup>(2)</sup> | 90%    | 14                |
| <b>PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX</b><br>(75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)                                                                                |                                              |        |                   |
| VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux                                                                                                       | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Oui    | 10                |
| VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)               | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Oui    | 10                |
| VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux <sup>(3)</sup>                                                                                                                                                                              | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Oui    | 10                |
| VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur <sup>(3)</sup>                                                                                    | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Oui    | 10                |
| VP.246 - Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées                                                                                                                              | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Oui    | 10                |
| VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)                                                                                                                                 | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Oui    | 10                |
| VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)                                                                                  | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Non    | 0                 |
| VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux                                                                                                                                           | oui : 5 points<br>non : 0 point              | Non    | 0                 |
| <b>TOTAL (indicateur P103.2B)</b>                                                                                                                                                                                                                          | <b>120</b>                                   | -      | 103               |

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

### 3.3. Indicateurs de performance du réseau

#### 3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)



Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

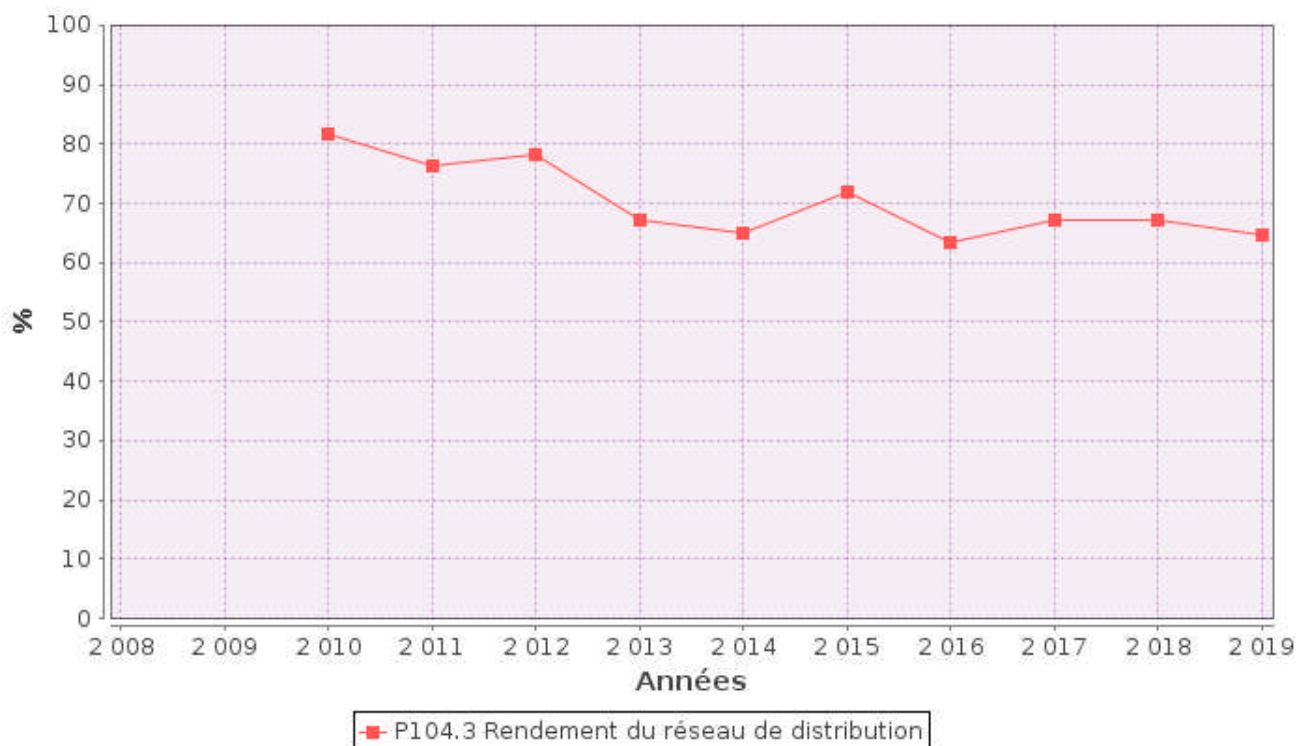
Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

|                                                                                                                                                                | Exercice 2018 | Exercice 2019 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Rendement du réseau                                                                                                                                            | 67,1 %        | 64,5 %        |
| Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement)<br>[m <sup>3</sup> / jour / km] | 10,52         | 10,83         |
| Volume vendu sur volume mis en distribution (ex. rendement primaire)                                                                                           | _____ %       | 60,5 %        |



### 3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)



Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2019, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 6,6 m<sup>3</sup>/j/km (5,8 en 2018).

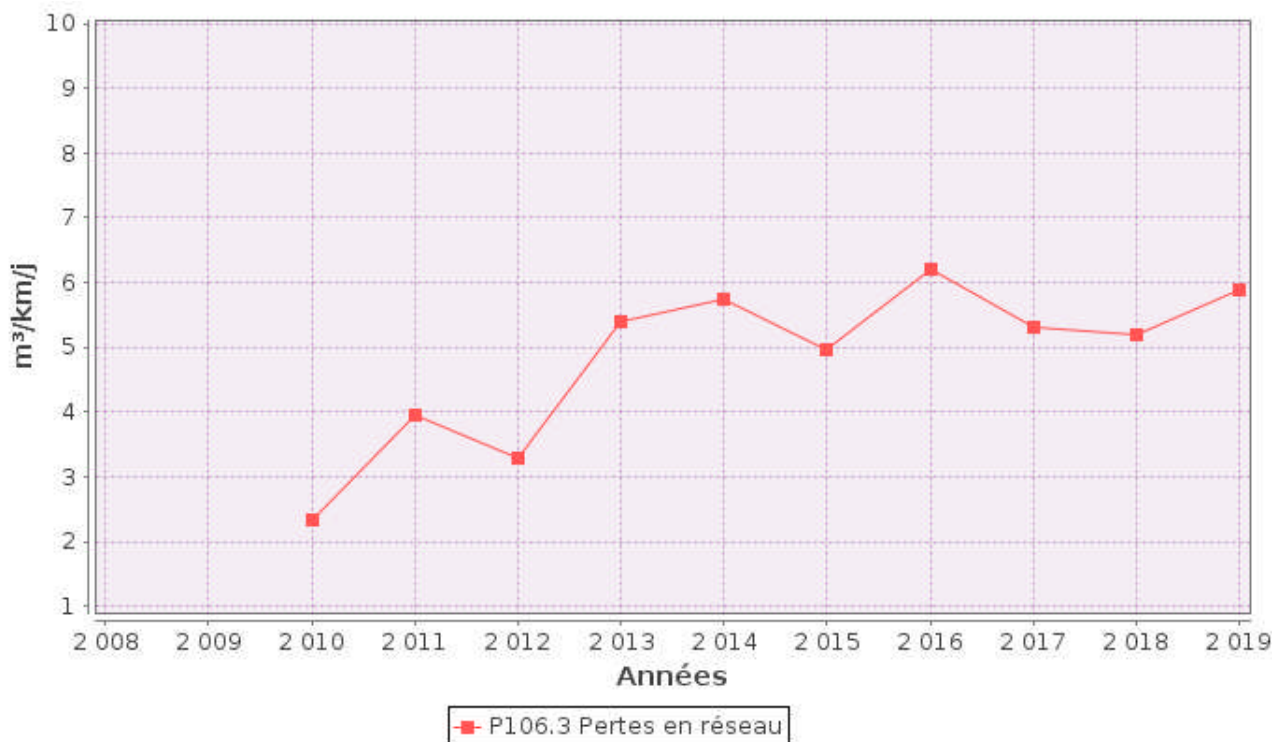
### 3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)



Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2019, l'indice linéaire des pertes est de 5,9 m<sup>3</sup>/j/km (5,2 en 2018).



### 3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)



Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

| Exercice                 | 2018 | 2018 | 2018 | 2018 | 2019 |
|--------------------------|------|------|------|------|------|
| Linéaire renouvelé en km |      |      |      |      |      |

Au cours des 5 dernières années, \_\_\_\_ km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

$$\text{taux moyen de renouvellement des réseaux} = \frac{L_N + L_{N-1} + L_{N-2} + L_{N-3} + L_{N-4}}{5 * \text{linéaire du réseau de desserte}} * 100$$

Pour l'année 2019, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est de \_\_\_\_% (0 en 2018).

### 3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)



La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

- 0% Aucune action de protection
- 20% Études environnementales et hydrogéologiques en cours
- 40% Avis de l'hydrogéologue rendu

- 50% Dossier déposé en préfecture
- 60% Arrêté préfectoral
- 80% Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
- 100% Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2019, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est   % (40% en 2018).



## 4. Financement des investissements

### 4.1. Branchements en plomb



La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

| Branchements                                                                 | Exercice 2018 | Exercice 2019 |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Nombre total des branchements                                                | 841           | 850           |
| Nombre de branchements en plomb modifiés ou supprimés dans l'année           |               |               |
| Nombre de branchements en plomb restants (en fin d'année)                    | 0             |               |
| % de branchement en plomb modifiés ou supprimés/nombre total de branchements |               |               |
| % de branchements en plomb restants/nombre total de branchements             |               |               |

### 4.2. Montants financiers



|                                                                                   | Exercice 2018 | Exercice 2019 |
|-----------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire | 149 329.82    | 14 594.10     |
| Montants des subventions en €                                                     |               |               |
| Montants des contributions du budget général en €                                 |               |               |

### 4.3. État de la dette du service



L'état de la dette au 31 décembre 2019 fait apparaître les valeurs suivantes :

|                                                                |             | Exercice 2018 | Exercice 2019 |
|----------------------------------------------------------------|-------------|---------------|---------------|
| Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €) |             | 3005.66       | 1311.51       |
| Montant remboursé durant l'exercice en €                       | en capital  | 1633.69       | 1694.15       |
|                                                                | en intérêts | 147.15        | 86.94         |

### 4.4. Amortissements



Pour l'année 2019, la dotation aux amortissements a été de 83 996.61 € (83 010.77 € en 2018).

#### 4.5. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'utilisateur et les performances environnementales du service



| Projets à l'étude | Montants prévisionnels en € | Montants prévisionnels de l'année précédente en € |
|-------------------|-----------------------------|---------------------------------------------------|
|                   |                             |                                                   |

#### 4.6. Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice



| Programmes pluriannuels de travaux adoptés | Année prévisionnelle de réalisation | Montants prévisionnels en € |
|--------------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|
|                                            |                                     |                             |
|                                            |                                     |                             |

## **5. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau**

### **5.1. Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0)**



Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Entrent en ligne de compte :

- les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- les abandons de créance à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

L'année 2019, le service a reçu  demandes d'abandon de créance et en a accordé .  
 € ont été abandonnés et/ou versés à un fonds de solidarité, soit  €/m<sup>3</sup> pour l'année 2019 (0 €/m<sup>3</sup> en 2018).

### **5.2. Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT)**



Peuvent être ici listées les opérations mises en place dans le cadre de l'article L1115-1-1 du Code général des collectivités territoriales, lequel ouvre la possibilité aux collectivités locales de conclure des conventions avec des autorités locales étrangères pour mener des actions de coopération ou d'aide au développement.

| Bénéficiaire         | Montant en €         |
|----------------------|----------------------|
| <input type="text"/> | <input type="text"/> |
| <input type="text"/> | <input type="text"/> |

## **6. Tableau récapitulatif des indicateurs**

|         |                                                                                                                                                                                               | Exercice 2018 | Exercice 2019 |
|---------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
|         | <b>Indicateurs descriptifs des services</b>                                                                                                                                                   |               |               |
| D101.0  | Estimation du nombre d'habitants desservis                                                                                                                                                    | 1 739         | 1 734         |
| D102.0  | Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]                                                                                                                                                  | 2,81          | 2,84          |
|         | <b>Indicateurs de performance</b>                                                                                                                                                             |               |               |
| P101.1  | Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie                 | 100%          | 100%          |
| P102.1  | Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques | 100%          | 100%          |
| P103.2B | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable                                                                                                                   | 93            | 103           |
| P104.3  | Rendement du réseau de distribution                                                                                                                                                           | 67,1%         | 64,5%         |
| P105.3  | Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]                                                                                                                                          | 5,8           | 6,6           |
| P106.3  | Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]                                                                                                                                              | 5,2           | 5,9           |
| P107.2  | Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable                                                                                                                                        | 0%            | ___%          |
| P108.3  | Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau                                                                                                                                   | 40%           | ___%          |
| P109.0  | Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité [€/m³]                                                                                                             | 0             | 0             |

# Autrans-Méaudre en Vercors

eau potable : Méaudre

## **Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable**

### **Exercice 2019**

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice  
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007

Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.

Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs  
peut être obtenu sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr), rubrique « l'Observatoire »

## **Table des matières**

|        |                                                                                                                                               |    |
|--------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1.     | Caractérisation technique du service .....                                                                                                    | 3  |
| 1.1.   | Présentation du territoire desservi.....                                                                                                      | 3  |
| 1.2.   | Mode de gestion du service .....                                                                                                              | 3  |
| 1.3.   | Estimation de la population desservie (D101.1).....                                                                                           | 4  |
| 1.4.   | Nombre d'abonnés .....                                                                                                                        | 4  |
| 1.5.   | Eaux brutes .....                                                                                                                             | 5  |
| 1.5.1. | Prélèvement sur les ressources en eau .....                                                                                                   | 5  |
| 1.5.2. | Achats d'eaux brutes .....                                                                                                                    | 6  |
| 1.6.   | Eaux traitées.....                                                                                                                            | 6  |
| 1.6.1. | Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2019.....                                                                    | 6  |
| 1.6.2. | Production .....                                                                                                                              | 6  |
| 1.6.3. | Achats d'eaux traitées .....                                                                                                                  | 7  |
| 1.6.4. | Volumes vendus au cours de l'exercice .....                                                                                                   | 8  |
| 1.6.5. | Autres volumes.....                                                                                                                           | 8  |
| 1.6.6. | <b>Volume consommé autorisé</b> .....                                                                                                         | 9  |
| 1.7.   | Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements).....                                                                                      | 9  |
| 2.     | Tarification de l'eau et recettes du service .....                                                                                            | 10 |
| 2.1.   | Modalités de tarification .....                                                                                                               | 10 |
| 2.2.   | Facture d'eau type (D102.0) .....                                                                                                             | 11 |
| 2.3.   | Recettes.....                                                                                                                                 | 13 |
| 3.     | Indicateurs de performance .....                                                                                                              | 14 |
| 3.1.   | Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1).....                                                                                                      | 14 |
| 3.2.   | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B).....                                                                  | 14 |
| 3.3.   | Indicateurs de performance du réseau.....                                                                                                     | 16 |
| 3.3.1. | <b>Rendement du réseau de distribution (P104.3)</b> .....                                                                                     | 16 |
| 3.3.2. | <b>Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)</b> .....                                                                                 | 17 |
| 3.3.3. | <b>Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)</b> .....                                                                                     | 17 |
| 3.3.4. | <b>Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)</b> .....                                                                  | 18 |
| 3.4.   | Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) .....                                                                        | 18 |
| 4.     | Financement des investissements.....                                                                                                          | 20 |
| 4.1.   | Branchements en plomb.....                                                                                                                    | 20 |
| 4.2.   | Montants financiers.....                                                                                                                      | 20 |
| 4.3.   | État de la dette du service .....                                                                                                             | 20 |
| 4.4.   | Amortissements .....                                                                                                                          | 20 |
| 4.5.   | Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service ..... | 21 |
| 4.6.   | Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice .....                    | 21 |
| 5.     | Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau.....                                                           | 22 |
| 5.1.   | Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0) .....                                                                     | 22 |
| 5.2.   | Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT) .....                                                                        | 22 |
| 6.     | Tableau récapitulatif des indicateurs .....                                                                                                   | 23 |

# 1. Caractérisation technique du service

## 1.1. *Présentation du territoire desservi*



Le service est géré au niveau ☒ communal  
☐ intercommunal

- Nom de la collectivité : Autrans-Méaudre en Vercors
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : Méaudre
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Commune
- Compétences liées au service :

|                                                          | Oui                                 | Non                      |
|----------------------------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|
| Production                                               | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Protection de l'ouvrage de<br>prélèvement <sup>(1)</sup> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> |
| Traitement <sup>(1)</sup>                                | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> |
| Transfert                                                | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Stockage <sup>(1)</sup>                                  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> |
| Distribution                                             | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Autrans-Méaudre en Vercors
- Existence d'une CCSPL ☐ Oui ☒ Non
- Existence d'un schéma de distribution ☐ Oui, date d'approbation\* : ..... ☐ Non  
au sens de l'article L2224-7-1 du CGCT
- Existence d'un règlement de service ☐ Oui, date d'approbation\* : ..... ☐ Non
- Existence d'un schéma directeur ☐ Oui, date d'approbation\* : ..... ☐ Non

## 1.2. *Mode de gestion du service*



Le service est exploité en ☒ ☐ Délégation par Entreprise privée

\* Approbation en assemblée délibérante

#### Nature du contrat :

- Nom du prestataire : VEOLIA
- Date de début de contrat :
- Date de fin de contrat initial :
- Date effective de fin de contrat (après avenant le cas échéant) : 30/06/2022
- Nombre d'avenants et nature des avenants :
- Nature exacte de la mission du prestataire : (cf. annexe)

### **1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)**



Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

Le service public d'eau potable dessert 1 362 habitants au 31/12/2019 (1 366 au 31/12/2018).

### **1.4. Nombre d'abonnés**



Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 814 abonnés au 31/12/2019 (816 au 31/12/2018).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

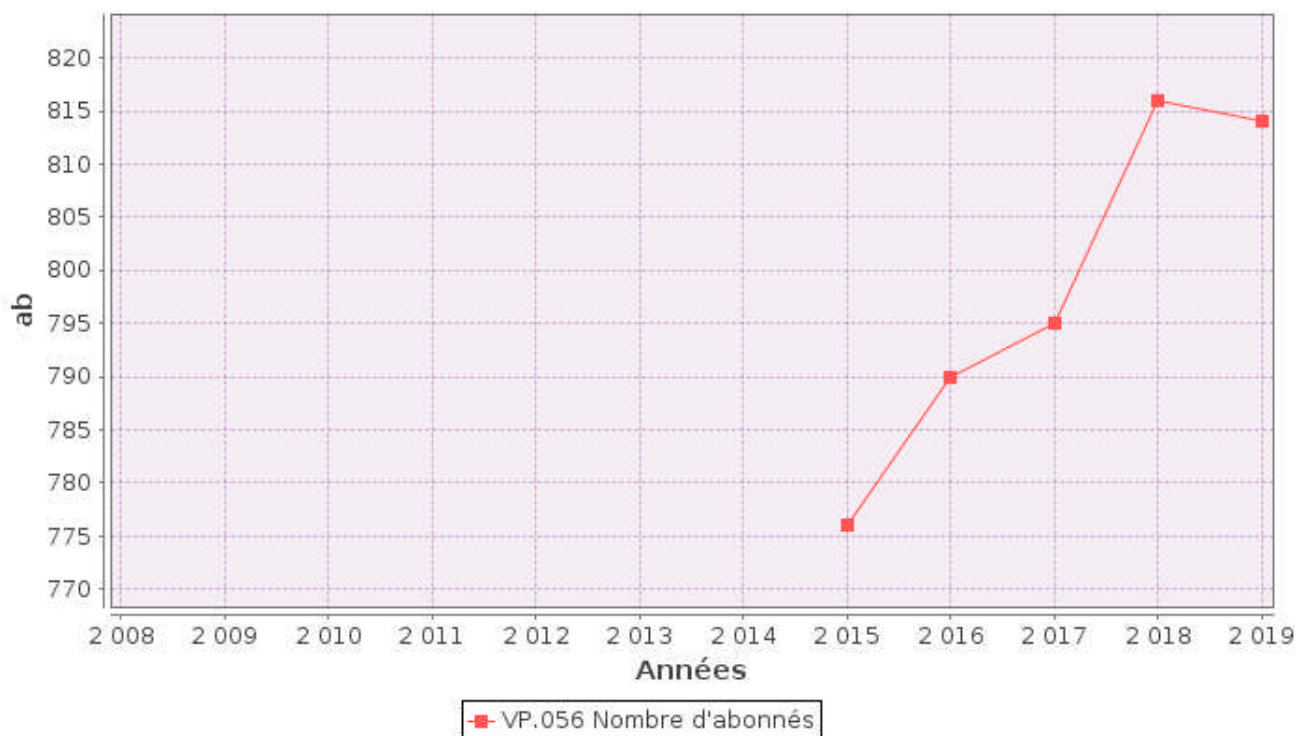
| Commune                    | Nombre total d'abonnés 31/12/2018 | Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2019 | Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2019 | Nombre total d'abonnés au 31/12/2019 | Variation en % |
|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------------|------------------------------------------------|--------------------------------------|----------------|
| Autrans-Méaudre en Vercors |                                   |                                            |                                                |                                      |                |
| <b>Total</b>               | <b>816</b>                        |                                            |                                                | <b>814</b>                           | <b>-0,2%</b>   |

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de 23,26 abonnés/km au 31/12/2019 (23,31 abonnés/km au 31/12/2018).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de 1,67 habitants/abonné au 31/12/2019 (1,67 habitants/abonné au 31/12/2018).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de 161,62 m<sup>3</sup>/abonné au 31/12/2019. (113,73 m<sup>3</sup>/abonné au 31/12/2018).





## 1.5. Eaux brutes

### 1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau



Le service public d'eau potable prélève 57 468 m<sup>3</sup> pour l'exercice 2019 (48 835 pour l'exercice 2018).

| Ressource et implantation | Nature de la ressource | Débits nominaux <sup>(1)</sup> | Volume prélevé durant l'exercice 2018 en m <sup>3</sup> | Volume prélevé durant l'exercice 2019 en m <sup>3</sup> | Variation en % |
|---------------------------|------------------------|--------------------------------|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|----------------|
| Source du CLARET          |                        |                                | —                                                       | 57 468                                                  | — %            |
| <b>Total</b>              |                        |                                | —                                                       | 57 468                                                  | — %            |

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100%.

### 1.5.2. Achats d'eaux brutes

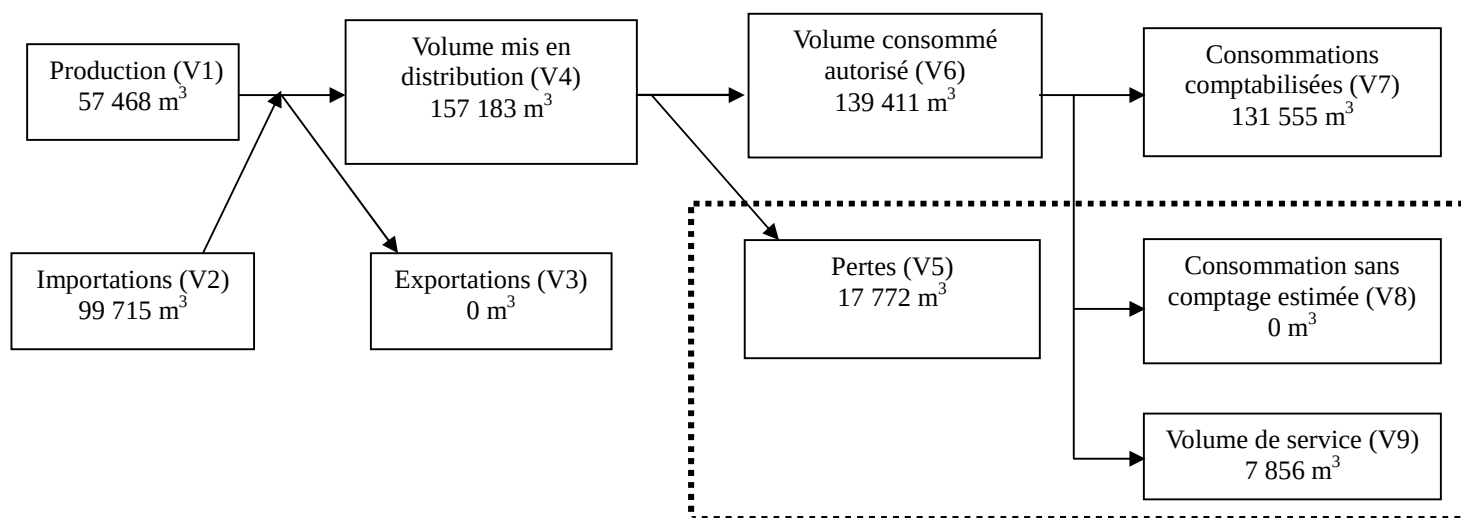


Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

| Fournisseur  | Volume acheté durant l'exercice 2018 en m <sup>3</sup> | Volume acheté durant l'exercice 2019 en m <sup>3</sup> | Observations |
|--------------|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|--------------|
|              |                                                        |                                                        |              |
|              |                                                        |                                                        |              |
| <b>Total</b> |                                                        |                                                        |              |

## 1.6. Eaux traitées

### 1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2019



### 1.6.2. Production

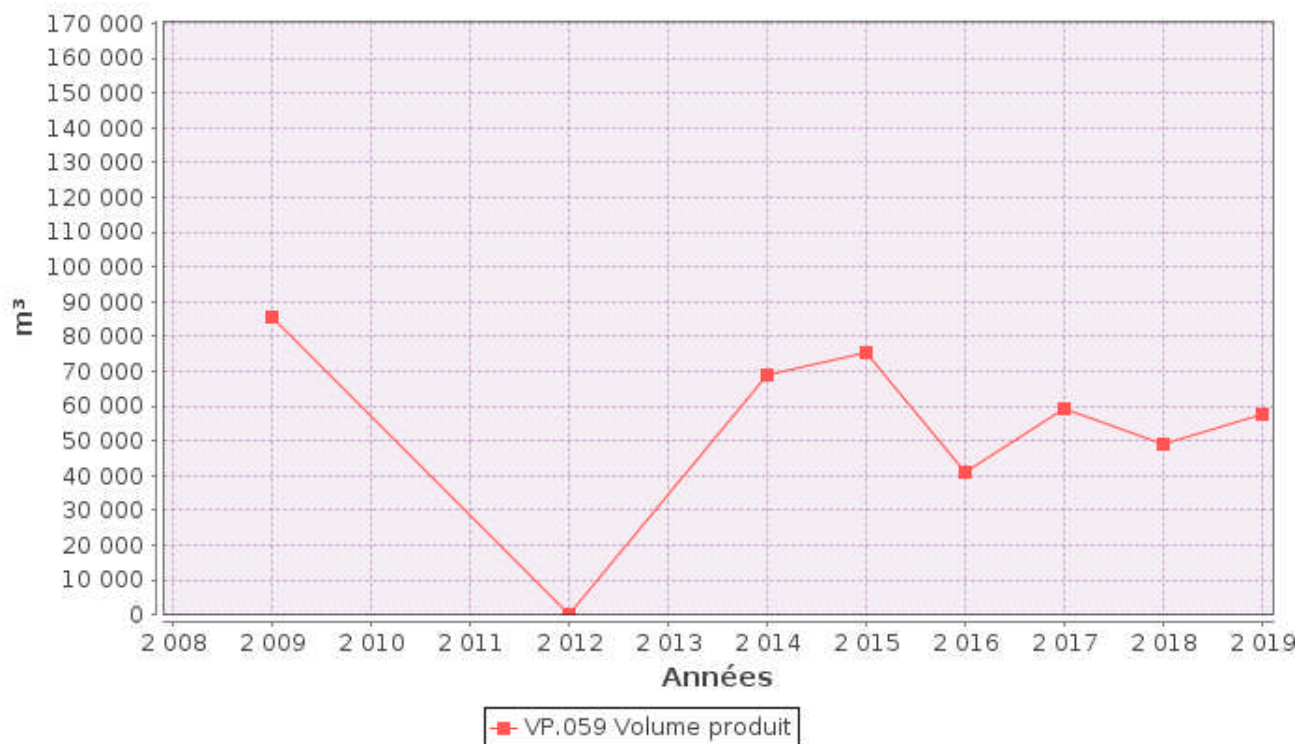


Le service a \_0\_ stations de traitement.

| Nom de la station de traitement | Type de traitement (cf. annexe) |
|---------------------------------|---------------------------------|
|                                 |                                 |
|                                 |                                 |

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

| Ressource                           | Volume produit durant l'exercice 2018 en m <sup>3</sup> | Volume produit durant l'exercice 2019 en m <sup>3</sup> | Variation des volumes produits en % | Indice de protection de la ressource exercice 2019 |
|-------------------------------------|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------------------------|
| Source du CLARET                    | 48 835                                                  | 57 468                                                  | 17,7%                               | 40                                                 |
| <b>Total du volume produit (V1)</b> | <b>48 835</b>                                           | <b>57 468</b>                                           | <b>17,7%</b>                        | <b>40</b>                                          |



### 1.6.3. Achats d'eaux traitées



| Fournisseur                                | Volume acheté durant l'exercice 2018 en m <sup>3</sup> | Volume acheté durant l'exercice 2019 en m <sup>3</sup> | Variation des volumes achetés en % | Indice de protection de la ressource exercice 2019 |
|--------------------------------------------|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|------------------------------------|----------------------------------------------------|
|                                            |                                                        |                                                        |                                    |                                                    |
|                                            |                                                        |                                                        |                                    |                                                    |
| <b>Total d'eaux traitées achetées (V2)</b> | <b>95 860</b>                                          | <b>99 715</b>                                          | <b>4%</b>                          | <b>40</b>                                          |

## 1.6.4.

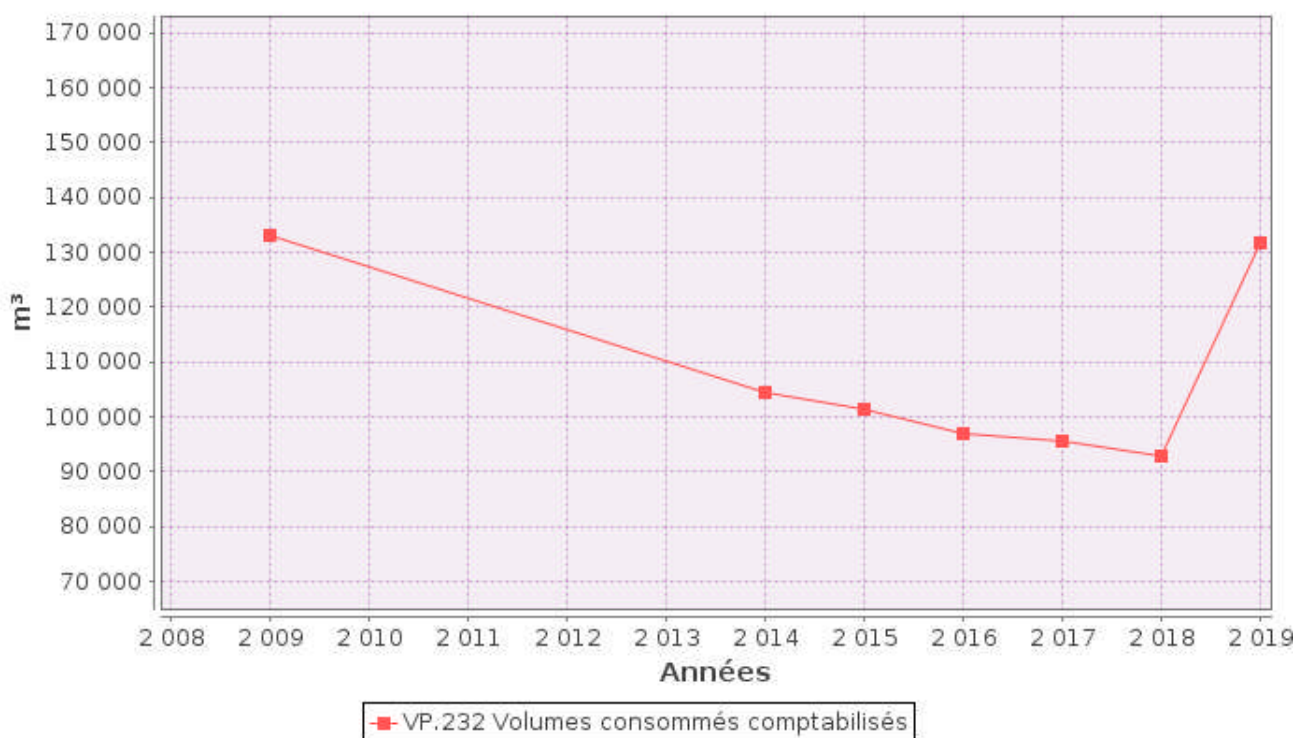
## Volumes vendus au cours de l'exercice



| Acheteurs                                              | Volumes vendus durant l'exercice 2018 en m <sup>3</sup> | Volumes vendus durant l'exercice 2019 en m <sup>3</sup> | Variation en % |
|--------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|----------------|
| Abonnés domestiques <sup>(1)</sup>                     | 92 803                                                  | 131 555                                                 | 41,8%          |
| Abonnés non domestiques                                | —                                                       | 0                                                       | —%             |
| <b>Total vendu aux abonnés (V<sub>7</sub>)</b>         | <b>92 803</b>                                           | <b>131 555</b>                                          | <b>41,8%</b>   |
| Service de <sup>(2)</sup>                              |                                                         |                                                         |                |
| Service de <sup>(2)</sup>                              |                                                         |                                                         |                |
| <b>Total vendu à d'autres services (V<sub>3</sub>)</b> | <b>0</b>                                                | <b>0</b>                                                | <b>—%</b>      |

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.



## 1.6.5.

## Autres volumes



|                                               | Exercice 2018 en m3/an | Exercice 2019 en m3/an | Variation en % |
|-----------------------------------------------|------------------------|------------------------|----------------|
| <b>Volume consommation sans comptage (V8)</b> | <b>0</b>               | <b>0</b>               | <b>—%</b>      |
| <b>Volume de service (V9)</b>                 | <b>6 200</b>           | <b>7 856</b>           | <b>26,7%</b>   |

#### 1.6.6. Volume consommé autorisé



|                               | Exercice 2018 en<br>m3/an | Exercice 2019 en<br>m3/an | Variation en % |
|-------------------------------|---------------------------|---------------------------|----------------|
| Volume consommé autorisé (V6) | 99 003                    | 139 411                   | 40,8%          |

#### 1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)



Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 35 kilomètres au 31/12/2019 (35 au 31/12/2018).

Commentaire : oubli les années précédentes de la moitié du réseau du TQS (l'autre moitié sur Autrans)

## 2. Tarification de l'eau et recettes du service

### 2.1. Modalités de tarification



La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2019 et 01/01/2020 sont les suivants :

|                            |                       |
|----------------------------|-----------------------|
| Frais d'accès au service : | _____ € au 01/01/2019 |
|                            | _____ € au 01/01/2020 |

| Tarifs                                      |                                                             | Au 01/01/2019           | Au 01/01/2020           |
|---------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| <b>Part de la collectivité</b>              |                                                             |                         |                         |
| Part fixe (€ HT/an)                         |                                                             |                         |                         |
|                                             | Abonnement DN 15mm<br>y compris location du compteur        | 15 €                    | 15 €                    |
|                                             | Abonnement <sup>(1)</sup> DN _____                          |                         |                         |
| Part proportionnelle (€ HT/m <sup>3</sup> ) |                                                             |                         |                         |
|                                             | Prix au m <sup>3</sup>                                      | 0,68 €/m <sup>3</sup>   | 0,68 €/m <sup>3</sup>   |
| Autre : _____                               |                                                             | €                       | €                       |
| <b>Part du délégataire</b>                  |                                                             |                         |                         |
| Part fixe (€ HT/an)                         |                                                             |                         |                         |
|                                             | Abonnement <sup>(1)</sup><br>y compris location du compteur | 113,46 €                | 115,54 €                |
| Part proportionnelle (€ HT/m <sup>3</sup> ) |                                                             |                         |                         |
|                                             | Prix au m <sup>3</sup>                                      | 0,3153 €/m <sup>3</sup> | 0,3253 €/m <sup>3</sup> |
| <b>Taxes et redevances</b>                  |                                                             |                         |                         |
| Taxes                                       |                                                             |                         |                         |
|                                             | Taux de TVA <sup>(2)</sup>                                  | 5,5 %                   | 5,5 %                   |
| Redevances                                  |                                                             |                         |                         |
|                                             | Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)       | 0,0834 €/m <sup>3</sup> | 0,0723 €/m <sup>3</sup> |
|                                             | Pollution domestique (Agence de l'Eau)                      | 0,27 €/m <sup>3</sup>   | 0,27 €/m <sup>3</sup>   |
|                                             | VNF Prélèvement                                             | _____ €/m <sup>3</sup>  | _____ €/m <sup>3</sup>  |
|                                             | Autre : _____                                               | _____ €/m <sup>3</sup>  | _____ €/m <sup>3</sup>  |

<sup>(1)</sup> Rajouter autant de lignes que d'abonnements

<sup>(2)</sup> L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

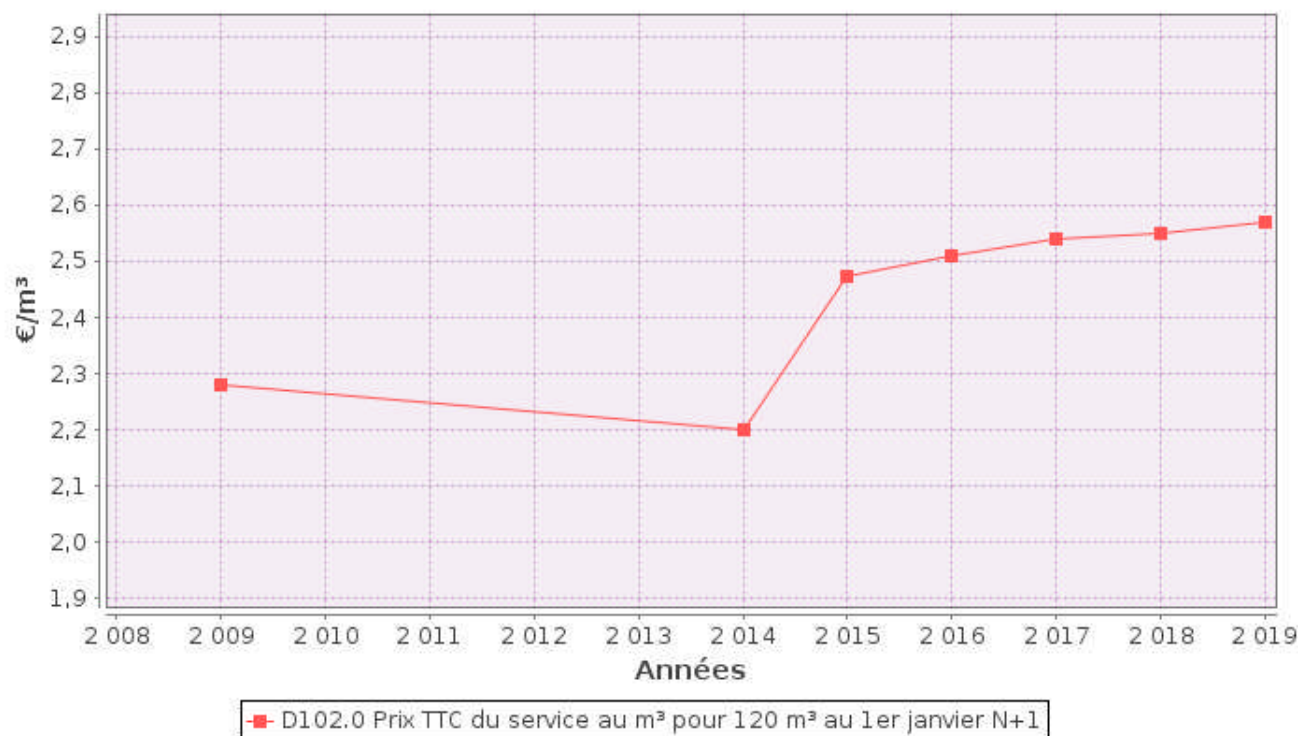
- Délibération du 17/12/2015 effective à compter du 01/01/2016 fixant les tarifs du service d'eau potable

## 2.2. Facture d'eau type (D102.0)



Les tarifs applicables au 01/01/2019 et au 01/01/2020 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m<sup>3</sup>/an) sont :

| Facture type                                                              | Au 01/01/2019 en € | Au 01/01/2020 en € | Variation en % |
|---------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| <b>Part de la collectivité</b>                                            |                    |                    |                |
| Part fixe annuelle                                                        | 15,00              | 15,00              | 0%             |
| Part proportionnelle                                                      | 81,60              | 81,60              | 0%             |
| Montant HT de la facture de 120 m <sup>3</sup> revenant à la collectivité | 96,60              | 96,60              | 0%             |
| <b>Part du délégataire (en cas de délégation de service public)</b>       |                    |                    |                |
| Part fixe annuelle                                                        | 113,46             | 115,54             | 1,8%           |
| Part proportionnelle                                                      | 37,84              | 39,04              | 3,2%           |
| Montant HT de la facture de 120 m <sup>3</sup> revenant au délégataire    | 151,30             | 154,58             | 2,2%           |
| <b>Taxes et redevances</b>                                                |                    |                    |                |
| Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)      | 10,01              | 8,68               | -13,3%         |
| Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)                       | 32,40              | 32,40              | 0%             |
| VNF Prélèvement : .....                                                   | —                  | —                  | —%             |
| Autre : .....                                                             | —                  | —                  | —%             |
| TVA                                                                       | 15,97              | 16,07              | 0,7%           |
| Montant des taxes et redevances pour 120 m <sup>3</sup>                   | 58,37              | 57,15              | -2,1%          |
| <b>Total</b>                                                              | <b>306,27</b>      | <b>308,33</b>      | <b>0,7%</b>    |
| <b>Prix TTC au m<sup>3</sup></b>                                          | <b>2,55</b>        | <b>2,57</b>        | <b>0,8%</b>    |



**ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.**

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

| Commune                    | Prix au 01/01/2019<br>en €/m³ | Prix au 01/01/2020<br>en €/m³ |
|----------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| Autrans-Méaudre en Vercors |                               |                               |

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

- ☐ annuelle
- ☐ semestrielle
- ☐ trimestrielle
- ☐ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

- ☐ annuelle
- ☒ semestrielle
- ☐ trimestrielle
- ☐ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2019 sont de 90 160 m³/an (84 167 m³/an en 2018).

Pour chaque élément du prix ayant évolué depuis l'exercice précédent, les éléments explicatifs (financement de travaux, remboursement de dettes, augmentation du coût des fournitures, etc.) sont les suivants :

|  |
|--|
|  |
|  |
|  |
|  |



## 2.3. Recettes



### Recettes de la collectivité :

| Type de recette                               | Exercice 2018 en € | Exercice 2019 en € | Variation en % |
|-----------------------------------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| Recettes vente d'eau aux usagers              | 64 001             | 74 819             | 16.90 %        |
| <i>dont abonnements</i>                       |                    |                    |                |
| Recette de vente d'eau en gros                |                    |                    |                |
| Recette d'exportation d'eau brute             |                    |                    |                |
| Régularisations des ventes d'eau (+/-)        |                    |                    |                |
| Total recettes de vente d'eau                 |                    |                    |                |
| Recettes liées aux travaux                    |                    |                    |                |
| Contribution exceptionnelle du budget général |                    |                    |                |
| Autres recettes (préciser)                    |                    |                    |                |
| Total autres recettes                         |                    |                    |                |
| <b>Total des recettes</b>                     |                    |                    |                |

### Recettes de l'exploitant :

| Type de recette                        | Exercice 2018 en € | Exercice 2019 en € | Variation en % |
|----------------------------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| Recettes vente d'eau aux usagers       | 97 546             | 103 697            | 6.31 %         |
| <i>dont abonnements</i>                |                    |                    |                |
| Recette de vente d'eau en gros         |                    |                    |                |
| Recette d'exportation d'eau brute      |                    |                    |                |
| Régularisations des ventes d'eau (+/-) |                    |                    |                |
| Total recettes de vente d'eau          |                    |                    |                |
| Recettes liées aux travaux             |                    |                    |                |
| Autres recettes (préciser)             |                    |                    |                |
| Total autres recettes                  |                    |                    |                |
| <b>Total des recettes</b>              |                    |                    |                |

**Recettes globales :** Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2019 : 220 014 € (201 213 € au 31/12/2018).

## 3. Indicateurs de performance

### 3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)



Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

| Analyses                     | Nombre de prélèvements réalisés exercice 2018 | Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2018 | Nombre de prélèvements réalisés exercice 2019 | Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2019 |
|------------------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------|
| Microbiologie                | 33                                            | 0                                                  | 17                                            | 0                                                  |
| Paramètres physico-chimiques | 9                                             | 1                                                  | 6                                             | 0                                                  |

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m<sup>3</sup>/jour.

| Analyses                              | Taux de conformité exercice 2018 | Taux de conformité exercice 2019 |
|---------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| Microbiologie (P101.1)                | 100%                             | 100%                             |
| Paramètres physico-chimiques (P102.1) | 88,9%                            | 100%                             |

### 3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)



L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

**La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).**

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

|                                                                                                                                                                                                                                                            | nombre de points                             | Valeur | points potentiels |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|--------|-------------------|
| <b>PARTIE A : PLAN DES RESEAUX</b><br>(15 points)                                                                                                                                                                                                          |                                              |        |                   |
| VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures                                                      | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Oui    | 10                |
| VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) | oui : 5 points<br>non : 0 point              | Oui    | 5                 |
| <b>PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX</b><br>(30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)                                                                                                                 |                                              |        |                   |
| VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques                                                 | 0 à 15 points sous conditions <sup>(1)</sup> | Oui    | 15                |
| VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)                |                                              | Oui    |                   |
| VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres                                                                                                                                       |                                              | 95%    |                   |
| VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose                                                                                                                                    | 0 à 15 points sous conditions <sup>(2)</sup> | 100%   | 15                |
| <b>PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX</b><br>(75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)                                                                                |                                              |        |                   |
| VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux                                                                                                       | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Oui    | 10                |
| VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)               | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Oui    | 10                |
| VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux <sup>(3)</sup>                                                                                                                                                                              | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Non    | 0                 |
| VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur <sup>(3)</sup>                                                                                    | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Oui    | 10                |
| VP.246 - Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées                                                                                                                              | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Oui    | 10                |
| VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)                                                                                                                                 | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Oui    | 10                |
| VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)                                                                                  | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Non    | 0                 |
| VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux                                                                                                                                           | oui : 5 points<br>non : 0 point              | Non    | 0                 |
| <b>TOTAL (indicateur P103.2B)</b>                                                                                                                                                                                                                          | <b>120</b>                                   | -      | 95                |

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

### 3.3. Indicateurs de performance du réseau

#### 3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)



Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

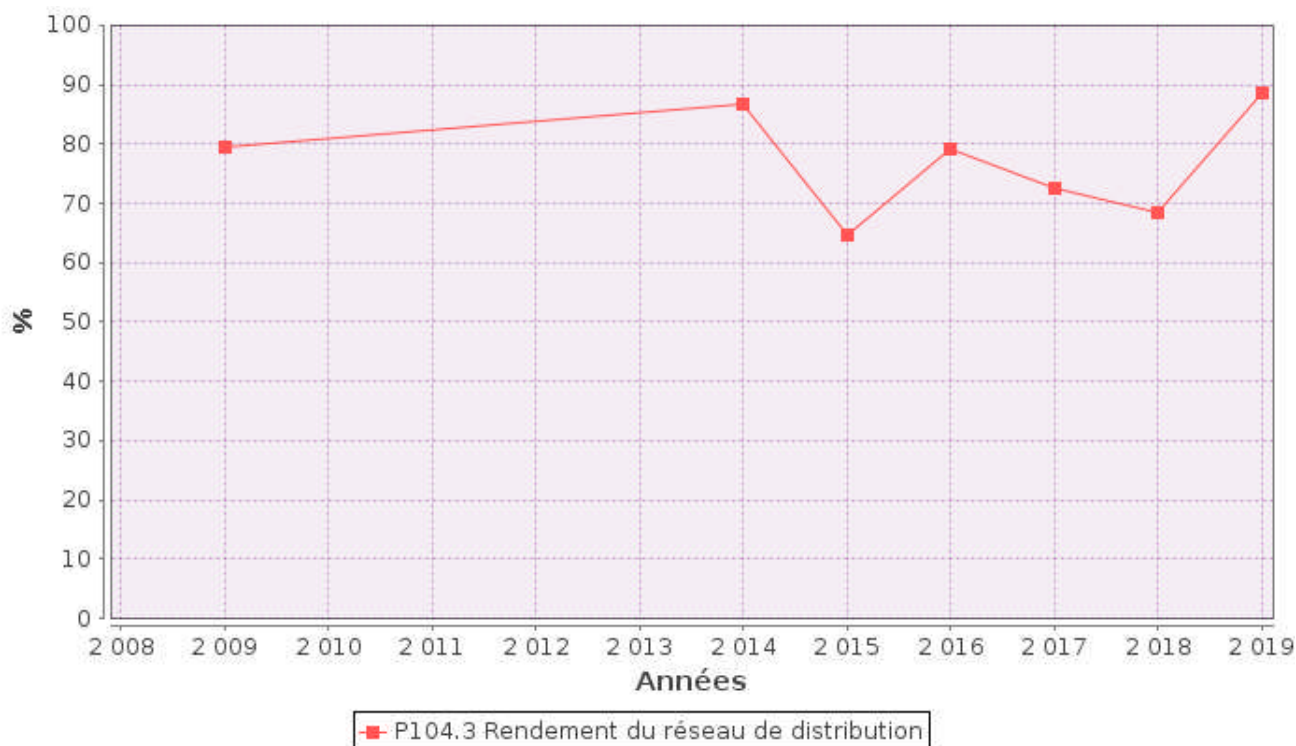
Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

|                                                                                                                                                                | Exercice 2018 | Exercice 2019 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Rendement du réseau                                                                                                                                            | 68,4 %        | 88,7 %        |
| Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement)<br>[m <sup>3</sup> / jour / km] | 7,75          | 10,91         |
| Volume vendu sur volume mis en distribution (ex. rendement primaire)                                                                                           | _____ %       | 83,7 %        |



### 3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)



Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2019, l'indice linéaire des volumes non comptés est de **2** m<sup>3</sup>/j/km (4,1 en 2018).

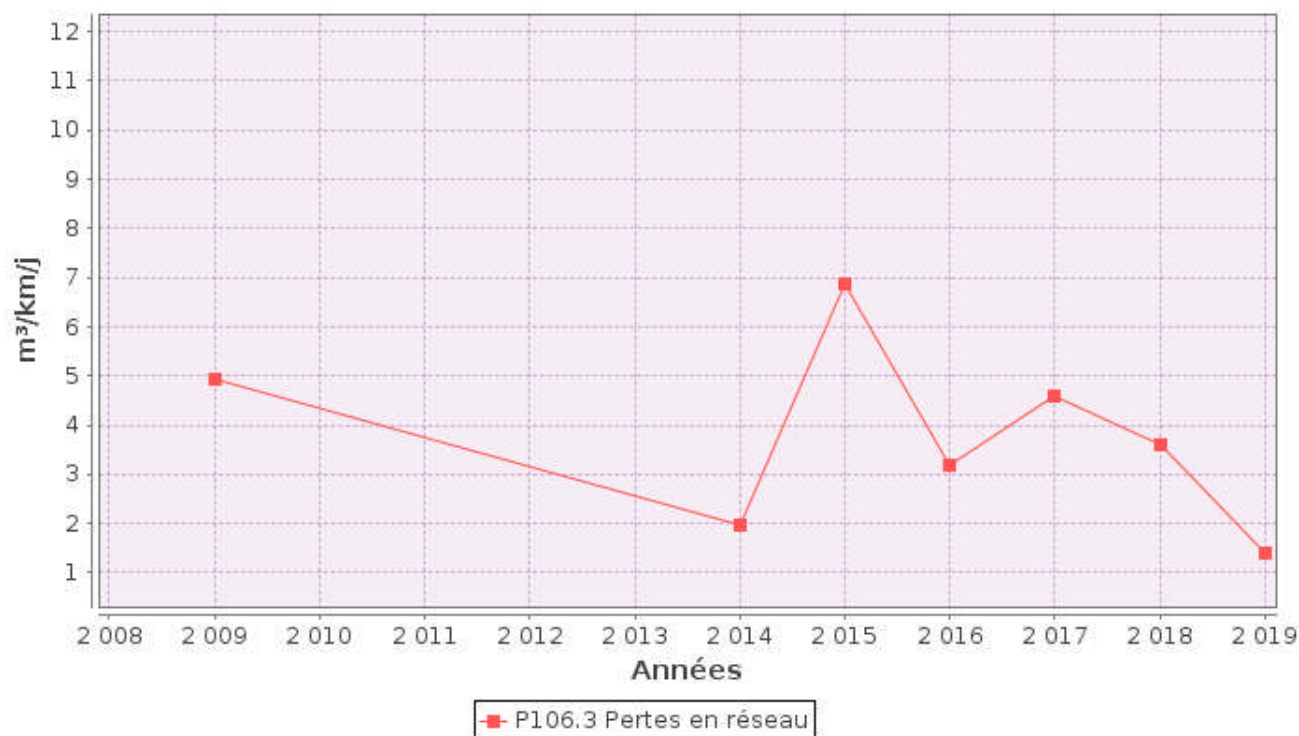
### 3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)



Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2019, l'indice linéaire des pertes est de **1,4** m<sup>3</sup>/j/km (3,6 en 2018).



### 3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)



Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

| Exercice                 | 2018 | 2018 | 2018 | 2018 | 2019 |
|--------------------------|------|------|------|------|------|
| Linéaire renouvelé en km |      |      |      |      |      |

Au cours des 5 dernières années, \_\_\_\_ km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

$$\text{taux moyen de renouvellement des réseaux} = \frac{L_N + L_{N-1} + L_{N-2} + L_{N-3} + L_{N-4}}{5 * \text{linéaire du réseau de desserte}} * 100$$

Pour l'année 2019, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est de \_\_\_\_% (0 en 2018).

### 3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)



La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

- 0% Aucune action de protection
- 20% Études environnementales et hydrogéologiques en cours
- 40% Avis de l'hydrogéologue rendu

- 50% Dossier déposé en préfecture
- 60% Arrêté préfectoral
- 80% Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
- 100% Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2019, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 40% (40% en 2018).

## 4. Financement des investissements

### 4.1. Branchements en plomb



La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

| Branchements                                                                 | Exercice 2018 | Exercice 2019 |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Nombre total des branchements                                                | 644           | 644           |
| Nombre de branchements en plomb modifiés ou supprimés dans l'année           |               |               |
| Nombre de branchements en plomb restants (en fin d'année)                    |               |               |
| % de branchement en plomb modifiés ou supprimés/nombre total de branchements | 1             | 0             |
| % de branchements en plomb restants/nombre total de branchements             |               |               |

### 4.2. Montants financiers



|                                                                                   | Exercice 2018 | Exercice 2019 |
|-----------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire | 114 572.92    | 72 230.55     |
| Montants des subventions en €                                                     |               |               |
| Montants des contributions du budget général en €                                 |               |               |

### 4.3. État de la dette du service



L'état de la dette au 31 décembre 2019 fait apparaître les valeurs suivantes :

|                                                                |             | Exercice 2018 | Exercice 2019 |
|----------------------------------------------------------------|-------------|---------------|---------------|
| Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €) |             | 29 774.52     | 26 096.67     |
| Montant remboursé durant l'exercice en €                       | en capital  | 3 496.32      | 3 677.85      |
|                                                                | en intérêts | 2 000.20      | 1 826.82      |

### 4.4. Amortissements



Pour l'année 2019, la dotation aux amortissements a été de 77 970.84 € (76 529.39 € en 2018).



#### 4.5. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'utilisateur et les performances environnementales du service



| Projets à l'étude | Montants prévisionnels en € | Montants prévisionnels de l'année précédente en € |
|-------------------|-----------------------------|---------------------------------------------------|
|                   |                             |                                                   |

#### 4.6. Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice



| Programmes pluriannuels de travaux adoptés | Année prévisionnelle de réalisation | Montants prévisionnels en € |
|--------------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|
|                                            |                                     |                             |
|                                            |                                     |                             |

## **5. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau**

### **5.1. Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0)**



Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Entrent en ligne de compte :

- les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- les abandons de créance à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

L'année 2019, le service a reçu  demandes d'abandon de créance et en a accordé .  
226 € ont été abandonnés et/ou versés à un fonds de solidarité, soit  €/m<sup>3</sup> pour l'année 2019 (0 €/m<sup>3</sup> en 2018).

### **5.2. Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT)**



Peuvent être ici listées les opérations mises en place dans le cadre de l'article L1115-1-1 du Code général des collectivités territoriales, lequel ouvre la possibilité aux collectivités locales de conclure des conventions avec des autorités locales étrangères pour mener des actions de coopération ou d'aide au développement.

| Bénéficiaire         | Montant en €         |
|----------------------|----------------------|
| <input type="text"/> | <input type="text"/> |
| <input type="text"/> | <input type="text"/> |

## **6. Tableau récapitulatif des indicateurs**

|         |                                                                                                                                                                                               | Exercice 2018 | Exercice 2019 |
|---------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
|         | <b>Indicateurs descriptifs des services</b>                                                                                                                                                   |               |               |
| D101.0  | Estimation du nombre d'habitants desservis                                                                                                                                                    | 1 366         | 1 362         |
| D102.0  | Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]                                                                                                                                                  | 2,55          | 2,57          |
|         | <b>Indicateurs de performance</b>                                                                                                                                                             |               |               |
| P101.1  | Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie                 | 100%          | 100%          |
| P102.1  | Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques | 88,9%         | 100%          |
| P103.2B | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable                                                                                                                   | 105           | 95            |
| P104.3  | Rendement du réseau de distribution                                                                                                                                                           | 68,4%         | 88,7%         |
| P105.3  | Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]                                                                                                                                          | 4,1           | 2             |
| P106.3  | Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]                                                                                                                                              | 3,6           | 1,4           |
| P107.2  | Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable                                                                                                                                        | 0%            | ____%         |
| P108.3  | Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau                                                                                                                                   | 40%           | 40%           |
| P109.0  | Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité [€/m³]                                                                                                             | 0             | 0,0017        |